



## FOCUS

### ACTION HUMANITAIRE ET ACTION SOCIALE : MÊME COMBAT ?

### HUMANITARIAN ACTION AND SOCIAL ACTION: A COMMON FRONT?

#### MAIS ÉGALEMENT...

##### PERSPECTIVES

Les mines antipersonnel :  
« la guerre des lâches »  
— p. 90  
Anti-personnel mines:  
"The coward's war"

#### BUT ALSO...

##### OPINION

Face au droit du plus fort :  
la force des principes  
— p. 104  
Facing "might makes right":  
the strength of principles

##### REPORTAGE

Déminage en Ukraine  
— p. 116  
Mine clearance in Ukraine

*Alternatives Humanitaires* est une revue bilingue (français/anglais) à vocation internationale, soutenue par :  
*Humanitarian Alternatives is an international, bilingual review (English/French) supported by:*



FONDATION  
ACTION CONTRE LA FAIM  
POUR LA RECHERCHE ET L'INNOVATION  
INSTITUT DE FRANCE



FONDATION  
croix-rouge française  
Pour la recherche humanitaire et sociale



Fondation  
de France



FONDATION  
MÉRIEUX



institut pour l'action  
humanitaire  
Équipe opérationnelle



care



Gouvernement Princier  
PRINCIPAUTÉ DE MONACO



FONDATION  
MÉDECINS DU MONDE



MÉDECINS SANS FRONTIÈRES  
ÄRZTE OHNE GRENZEN



Caritas  
France  
Secours Catholique



Terre des hommes  
Aide à l'enfance.  
Helping children worldwide. | Kinderhilfe weltweit.



DIGNITÉ  
INTERNATIONAL

Avec la contribution de | *With the contribution of:*



MÉTROPOLE  
GRAND LYON



croix-rouge  
Luxembourgeoise  
Menschliche Hilfe



SECOURS  
ISLAMIQUE  
FRANCE



Médecins  
Sans Frontières

En collaboration avec un réseau d'universités et d'institutions partenaires :  
*In collaboration with a network of partner universities and institutes:*



3A  
École  
Internationale  
de Management  
Responsable  
Donnez du sens à vos engagements



bioforce



GENEVA CENTRE OF  
HUMANITARIAN STUDIES  
CENTRE D'ÉTUDES  
HUMANITAIRES GÉNÈVE



LIÈGE  
université



université  
Lumière  
LYON 2



Sciences Po  
Saint-Germain  
en-Laye



UNIVERSITÉ  
LAVAL  
Faculté des sciences  
de l'administration



USJM  
Faculté des lettres et des sciences humaines  
École Universitaire de formation sociale



OCAH  
Observatoire canadien  
sur les crises et  
l'action humanitaire



UNIVERSITÉ PARIS 1  
PANTHÉON SORBONNE



UPEC  
UNIVERSITÉ PASCAL  
CASSAGNE



INSTITUT D'ÉTUDES MULTICULTURELLES  
DE FONTAINEBLEAU

Directeur de la publication | *Publication director*  
Bernard Michel

Conseil d'orientation | *Orientation council*

- Ouahid Abassi • Sandra Angèle • Perrine Benoist
- Barbara Boyle Saidi • Francis Charhon • Yvan Conoir
- Emanuela Croce • Françoise Duroch • Clara Egger
- Julia Grignon • Anne-Lise Lierville • Karine Meaux
- Bernard Michel • Benoit Miribel • Jean-Baptiste Richardier
- Maria Rubio • Jean-Christophe Rufin • Philippe Ryfman
- Audrey Sala • Sandrine Simon • Michaël Testa
- Virginie Troit • Joël Weiler

Comité de rédaction | *Editorial board*

- Jean-François Corty • Pierre Gallien • Valérie Gorin
- Vincent Léger • Frédéric Meunier • Stéphanie Stern

Conseil scientifique | *Scientific council*

- François Audet • Sophie Brière • Houwayda Matta Bou Ramia
- Yvan Conoir • Pascal Dauvin • Nicolas Faynot
- Raphaëlle Parizet • Christophe Jacqmin • Gautier Pirotte
- Dana Popescu-Jourdy • Stéphanie Tchiombiano
- Florence Villedey

Rédacteur en chef | *Editor-in-Chief*

Boris Martin  
boris.martin@alternatives-humanitaires.org

Chargée de coordination | *Coordination manager*

Caroline Voisine  
caroline.voisine@alternatives-humanitaires.org

Communication et aide à l'édition | *Communication and Editorial support*

Salvade Castera  
salvade.castera@alternatives-humanitaires.org

Traducteur-rices | *Translators*

- Louise Bongiovanni • Gillian Eaton • Steven Durose
- Lucile Guieu • Fay Guerry • Sophie Jeangeorges
- Derek Scoins

Correction de la version française

| *Correction for the French version*  
Audrey Gourdon

Correction de la version anglaise

| *Correction for the English version*  
Thomas Young

ÉDITORIAL | EDITORIAL

# Action sociale et action humanitaire : une nécessaire extension du domaine de la solidarité

## Social action and humanitarian action: a much-needed broadening of the scope of solidarity

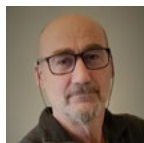
*Frédéric Meunier* • Directeur de la société coopérative et participative *Le Group'*, coordinateur du fonds RIACE France et membre du comité de rédaction d'*Alternatives Humanitaires*

*Vincent Léger* • Chargé de recherche à la Fondation Croix-Rouge française, membre du comité de rédaction d'*Alternatives Humanitaires*

*Frédéric Meunier* • Director of the cooperative and participatory organisation *Le Group'*, coordinator of the Fonds RIACE France fund and member of the editorial board of *Humanitarian Alternatives*

*Vincent Léger* • Research Fellow at the French Red Cross Foundation and member of the editorial board of *Humanitarian Alternatives*



FRÉDÉRIC  
MEUNIERVINCENT  
LÉGER

Il a longtemps été considéré – de manière réductrice – que l'action humanitaire avait vocation à soigner les maux physiques des populations de pays étrangers en proie à une crise d'origine politique (conflit) ou naturelle (catastrophe), et que l'action sociale avait pour objectif de pallier les dysfonctionnements d'origine sanitaire, juridique ou économique à l'œuvre dans l'espace « domestique » d'un pays donné. Cette distinction est-elle pertinente et, surtout, conforme à la réalité et aux besoins qui se font de plus en plus ressentir dans les pays dits développés ? De même que le développement et la paix sont venus s'arrimer à l'humanitaire pour former le nexus « humanitaire-développement-paix », serait-il inconcevable d'y associer l'action sociale ? Faudrait-il y voir une inadéquate confusion des genres, ou au contraire une nécessaire extension du domaine de la solidarité ? Une inutile complexification des objectifs, fonctions et canaux de financement, ou plutôt une salutaire mise en commun des compétences et savoir-faire des uns et des autres au moment où l'humanitaire, le développement et le social sont remis en cause comme jamais auparavant ?

Autant de questions qui puisent d'abord à la confrontation des définitions. Rony Brauman définit l'action humanitaire comme « celle qui vise, pacifiquement et sans discrimination, à préserver la vie dans le respect de la dignité, à restaurer l'homme dans ses capacités de choix »<sup>1</sup>. En France, selon le Code de l'action sociale et des familles, « [l']action sociale et médico-sociale tend à promouvoir, dans un cadre interministériel, l'autonomie et la protection des personnes, la cohésion sociale, l'exercice de la citoyenneté, à prévenir les exclusions et à en corriger les effets. Elle repose sur une évaluation continue des besoins et des attentes des membres de tous les groupes sociaux, en particulier des personnes handicapées et

— 1. Rony Brauman, « L'action humanitaire », Crash, 1<sup>er</sup> mai 1994, <https://msf-crash.org/fr/acteurs-et-pratiques-humanitaires/laction-humanitaire>

It has long been argued – and rather simplistically so – that the purpose of humanitarian action is to treat the physical ailments of populations in foreign countries affected by political crises (conflicts) or natural disasters, whereas social action aims to mitigate health, legal or economic shortcomings within the “domestic” space of a given country. Is this distinction relevant and, above all, is it consistent with reality and the ever-increasing needs of so-called developed countries? Just as development and peace joined forces with humanitarian aid to form the “Humanitarian-Development-Peace” nexus, would it be inconceivable to add social action to the mix? Would this be seen as an inappropriate blurring of boundaries or a much-needed broadening of the scope of solidarity? Would it be a pointless complication of aims, roles and funding channels, or a welcome pooling of skills and know-how at a time when humanitarian action, development and social issues are facing unprecedented challenges?

The answers to these questions largely depend on how the terms are defined. Rony Brauman defines humanitarian action as “that which aims, peacefully and without discrimination, to preserve life with respect for dignity, to restore man to his capacities of choice.”<sup>1</sup> France's legal code *Code de l'action sociale et des familles* (Code of social action and families) states that “social and medico-social action aims to promote, within an inter-ministerial framework, the autonomy and protection of individuals, social cohesion and the exercise of citizenship, and to prevent exclusion and correct its effects. It is based on a continuous assessment of the needs and expectations of members of all social groups, in particular people with disabilities and the elderly, vulnerable individuals and families in precarious situations or living in poverty, and on the provision

— 1. Rony Brauman, “Humanitarian aid”, Crash, 1 May 1994, <https://msf-crash.org/en/humanitarian-actors-and-practices/humanitarian-aid>

des personnes âgées, des personnes et des familles vulnérables, en situation de précarité ou de pauvreté, et sur la mise à leur disposition de prestations en espèces ou en nature. Elle est mise en œuvre par l'État, les collectivités territoriales et leurs établissements publics, les organismes de sécurité sociale, les associations ainsi que par les institutions sociales et médico-sociales »<sup>2</sup>.

À lire ces deux définitions, on est surpris par leur apparente proximité. Assurément, il faut d'emblée noter deux faits qui sont incontestablement le signe que nous sommes face à deux champs distincts, dotés chacun de leurs propres modalités d'action : tout d'abord, l'action sociale est portée par l'État, « dans un cadre interministériel », et déléguée à différentes instances, quand l'action humanitaire – du moins celle portée par les organisations non gouvernementales (ONG) – est indépendante de l'État ; ensuite, l'humanitaire aurait vocation à « simplement » restaurer un équilibre antérieur rompu par une crise<sup>3</sup>, quand l'action sociale aurait pour mission de garantir la plus grande égalité possible entre les membres d'une même société. Ce serait oublier, s'agissant de ce second point en particulier, que la « crisification » de nos sociétés<sup>4</sup> est le signe d'une exacerbation et d'une globalisation des menaces contre les plus vulnérables, qui justifie sans nul doute une « mise à l'échelle » des moyens pour y répondre.

— 2. Article L.116-1 du Code de l'action sociale et des familles, créé par la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale.

— 3. Rony Brauman, « L'action humanitaire », art. cit. : « l'humanitaire n'a donc pas pour ambition de transformer une société, mais d'aider ses membres – les plus vulnérables d'entre eux – à traverser une période de crise, autrement dit de rupture d'un équilibre antérieur. »

— 4. Clara Egger et Fernando Espada, « Comprendre la crise humanitaire au temps du changement climatique », *Alternatives Humanitaires*, n° 28, mars 2025, p. 1-5, <https://www.alternatives-humanitaires.org/fr/2025/03/31/comprendre-la-crise-de-lhumanitaire-au-temps-du-changement-climatique> : « Que l'on parle de "l'âge des crises", de polycrise ou de permacrise pour la désigner, l'époque que nous vivons est désormais communément appréhendée comme un épisode sans précédent, fait d'instabilité et d'incertitudes. »

of benefits in cash or in kind. It is implemented by the state, local authorities and their public institutions, social security bodies, associations and social and medico-social institutions...."<sup>2</sup>

What is striking about these two definitions is their apparent similarity. Two things must be pointed out immediately, both of which are undoubtedly signs of two distinct fields and ways of acting: firstly, social action is led by the state, "within an inter-ministerial framework" and delegated to various bodies, whilst humanitarian action – at least that undertaken by non-governmental organisations (NGOs) – is independent of the state; and, secondly, humanitarian action aims "simply" to restore an earlier stability disrupted by a crisis,<sup>3</sup> whereas social action aims to guarantee the greatest possible equality between members of the same society. With regard to the second point in particular, this would be tantamount to forgetting that the "crisisification" of our societies<sup>4</sup> is a sign of the exacerbation and globalisation of threats against the most vulnerable, which undoubtedly justifies a "scaling up" of means to respond to them.

In fact, according to The Humanitarian Coalition, a Canadian organisation, for example, "a humanitarian emergency is an event or series of events that represents a critical threat to the health,

— 2. Article L.116-1 of French Law No. 2002-2 of 2 January 2002 renewing social and medico-social action [editor's translation].

— 3. Rony Brauman, "Humanitarian aid", *art. cit.*: "the objective of humanitarian assistance is not to transform a society, as is the case with other forms of international solidarity, but rather to help the members of that society through a critical period marked by the disruption of previous stability."

— 4. Clara Egger and Fernando Espada, "Understanding the crisis of humanitarian action in the age of climate change", *Humanitarian Alternatives*, issue 28, March 2025, pp. 1-5, <https://www.alternatives-humanitaires.org/en/2025/03/31/understanding-the-crisis-of-the-humanitarian-action-in-the-age-of-climate-change> : "Whether this is the 'age of crises', polycrisis or permacrisis, the idea that we are living in an unprecedented period of instability and uncertainty has become a common way of understanding our times."

De fait, si l'on en croit par exemple la Coalition humanitaire (qui réunit les principales ONG canadiennes), « une urgence humanitaire est un événement, ou une série d'événements, qui constitue une menace sérieuse à la santé, [à] la sécurité ou [au] bien-être d'une communauté ou d'un groupe de personnes, sur une zone étendue »<sup>5</sup>. Pour les professionnels de l'urgence sociale en Europe et notamment en France, il s'agit d'une notion polysémique qui désigne « la nécessité d'intervenir immédiatement et d'apporter une réponse, dès lors qu'il s'agit d'une situation imprévue, estimée menaçante et mettant les conditions d'existence de personnes et/ou familles en péril »<sup>6</sup>. Ce type d'intervention obéit à trois exigences : l'immédiateté de la réponse, la proximité avec l'utilisateur, et l'anonymat ou, tout du moins, l'inconditionnalité de l'aide.

Sous l'effet des crises humanitaires comme sociales, les objectifs de l'humanitaire et du social seraient donc de plus en plus convergents, quoique les modalités d'action des deux écosystèmes diffèrent. Voilà qui nous incite à questionner la place de l'un et de l'autre en France et ailleurs.

Si, dans les faits, action sociale et action humanitaire sont issues d'histoires bien différentes, des passerelles ont existé et perdurent entre les deux. En 1945, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, et quelques mois seulement après la naissance, en juin, de l'Organisation des Nations unies à San Francisco, la Sécurité sociale voit le jour en France, marquant l'engagement pérenne de l'État français dans la protection sociale universelle. L'action sociale française évolue au fil des décennies, avec une décentralisation des compétences de

safety, security or wellbeing of a community or other large group of people, usually over a wide area".<sup>5</sup> For social emergency professionals in Europe and France, this is a concept with multiple meanings and which refers to "the need to intervene immediately and provide a response when faced with an unforeseen situation that is deemed to be threatening and puts the living conditions of individuals and/or families at risk."<sup>6</sup> This type of intervention requires an immediate response, proximity to the user and anonymity or, at the very least, aid that is provided on an unconditional basis.

The effects of both humanitarian and social crises means that the objectives of humanitarian and social action are tending to converge, even though they differ in their approach. This raises questions about the place of both types of action in France and elsewhere.

Although they have very different histories, there have always been links between the two. In June 1945, at the end of World War Two, the United Nations (UN) was founded in San Francisco. A few months later, the introduction of social security in France marked the French state's long-term commitment to universal social protection. Social action evolved over the years with the decentralisation of state powers between 1980 and 2000, which involved the establishment of CCAS (municipal centres for social action) under the responsibility of local authorities, and then regional authorities (at French department level) in the fight against exclusion and poverty, and the provision of social assistance for children, the elderly, and people with disabilities. Since then, three main pillars have formed the basis of French social

— 5. Coalition humanitaire, « Qu'est-ce qu'une urgence humanitaire ? », <https://www.coalitionhumanitaire.ca/quest-ce-quune-urgence-humanitaire>

— 6. Piu Brémond, Élisabeth Gérardin et Julia Ginestet, « En quoi l'urgence sociale interroge-t-elle les pratiques professionnelles ? », *Empan*, n° 46, 2002, p. 129-135, <https://shs.cairn.info/revue-empan-2002-2-page-129?lang=fr>

— 5. The Humanitarian Coalition, "What is a Humanitarian Emergency?", <https://www.humanitariancoalition.ca/what-is-a-humanitarian-emergency?>

— 6. Piu Brémond, Élisabeth Gérardin et Julia Ginestet, « En quoi l'urgence sociale interroge-t-elle les pratiques professionnelles ? », *Empan*, n° 46, 2002, p. 129-135, <https://shs.cairn.info/revue-empan-2002-2-page-129?lang=fr>

l'État entre les années 1980 et 2000, et notamment la mise en place, sous la responsabilité des communes puis des départements, des centres communaux d'action sociale, dont les missions principales sont la lutte contre l'exclusion et la pauvreté, et l'aide sociale à l'enfance, aux personnes âgées et aux personnes en situation de handicap. Depuis, trois grandes logiques fondent les politiques sociales françaises : l'assurantiel, l'assistanciel et la solidarité, qui « mettent en œuvre diversement les principes de solidarité, de redistribution et de réduction des inégalités »<sup>7</sup>.

Du côté des acteurs humanitaires, l'évolution de leur présence en France est également symptomatique. Nées au début des années 1970 et devenues véritablement opérationnelles dans les années 1980, les ONG humanitaires se sont construites à l'étranger, sur les terrains de guerre et les sites de catastrophes naturelles, mais elles se tournent rapidement – quoique en ordre dispersé et non sans tâtonnements – vers leur pays d'origine. Dès 1986, Médecins du Monde ouvre à Paris le premier centre de soins gratuits pour les plus démunis, avec la volonté de le fermer dans les six mois. L'objectif de cette ouverture était alors d'alerter les pouvoirs publics sur la question des populations en situation de précarité afin d'obtenir l'accès inconditionnel aux soins pour tous. Quarante ans plus tard, la « Mission France » reste la plus importante de l'organisation. De son côté, Médecins Sans Frontières ouvre en 1987 son premier programme dans l'Hexagone, axé sur la fourniture de soins aux plus précaires. En 1996, elle ouvre un projet d'accueil social et de soutien juridique aux personnes étrangères et, en 2017, un centre d'accueil pour les mineurs non accompagnés à Pantin et un autre dans le camp de la Linière à Grande-Synthe. Si l'engagement concret de Médecins sans Frontières en France n'a pas été sans débats au sein de

policies – insurance, assistance and solidarity – which variously implement the principles of solidarity, redistribution and reduction of inequality.<sup>7</sup>

On the humanitarian front, developments in France also have their own story to tell. Founded in the early 1970s and becoming truly operational in the 1980s, humanitarian NGOs established themselves abroad, on battlefields and sites of natural disasters, but they quickly turned their attention – albeit in a haphazard manner and often with trial and error – to their home countries. In 1986, in Paris, the NGO Médecins du Monde opened the first free healthcare centre for the most impoverished, with the intention of closing it within six months. The aim of this initiative was to alert the public authorities to the plight of populations living in precarious situations by providing them with medical assistance in order to secure unconditional access to healthcare for everyone. Forty years later, its so-called “Mission France” is still the association's biggest project. In 1987, Médecins Sans Frontières (MSF) launched its first programme in France, developing healthcare activities for the most vulnerable. In 1996, it launched a project providing social services and legal support for foreigners and, in 2017, a hosting centre for unaccompanied minors in the town of Pantin and the La Linière camp in Grande-Synthe. Even though the association's active involvement in France has not been without some debate within the NGO,<sup>8</sup> its actions in France continue in Paris, on the northern coast and in Marseille, for example, often on a voluntary basis. Many other NGOs, initially operating

— 7. Wikiterritorial CNFPT (Centre national de la fonction publique territoriale), *Données générales : les principes des politiques sociales en France*, 2018.

— 8. Read Michaël Neuman's article, particularly his comments on the role of MSF's France mission, which has been the subject of much internal debate at MSF: “Médecins Sans Frontières France: tensions arising from the ‘Migration’ projects”, *Humanitarian Alternatives*, issue 10, March 2019, pp. 22–35, <https://www.alternatives-humanitaires.org/en/2019/03/25/medecins-sans-frontieres-france-tensions-arising-migration-projects>

— 7. Wikiterritorial – CNFPT (Centre national de la fonction publique territoriale), *Données générales : les principes des politiques sociales en France*, 2018.

l'ONG<sup>8</sup>, les actions qu'elle y a développées perdurent, notamment à Paris, sur le littoral nord et à Marseille, souvent sur une base bénévole. Bien d'autres ONG, d'abord engagées à l'étranger, s'investissent sur le territoire national, où elles répondent à des problématiques bien plus sociales que proprement humanitaires. Quant à la Croix-Rouge française – qui occupe une place singulière puisqu'elle est statutairement « auxiliaire des pouvoirs publics » –, elle intervient dans des domaines similaires (accès aux soins, épidémies, catastrophes, violences fondées sur le genre, protection de l'enfance, etc.), à l'étranger, en France métropolitaine ainsi que dans les territoires d'outre-mer, soit dans des contextes extrêmement hétérogènes. Enfin, n'oublions pas que la pandémie de la Covid-19 a conduit en 2020 certaines de ces organisations humanitaires à s'investir sur le territoire français, aux côtés des acteurs du travail social, notamment en mettant à disposition leur expertise en matière d'épidémies et de biosécurité. À noter que nombre de ces actions développées à la faveur de la crise sanitaire du Covid se poursuivent aujourd'hui – signe incontestable que les compétences propres aux acteurs humanitaires ont aussi leur utilité dans un contexte domestique.

Il faut dire que si les politiques publiques ont globalement permis de faire baisser la pauvreté en France jusqu'en 2002, nous assistons depuis plus de vingt ans à une forte recrudescence de la pauvreté, de la précarité et du sans-abrisme. Les chiffres publiés par les associations françaises et les agences des Nations unies sont sans appel<sup>9</sup>. Ainsi, l'irruption des

abroad, are actively working in the country on issues that are much more social in nature than strictly humanitarian. The French Red Cross – a special case as it is statutorily an “auxiliary to the public authorities” – addresses similar issues (access to healthcare, epidemics, disasters, gender-based violence, child protection, etc.) abroad, in mainland France and in its overseas territories, i.e. in a wide variety of intervention contexts. Finally, let us not forget how, in 2020, the Covid-19 pandemic led to the mobilisation of some of these humanitarian actors on French soil alongside social workers, particularly by providing expertise in the field of epidemics and biosecurity. Some of these actions, developed in response to this health emergency, continue to this day – an undeniable sign that the skills of humanitarian actors have found a context in which they undoubtedly have a role to play.

Although public policies generally helped reduce poverty in France up until 2002, we have been witnessing a sharp resurgence in poverty, precariousness and homelessness over the past twenty years or so. The figures published by French associations and UN agencies are unequivocal on that score.<sup>9</sup> The sudden emergence of NGOs on French soil could therefore be, first and foremost, a symptom of the state's withdrawal from issues that are nonetheless crucial (access to housing, food and health).

So, should we now strengthen a union between humanitarian and social actors? As countries such as France – and others – address issues arising at home or abroad, should their intervention methods be allowed to become more closely aligned, at least partially? It is clear that international humanitarian standards are increasingly applicable to so-called “rich” countries. Yet given

— 8. Lire l'article de Michael Neuman, notamment ses développements sur la place, fort discutée en interne, de la Mission France de MSF : « Médecins Sans Frontières – France : les tensions liées aux projets “Migrations” », *Alternatives Humanitaires*, n° 10, mars 2019, p. 22-35, <https://www.alternatives-humanitaires.org/fr/2019/03/25/medecins-sans-frontieres-france-les-tensions-liees-aux-projets-migrations>

— 9. Fondation pour le Logement des Défavorisés, Médecins du Monde, Collectif Les Morts de la Rue, Utopia 56, Fédération des acteurs de la Solidarité, Coordination Nationale Jeunes Exilé-es En Danger, HCR, UNICEF, etc.

— 9. Fondation pour le Logement des Défavorisés, Médecins du Monde, Collectif Les Morts de la Rue, Utopia 56, Fédération des acteurs de la Solidarité, Coordination Nationale Jeunes Exilé-es En Danger, UN Refugee Agency (UNHCR), UN Children's Fund (UNICEF), etc.

ONG sur le territoire français pourrait être d'abord et avant tout le symptôme d'un désengagement de l'État sur des questions pourtant cruciales (accès au logement, à l'alimentation et à la santé).

Alors, faut-il aujourd'hui renforcer le rapprochement entre acteurs de l'humanitaire et du social ? Dans la mesure où un pays comme la France – mais elle n'est pas seule dans ce cas – est amené à gérer des problématiques nées sur son territoire mais aussi à l'étranger, les modes d'intervention des uns et des autres doivent-ils pouvoir se fondre, au moins partiellement ? On observe en effet que les standards humanitaires internationaux sont de plus en plus applicables aux pays dits « riches ». Or, en France et en Europe, face aux besoins fondamentaux qui, souvent, recourent ceux, toujours croissants, de pays plus lointains (logement, sécurité alimentaire, accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement, santé physique et mentale, protection, etc.), les travailleurs sociaux se trouvent régulièrement démunis faute de dispositifs adéquatement calibrés.

Des réponses pertinentes sont développées à l'international par les ONG humanitaires, et sont pour certaines déjà déployées en France ; d'autres solutions sont aussi mises en place, portées par d'autres acteurs, et s'appuient sur les principes, normes et standards humanitaires.

Les crises sont souvent propices à l'innovation sociale. Elles obligent à s'affranchir d'un modèle inopérant et dépassé, et à créer de nouvelles formes de réponses qui seront ensuite institutionnalisées. Ainsi, la crise sociale actuelle, qui conduit à la non-satisfaction des besoins vitaux d'un nombre toujours plus élevé de personnes, génère des réactions et des recherches de solutions innovantes pour pallier cette problématique.

En ce sens, et sans qu'il s'agisse d'une stratégie délibérée des acteurs concernés, qui préféreraient ne pas avoir à intervenir, les actions engagées représentent

that basic needs in France and Europe often overlap with those of more distant countries (housing, food security, access to water, hygiene and sanitation, physical and mental health, protection, etc.) and are constantly growing, social workers regularly find themselves powerless due to a lack of measures tailored to address these vital needs.

Appropriate responses are being developed at an international level by humanitarian NGOs. Some of them are already active in France, while other responses from other actors are based on humanitarian principles, norms and standards.

Crises often provide fertile ground for social innovation. In response to them, the search for solutions must move away from an ineffective and outdated model in order to create new forms of response and then institutionalise them. The current social crisis, which failing to meet the vital needs of an ever-increasing number of people, is therefore generating reactions and searches for solutions and systems to mitigate this problem.

In this sense, and contrary to the wishes of those involved (who would prefer a solution to exist without the need for their involvement), the actions undertaken are a response to a crisis which neither the state, the market, nor the "traditional" third sector is addressing. The framework put forward by the institutionalist approach<sup>10</sup> to social innovation (the importance of objectives, a local foothold, criticism of the dominant model, a partnership-based approach around a unifying project, and the emergence of innovative rules and forms) makes it possible to characterise actions that fall within the scope of social innovation.

At a time when the social sector is peniless in France and the humanitarian

— 10. Jérôme Blanc et Marie Fare, « Les monnaies sociales en tant que dispositifs innovants : une évaluation », *Innovations*, n° 38, 2012, p. 67-84, <https://shs.cairn.info/revue-innovations-2012-2-page-67?lang=fr>

une solution face à une crise à laquelle ni l'État, ni le marché, ni le secteur associatif « classique » ne répondent. La grille proposée par l'approche institutionnaliste<sup>10</sup> de l'innovation sociale (importance des finalités, ancrage local, critique du modèle dominant, logiques partenariales autour d'un projet fédérateur, émergence de règles et de formes novatrices) permet de caractériser les actions qui s'y rapportent.

À l'heure où le social manque cruellement de moyens en France et où l'humanitaire est attaqué de toutes parts à l'international, un rapprochement entre les deux écosystèmes a non seulement la potentialité de les renforcer l'un et l'autre, mais aussi de mettre en lumière leurs richesses respectives. Une telle démarche s'inscrirait également dans une logique plus vaste, souvent invoquée ces derniers mois : celle d'unir ONG humanitaires, ONG de défense des droits humains et aussi ONG environnementales pour qu'elles pèsent de tout leur poids face aux tendances lourdes – aussi bien politiques qu'économiques – qui s'affirment. À l'inverse, il est vrai que d'autres voix militent pour que chacun reste « dans sa ligne de nage », au motif de sauvegarder des modèles économiques déjà fragilisés ou de maintenir les spécificités de chacun.

C'est tout l'enjeu de ce numéro que de questionner la pertinence d'une telle démarche de rapprochement. Dans l'article d'ouverture, Johanna Baché et Véronique de Geoffroy, du Groupe URD, relèvent à juste titre que les acteurs du travail social continuent d'être confrontés à des situations d'urgence durable de plus en plus extrêmes, et qu'ils ne sont bien souvent pas en mesure de les gérer de façon optimale faute de formation et de moyens adéquats. Elles rappellent que les ONG

sector is under attack from all sides internationally, such a union has the potential to not only strengthen both these ecosystems, but also to highlight their richness. Such an approach is also part of a broader strategy – one which has been frequently discussed in recent months – to unite humanitarian NGOs, human rights NGOs, or even environmental NGOs so that they can bring their full weight to bear in the face of the major political and economic trends that are emerging. That said, it is true that other voices are calling for everyone to “stick to what they do best” in order to protect economic models that are already weak or preserve their own specific characteristics.

This issue of *Humanitarian Alternatives* questions the very relevance of such a union. In their introductory article, Johanna Baché and Véronique de Geoffroy, from the humanitarian think tank Groupe URD, rightly point out that social workers continue to be confronted with increasingly extreme long-term emergency situations, and often lack the means and training to manage them effectively. They point out that humanitarian NGOs have know-how in terms of crisis preparedness and management, the use of which can be justified by the severity of the needs, the disorganisation of public structures and, sometimes, a lack of political will. Yet they justifiably analyse the various risks, particularly that of endorsing failing public policies and acting as a substitute for the state, imposing a sense of urgency to the detriment of a culture of sustainable social action and thereby contributing to the normalisation of situations that should not exist in this political context. Furthermore, they address the issue of political engagement in civic solidarity in order to defend “a shared vision of rights” and the future of humanitarian aid when it becomes permanently embedded in a political arena.

From the organisation Terre des Hommes, Maria Bray and Lourdes Carrasco Colom take a critical look,

— 10. Jérôme Blanc et Marie Fare, « Les monnaies sociales en tant que dispositifs innovants : une évaluation », *Innovations*, n° 38, 2012, p. 67-84, <https://shs.cairn.info/revue-innovations-2012-2-page-67?lang=fr>

humanitaires ont des savoir-faire en matière de préparation et de gestion de crise, dont la mobilisation peut être légitimée par l'ampleur des besoins, la désorganisation des dispositifs publics, voire, dans certains cas, l'absence de volonté politique. Cependant, elles montrent aussi avec pertinence que cette démarche présente des risques, notamment celui de cautionner des politiques publiques démissionnaires et de se substituer à l'État, ou encore celui d'imposer une logique de l'urgence au détriment d'une culture de l'action sociale durable et, partant, de contribuer à une normalisation de situations qui ne devraient pas exister dans un tel contexte. Elles abordent aussi la question de l'engagement politique des solidarités citoyennes, appelant à défendre « ensemble un horizon de droits », et celle du devenir de l'humanitaire quand il s'ancre durablement dans un espace politique.

Pour *Terre des Hommes*, Maria Bray et Lourdes Carrasco Colom apportent un regard critique sur la façon dont les systèmes de pouvoir, et notamment les réminiscences coloniales et raciales, influencent les personnes concernées. Elles proposent une intéressante analyse de cette problématique sous l'angle des actions menées dans le domaine de la santé mentale et du soutien psychosocial (SMSPS), qu'elles présentent comme un espace de convergence, un pont entre le travail social et l'aide humanitaire. Les autrices notent que les programmes humanitaires de SMSPS « intègre[nt] des perspectives d'équité, transculturelles, fondées sur les droits et axées sur le relèvement, facilitant le passage de l'intervention d'urgence à court terme aux processus de long terme que sont la réinsertion sociale, la guérison collective et le relèvement » – signe d'une coexistence possible entre l'action sociale et la réponse d'urgence pour peu qu'une réflexion éthique et une approche « décoloniale » soient développées.

from the perspective of psychosocial and mental-health support initiatives, at the influences power systems have on the people affected, with particular regard to colonial and racial issues. They offer an interesting analysis of the problem through the lens of mental health and psychosocial support (MHPSS) as a space of convergence, a bridge between social work and humanitarian aid. They note that humanitarian MHPSS “incorporates equitable, trans-cultural, rights-based and recovery-oriented perspectives, facilitating the transition from short-term emergency response to long-term social reintegration, collective healing and recovery” that allow social action and emergency response to coexist, provided that ethical issues and a “decolonial” approach are developed.

And what about “purely” humanitarian actors, if the term still has any meaning? Manon Gallego, Pauline Pruvost-Czapek and Brice Guillaume discuss the experience of *Solidarités International* in France, launched at the time of the Covid-19 pandemic. With hindsight, they show that, far from being antagonistic, humanitarian action and social work can come together and reinforce each other when they are driven by the same insight and indignation in the face of violations of fundamental rights and basic human needs that are not being met. They provide a clear analysis of the links with humanitarian criteria, minimum thresholds and the floor effect, as well as the link with the European directive on the quality of water intended for human consumption (Drinking Water Directive) and Coalition Eau (a French water coalition). Drawing on their experience, the three authors rightly address the issues of community participation and mobilisation, and the interpretations that this can generate.

From *Action Against Hunger*, Hélène Quéau, Arthur Maurus and Mathilde Fassolette analyse the actions and, above all, the stance of this NGO, before addressing a pre-existing social

Et qu'en est-il des acteurs « proprement » humanitaires, si tant est que cette formule ait encore un sens ? Pauline Pruvost-Czapek, Manon Gallego et Brice Guillaume témoignent de l'expérience de Solidarités International en France, lancée au moment de la pandémie de Covid-19. Avec le recul, les trois auteurs montrent que l'action humanitaire et le travail social, loin d'être antagonistes, peuvent se rencontrer et se renforcer mutuellement quand ils sont animés par un même constat et une même indignation face à des droits fondamentaux bafoués et des besoins humains essentiels non satisfaits. Ils proposent une analyse claire des liens avec les critères humanitaires, des seuils minimaux et de l'effet plancher qui en résulte, ainsi que du lien avec la directive européenne relative aux eaux destinées à la consommation humaine et avec la Coalition Eau. Forts de leur expérience, ils abordent avec justesse la question de la participation et de la mobilisation communautaires, et les interprétations qui peuvent en résulter.

Pour Action contre la Faim, Hélène Quéau, Arthur Maurus et Mathilde Fassolette analysent les actions et surtout la posture qui ont été celles de l'ONG au moment d'approcher un écosystème social déjà structuré dans l'objectif spécifique de construire des complémentarités entre pratiques issues de l'humanitaire et du secteur social. Ainsi, ils questionnent avec humilité leur rapport aux pouvoirs publics et font de l'évolution des politiques publiques un objectif général. L'action de terrain, la stratégie d'influence, le plaidoyer, le lobbying politique, voire le recours à des actions juridiques deviennent des leviers clés pour rappeler à l'État ses responsabilités. Cependant, face aux besoins et aux freins rencontrés, les auteurs s'interrogent sur la pertinence d'un engagement plus opérationnel. La place des personnes concernées et la nécessité de redonner du pouvoir d'agir aux usagers tout en évitant l'écueil des participations symboliques ou instrumentalisées sont également très justement abordées.

ecosystem with the specific objective of building synergy between practices in the humanitarian and social sectors. They therefore humbly question their relationship with public authorities and make the development of public policy a general objective. Action in the field, influence strategies, advocacy, political lobbying, and even legal actions are becoming the key levers needed to remind the state of its responsibilities. Given the needs and obstacles encountered, however, they question the relevance of a more operational commitment. The role of the people involved in empowering users, while avoiding token or exploited participation, is also rightly addressed.

Véga Levaillant reports on the experience of MSF in the social sphere in France, through the opening of a day centre for unaccompanied minors. This programme has gradually integrated social work into its activities, no longer considering it solely as a means of gaining access to care but as a form of care in its own right. MSF's journey opens up perspectives on how humanitarian and social approaches can interact, merge and enrich each other to address the needs of a young, isolated and deeply vulnerable population more effectively.

To conclude this edition, but certainly not the debate, Florian Hautevelle, Claire d'Hennezel and Frédéric Meunier describe a practical case of "humanitarian protection response" carried out by a coalition of civil society actors in the French city of Lyon. The link with local authorities, which provide support for the development of solutions that partly overcome an ineffective model, is described in detail. Relations with the social sector in general and common-law associations in particular and the place of the state are robustly addressed. This *in vivo* experiment provides an empirical answer to the question that permeates this edition: who, among players in social urgency or humanitarian action, can or should do what when a group of people is in danger? As an answer,

Véga Levaillant, quant à elle, rend compte de l'expérience de Médecins Sans Frontières (MSF) dans le champ social en France, à travers l'ouverture d'un accueil de jour pour mineurs non accompagnés. Le dispositif a progressivement intégré le travail social à ses activités, ne le considérant plus uniquement comme un levier d'accès aux soins, mais comme un soin à part entière. Le cheminement de MSF ouvre des perspectives sur la manière dont les approches humanitaire et sociale peuvent dialoguer, s'hybrider et s'enrichir mutuellement pour mieux répondre aux besoins d'un public jeune, isolé et extrêmement vulnérable.

Enfin, pour clore ce dossier – mais certainement pas le débat –, Florian Hautevelle, Claire d'Hennezel et Frédéric Meunier présentent un exemple concret de « réponse de protection humanitaire » déployée par une coalition d'acteurs de la société civile à l'échelle d'une métropole française, en l'occurrence Lyon. Le lien avec les collectivités, leur soutien au développement de solutions s'affranchissant en partie d'un modèle inopérant, sont finement détaillés. Les relations avec le secteur social en général, et avec les associations de droit commun en particulier, ainsi que la place de l'État sont également décrites en détail. Cette expérimentation *in vivo* répond factuellement à la question qui constituait le fil rouge de notre problématique : qui, des acteurs de l'urgence sociale ou de l'humanitaire, peut ou doit agir, et pour faire quoi, quand un groupe de personnes est en danger ? La réponse en actes valide assez largement l'hypothèse qui était la nôtre au lancement de ce numéro : les acteurs du social et de l'humanitaire ont encore beaucoup à se dire et à faire ensemble.

the actions described here largely validate the hypothesis we had when we launched this edition: social and humanitarian actors still have much to discuss and achieve together.

*Translated from the French by Derek Scoins*





FOCUS

## **Action humanitaire et action sociale : même combat ?**

**Humanitarian action and  
social action: a common front?**

# Entre urgence sociale, résilience territoriale et résistance : quand les acteurs humanitaires s'engagent en France

## Social urgency, local resilience and resistance: when humanitarian players get involved in France

*Johanna Baché* • Experte indépendante, enseignante et juge assesseur pour le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés auprès de la Cour nationale du droit d'asile (France)  
*Véronique de Geoffroy* • Directrice générale du Groupe URD

# M

igrations, grande pauvreté, accès inégal aux services de base, crises sanitaires et climatiques bouleversent les frontières entre action sociale et action humanitaire en France, si bien que travailleurs sociaux et organisations non gouvernementales internationales se côtoient de plus en plus sur le territoire national. Une convergence assez inédite, réclamée par les uns, contestée par d'autres, mais qui soulève autant d'espoirs que de questions éthiques, stratégiques et politiques.

Migration, severe poverty, unequal access to basic services, and health and climate crises are breaking down barriers between social action and humanitarian work in France, to the extent that international non-governmental organisations (NGOs) and social workers are increasingly rubbing shoulders in the country. This almost unprecedented convergence is being demanded by some and challenged by others. It is not only raising hopes, but also ethical, strategic and political issues.

Aujourd'hui, sous la pression conjuguée des crises migratoire, sanitaire et climatique, les cadres traditionnels vacillent : d'un côté, les acteurs du travail social sont confrontés à des situations d'urgence durable de plus en plus extrêmes, qu'ils ne sont pas en mesure de gérer de façon optimale faute de formation et de moyens adéquats. De l'autre, des organisations non gouvernementales (ONG) humanitaires, historiquement tournées vers « l'international » pour la plupart, interviennent désormais sur le territoire national. Certaines, à l'image de Médecins du Monde (Mdm) ou de Médecins Sans Frontières (MSF), le font depuis quarante ans. Toutes sont motivées par la gravité des besoins et par la désorganisation des dispositifs publics, parfois induite par l'immobilisme du pouvoir politique. Plus que jamais, les frontières entre action sociale et action humanitaire se brouillent, se confondent, se superposent.

Ce rapprochement, assez inédit par son ampleur, ouvre de nouvelles perspectives de coopération : les ONG peuvent apporter aux territoires des savoir-faire en matière de préparation et de gestion de crise que les acteurs sociaux peuvent, à leur tour, adapter au contexte institutionnel français. Mais il est également porteur de multiples écueils : l'action des organisations humanitaires ne risque-t-elle pas, dans le même temps, de légitimer le désengagement de l'État, d'imposer une culture de projet et d'urgence au détriment de l'action sociale durable, voire de dépolitiser les solidarités citoyennes ?

C'est tout un nouveau champ de questionnements politiques et éthiques majeurs qui s'ouvre : que devient l'action sociale quand elle est contrainte de – ou demande à – s'inspirer des logiques humanitaires ? Et que devient l'humanitaire quand il s'ancre durablement dans un espace politique doté d'un État réputé fonctionnel, d'un système de gestion de crise et d'un dispositif de protection sociale ?

**« Plus que jamais, les frontières entre action sociale et action humanitaire se brouillent, se confondent, se superposent. »**

**“More than ever before, the boundaries between social work and humanitarian work are becoming blurred and unclear and are overlapping.”**

Traditional frameworks are now teetering under the combined pressure of the migration, health and climate crises. On the one hand, practitioners in social work are facing increasingly extreme and long-lasting emergency situations and they have neither the resources nor training to manage these situations optimally. On the other hand, humanitarian non-governmental organisations (NGOs) that have traditionally tended to focus mostly on international work are now operating in France. Some, such as Médecins du Monde (MDM) and Médecins Sans Frontières (MSF), have actually been working in France for forty years. They are all motivated by the severity of needs and the disorganisation of public systems, sometimes caused by the inaction of political authorities. More than ever before, the boundaries between social work and humanitarian work are becoming blurred and unclear and are overlapping.

The sheer scale of this convergence is almost unprecedented and is opening up new prospects for cooperation: NGOs can provide local areas with their know-how in crisis preparedness and crisis management, which social players can then tailor to the French institutional context. However, this convergence is full of pitfalls too: does involvement of humanitarian organisations not run the risk of legitimising state withdrawal at the same time? And does their involvement not also impose a project-oriented

JOHANNA  
BACHÉVÉRONIQUE  
DE GEOFFROY

En tirant les leçons de deux études de terrain conduites par le Groupe URD à Paris<sup>1</sup> en 2020 et à Briançon<sup>2</sup> en 2023, cet article se propose d'analyser le rapprochement entre les deux secteurs, non pas comme une fusion, mais plutôt comme un espace de tension féconde au sein duquel peuvent émerger de nouvelles modalités d'action. L'enjeu n'est plus seulement ici de secourir, mais bien de réfléchir à comment se préparer, ensemble, en articulant les ressources du travail social, les dynamiques citoyennes et l'expérience internationale des humanitaires pour inventer une solidarité territorialisée, à la fois sociale, écologique et politique.

---

— 1. Johanna Baché, *Crise(s) et urgences en temps de COVID-19 : quelle plus-value des acteurs humanitaires en France ?*, Groupe URD, novembre 2021, <https://www.urd.org/fr/publication/crises-et-urgences-en-temps-de-covid-19-quelle-plus-value-des-acteurs-humanitaires-en-france-2021>. Cette étude, réalisée pendant le deuxième confinement de 2020 à Paris et en petite couronne, visait à mieux comprendre les mécanismes de solidarité à l'œuvre envers les personnes fragilisées, notamment auprès des migrants à la rue. La recherche s'est particulièrement intéressée au rôle et à la légitimité des ONG humanitaires dans la réponse, et à la façon dont elles se sont liées aux autres acteurs (associations du médico-social, collectifs citoyens, État, etc.). Pour cela, des entretiens ont été conduits auprès des représentants des missions France des ONG, des acteurs associatifs (siège et terrain) et des collectifs citoyens.

— 2. Florence Chatot et Thomas Albertini, *La fabrique des solidarités à Briançon : mécanismes émergents d'aide et d'entraide à la frontière franco-italienne*, Groupe URD, mars 2025, <https://reliefweb.int/report/france/la-fabrique-des-solidarites-briancon-mecanismes-emergents-daide-et-dentraide-la-frontiere-franco-italienne-avril-2025>. Cette étude fait partie de la collection « L'Entraide en temps de crise », co-dirigée par Véronique de Geoffroy et Pablo Servigne. Elle est issue d'une enquête ethnographique réalisée à Briançon entre septembre et décembre 2023. L'objectif de ce travail était d'identifier les dynamiques d'aide et d'entraide qui prennent forme et se transforment dans le contexte particulier de l'accueil des personnes exilées arrivant d'Italie par le col de Montgenèvre. Il s'agissait non seulement de comprendre les conditions d'émergence des solidarités, mais également de mettre au jour la diversité, l'adaptation et l'interdépendance des différentes formes d'engagement qui ont tissé le réseau local depuis une décennie. Ce travail a aussi permis d'analyser les facteurs qui affaiblissent, et parfois épuisent, l'engagement, et de rendre compte des multiples stratégies mises en œuvre par les solidaires pour réinventer constamment cette solidarité.

and emergency-based culture to the detriment of long-term social action and even depoliticise community aid?

This opens up a completely new area of major political and ethical issues: what happens to social action when it is forced to draw inspiration from humanitarian approaches or willingly does so? And what happens to humanitarian work when it puts down long-lasting roots in a political arena with a state deemed functional, a crisis management system and a welfare system?

This article draws on two field studies conducted by the humanitarian think tank Groupe URD in 2020<sup>1</sup> and 2023<sup>2</sup> in Paris and the French town of Briançon, and aims to study the convergence of the two sectors, not in the sense of a merger, but rather as a fertile breeding ground from

---

— 1. Johanna Baché, *Crise(s) et urgences en temps de COVID-19 : Quelle plus-value des acteurs humanitaires en France ?*, Groupe URD, November 2021, <https://www.urd.org/fr/publication/crises-et-urgences-en-temps-de-covid-19-quelle-plus-value-des-acteurs-humanitaires-en-france-2021>. This study was conducted during the second lockdown of 2020 in Paris and the city's inner suburbs, and sought to gain a better understanding of the aid mechanisms at work to help vulnerable people, particularly migrants living on the streets. The research specifically focused on the role and legitimacy of humanitarian NGOs in the response, and the way in which they were linked to other stakeholders (medico-social associations, community collectives, the state, etc.). To this end, representatives of the French national operations of NGOs, third-sector stakeholders (headquarters and field) and community collectives were interviewed for the research.

— 2. Florence Chatot et Thomas Albertini, *La fabrique des solidarités à Briançon : mécanismes émergents d'aide et d'entraide à la frontière franco-italienne*, Groupe URD, mars 2025, <https://reliefweb.int/report/france/la-fabrique-des-solidarites-briancon-mecanismes-emergents-daide-et-dentraide-la-frontiere-franco-italienne-avril-2025>. This study is part of the *Entraide en temps de crise* collection co-edited by Véronique de Geoffroy and Pablo Servigne. It is taken from an ethnographic study conducted in Briançon from September to December 2023. The aim was to identify the aid and mutual aid dynamics that were taking shape and changing in the specific context of supporting the migrants arriving from Italy via the Col de Montgenèvre mountain pass. The intention was not only to understand the circumstances that led to the emergence of this aid, but also to showcase the diversity, adaptation and interdependent nature of the various forms of commitment that have helped create the local network over the past decade. The study also enabled analysis of the factors that wear down and sometimes drain those providing help and made it possible to report on the many strategies implemented by players in solidarity to constantly reinvent this aid.

## Paris : « humanitarisation » du social en contexte urbain et pandémique

L'intervention d'urgence en France, bien que perçue comme un enjeu plutôt récent par la plupart des ONG humanitaires, constitue depuis plusieurs décennies le cœur des préoccupations des travailleurs sociaux. Tirant ses racines dans la superposition des crises post-1973 (choc pétrolier, crise du travail, crise endémique du logement dans les grandes métropoles, etc.), la « mutation forcée » de l'action sociale a progressivement transformé les pratiques : plutôt que de fournir un accompagnement individualisé de long terme, il s'est agi peu à peu de satisfaire des besoins primaires toujours plus nombreux, épuisant au passage des professionnels du social contraints de revoir leurs ambitions à la baisse. Deux temps forts viendront marquer ce glissement des pratiques vers la gestion de l'urgence : la création des Restos du Cœur en 1985, et celle du Samu social<sup>3</sup> en 1993. Cela signera, dans le même temps, le début d'une délégation toujours plus importante et implicite des prérogatives de l'État aux associations, et d'un débat qui ne s'est, depuis, jamais éteint : faut-il agir au risque de cautionner des politiques publiques démissionnaires et de se substituer à l'État, de participer de l'affaiblissement des services sociaux institutionnels, voire de les mettre en concurrence avec le secteur associatif... et humanitaire ?

L'année 2015, marquée par le début de la « crise migratoire » et surtout, en miroir, par la « crise de l'accueil », viendra raviver ces questions et brouiller un peu plus les frontières entre social et humanitaire, précipitant l'engagement des ONG internationales en France – pour celles, encore majoritaires, qui ne disposaient pas de missions nationales. Quelques années plus tard, c'est la crise

which new ways of working may emerge. The issue is no longer just about rescuing people, but also about considering how to prepare together, by coordinating social work resources, community dynamics and humanitarian workers' international experience in order to create a local form of social, environmental and political aid.

## Paris: bringing a humanitarian slant to urban social work in a pandemic

Although regarded as a relatively recent issue for most humanitarian NGOs, emergency response work in France has been a core concern for social workers for several decades. The roots of emergency response work are to be found in the overlapping post-1973 crises (the energy crisis, labour crisis, the endemic housing crisis in big cities and so on), with social action undergoing "imposed change", leading to a gradual transformation of practices: from long-term personalised support, there has been a gradual switch towards meeting ever-increasing basic needs, thereby exhausting social workers, who have been forced to water down their ambitions. Two key events signalled a shift in practices towards managing emergencies: the founding of Restos du Cœur (an association distributing food packages and hot meals) in 1985 and Samu social (an urban humanitarian emergency service) in 1993.<sup>3</sup> These events marked the start of the ever-increasing and implicit delegation of the state's responsibilities to third-sector organisations and, at the same time, the start of a debate that continues to this day: should organisations take action at the risk of condoning defective public policies and replacing the state? And should organisations risk contributing to the weakening of institutional social services, and even bringing them into competition with the third sector and humanitarian sector?

— 3. Xavier Emmanuelli, pionnier de l'action humanitaire et fondateur du Samu social en France, nous a quittés le 16 novembre 2025. Celui qui fut le premier à introduire dans les politiques publiques la notion d'urgence sociale laisse derrière lui un paysage de la solidarité en pleine mutation.

— 3. Xavier Emmanuelli, a pioneer of humanitarian aid and the founder of Samu social in France, passed away on 16 November 2025. He was the first person to introduce the concept of "social urgency" in public policy and he leaves behind an aid world undergoing radical change.

de la Covid-19 qui viendra confirmer et étendre leur engagement sur le sol français, révélant autant les dysfonctionnements de la réponse institutionnelle que la force de la mobilisation citoyenne.

Alors que les associations et les mouvements citoyens se sont retrouvés au cœur de l'urgence sanitaire et sociale, faisant face – tout comme la protection civile et les travailleurs sociaux institutionnels – aux multiples difficultés, au flou des directives et aux carences de ressources, les ONG internationales ont fait preuve d'un engagement sans précédent. Celles qui étaient déjà actives sur le territoire ont avant tout adapté leurs interventions ou réactivé leurs cellules d'urgence « France », parfois en veille depuis la crise de 2015. Elles ont ainsi détaché des équipes mobiles au plus près des personnes sans domicile fixe comme des exilés à la rue, et mis en place des activités inédites de soutien médical dans les structures hospitalières, parfois même pour la première fois de leur histoire. Quant aux autres, plusieurs d'entre elles ont décidé de s'investir sur le territoire (à l'image de Première Urgence Internationale), voire d'ouvrir une « Mission France » à vocation pérenne (Solidarités International, Action contre la Faim). Dans tous les cas, la crise sanitaire a imposé une réflexion stratégique commune sur la légitimité de l'action humanitaire « ici », sur le positionnement à adopter par rapport aux associations nationales et locales, mais aussi face à l'État, entre réponse opérationnelle et plaidoyer politique.

Plusieurs lignes se sont alors dessinées. Tandis que des organisations comme MSF ont privilégié action d'urgence auprès des plus vulnérables et plaidoyer politique (agir et dénoncer), d'autres se sont davantage positionnées en soutien aux acteurs associatifs et aux organisations citoyennes déjà présents. Ce fut notamment le cas d'Action contre la Faim, qui a fondé son intervention sur une logique partenariale, mettant son expertise au service des acteurs en place (conduite de diagnostics, études, sessions de

The year 2015 saw the beginning of the “migration crisis” and, above all, the resulting “hosting crisis”, and rekindled this debate, as well as the issue of blurring boundaries between social and humanitarian work. It speeded up the involvement, in France, of the majority of international NGOs that had not had national French operations until that point. A few years later, the Covid-19 pandemic cemented and extended their domestic involvement, bringing to light both the failures of the institutional response and the strength of community rallying.

At a time when third-sector organisations and community movements found themselves at the heart of health and social urgency, and, like the civil protection system and institutional social workers, were contending with multiple difficulties, with the ambiguity of Covid-19 guidelines and with a lack of resources, international NGOs swung into action to an unprecedented extent. For those already working on the ground, it was primarily a question of adapting their initiatives or reactivating their “France” emergency response units, some of which had been on standby since the 2015 crisis. Mobile teams were deployed to work with the homeless and migrants living on the streets, while previously unseen medical support work was rolled out in hospitals, sometimes for the first time in their history. For others, the health crisis was an opportunity to start work in France (such as Première Urgence Internationale) and even open up a long-term “France office” (for example, Solidarités International and Action Against Hunger). In any event, the crisis triggered shared strategic thinking about the legitimacy of humanitarian work “here” and about the stance to adopt on “national” and “local” associations, but also on the French state, and whether the focus should be on an operational response or political advocacy.

Several ideas took shape. While organisations such as MSF focused on emergency response work with the most vulnerable groups and political advocacy (acting

formation pour des associations et des mouvements citoyens). Enfin, pour d'autres organisations comme Solidarités International (engagée historiquement dans le domaine de l'eau et de l'assainissement), la légitimité de l'action est avant tout passée par l'expertise technique. Plutôt que de s'opposer aux institutions, elles ont choisi de les accompagner en installant notamment des équipements de base (hygiène, eau, infrastructures) dans les sites non raccordés (campements de migrants, bidonvilles, etc.). L'idée était ici de démontrer aux collectivités, par des actions concrètes, qu'une gestion digne était non seulement réalisable, mais aussi efficace pour le territoire.

Finalement, si les ONG humanitaires ont indiscutablement contribué, durant cette crise, à l'assistance apportée aux personnes très marginalisées tout comme aux efforts de coordination et de plaidoyer, leur action aura malgré tout suscité des réactions contrastées au sein du monde associatif et militant. Pour une partie des acteurs en effet, l'intervention des humanitaires a été un soutien aussi précieux qu'efficace, venant confirmer la gravité de la situation et légitimer la nécessité de leur engagement. Pour d'autres au contraire, les ONG auraient contribué malgré elles à pérenniser un mode opératoire de crise sur le territoire national, cautionnant au passage le désengagement de l'État et normalisant des situations qui ne devraient pas exister dans ce contexte politique.

### **Briançon : hybridation solidaire en contexte rural et frontalier**

À Briançon, dans les Hautes-Alpes françaises, s'expérimente depuis 2015 un processus dynamique de mise en relation entre acteurs autour de l'accueil des personnes exilées qui franchissent la frontière franco-italienne<sup>4</sup>. On y trouve

and speaking out), others instead opted to support third-sector stakeholders and community organisations already operating on the ground. This was the case of Action Against Hunger in particular: the organisation based its work on a partnership-oriented approach, offering its expertise to players already in place (diagnoses, studies, training sessions for associations and community movements). Finally, for other organisations such as Solidarités International (historically involved in water and sanitation), their legitimacy was primarily based on providing technical expertise. Rather than pitting themselves against the institutions, they opted to help them by installing basic equipment (hygiene, water and infrastructure) in unconnected sites (migrant camps, shanty towns, etc.). In this case, the intention was to use practical initiatives to show the local authorities that proper management of such sites is not only feasible, but also effective for the local area.

Lastly, while humanitarian NGOs undoubtedly contributed, during Covid, to support for very marginalised groups and to coordination and advocacy efforts, their work triggered contrasting reactions in the third-sector and activist communities. Some stakeholders viewed the humanitarian intervention as a valuable and effective means of support, confirming the severity of the situation and legitimising the need for their involvement. However, others felt that, despite the NGOs' best efforts, their involvement helped perpetuate a crisis *modus operandi* in France, thereby condoning state withdrawal and normalising situations that should not exist in this political context.

### **Briançon: socially focused hybridisation in a rural and border area**

The town of Briançon, in France's Hautes-Alpes department, has experienced a dynamic networking process since 2015, bringing together stakeholders who help welcome migrants crossing the

— 4. Voir à ce sujet : Agnès Antoine, Ariane Junca, Guillaume Pégon *et al.*, « Hautes-Alpes françaises : la solidarité associative et citoyenne aux prises avec une idéologie sécuritaire », *Alternatives Humanitaires*, n° 18, novembre 2021, p. 36-47, <https://www.alternatives-humanitaires.org/fr/2021/11/10/hautes-alpes-francaises-la-solidarite-associative-et-citoyenne-aux-prises-avec-une-ideologie-securitaire>

un maillage dense d'associations locales (Refuges Solidaires, Tous Migrants, EKO !, collectifs de maraude, etc.), de services sociaux (PASS [permanence d'accès aux soins de santé] hospitalière, structures d'hébergement de type CHR [centres d'hébergement et de réinsertion sociale], services MNA [mineurs non accompagnés]) et d'associations nationales (Mdm, Croix-Rouge, Secours Catholique, Cimade, etc.), chacun occupant un segment de la chaîne d'accueil : hébergement, soins, accompagnement juridique, insertion.

Les ONG humanitaires interviennent surtout en soutien (financier, technique, plaidoyer) à des initiatives nées localement, sans se substituer à elles, ce qui est présenté comme une condition d'ancre territoriale et d'autonomie pour les acteurs briançonnais. Après une phase initiale de coopération étroite avec les institutions publiques, le changement des équipes municipales de 2020 a mené à une rupture quasi totale, les associations prenant alors le relais d'un État et d'une mairie jugés défaillants. L'évolution des politiques migratoires (militarisation de la frontière, criminalisation de la solidarité, déminorisation des mineurs non accompagnés, etc.) rend aujourd'hui de plus en plus difficile la distinction entre action « humanitaire » et combat politique, et beaucoup d'acteurs associatifs assument désormais que leur action est aussi une critique des politiques publiques. Certaines tensions sont apparues entre les acteurs associatifs dits « institués » (soumis à des cadres juridiques, des financements, des impératifs de gestion) et des collectifs militants ou des squats solidaires, qui revendiquent l'autogestion, l'anti-institutionnalisme et une inconditionnalité radicale de l'accueil. Les conflits résident principalement autour de cette question de l'inconditionnalité et des priorisations qui en découlent.

Ici comme ailleurs, les collectifs citoyens ont été et demeurent les primo-aidants face à l'absence ou à l'inaction de l'État, inventant en urgence des formes d'accueil, d'hébergement, de maraude, de

Franco-Italian border.<sup>4</sup> The area is home to a dense network of local associations (Refuges Solidaires, Tous Migrants, EKO!, groups roaming to help the homeless, etc.), social services (primary healthcare for people in precarious situations), accommodation and social reintegration services (emergency shelters), services for unaccompanied minors, and national organisations (MDM, Red Cross, Caritas France, Cimade, etc.), each delivering a link in the chain of welcoming: accommodation, healthcare, legal support and integration.

Humanitarian NGOs primarily provide financial, technical and advocacy support for locally created initiatives but do not replace them, with the local stakeholders feeling that it is vital to have a local foothold and independence. Following an initial phase of close cooperation with public institutions, the 2020 change of town council teams in France led to an almost complete breakdown, with associations taking over from a French state and town council both regarded as inadequate. Changes to migration policies (militarisation of the border, criminalisation of aid, unaccompanied minors being treated as adults, etc.) are today making it increasingly difficult to distinguish between "humanitarian" work and political struggle. Indeed, many third-sector stakeholders now accept that their work also constitutes criticism of public policies. Some tension has arisen between so-called "institutionalised" stakeholders (subject to legal frameworks, funding and management criteria) and activist cooperatives and community squats, which call for self-management, anti-institutionalism and a radically unconditional welcoming of migrants. The root causes of these conflicts are mainly the issue of unconditionality and the resulting prioritisation.

— 4. For this topic, please refer to the article by Agnès Antoine, Ariane Junca, Guillaume Pegon et al., "The French Hautes-Alpes: community solidarity locks horns with a security ideology", *Humanitarian Alternatives*, issue 18, November 2021, pp. 36–47 <https://www.alternatives-humanitaires.org/en/2021/11/10/the-french-hautes-alpes-community-solidarity-locks-horns-with-a-security-ideology>

soutien juridique ou de solidarité numérique (pétitions, dons à distance, réseaux de soutien). En occupant des bâtiments vides, en organisant des squats, en assumant la désobéissance civile, certains collectifs rendent visibles la vacance immobilière, la violence des politiques migratoires et la contradiction entre lois et droits fondamentaux. La solidarité locale fait face aux contrôles administratifs et à la répression (procédures pour « aide au séjour irrégulier ») et devient acte de résistance quand elle est dénoncée comme un « délit<sup>5</sup> » par ses détracteurs.

Dans ce contexte, les ONG humanitaires apportent des cadres de prise en charge (santé, protection, accompagnement des mineurs non accompagnés, méthodologie de suivi) qui réduisent certains risques (juridiques, sanitaires, éthiques) pour les bénévoles et les personnes exilées. En combinant « soigner et témoigner », des organisations comme MdM ou MSF contribuent à documenter les violations de droits, à interpellier autorités et opinion, et à relier l'expérience locale à des enjeux nationaux et internationaux. Elles fournissent un appui financier et logistique aux lieux d'accueil, mettent à disposition du matériel (par exemple, des tentes à la gare), et rejoignent ainsi ce que Frédéric Meunier<sup>6</sup> appelle un « écosystème engagé [et] qui a fait ses preuves » en participant au financement

— 5. Le « délit de solidarité » est le terme qui a été employé pour accuser plusieurs solidaires envers les exilés, notamment Cédric Herrou dans la vallée de la Roya. Son combat juridique lui a permis de remporter son procès sur la base du principe de fraternité, reconnu par le Conseil constitutionnel dans sa décision n° 2018-717/718 QPC du 6 juillet 2018 ([https://www.conseil-constitutionnel.fr/decision/2018/2018717\\_718QPC.htm](https://www.conseil-constitutionnel.fr/decision/2018/2018717_718QPC.htm)). Le Conseil y a consacré, pour la première fois, « la liberté d'aider autrui, dans un but humanitaire, sans considération de la régularité de son séjour sur le territoire national », transformant ainsi le « délit de solidarité » en un « devoir de fraternité ».

— 6. Frédéric Meunier, « La cause des exilé·e·s en France : la frilosité des organisations humanitaires internationales en question », *Alternatives Humanitaires*, n° 18, novembre 2021, p. 49-58, <https://www.alternatives-humanitaires.org/fr/2021/11/10/la-cause-des-exile%20b7e%20b7s-en-france-la-frilosite-des-organisations-humanitaires-internationales-en-question>

Here, as elsewhere, community cooperatives have been, and still are, the first responders due to the state being absent or inactive, coming up with, as a matter of urgency, forms of support, accommodation, outreach, legal support and digital activism (petitions, remote giving and support networks). By occupying empty buildings, organising squats and being comfortable with civil disobedience, some cooperatives are highlighting the issue of unoccupied housing, the violence of migration policies and the contradiction between legislation and fundamental rights. Local aid has to contend with administrative checks and crackdowns (procedures such as “facilitating unauthorised entry”) and is becoming an act of resistance when it is reported as a “crime”<sup>5</sup> by its detractors.

In this context, humanitarian NGOs provide support frameworks (healthcare, protection, support for unaccompanied minors, monitoring methods) that reduce some of the legal, health and ethical risks for both volunteers and migrants. By combining care with witness, organisations such as MDM and MSF help document rights violations, challenge authorities and public opinion and link local experiences to national and international issues. They offer financial and logistical support for hosting centres, provide equipment (tents at the railway station, for instance) and, in this way, join what Frédéric Meunier calls “a committed ecosystem that has proved its worth”<sup>6</sup> by

— 5. The “crime of solidarity” is the term that was used to accuse several migration activists, and particularly Cédric Herrou, in the Roya Valley in France and Italy. His legal battle enabled him to win his case on the basis of the principle of fraternity, recognised by the French Constitutional Council on 6 July 2018 (ruling 2018-717/718 QPC, [https://www.conseil-constitutionnel.fr/decision/2018/2018717\\_718QPC.htm](https://www.conseil-constitutionnel.fr/decision/2018/2018717_718QPC.htm)). In the ruling, the Council enshrined, for the first time, “the freedom to help others, for humanitarian purposes, regardless of the legality of their presence on national territory”, thereby turning the “crime of solidarity” into a “duty of fraternity”.

— 6. Frédéric Meunier, “The cause of exiles in France: the reticence of international humanitarian organisations called into question”, *Humanitarian Alternatives*, issue 18, November 2021, pp. 49–58, <https://www.alternatives-humanitaires.org/en/2021/11/10/the-cause-of-exiles-in-france-the-reticence-of-international-humanitarian-organisations-called-into-question>

d'achats immobiliers via des fondations (notamment la Fondation de France, le Fonds RIACE France et la Fondation pour le Logement des Défavorisés) qui mobilisent annuellement environ trois millions d'euros, ce qui permet la pérennisation de dispositifs nés de l'initiative citoyenne.

Dans l'ensemble, ce contexte montre que ces relations, loin d'être simplement coopératives ou concurrentes, forment un écosystème de solidarité en tension permanente, où chaque type d'acteurs – ONG, collectifs citoyens, acteurs sociaux – apporte une ressource spécifique mais aussi ses propres lignes de fracture, qui structurent et transforment la solidarité dans la durée.

### **Les dilemmes du rapprochement : entre plus-value et dénaturation**

Les cas parisien et briançonnais ont révélé la valeur ajoutée que peuvent apporter les ONG humanitaires dans certains contextes de crise. Ils ont illustré comment ces ONG pouvaient soutenir et décupler la capacité de réponse aux besoins urgents et non couverts des plus vulnérables. Ils ont montré comment ces organisations, au-delà de l'aide directe, pouvaient soutenir le tissu associatif et citoyen local en apportant des savoir-faire ciblés : coordination interacteurs, renforcement des capacités opérationnelles des bénévoles, « professionnalisation » de collectifs citoyens, etc. Ils ont aussi mis en avant le rôle de médiateur ou de partenaire de plaidoyer que peuvent endosser les organisations humanitaires. Les ONG bénéficient en effet d'un certain capital symbolique de « neutralité » et de « respectabilité » qui les positionne comme des interlocuteurs privilégiés auprès des pouvoirs publics. Elles peuvent donc occuper une fonction d'interface et naviguer entre deux sphères souvent polarisées (celle du militantisme de terrain et celle de l'administration publique) pour, *in fine*, porter la voix des acteurs de première ligne auprès des décideurs politiques.

helping fund property purchases via foundations (specifically Fondation de France, Fonds RIACE France and Fondation pour le Logement des Défavorisés), which raise around €3 million annually, helping secure the long-term future of mechanisms that arise from community initiatives.

For the most part, this context demonstrates that these relationships are not just about cooperation or competition, but in fact make up an aid ecosystem underpinned by ongoing tension, in which each type of stakeholder – NGOs, community cooperatives and social players – contributes specific resources, yet also their own dividing lines, which are giving structure to aid and transforming it in the long term.

### **The dilemmas of coming together: caught between added value and distortion**

The situations in Paris and Briançon demonstrate the added value that humanitarian NGOs can provide in certain crisis contexts. They show how these NGOs can support and significantly increase the capacity to respond to the urgent and unmet needs of the most vulnerable groups. They show how these organisations, apart from direct aid, can support a local third-sector and community fabric by providing targeted know-how: stakeholder coordination, volunteer operational capacity-building, making community cooperatives more professional, etc. They also showcase the role of mediator and advocacy partner that humanitarian organisations can take on. NGOs enjoy a certain amount of symbolic capital in terms of their "neutrality" and "respectability", making them key partners for public authorities. So they are able to function as an interface, navigate between two often polarised worlds (grassroots activism and public administration) and, ultimately, convey the voice of frontline players to political decision-makers.

However, humanitarian workers' undeniable contributions should not conceal what, for many, remains the most

Mais ces apports indiscutables des humanitaires ne doivent pas masquer ce qui, pour beaucoup, reste le plus important, et finalement le plus problématique : l'irruption des ONG sur le territoire national est d'abord et avant tout le symptôme d'un désengagement de l'État sur des questions pourtant cruciales (migration, logement, accès à l'alimentation et à la santé). Dès lors, le risque est grand de voir les ONG humanitaires exacerber malgré elles certaines dérives en voulant combler ces carences institutionnelles. Comment, en effet, ne pas participer de l'érosion du modèle du travail social évoqué plus haut tout en « performant » dans la gestion de l'urgence et en introduisant de nouveaux standards professionnels (indicateurs, logique projet, etc.) ? L'équilibre n'est sans doute pas impossible à trouver, mais il est fragile. D'autant qu'à être « trop efficaces », les ONG risquent également de devenir les prestataires de services privilégiés d'un État qui se désengage de ses missions régaliennes. Et, progressivement, pour certaines peut-être, de participer de la dépolitisation du discours social et militant...

### **Vers une éthique de l'engagement et de la complémentarité**

Enfin, il ne s'agit ni de fusionner action sociale, action humanitaire et mobilisations citoyennes, ni de les maintenir artificiellement cloisonnées, mais bien de préserver et visibiliser la convergence de leurs initiatives autour de la solidarité et de la protection des plus vulnérables. Pour cela, il s'agit d'organiser un dialogue critique et exigeant entre ces univers, car ce sont précisément les tensions – autour de la légitimité, des modes d'action, du rapport à l'État et au politique – qui permettent de produire des formes d'action plus fines, plus ajustées aux réalités territoriales, et potentiellement plus transformatrices.

En ce sens, la situation française joue un rôle de miroir à l'heure des débats sur la « localisation » de l'aide internationale : quand l'humanitaire se déploie « ici », dans un contexte où existent un État, des

**« L'enjeu n'est plus seulement de mieux coordonner les réponses, mais de construire une capacité de résistance commune face à des politiques d'exclusion systémiques. »**

**“The challenge is not only to coordinate responses more effectively, but to develop a shared resilience in response to systemic policies of exclusion.”**

important and, ultimately, the most problematic issue: the sudden foray of NGOs into France's national territory is, first and foremost, a symptom of state withdrawal from nevertheless crucial issues (migration, housing, access to food and healthcare). Consequently, by seeking to make up for institutional failings, there is a real risk of humanitarian NGOs worsening certain downward spirals, despite their best efforts. Indeed, how can they not play a part in eroding the model of social work mentioned above, while managing emergencies “effectively” and introducing new professional standards (indicators, a project-based approach, etc.)? A balance is doubtless achievable, but it is a delicate one. If they are “too” effective, NGOs run the risk of becoming the first-choice service providers for a state withdrawing from its sovereign remit. And perhaps some could gradually play a part in the depoliticisation of social and activist discourse.

### **Towards an ethics of commitment and complementary relationships**

In the end, it is not a question of merging social action, humanitarian work and community initiatives, or artificially keeping them in silos, but rather of preserving and highlighting how their aid and protection initiatives targeting the most vulnerable are now converging. To achieve this, a critical and challenging dialogue needs to be held

services publics et des cadres juridiques robustes, il ne peut ni les ignorer, ni s'y substituer sans risque. Ces expériences invitent ainsi les ONG à reconsidérer, y compris dans leurs interventions « là-bas », leur positionnement vis-à-vis des institutions, des acteurs locaux et des dynamiques citoyennes, et à les traiter non comme de simples « partenaires d'exécution », mais comme des interlocuteurs politiques à part entière.

En attendant, les signaux sont préoccupants : la combinaison des effets du changement climatique, du durcissement des politiques migratoires et de la précarisation massive – dans le contexte actuel de montée de l'extrême droite – laisse présager une augmentation des besoins en France et un contexte politique peu favorable, au moment même où les ressources financières, humaines et militantes des acteurs sociaux comme des organisations humanitaires s'ameublissent. Cette asymétrie nourrit le risque d'une mise en concurrence accrue entre espaces d'intervention et entre structures, d'un repli identitaire des secteurs et d'une instrumentalisation politique des solidarités par les pouvoirs publics.

Dès lors, l'enjeu n'est plus seulement de mieux coordonner les réponses, mais de construire une capacité de résistance commune face à des politiques d'exclusion systémiques. Cela suppose de reconnaître la dimension intrinsèquement politique de la solidarité, d'assumer des alliances entre acteurs sociaux, organisations des droits humains, ONG humanitaires et collectifs citoyens, et de défendre ensemble un horizon de droits, de dignité et d'hospitalité qui dépasse la seule gestion de l'urgence. Ces nouvelles convergences stratégiques marquent peut-être le début d'une forme novatrice de solidarité-résistance, capable de pallier les manquements de l'État autant que d'investir le champ du droit pour le contraindre à respecter ses obligations légales.

between these worlds. Indeed, it is the tensions themselves – about legitimacy, working methods, relationships with the state and political institutions and processes – that lead to more refined forms of action that are more tailored to local reality and are potentially more transformative.

In this respect, the French situation is holding up a mirror to debates on international aid "localisation". Indeed, when humanitarian action is deployed "here", in a context in which there is a state, public services and robust legal frameworks, they cannot ignore or stand in for them without running risks. In doing so, these experiences invite NGOs to reconsider, including in their "overseas" work, their stance with regard to institutions, local stakeholders and community dynamics, not just as simple "implementing partners" but also as fully fledged political representatives.

In the meantime, worrying signs are emerging: the combination of the effects of climate change, tougher migration policies and large-scale poverty – in the current context of the rise of the far right – heralds an increase in needs in France and an unfavourable political context, at the same time as the financial, human and activist resources of social stakeholders, and humanitarian organisations, are dwindling. This skewed situation fuels the risk of increased competition between spaces and organisations, sector-based withdrawal and political exploitation of aid by public authorities.

Consequently, the challenge is not only to coordinate responses more effectively, but to develop a shared resilience in response to systemic policies of exclusion. This involves acknowledging the intrinsically political dimension of aid, accepting alliances between social stakeholders, human rights organisations, humanitarian NGOs and community collectives, and together championing a vision of rights, dignity and hospitality that goes beyond simply managing emergencies. These

C'est peut-être là que se joue, aujourd'hui, la possibilité d'une véritable résilience territoriale : se donner la capacité, non pas de s'adapter en silence, mais d'opposer aux logiques déshumanisantes une pratique quotidienne et organisée du vivre-ensemble.

new strategic convergences potentially mark the start of an innovative form of aid-resistance able to make up for the state's shortcomings and get involved in legal issues to force the state to respect its legal obligations.

Today, the possibility of real local resilience may be playing out in this sphere: developing the capacity not to silently adapt but to use an everyday and organised model of living in harmony to counter dehumanising mindsets.

*Translated from the French by Gillian Eaton*

## Biographies



### JOHANNA BACHÉ

Johanna Baché a travaillé durant dix ans auprès du Groupe URD en tant que chargée de recherche, de formation et d'évaluation. Elle s'est rendue dans de multiples contextes de crise (Mali, Niger, Tchad, Liban, etc.), axant son expertise sur les thématiques de la localisation de l'aide, de la résilience et du triple nexus humanitaire-développement-paix. Après un retour d'expatriation au Proche-Orient, elle poursuit aujourd'hui ses activités en indépendante et dispense des cours dans plusieurs universités (gestion de crise ; enjeux contemporains du secteur de l'aide humanitaire). Johanna est également, depuis juin 2025, juge assesseur pour le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés auprès de la Cour nationale du droit d'asile.

Johanna Baché worked for the humanitarian think tank Groupe URD for a decade in research, training and assessment. She travelled to many crisis areas (including Mali, Niger, Chad and Lebanon), focusing her expertise on aid localisation, resilience and the Humanitarian-Development-Peace nexus. Having returned to France after spending time in the Middle East, she is now a freelancer and lectures at several universities (on crisis management and contemporary issues in the humanitarian aid sector). Since June 2025, Johanna has also been an associate assessor for the UN Refugee Agency at France's National Court of Asylum.

### VÉRONIQUE DE GEOFFROY

Véronique de Geoffroy est la directrice générale du Groupe URD, dont elle anime l'équipe de recherche, évaluation et formation (une dizaine de chercheurs et un large réseau d'experts externes) pour la mise en œuvre et le développement des axes stratégiques de l'organisation. Elle conçoit et réalise elle-même des projets, en particulier sur les enjeux de l'efficacité de l'aide et les interactions entre acteurs du système humanitaire, coordonnant actuellement un projet sur l'entraide en temps de crise. Véronique travaille dans le secteur de l'aide humanitaire depuis une trentaine d'années, ayant débuté au sein d'ONG sur les terrains de crise des années 1990, en Colombie, dans les Balkans et dans la région des Grands Lacs.

Véronique de Geoffroy is Executive Director of the humanitarian think tank Groupe URD. She heads its research, training and assessment team (around ten researchers and a large network of external experts) to develop and implement the organisation's strategic priorities. She also designs and implements projects, particularly on the effectiveness of aid and interactions between stakeholders in the humanitarian system. She is currently coordinating a project on mutual aid in times of crisis. Véronique has worked in the humanitarian aid sector for around thirty years, having begun her career in the field for NGOs in crisis-hit areas in the 1990s, namely Colombia, the Balkans and the African Great Lakes region.

# La santé mentale et le soutien psychosocial au service d'une action humanitaire et sociale intégrée : vers des réponses éthiques et contextualisées dans un monde polarisé

## Bridging humanitarian and social action through mental health and psychosocial support: towards ethical and context-sensitive responses in a polarised world

*Maria Bray and Lourdes Carrasco Colom*  
• Terre des Hommes (Switzerland)

# S

selon les autrices, l'aide humanitaire et l'action sociale restent artificiellement cloisonnées, et continuent de fonctionner au sein de hiérarchies coloniales persistantes. Le secteur de la santé mentale et du soutien psychosocial (SMSPS) peut servir de passerelle – à condition d'en décoloniser les approches et de redistribuer réellement les rapports de pouvoir.

According to the authors, humanitarian aid and social action remain artificially compartmentalised, and continue to operate within enduring colonial hierarchies. Mental health and psychosocial support (MHPSS) can serve as a bridge – provided that approaches are decolonised and power relations are genuinely redistributed.

Humanitarian action and social work are generally considered distinct fields. The former is expected to intervene rapidly in moments of acute disruption, while

L'action humanitaire et le travail social sont généralement considérés comme des domaines distincts. La première consiste à intervenir rapidement en cas de crise majeure, tandis que le second s'organise autour de processus d'accompagnement et de protection sociale inscrits dans la durée. Toutefois, que ce soit dans les pays du Nord ou dans les pays du Sud, situations d'urgence et crises chroniques ont de plus en plus tendance à se juxtaposer. Les familles déplacées, les jeunes ayant subi des traumatismes, qui vivent dans la pauvreté et sont marginalisés, ou encore les migrants piégés aux frontières et ballottés entre divers systèmes de protection sociale sont autant de visages d'une même réalité : l'instabilité chronique qui affecte nos sociétés partout dans le monde. Dans ce contexte, la division traditionnelle entre aide humanitaire et action sociale s'avère illusoire. Les individus ont besoin de continuité et de dignité, et non de fragmentation ou de solutions temporaires.

Tout effort pour repenser et transformer le lien qui existe entre ces deux domaines doit prendre en compte les héritages profonds qui les sous-tendent. L'action humanitaire et l'action sociale moderne ont toutes les deux été influencées par les modèles caritatifs issus des systèmes coloniaux, au sein desquels les identités et visions du monde hégémoniques ont contribué à structurer l'autorité, la légitimité et les politiques de soins. La colonialité décrit la persistance des hiérarchies coloniales, après la fin des administrations coloniales, en ce qu'elles structurent les relations sociales autour de la race, dans un système où les structures de pouvoir et de connaissance demeurent racialisées et classistes. Ces référentiels hérités du passé continuent de déterminer qui détient le pouvoir, comment l'expertise est définie et pourquoi certains groupes se voient assigner la place de bénéficiaires plutôt que celle de partenaires.

the latter is organised around longer processes of care and social protection. However, in both the Global North and Global South, emergency and chronic crises are increasingly overlapping. Displaced families, young people experiencing trauma, poverty and marginalisation, and migrants caught between borders and welfare systems all reveal the same reality: chronic instability is affecting societies everywhere. In this context, the traditional division between social support and humanitarian response is becoming illusory. People need continuity and dignity, not fragmentation and temporary fixes.

Any effort to rethink and transform the intersection of these fields must consider the deeper histories that shape them. Both traditions – humanitarian action and modern social work – are influenced by charitable models connected to colonial systems, within which hegemonic identities and worldviews came to structure authority, legitimacy and practices of care. Coloniality describes the persistence of colonial hierarchies after the end of colonial administrations, in that they structure social relations around race, in a system where power and knowledge structures remain racialised and classist. These inherited frameworks continue to shape who is given power, how expertise is defined and why some groups are positioned as recipients rather than partners. Scholars<sup>1</sup> in critical social policy and decolonial studies argue that these historical assumptions remain embedded in contemporary practice.

In this broader context, mental health and psychosocial support (MHPSS) can provide an important reference point. Originally

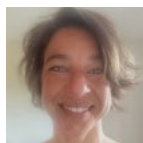
— 1. Tanja Kleibl, Robel Abay, Anna-Lisa Klages et al. (eds.), *Decolonizing Social Work: From Theory to Transformative Practice*, Bloomsbury Academic, 2024 ; Carolyn Noble and Annaline C. S. Keet, *Exploring New Horizons for Decolonial Social Work Education*, Springer, 2024 ; Walter D. Mignolo and Catherine E. Walsh, *On Decoloniality: Concepts, Analytics, Praxis*, Duke University Press, 2018 ; Ilan Kapoor, *Celebrity Humanitarianism: The Ideology of Global Charity*, Routledge, 2012.



MARIA  
BRAY

Les chercheurs<sup>1</sup> en politiques sociales et études décoloniales soutiennent que ces présupposés historiques restent ancrés dans les pratiques contemporaines.

Dans cette perspective plus large, le continuum de soins de santé mentale et de soutien psychosocial (SMSPS) offre un point de repère essentiel. Initialement conçue pour répondre aux situations d'urgence, la SMSPS a évolué vers une approche faisant le lien entre protection, relèvement et bien-être communautaire. En mettant l'accent sur les relations humaines, le sentiment d'appartenance et les conditions sociales qui favorisent le bien-être, cette approche offre un cadre concret favorisant l'intégration de l'aide humanitaire et de l'action sociale.



LOURDES  
CARRASCO  
COLOM

Alors que les crises se multiplient et que les sociétés se fracturent, la nécessité d'adopter des approches garantissant l'équité, la continuité et la responsabilité se fait de plus en plus sentir. Pour les personnes touchées, c'est même devenu un impératif. Le présent article explore l'histoire de l'aide humanitaire et de l'action sociale, ainsi que les transformations nécessaires pour que ces deux domaines puissent être intégrés de manière significative.

### L'action sociale et humanitaire à la lumière des perspectives historiques et coloniales

Reconnaître les origines coloniales communes et les colonialités persistantes qui influencent aussi bien l'aide humanitaire que l'action sociale moderne est une condition *sine qua non* d'une véritable convergence. L'expansion coloniale n'a pas seulement organisé les rapports sociaux dans les territoires colonisés, elle a également reconfiguré

developed for use in emergency settings, MHPSS has evolved into an approach that links protection, recovery and community well-being. By focusing on relationships, a sense of belonging and social conditions that promote well-being, MHPSS provides a practical approach to integrating humanitarian and social responses.

As crises increase and societies become more divided, there is a growing need for approaches that ensure equity, continuity and responsibility. For affected people, this becomes imperative. This article examines the histories of humanitarian action and social work, and the changes needed for them to be meaningfully integrated.

### Examining social and humanitarian action through historical and colonial perspectives

Recognising the shared colonial foundations and enduring colonialities shaping both modern social work and humanitarian action is essential for meaningful convergence. Colonial expansion not only organised relations abroad but also reconfigured hierarchies within Europe itself, establishing "whiteness" as a normative standard of humanity, competence and authority – as considering whiteness not simply as a skin colour, but as a hegemonic identity, position and ideology. Modern social work, formalised in the 19<sup>th</sup> century within social institutions, has been shaped by the racial and class hierarchies of the time where approaches to care were frequently informed by Western and often Christian frameworks and took paternalistic and deficit-oriented forms. Humanitarian action later became professionalised within post-colonial and neo-colonial contexts, similarly reproducing hierarchies of expertise and deservingness while privileging Eurocentric knowledge.

Humanitarian and social work reproduce several forms of coloniality described by researchers. The "coloniality of power"<sup>2</sup>

— 1. Tanja Kleibl, Robel Abay, Anna-Lisa Klages et al. (eds.), *Decolonizing Social Work: From Theory to Transformative Practice*, Bloomsbury Academic, 2024 ; Carolyn Noble and Annaline C. S. Keet, *Exploring New Horizons for Decolonial Social Work Education*, Springer, 2024 ; Walter D. Mignolo and Catherine E. Walsh, *On Decoloniality: Concepts, Analytics, Praxis*, Duke University Press, 2018 ; Ilan Kapoor, *Celebrity Humanitarianism: The Ideology of Global Charity*, Routledge, 2012.

— 2. Anibal Quijano, "Coloniality of Power, Eurocentrism, and Latin America", *Nepantla: Views from South*, vol. 1, no. 3, 2000, pp. 533–580.

les hiérarchies au sein de l'Europe et fait de la « blanchité » un standard normatif d'humanité, de compétence et d'autorité – en considérant la blanchité non pas comme une simple couleur de peau, mais comme une identité, une position et une idéologie hégémoniques. L'action sociale moderne, formalisée au XIX<sup>e</sup> siècle au sein des institutions sociales, a été influencée par les hiérarchies raciales et classistes de l'époque, les modalités de prise en charge reposant alors souvent sur des cadres eurocentrés, fréquemment chrétiens, paternalistes et axés sur les carences. Par la suite, l'action humanitaire s'est professionnalisée dans les contextes postcoloniaux et néocoloniaux, reproduisant de la même façon les hiérarchies d'expertise et de mérite, tout en privilégiant les savoirs eurocentrés.

L'humanitaire comme le social reproduisent plusieurs formes de colonialité décrites par les chercheurs. La « colonialité du pouvoir<sup>2</sup> » désigne les systèmes de savoir, de gouvernance et de prise en charge racialisés, genrés et classistes, héritage des empires, dans lesquels la blanchité fonctionne comme un principe d'organisation neutre où « les autres » – les populations marginalisées – sont souvent considérés comme des sujets de correction ou d'intervention. La « colonialité du savoir<sup>3</sup> » renvoie au fait de privilégier continuellement les sciences sociales et psychologiques occidentales, ce qui marginalise d'autres épistémologies et génère des interventions qui considèrent les existences marginalisées comme pathologiques. La « colonialité de l'être<sup>4</sup> », enfin, révèle comment

refers to the racialised, gendered and classist systems of knowledge, governance and care inherited from empires, in which whiteness functions as a neutral organising principle where “others” – marginalised populations – are often considered subjects of correction or intervention. The “coloniality of knowledge”<sup>3</sup> – is capturing the ongoing privileging of Western social and psychological sciences as authoritative, marginalising other epistemologies and producing interventions that pathologise marginalised live. And the “coloniality of being”<sup>4</sup> is revealing how hierarchies of humanity endure, shaping whose lives are valued and whose suffering is normalised or framed as deficiency. Together, these colonialities structure interpretations of vulnerability, rights and well-being. In an era of growing multiculturalism and societal polarization in Europe, these hierarchies profoundly influence who decides, who provides, and who is positioned as a recipient, underpinning the uneven protections and tensions explored below.

### Continuity and preparedness: the two key words in response to the polarisation of the current geopolitical context

The current geopolitical environment is increasingly characterised by chronic, intersecting crises that transcend conventional humanitarian borders. Protracted conflicts, mass displacement, persistent poverty, political polarisation, oppression and occupation are blurring the line between “emergency” and “recovery”. From Syria to Ukraine, from Palestine to Western Sahara, from the Sahel to the streets of European capitals, it is no longer possible to distinguish between short-term crisis response and long-term social protection. People

— 2. Anibal Quijano, “Coloniality of Power, Eurocentrism, and Latin America”, *Nepantla: Views from South*, vol. 1, no. 3, 2000, pp. 533–580.

— 3. Walter D. Mignolo, “The Many Faces of Cosmopolis: Border Thinking and Critical Cosmopolitanism”, *Public Culture*, vol. 12, no. 3, 2000, pp. 721–748 ; Id., *The Darker Side of Western Modernity: Global Futures, Decolonial Options*, Duke University Press, 2011.

— 4. Frantz Fanon, *Peau noire, masques blancs*, Seuil, 1952 ; Nelson Maldonado-Torres, “On the Coloniality of Being”, *Cultural Studies*, vol. 21, no. 2-3, 2007, pp. 240–270 ; Maria Lugones, “Toward a Decolonial Feminism”, *Hypatia*, vol. 25, no. 4, 2010, pp. 742–759.

— 3. Walter D. Mignolo, “The Many Faces of Cosmopolis: Border Thinking and Critical Cosmopolitanism”, *Public Culture*, vol. 12, no. 3, 2000, pp. 721–748 ; Id., *The Darker Side of Western Modernity: Global Futures, Decolonial Options*, Duke University Press, 2011.

— 4. Frantz Fanon, *Peau noire, masques blancs*, Seuil, 1952 ; Nelson Maldonado-Torres, “On the Coloniality of Being”, *Cultural Studies*, vol. 21, no. 2-3, 2007, pp. 240–270 ; Maria Lugones, “Toward a Decolonial Feminism”, *Hypatia*, vol. 25, no. 4, 2010, pp. 742–759.

les hiérarchies entre les êtres humains perdurent, déterminant quelles vies ont de la valeur et quelles souffrances sont jugées normales ou considérées comme une déficience. Conjuguées, ces trois formes de colonialité structurent les interprétations de la vulnérabilité, des droits et du bien-être. À une époque où le multiculturalisme et la polarisation gagnent du terrain dans les sociétés européennes, ces hiérarchies influencent profondément la répartition des rôles entre ceux qui décident, ceux qui fournissent l'aide et ceux qui sont assignés à la place de bénéficiaires – et expliquent pourquoi les tensions et les protections sont inégalement réparties, comme nous allons le voir plus loin.

### **Continuité et préparation, les deux maîtres mots face à la polarisation du contexte géopolitique actuel**

L'environnement géopolitique actuel se caractérise de plus en plus par des crises chroniques si imbriquées les unes dans les autres qu'elles échappent aux catégorisations humanitaires traditionnelles. Conflits prolongés, déplacements de masse, pauvreté persistante, polarisation politique, occupation et oppression brouillent les frontières entre « situations d'urgence » et « phases de relèvement ». De la Syrie à l'Ukraine, en passant par la Palestine, le Sahara occidental, le Sahel ou les rues des capitales européennes, il devient impossible de séparer les interventions visant à répondre à une crise ponctuelle de l'action sociale à long terme. Les populations en situation de précarité chronique requièrent un accompagnement continu associant protection sociale et aide humanitaire.

Dans les pays du Sud, les interventions humanitaires obéissent souvent à une logique d'urgence et sont encadrées par les normes internationalement reconues en matière de soutien psychosocial et de protection. En Europe en revanche, les situations de vulnérabilité du même type (par exemple mineurs non accompagnés, personnes migrantes et victimes d'exclusion sociale) sont généralement

living in chronic precarity require continuous care that combines social welfare and humanitarian support.

In the Global South, humanitarian interventions are often driven by a sense of urgency and adhere to globally recognised standards for psychosocial support and protection. In contrast, comparable vulnerabilities in Europe, such as unaccompanied minors, migrants and victims of social exclusion, are generally addressed as domestic policy issues, with limited accountability and application of humanitarian principles such as impartiality and dignity.

Europe's approach reflects a persistent double standard in the application of humanitarian norms. Standards promoted globally, such as deinstitutionalisation and individualised care, are not consistently upheld within Europe itself, particularly for migrant and racialised populations. This uneven application reflects the enduring colonial hierarchies of being<sup>5</sup> and human value that continue to determine who receives adequate care and protection.

Europe's self-image as a humanitarian provider, rather than a potential site of humanitarian need, is reinforced by the deeply ingrained belief that crises occur "elsewhere". Because of this colonial and invulnerable viewpoint, policymakers find it challenging to recognise vulnerability within Europe. Achille Mbembe characterises this viewpoint as a component of the postcolonial imagination,<sup>6</sup> through which Europe continues to view itself as the centre of civilisation and humanity. Consequently, situations in which European populations require humanitarian aid, such as during pandemics,<sup>7</sup>

— 5. See references cited in note 4.

— 6. Achille Mbembe, *On the Postcolony*, University of California Press, 2001.

— 7. Kristin B. Sandvik and Kjersti Lohne, "The humanitarianisation of the COVID-19 response", *Journal of Humanitarian Affairs*, vol. 2, no. 3, 2020, pp. 1–5. This article analyses how Covid-19 blurred boundaries between public health, development and humanitarian action, including in high-income contexts, challenging conventional humanitarian response models.

appréhendées comme des problématiques de politique interne et ne sont donc pas soumises aux mêmes exigences en termes de redevabilité et d'application des principes humanitaires tels que l'impartialité et le respect de la dignité.

L'approche européenne reflète ainsi la persistance d'un système à deux vitesses dans la mise en œuvre des normes humanitaires. Certains principes pourtant défendus à l'échelle mondiale, comme la désinstitutionnalisation et l'accompagnement individualisé, ne sont pas appliqués de façon systématique au sein même de l'Europe, en particulier dans le cas des populations migrantes et racisées. Ce respect à géométrie variable montre que les hiérarchies coloniales de l'être<sup>5</sup> et de la valeur humaine sont toujours à l'œuvre et qu'elles continuent à déterminer les conditions d'accès des uns et des autres à un accompagnement et une protection adéquats.

L'image que l'Europe a d'elle-même – celle d'un pourvoyeur d'aide humanitaire et non d'un territoire susceptible d'avoir besoin d'une assistance humanitaire – est renforcée par sa conviction profonde que les crises surviennent « ailleurs ». Cet héritage colonial et ce sentiment d'invincibilité empêchent les responsables politiques de reconnaître la vulnérabilité du territoire européen. Achille Mbembe caractérise cette posture comme une composante de l'imaginaire postcolonial<sup>6</sup>, à travers lequel l'Europe continue de se percevoir comme le centre de la civilisation et de l'humanité. De fait, les situations de crise humanitaire auxquelles sont confrontées les populations européennes (pandémies<sup>7</sup>, catastrophes naturelles, crises politiques

natural disasters, political and economic crises, or widespread displacement, are often met with discomfort or denial.

This mindset limits Europe's capacity to recognise its own suffering and establish genuine dialogue with the Global South to learn from its expertise and epistemologies, which could strengthen Europe's own systems.

The current "humanitarian reset", driven by funding fatigue and geopolitical competition, further highlights the limitations of treating humanitarianism and social welfare as distinct areas. A rights-based and dignified approach requires continuity, where immediate relief leads to long-term inclusion and social protection systems. Preparedness must be reimagined, not only as logistical readiness but also social resilience: the capacity to sustain human dignity amid chronic instability.

### MHPSS as a convergence space

Appropriate MHPSS has become a bridge between social work and humanitarian aid, especially in crisis and post-conflict contexts. Developed in response to acute trauma, it now incorporates equitable, transcultural, rights-based and recovery-oriented perspectives, facilitating the transition from short-term emergency intervention to long-term social reintegration, collective healing and recovery.

By considering the diverse emotional, social and structural aspects of well-being, MHPSS moves beyond the management of immediate crises and the characteristics of individual suffering. It recognises systemic oppression, power dynamics and structural violence, and restores people's sense of belonging, agency and social participation. This makes MHPSS a natural convergence point between the humanitarian and social sectors, both of which are grounded in social action and solidarity practices. In practice, MHPSS illustrates a variety of approaches. For example, psychosocial programmes for displaced

— 5. Voir les références citées à la note 4.

— 6. Achille Mbembe, *On the Postcolony*, University of California Press, 2001.

— 7. Kristin B. Sandvik and Kjersti Lohne, "The humanitarianisation of the COVID-19 response", *Journal of Humanitarian Affairs*, vol. 2, no. 3, 2020, pp. 1–5. Cet article montre comment la pandémie de Covid-19 a brouillé les limites entre santé publique, développement et aide humanitaire, y compris dans les pays à revenus élevés, remettant ainsi en cause les modèles d'intervention conventionnels.

et économiques, déplacements massifs) suscitent souvent chez elles de la gêne ou du déni.

Cet état d'esprit empêche l'Europe de reconnaître ses propres souffrances et d'établir un véritable dialogue avec les pays du Sud en vue de s'inspirer de leur expertise et de leurs épistémologies, qui pourraient pourtant l'aider à renforcer ses propres systèmes.

Portée par la lassitude des bailleurs de fonds et la concurrence géopolitique, la « réinitialisation humanitaire » en cours (*humanitarian reset*) souligne davantage les limites qu'il y a à considérer l'humanitaire et la protection sociale comme des domaines distincts. L'approche fondée sur les droits et le respect de la dignité exige de la continuité, c'est-à-dire une articulation efficace entre l'assistance d'urgence et les systèmes de protection sociale propices à une insertion durable. Il convient de repenser la préparation au-delà de sa seule dimension logistique afin d'y intégrer la résilience sociale, c'est-à-dire la capacité à préserver durablement la dignité de la personne humaine face à une instabilité chronique.

### **La SMSPS comme espace de convergence**

La SMSPS constitue désormais une passerelle entre l'aide humanitaire et l'action sociale, notamment dans les contextes de crise et les situations de postconflit. Développée en réponse aux traumatismes les plus graves, elle intègre aujourd'hui des perspectives d'équité, transculturelles, fondées sur les droits et axées sur le relèvement, facilitant ainsi le passage de l'intervention d'urgence à court terme aux processus de long terme que sont la réinsertion sociale, la guérison collective et le relèvement.

En prenant en compte les dimensions émotionnelles, sociales et structurelles du bien-être, la SMSPS va plus loin que la seule gestion des crises immédiates et la prise en charge des souffrances

young people may combine culturally appropriate trauma-informed care approaches with dignified access to rights and skills development, supporting personal recovery and social participation. Migrant support centres in southern Europe, for example, can combine emergency psychological first aid with case management and housing support, linking care with advocacy and access to rights. Similarly, community-based programmes in post-conflict areas should connect individual psychosocial support with group activities that restore a sense of belonging and facilitate collective healing, while recognising the role of communities as agents of change.

However, scaling up these hybrid models presents challenges. MHPSS initiatives often face fragmented funding and different accountability frameworks, which makes ongoing collaboration difficult. Without intentional efforts to share power meaningfully, MHPSS approaches may unintentionally reinforce inequalities rather than transform them.

To reach its full potential, the continuity of MHPSS care needs to be integrated into national and local systems, embedding an understanding of well-being that considers intersecting factors. This makes psychosocial care a collective responsibility, focusing on systemic change rather than just interventions.

When applied appropriately, MHPSS acts as a convergence space, building conceptual and practical bridges that link relief and resilience, individual recovery and social justice, and emergency ethics and sustainable care.

### **Decolonisation, power transformation and local leadership in MHPSS: a way forward**

If MHPSS can connect short-term help with long-term social action, the next step is to ensure that this connection is ethical and operational. Any

individuelles. Elle reconnaît l'oppression systémique, les dynamiques de pouvoir et la violence structurelle, et contribue à rétablir le sentiment d'appartenance, la capacité d'action et la participation active des personnes concernées à la société. Cela fait de la SMSPS un espace de convergence naturel entre les secteurs humanitaire et social, tous deux ancrés dans des pratiques de solidarité et d'accompagnement des personnes. En pratique, les soins de santé mentale et soutien psychosocial recouvrent une variété d'approches. Les programmes de soutien psychosocial destinés aux jeunes déplacés peuvent par exemple consister en une prise en charge culturellement appropriée associée à un accès digne aux droits et au développement des compétences, soutenant ainsi à la fois le relèvement de la personne et son insertion sociale. Les centres d'aide aux migrants dans le sud de l'Europe peuvent notamment proposer, en plus d'un accompagnement psychologique d'urgence, un accompagnement social personnalisé et une assistance au logement, articulant prise en charge individuelle, plaidoyer et accès aux droits. De même, les programmes communautaires dans les zones de postconflit devraient tisser des liens entre le soutien psychosocial individuel et les activités de groupe visant à restaurer le sentiment d'appartenance et à faciliter la guérison collective, tout en reconnaissant le rôle des communautés en tant qu'agents du changement.

Le déploiement à plus grande échelle de ces modèles hybrides se heurte toutefois à des obstacles réels. Les initiatives de SMSPS doivent souvent composer avec des financements fragmentés et des mécanismes de redevabilité cloisonnés, ce qui complique la collaboration dans la durée. Faute de véritables efforts en faveur d'un partage effectif du pouvoir, ces initiatives peuvent renforcer involontairement les inégalités au lieu de les corriger.

Pour réaliser leur plein potentiel, les programmes de SMSPS doivent s'implanter

convergence between humanitarian aid and social work must undergo a decolonial process to address the deeper power imbalances that still affect both fields. This requires not only questioning the export of standards to the Global South, but also the hegemonic assumptions that shape social action within Europe.

Despite years of critique, European systems continue to frame crises as external, thereby reproducing older hierarchies rooted in charity, colonial rule and paternalism, which influence how need, distress and well-being are defined in MHPSS.

The challenge is both technical and ethical, concerning how MHPSS frameworks are designed and assessed and how power shapes need, care allocation and legitimate knowledge. Practice-based responses include participatory assessments, shared governance structures and monitoring systems that incorporate community-defined indicators of well-being alongside clinical or institutional metrics. These approaches facilitate more balanced collaboration between humanitarian and social work professionals and support the continuity of care across emergency and non-emergency settings.

Decolonial MHPSS practices emphasise diverse meaningful understandings of distress, collective healing practices and social determinants of mental health, such as housing, legal status and livelihoods. These insights are integrated into service design. This shift involves recognising the legitimacy of different knowledge systems and types of care, while also dismantling the hierarchy that positions Western, white experience and expertise as universal and superior by default.

Sustainable convergence requires Europe to learn from community-anchored MHPSS practices and epistemologies from the Global South. In diverse European societies, this entails integrating diverse community representatives into service governance and valuing

de façon pérenne dans les systèmes locaux et nationaux, et y diffuser leur approche multifactorielle du bien-être. Les soins psychosociaux deviennent ainsi une responsabilité collective, axée sur le changement systémique plutôt que sur des interventions ponctuelles.

Lorsqu'ils sont mis en œuvre de façon adéquate, les programmes de SMSPS jouent pleinement leur rôle d'espaces de convergence, créant des passerelles conceptuelles et pratiques entre secours et résilience, relèvement individuel et justice sociale, éthique de l'urgence et prise en charge longue durée.

### **Décolonisation, transformation des rapports de pouvoir et localisation des programmes de SMSPS : perspectives et leviers d'action**

Si les programmes de SMSPS peuvent faire le lien entre l'aide à court terme et l'action sociale à long terme, l'étape suivante consiste à veiller à ce que cette articulation soit à la fois éthique et opérationnelle. Toute convergence entre l'aide humanitaire et l'action sociale doit s'inscrire dans un processus décolonial afin de remédier aux profonds déséquilibres de pouvoir qui traversent encore ces deux domaines. Il s'agit non seulement de questionner le transfert des normes occidentales vers les pays du Sud, mais également de remettre en cause les présupposés hégémoniques qui guident l'action sociale sur le territoire européen.

Malgré les critiques dont ils font l'objet depuis des années, les systèmes européens persistent à envisager les crises comme des phénomènes externes, reproduisant ainsi des hiérarchies anciennes ancrées dans la charité, l'ordre colonial et le paternalisme, qui continuent d'influencer la façon dont les besoins, la détresse et le bien-être sont appréhendés dans le champ de la santé mentale et du soutien psychosocial.

experiential and cultural knowledge alongside professional expertise. While these principles are becoming more prevalent, their implementation remains fragile, uneven and highly context-dependent.<sup>8</sup>

For the Global North, aligning humanitarian action with social work ethically also requires acknowledging Europe's colonial past and how it continues to influence perceptions of vulnerability, expertise and universality. It is important to open up space for learning. In MHPSS practice, this translates into the following commitments:

- Centering racialised and marginalised voices and experiences in both the Global South and the Global North, including those of migrant, refugee and post-colonial communities in Europe, in MHPSS knowledge production, policy design and service delivery.
- Integrating epistemologies from decolonial scholars and non-Western frameworks into the academic curricula of social and psychological sciences and humanitarian studies, and questioning the universality of conceptualisations of values, well-being and good parenting.
- Dismantling racialised and classed assumptions that position white European standards as the norm and all others as inferior or deviant. This eliminates double standards such as accepting institutional care and low-quality standards without accountability for migrant children in the Global North while rejecting them for white children.
- Expanding culturally grounded approaches in MHPSS to make them ethically and clinically

— 8. In response to these challenges, some international organisations, including Terre des hommes, have begun internal reflections and learning processes aimed at questioning existing practices, opening space for diverse voices and strengthening the recognition of local expertise and knowledge within MHPSS frameworks (ACT Local MHPSS).

Le défi est à la fois technique et éthique : il s'agit d'interroger la manière dont les cadres de SMSPS sont conçus et évalués, mais aussi la manière dont les besoins, l'allocation de l'aide et la légitimation du savoir sont façonnés par le pouvoir. Les interventions fondées sur la pratique incluent des évaluations participatives, des structures de gouvernance partagée et des systèmes de suivi intégrant à la fois des indicateurs de bien-être définis par les communautés et des critères d'évaluation cliniques ou institutionnels. Ces approches permettent une collaboration plus équilibrée entre les professionnels de l'humanitaire et ceux du social, et favorisent la continuité de la prise en charge au-delà des situations d'urgence.

La pensée décoloniale appliquée aux programmes de SMSPS met l'accent sur les conceptions plurielles de la détresse, les pratiques de guérison collective et les déterminants sociaux de la santé mentale (notamment le logement, le statut juridique et les moyens de subsistance), et ces éléments sont intégrés dans la conception des services. Cette évolution implique de reconnaître la légitimité d'autres systèmes de connaissance et d'autres modalités d'accompagnement, tout en déconstruisant la hiérarchie qui érige les expériences et expertises eurocentrées et occidentales en références universelles et supérieures par défaut.

Pour une convergence durable entre l'humanitaire et le social, l'Europe doit s'inspirer des programmes communautaires de SMSPS développés dans les pays du Sud et de leurs épistémologies. Au vu de la grande diversité qui existe au sein des sociétés européennes, cela suppose d'intégrer des représentants des diverses communautés dans la gestion des services, et de reconnaître le savoir expérientiel et culturel au même titre que l'expertise professionnelle. Si l'adhésion à ces principes gagne du

relevant by incorporating decolonial and materialist frameworks that situate mental health within broader histories of oppression, inequality and social stratification.

- Acknowledging that European colonial history is central to social and humanitarian action, and committing to making amends through equitable policies, truth-telling and accountability.
- Applying fundamental re-humanisation that rejects hierarchical notions of humanity and recognises European vulnerability without shame or denial.

Ultimately, decolonisation, power transformation and local leadership are essential. Together, they form the foundation of fair and effective convergence. Without these, neither humanitarian aid nor social work can address the chronic, polarised and interconnected crises facing our world today.

MHPSS shows that social action and emergency response can coexist. However, ethical convergence requires deliberate choices regarding local leadership, equity and a decolonial approach, which preserves the strengths of each field and treats them as complementary, rather than merging them. In operational terms, this means designing MHPSS interventions that bridge emergency support and long-term social inclusion pathways. These interventions should be aligned with the Humanitarian–Development–Peace (HDP) Nexus and be embedded within local and national systems, rather than remaining parallel or temporary. Sustainable humanitarian-social partnerships require preparedness that goes beyond logistics to include social resilience and the continuity of rights-based care. This also requires mutual learning between the Global South and Global North, particularly as Europe acknowledges its own vulnerabilities and incorporates decolonial and materialist understandings of how structural determinants and historical power relations influence mental health and well-being.

terrain, leur mise en œuvre demeure fragile, inégale et fortement tributaire du contexte<sup>8</sup>.

Dans les pays du Nord, l'alignement éthique de l'aide humanitaire et de l'action sociale passe également par la reconnaissance du passé colonial de l'Europe et de la manière dont celui-ci continue d'influencer les représentations de la vulnérabilité, de l'expertise et de l'universalité. À cet égard, il est important d'ouvrir des espaces d'apprentissage. Dans le cadre des programmes de SMSPS, cela se traduit par les engagements suivants :

- Placer les voix et les expériences racisées et marginalisées, notamment celles des migrants, réfugiés et communautés postcoloniales en Europe, au centre de la production des savoirs, de l'élaboration des politiques et de la fourniture des services de SMSPS, tant dans les pays du Sud que dans les pays du Nord.
- Intégrer les épistémologies issues des études décoloniales et des référentiels non occidentaux dans les programmes d'études en sciences sociales et psychologiques et d'études humanitaires, et remettre en cause l'universalité supposée de la conceptualisation des valeurs, du bien-être et des bonnes pratiques de parentalité.
- Déconstruire les présupposés de classe et de race qui érigent les normes issues des sociétés européennes blanches au rang de références par défaut, reléguant les autres à une place inférieure ou dans la catégorie des déviances. Cette approche vise à lutter contre la logique à deux vitesses encore présente dans les pays du Nord, qui tolèrent par exemple que des

By combining humanitarian action and social work through transformative, culturally grounded and participatory practices, we can address the complexities of a polarised and crisis-affected world while respecting diverse knowledge systems and avoiding the reproduction of historical injustices. This is particularly important at a time when the humanitarian sector itself is undergoing a necessary reset and re-considering issues such as power, decolonisation, localisation and the limits of emergency-driven responses.

— 8. En réponse à ces enjeux, certaines organisations internationales, notamment Terre des Hommes, ont engagé des processus internes de réflexion et d'apprentissage visant à remettre en cause les pratiques existantes, à faire entendre des voix plurielles et à mieux valoriser l'expertise et le savoir local au sein des cadres de SMSPS (ACT Local MHPSS).

enfants migrants soient placés dans des établissements et reçoivent des soins de piètre qualité, en dehors de tout cadre de redevabilité – alors qu'ils rejettent ces pratiques lorsqu'il s'agit d'enfants blancs.

- Développer des modalités de SMSPS ancrées dans les réalités culturelles afin d'en garantir la pertinence sur les plans éthique et clinique, en intégrant des cadres décoloniaux et matérialistes qui replacent la question de la santé mentale dans un contexte historique d'oppression, d'inégalité et de stratification sociale.
- Reconnaître le rôle central qu'a joué l'histoire coloniale européenne dans la structuration de l'aide humanitaire et de l'action sociale, et œuvrer pour le changement grâce à la mise en œuvre de politiques équitables, la reconnaissance des faits passés et la mise en place de mécanismes de redevabilité.
- Engager un véritable processus de réhumanisation, en rejetant toute hiérarchisation des êtres humains et en assumant les vulnérabilités européennes, sans honte ni déni.

En définitive, la décolonisation, la transformation des rapports de pouvoir et la reconnaissance du leadership local sont les trois conditions indispensables pour faire converger de manière équitable et effective aide humanitaire et action sociale. Sans cela, ni les acteurs humanitaires ni les travailleurs sociaux ne seront en mesure de répondre aux crises chroniques, polarisées et interconnectées de notre époque.

La SMSPS démontre que l'action sociale et l'action d'urgence peuvent coexister. Cependant, une convergence éthique exige un engagement résolu en faveur d'un leadership local, de l'équité et d'une approche décoloniale, et suppose de préserver les forces propres à chacun des deux domaines en valorisant leurs complémentarités plutôt qu'en cherchant à les fusionner. Sur le plan opérationnel,

**« Une convergence éthique exige un engagement résolu en faveur d'un leadership local, de l'équité et d'une approche décoloniale. »**

**"Ethical convergence requires deliberate choices regarding local leadership, equity and a decolonial approach."**

cela implique de concevoir des programmes de SMSPS qui fassent le lien entre l'aide d'urgence et les dispositifs d'inclusion sociale à long terme. Ces programmes doivent être en phase avec le nexus humanitaire-développement-paix et être intégrés de façon pérenne dans les systèmes locaux et nationaux, plutôt que d'être menés en parallèle ou pendant une durée limitée. Dans le cadre d'un partenariat durable entre l'humanitaire et le social, il faut repenser la préparation et aller au-delà des seuls aspects logistiques pour intégrer la résilience sociale et la continuité de la prise en charge fondée sur les droits. Cette approche implique également de la part des pays du Sud comme du Nord qu'ils apprennent les uns des autres, afin notamment que l'Europe assume ses propres vulnérabilités et intègre des perspectives décoloniales et matérialistes sur la manière dont les déterminants structurels et les relations de pouvoir historiques façonnent la conception de la santé mentale et du bien-être.

En articulant aide humanitaire et action sociale au sein de pratiques transformatives, participatives, et tenant compte des normes culturelles, il devient possible de répondre aux complexités d'un monde polarisé et en crise, dans le respect des savoirs pluriels et sans reproduire les injustices historiques. Cette approche prend un relief particulier à l'heure où le secteur humanitaire est lui-même engagé dans une réforme nécessaire qui l'amène entre autres à reconsidérer la notion de pouvoir, la décolonisation, la localisation et les limites des interventions d'urgence.

*Traduit de l'anglais par Sophie Jeangeorges*

## Biographies



### MARIA BRAY

Dotée d'une formation en psychologie transculturelle et en anthropologie, Maria Bray possède plus de vingt-deux ans d'expérience dans les domaines de la protection de l'enfance et de l'accompagnement en santé mentale et soutien psychosocial (SMSPS) aussi bien dans des situations de crise humanitaire que dans des contextes stables. En tant que conseillère en protection de l'enfance et en soutien psychosocial pour Terre des Hommes, elle supervise des programmes en rapport avec la migration, l'accès à la justice, l'aide humanitaire et le renforcement des systèmes de protection de l'enfance. Maria dirige l'initiative ACT (« Activer la transformation des rapports de pouvoir pour une SMSPS décolonisée et dirigée localement ») de Terre des Hommes, lancée fin 2024.

Maria has a background in transcultural psychology and anthropology. She has over 22 years' experience in child protection and MHPSS in humanitarian and stable settings. As Child Protection & MHPSS Global Advisor for Terre des Hommes, she supports programmes in migration, access to justice, humanitarian aid and child protection system strengthening. At Terre des Hommes, Maria leads the initiative ACT ("Activating Collaborative Power Transformation for decolonised and locally-led MHPSS"), launched at the end of 2024.

### LOURDES CARRASCO COLOM

Psychologue de formation, Lourdes Carrasco Colom a travaillé pendant dix-huit ans dans les domaines des droits humains, de la protection de l'enfance et de l'accompagnement en santé mentale et soutien psychosocial (SMSPS) dans des situations de crise humanitaire en Amérique latine, en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient et en Europe. Aujourd'hui consultante et conseillère indépendante pour Terre des Hommes, Lourdes travaille aussi en Espagne comme chercheuse en santé mentale et droits humains, et comme psychologue spécialisée dans les migrations et l'accompagnement des victimes de torture et de violences. Son travail s'inscrit, avec humilité, dans une approche transculturelle, décoloniale et critique des activités de SMSPS.

Lourdes Carrasco Colom is a psychologist with eighteen years' experience in human rights, child protection and MHPSS in humanitarian crises across Latin America, Africa, Asia, the Middle East and Europe. She now works as an independent consultant and advisor for Terre des Hommes and in Spain as a researcher in mental health and human rights. Lourdes also works as a psychologist in migration and with victims of torture and violence. Her clinical work is grounded, with humility, in cross-cultural, decolonial and critical MHPSS approaches.

# L'accès à l'eau comme révélateur des recompositions et convergences de mandats entre le social et l'humanitaire : l'expérience de Solidarités International en France hexagonale

## Water access as an indicator of restructuring and convergence of mandates in social and humanitarian work: the experience of Solidarités International in mainland France

*Pauline Pruvost-Czapek, Manon Gallego et Brice Guillaume  
• Solidarités International (France)*

L'

action menée par Solidarités International en France depuis 2020 révèle comment l'accès à l'eau pour les populations précaires a fait converger action humanitaire et travail social. Confrontée aux réalités du terrain français, l'ONG a en quelque sorte hybridé ses pratiques techniques avec des approches de mobilisation communautaire et de contentieux juridique, bouleversant sa posture traditionnelle.

The operations of Solidarités International in France since 2020 reveal how access to water for vulnerable communities has led to a convergence of humanitarian action and social work. The non-governmental organisation, faced with on-the-ground realities in France, has, to some extent, hybridised its technical practices with strategies of community engagement and legal action, upending its traditional stance.

Travailleurs sociaux et humanitaires unis par un même combat ? Sans doute si l'on entend par là leur lutte commune contre l'injustice. Chez les premiers comme chez les seconds, l'action est en effet motivée par un même constat, une même indignation face au non-respect des droits fondamentaux et à l'absence de réponse adaptée aux besoins humains essentiels exprimés par les personnes concernées.

Le travail humanitaire est généralement entendu comme une action visant à répondre à des besoins vitaux après une crise ou un choc menaçant la survie et les moyens d'existence des populations. L'action humanitaire est appelée à se déployer n'importe où dans le monde, motivée par les principes d'humanité, de neutralité et d'impartialité, et encadrée par le droit international humanitaire dans les situations de conflit armé.

Le travail social, lui, s'inscrit dans une temporalité plus longue, au sein de cadres institutionnels et territorialisés ; il poursuit des objectifs d'accompagnement ainsi que d'accès aux droits et aux services de base. Garantir cet accès est de la responsabilité des pouvoirs publics, le travailleur social ayant vocation à rapprocher l'ayant droit de ces derniers.

À première vue, donc, ces deux concepts semblent différents, tout comme les champs qu'ils recouvrent. Les différences théoriques tiennent au rapport au temps, aux cadres d'intervention institutionnels et aux sources de financement. Les modalités et méthodologies d'action, les parcours et formations des acteurs induisent sans doute aussi des postures différentes vis-à-vis des injustices sociales de ce monde.

Pourtant, cette différenciation régulièrement évoquée tient moins à un désaccord de fond qu'à la coexistence de deux mondes issus de sociétés civiles aux trajectoires distinctes. Mais l'étincelle qui les met en mouvement est identique : l'indignation et la volonté d'agir.

**« Cette différenciation régulièrement évoquée tient moins à un désaccord de fond qu'à la coexistence de deux mondes issus de sociétés civiles aux trajectoires distinctes. »**

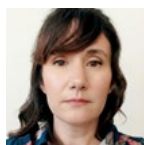
**"This commonly-referred-to differentiation is less based on a fundamental disharmony than on the coexistence of two worlds, stemming from civil society, with distinct trajectories."**

Are social and aid workers united in the same struggle? They are doubtless united if we mean, by this, a common fight against injustice. In both cases, their action is, in fact, driven by the same findings and by a shared outrage at the violation of fundamental rights and at basic human needs being expressed by those concerned yet unmet.

Aid work is generally understood as action aimed at meeting vital needs after a crisis or emergency threatening the survival and livelihoods of populations. It is expected to be deployed anywhere in the world, motivated by principles of humanity, neutrality and impartiality and regulated by international humanitarian law in the case of armed conflicts.

Social work, on the other hand, exists in a longer-term timeframe, within institutional and territorial frameworks, pursuing objectives of support and access to rights and basic services.

Guaranteeing this access is the responsibility of public authorities, the social worker having the vocation of bridging the gap between these authorities and the beneficiaries.



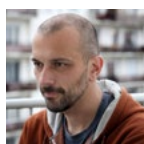
PAULINE  
PRUVOST-  
CZAPEK

Enfin, ces expériences, nées d'une même impulsion mais façonnées par des espaces d'action différenciés, finissent par se rencontrer, s'observer et, parfois, se bousculer, notamment lorsque des organisations humanitaires internationales interviennent sur le sol français.



MANON  
GALLEGO

Dans le cas de Solidarités International, cette rencontre aura abouti à une coalition de causes communes autour des droits à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement (EHA) avec des partenaires nouveaux, ainsi qu'à une hybridation des pratiques et à l'émergence de nouveaux modes d'action en interne.



BRICE  
GUILLAUME

### La genèse de l'action de Solidarités International en France

Tout a commencé avec la pandémie de Covid-19, qui a touché la France dès février 2020. Ses effets ont été particulièrement néfastes pour les populations précaires, dont les conditions de vie se sont rapidement dégradées, créant une rupture encore plus manifeste en matière d'égalité d'accès aux services publics. Parmi les enjeux révélés par la crise, l'accès à l'eau et à l'assainissement pour les habitant·e·s des sites d'habitat précaire (bidonvilles, squats, campements) et les personnes sans domicile est apparu de manière saillante. Cet accès, souvent limité avant la pandémie, est devenu presque impossible du fait des mesures sanitaires : restrictions de mobilité liées aux confinements, perturbation des réseaux informels de solidarité et fermeture de structures publiques ou associatives assurant l'accès à l'eau, à l'hygiène ou aux sanitaires.

Créée en 1980 pour mener des activités en Afghanistan, l'organisation non gouvernementale (ONG) Solidarités International intervient habituellement dans des pays en proie à un conflit ou affectés par une catastrophe naturelle, notamment dans le domaine de l'EHA et celui de la lutte contre les maladies hydriques, cause majeure de mortalité dans le monde. À l'exception d'une intervention de quelques mois dans la jungle de Calais en 2015, l'organisation

So, on the face of it, these two concepts and the fields they cover appear different. The theoretical differences lie in their relationship to time, their institutional frameworks for action and their sources of funding. The terms and methodologies of action, the career paths and training of the players involved lead to different stances in the face of social injustices in this world.

Nevertheless, this commonly-referred-to differentiation is less based on a fundamental disharmony than on the coexistence of two worlds, stemming from civil society, with distinct trajectories. The spark that sets them in motion, however, is identical: outrage and a determination to act. In the end, their experiences, born of the same impulse but shaped by distinct spheres of action end up meeting, observing and sometimes shaking up each other, in particular when players from international aid action operate on French soil.

In the case of Solidarités International, this union enabled a coalition of common causes around rights to water, hygiene and sanitation (WHS) with new partners, as well as a hybridisation of practices and an impetus for new in-house courses of action.

### The genesis of Solidarités International's action in France

It all started with the Covid-19 pandemic, which first hit France in February 2020. Its impact was particularly critical for vulnerable communities whose living conditions rapidly deteriorated, leading to an even greater undermining of equality of access to public services. Among the issues highlighted by the crisis, that of access to water and sanitation for homeless people and those living in makeshift housing (shanty towns, squats and camps) became abundantly clear. This access, limited as it often was before the pandemic, became almost impossible because of the health measures: restrictions on mobility linked to lockdowns, disruption of informal support networks and closure of

n'avait jamais mené d'action durable en France. L'épidémie mondiale de Covid-19 a changé la donne.

Parce que la maladie appelait des mesures de protection reposant en grande partie sur l'hygiène – un champ d'expertise technique central chez Solidarités International –, des discussions internes se sont rapidement engagées sur la pertinence d'une mobilisation de l'ONG. Portée par l'équipe des urgences, la décision a été prise dès mars 2020 de lancer un programme visant à soutenir les personnes vivant dans des sites d'habitat précaire, qui combinerait plusieurs dispositifs techniques et sanitaires : approvisionnement en eau potable grâce à la mise à disposition de points d'eau, installation et maintenance de latrines, distribution de kits d'hygiène et de protection (masques, savons, etc.), et mesures de promotion des gestes barrières. Devant l'ampleur des besoins et la faiblesse des réponses institutionnelles, Solidarités International a décidé de rester mobilisée en France pour lutter contre la précarité hydrique. L'organisation s'est engagée en particulier auprès des personnes non raccordées aux réseaux d'eau potable, notamment celles vivant à la rue ou dans des sites et logements précaires : bidonvilles, squats, campements, etc.

Solidarités International a construit son intervention progressivement, au rythme de son insertion dans un écosystème institutionnel<sup>1</sup> et associatif<sup>2</sup> français

— 1. Acteurs nationaux : ministères chargés de la santé, de l'environnement et des politiques sociales, ainsi que leurs agences spécialisées. Acteurs locaux : collectivités territoriales (mairies, intercommunalités, conseils départementaux), services techniques et sectoriels (gestion de l'eau et de l'assainissement, santé publique), et représentants déconcentrés de l'État.

— 2. Quelques exemples de réseaux et d'associations : Coalition Eau, Romeurope, Notre Affaire à Tous, Astee (association spécialisée dans les techniques de gestion de l'eau et d'assainissement), FNCCR (Fédération nationale des collectivités concédantes et régies), ACINA (Accueil, coopération, insertion pour les nouveaux arrivants), Trajectoires, Quatorze, La Sauvegarde du Nord, PSM (Plateforme de soutien aux migrants), Roots, Médecins Sans Frontières, Les Enfants du Canal, Hors la Rue, Croix-Rouge, Dédale, Règles Élémentaires.

public authority or non-profit organisation structures providing access to water, hygiene or sanitation.

Solidarités International was set up in 1980 to intervene in Afghanistan and usually operates in the context of conflicts or natural disasters all over the world, in particular in the field of WHS, and in combatting waterborne diseases, a major cause of mortality in the world. Apart from a few months working in the "Calais Jungle" in 2015, the organisation had never conducted long-term operations in France. The worldwide Covid-19 epidemic changed all that.

Because the disease called for protective measures based largely on hygiene – a core area of the association's technical expertise – discussions rapidly took place within the non-governmental organisation (NGO) over whether it was appropriate for them to intervene. In March 2020 the decision was taken, backed by their emergency team, to launch a response aimed at providing assistance to people living in informal settlements and combining several technical and sanitary operations: installing drinking water supply points, installing and maintaining latrines, distributing hygiene and protection kits (masks, soap, etc.), along with measures to promote barrier gestures. Given the sheer scale of the needs and the inadequacies of the institutional response, Solidarités International decided to continue to be proactive in France in the fight against water insecurity. The organisation was particularly involved with those not connected to the drinking-water supply and notably with people living on the streets or in informal settlements and makeshift housing: shanty towns, squats, camps, etc.

The response from Solidarités International gradually built up in line with the pace of its integration in a

qu'elle connaissait peu. Cette insertion a mis en lumière d'autres logiques professionnelles, et la recherche d'un positionnement adapté parmi les acteurs de l'aide aux plus précaires a fait émerger de nouvelles logiques professionnelles pour l'organisation elle-même et ses partenaires.

### Décalage et convergence des logiques techniques et militantes

En tant qu'experte en EHA, Solidarités International a d'abord proposé, en 2020, la création d'un « cluster », terme courant dans l'humanitaire qui désigne un groupe de pairs visant à établir un cadre d'intervention commun et à définir un référentiel minimal d'action assorti d'indicateurs quantitatifs, en l'occurrence adaptés au contexte français. Si la mise en place d'un collectif, aujourd'hui intégré à la Coalition Eau<sup>3</sup>, a été accueillie favorablement, la proposition de fixer des seuils ou indicateurs standards a suscité des réserves parmi les acteurs déjà mobilisés dans les combats pour l'EHA en France.

En effet, de prime abord, l'idée de définir des seuils « minimalistes » s'écartait de la logique de plaidoyer des acteurs engagés pour la justice sociale. Aux yeux de ces partenaires, des indicateurs quantitatifs présentaient le risque, s'ils n'étaient pas contextualisés, de figer les standards à un niveau minimal, créant ainsi un effet de plancher qui pourrait donner lieu à des interventions limitées plutôt que d'encourager leur amélioration. Leur préférence allait aux référentiels d'intervention qualitatifs qui permettraient de prendre en compte la diversité des contextes et des besoins, et pourraient servir de leviers pour des avancées sociales tangibles.

Dès 2022, la transposition en droit français de la directive européenne relative aux eaux destinées à la consommation

— 3. Mouvement des ONG françaises engagées pour les droits humains à l'eau et à l'assainissement et pour l'eau en tant que bien commun.

French institutional<sup>1</sup> and third-sector<sup>2</sup> ecosystem it knew little about. This integration highlighted different professional approaches. A search for an appropriate stance among players providing aid to the most vulnerable led to a new professional rationale for both the association itself and its partners.

### Discrepancy and convergence between technical and activist rationales

As experts in WHS, the NGO first proposed, in 2020, setting up a "cluster", a term commonly used in the humanitarian field and which refers to a group of peers aiming to establish and define a common framework and a minimum baseline for action, accompanied by quantitative benchmarks, in this case suited to the French context. Although the establishment of a cooperative, today integrated in Coalition Eau<sup>3</sup> (French water coalition), was welcomed, players already engaged in fighting for WHS in France had reservations about the proposal to fix standard thresholds or benchmarks.

Indeed, at first glance the idea of setting "minimalist" thresholds departed from the advocacy approach of players committed to social justice. Quantitative benchmarks, if not contextualised, presented the risk in the eyes of these partners of freezing standards at a minimum level, with the effect of creating a low

— 1. National players: the ministries in charge of health, the environment, social policies and their specialised agencies. Local players: regional and local authorities (municipal and intermunicipal authorities, departmental councils), technical and sectorial departments (water and sanitation management, public health), and decentralised state representatives.

— 2. Some examples of networks and associations: Coalition Eau, Romeurope, Notre Affaire à Tous, Astee (association specialised in water and sanitation technology) FNCCR (French National Federation of Public Service Licensing Authorities and Regulated Entities), ACINA (support and coordination for new arrivals), Trajectoires, Quatorze, La Sauvegarde du Nord, PSM (migrant support platform), Roots, Médecins Sans Frontières, Les Enfants du Canal, Hors la Rue, the Red Cross, Dédale, Règles Élémentaires.

— 3. Movement of French NGOs committed to the human rights to water and sanitation and to water as a common good.

humaine<sup>4</sup> (DECH) a créé un cadre favorable à l'émergence d'un terrain d'entente et de collaboration entre acteurs humanitaires et sociaux, en contribuant à clarifier certaines dispositions essentielles à l'effectivité du droit à l'eau. Ainsi, l'introduction dans le Code de la santé publique, en vertu de l'ordonnance de transposition<sup>5</sup> de l'article 16 de la DECH, d'une fourchette quantitative de 50 à 100 litres par personne et par jour a constitué un premier jalon dans la définition d'indicateurs mesurables, jusque-là absents du droit français.

En complément, la Coalition Eau a développé en 2025 d'autres indicateurs<sup>6</sup> pour mieux qualifier le manque d'accès à l'eau, que ce soit dans l'espace public ou dans les habitats précaires. Ces indicateurs s'appuient sur une approche fondée sur les droits humains, intégrant des principes essentiels comme la non-discrimination, l'accès à l'information et la participation des populations concernées. Ils prennent également en compte les spécificités territoriales, sociales et culturelles, afin d'adapter les interventions aux contextes locaux et de rapprocher les pratiques humanitaires et sociales d'une action réellement efficace et respectueuse des droits à l'eau et à l'assainissement. Ces indicateurs résultent de la rencontre entre divers acteurs aux profils variés, alliant savoir-faire humanitaire et expertise sociale et juridique, qui ont su construire ensemble des outils adaptés aux réalités du terrain.

— 4. Directive (UE) 2020/2184 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2020 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine (refonte), *Journal officiel de l'Union européenne*, n° L 435, 23 décembre 2020.

— 5. Ordonnance n° 2022-1611 du 22 décembre 2022 relative à l'accès et à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, *Journal officiel de la République française*, n° 0297, 23 décembre 2022.

— 6. Pour aller plus loin, voir Coalition Eau, *Comment évaluer le niveau d'accès à l'eau et à l'assainissement en France ?*, note de positionnement, 16 juillet 2025, <https://coalition-eau.org/vers-une-definition-dun-acces-suffisant-et-adapte-a-leau-en-france>

threshold which could justify limited action rather than stimulate improvements. Their preference was for qualitative intervention guidelines which would make it possible to take into account the diversity of contexts and needs and would serve as leverage for tangible social progress.

From 2022, the transposition in France of the European Drinking Water Directive<sup>4</sup> (DWD) provided a shared framework facilitating the emergence of common ground and collaboration between the aid and social sectors with the opportunity to help clarify certain provisions central to the effectiveness of the right to water. The introduction into the French Public Health Code of a quantitative range of 50 to 100 litres per person per day, via the order<sup>5</sup> transposing Article 16 of the DWD, was a first measurable benchmark, previously absent from French legislation.

In addition, in 2025, Coalition Eau established complementary indicators<sup>6</sup> to better qualify the lack of access to water, whether in public spaces or in informal housing. These benchmarks rely on a human-rights-based approach, including key principles such as non-discrimination, access to information and participation of the people concerned. They also take into account the specific social and cultural circumstances of an area in order to adapt interventions to the local context and to come closer to truly effective action, respecting the right to water and sanitation. These indicators are the fruits of an encounter between actors with diverse

— 4. Directive (EU) 2020/2184 of the European Parliament and of the Council of 16 December 2020 on the quality of water for human consumption (recast), *Official Journal of the European Union*, L 435/1, 23 December 2020.

— 5. Ordonnance n° 2022-1611 du 22 décembre 2022 relative à l'accès et à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, *Journal officiel de la République française*, n° 0297, 23 décembre 2022.

— 6. For further information, see the Coalition Eau (In French), *Comment évaluer le niveau d'accès à l'eau et à l'assainissement en France ?*, note de positionnement, 16 juillet 2025, <https://coalition-eau.org/vers-une-definition-dun-acces-suffisant-et-adapte-a-leau-en-france>

### Repenser la participation et l'engagement des personnes concernées via la mobilisation communautaire

Les interactions avec les partenaires du champ social ont également permis aux équipes du programme France de Solidarités International de comprendre la nécessité d'adosser aux compétences purement techniques autour de l'EHA une expertise « sociale » lors de leurs interventions.

Si la mobilisation communautaire est une dimension de l'action humanitaire, elle occupe une place particulièrement importante dans les programmes déployés par Solidarités International en France, au point d'être devenue une pierre angulaire de la stratégie d'intervention de l'organisation. Le concept, d'ailleurs inspiré des approches du champ social, vise à aider les populations à devenir autonomes lorsqu'il n'y a pas de système en place ou en cas de système discriminant. L'usage d'un vocabulaire importé du champ social anglophone, puis adopté par l'humanitaire, a cependant nécessité de clarifier les concepts de « communauté » et de « mobilisation » auprès des associations de terrain, qui ne les ont pas toujours interprétés de manière univoque.

Le terme « communauté » doit être compris dans son sens le plus concret : il renvoie à ce qui relie des individus partageant un espace, des intérêts ou des objectifs communs, comme tel est le cas des personnes vivant collectivement sur un site d'habitat précaire. La notion de « mobilisation » renvoie, quant à elle, à l'animation de ce groupe autour d'intérêts partagés et à la recherche de solutions élaborées et mises en œuvre collectivement.

Les « mobilisateurs communautaires » s'emploient à répondre aux besoins exprimés par les populations en construisant avec elles des solutions qui renforcent leur pouvoir d'agir et s'ancrent dans leur réalité vécue, plutôt que d'être pensées pour elles. Ces objectifs

backgrounds, combining humanitarian know-how and social and legal expertise, and who, together, have succeeded in building tools adapted to realities in the field.

### Rethinking the participation and commitment of the people involved by mobilising communities

Interaction with partners in the social sector also enabled teams from Solidarités International's France programme to understand the need to back up their purely technical skills in WHS with "social" expertise during these operations.

Though the community mobilisation component is one aspect of humanitarian action, it occupies a particularly important place in Solidarités International's programmes in France, to the point of having become the cornerstone of its intervention strategy. The aim of the concept, inspired, moreover, by methods from the field of social work, is to empower communities when systems are absent or discriminatory. The use of vocabulary imported from the English-speaking social sphere and subsequently adopted by the humanitarian sector nevertheless made it necessary to clarify the concepts of "community" and "mobilisation" with French-speaking organisations on the ground, who had not always interpreted them unambiguously.

The term "community" should be understood in its most concrete sense as those things linking individuals sharing a space, common interests or objectives, as is the case of those living collectively in makeshift housing. As for the notion of "mobilisation", it refers to the coordination of this group around shared interests, seeking solutions developed and implemented collectively.

"Community mobilisers" seek to respond to the needs expressed by populations by building collective solutions that empower them and are rooted in their lived reality rather than being

tendent à redonner une place centrale à l'expression des individus, et à rétablir leur statut de personnes détentrices de droits. La posture d'intervention se situe à la croisée de plusieurs métiers : celui d'éducateur spécialisé, engagé dans le temps long et dans l'écoute active ; celui de travailleur social, garant du rappel des droits auxquels les personnes peuvent prétendre ; et celui d'animateur, qui mobilise des méthodes de « *community organising*<sup>7</sup> ». Avec, en fil rouge, toujours le même objectif : garantir l'appropriation, la mise en œuvre et le maintien d'un accès effectif aux services en place.

### Passer d'une logique de besoins à une approche fondée sur les droits

Dès septembre 2020, Solidarités International a interrogé sa vocation à inscrire dans la durée son intervention en France. Du fait de son histoire, ses actions visent en effet principalement à répondre aux besoins essentiels et à court terme des populations. Or, les données collectées sur le terrain montraient que même hors crise Covid, les besoins d'accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement des personnes mal logées demeuraient importants<sup>8</sup>. L'épidémie a joué un rôle de révélateur de ces besoins préexistants et a été l'occasion pour les acteurs concernés de démontrer que des interventions dans le champ de l'EHA étaient possibles en France. Dans un contexte de carences systémiques, Solidarités International s'est rendu compte que la continuité des programmes dans l'Hexagone impliquerait de s'appuyer sur des marges de manœuvre institutionnelles complexes, qui requièrent un savoir-faire technique et politique ainsi qu'une capacité de négociation avec les collectivités territoriales et les services déconcentrés de l'État. Or ces marges d'action sont

designed for them. These objectives move towards reinstating people's self-expression in a central role and restoring their status as rights-holders. The stance behind the response lies at the crossroads between several professions: that of the special-needs teacher, committed over a long timeframe and with active listening; that of the social worker, a reminder and guarantor of the rights to which people are entitled; and that of the facilitator, using methods of "community organising".<sup>7</sup> And the common thread is the constant aim of ensuring the appropriation, implementation and maintenance of effective access to existing services.

### Moving from a needs-based to a rights-based approach

As early as in September 2020, Solidarités International was questioning its vocation to maintain a long-term mission in France. Because of its history, its actions have, indeed, mainly been aimed at meeting the basic needs of populations in the short term. Yet data from the field showed that even beyond the Covid crisis, there was still a great need for access to water, hygiene and sanitation among people in substandard housing.<sup>8</sup> The epidemic played a significant role in revealing these pre-existing needs and enabled the actors to demonstrate that intervention in the field of WHS was possible in France. In the context of systemic shortcomings, Solidarités International realised that continuing its programmes in France would mean depending on complex institutional flexibilities requiring technical and political expertise and an ability to negotiate with local and regional authorities and decentralised government departments. However, any room for manoeuvre was limited by the strict division of responsibilities

— 7. Julien Talpin, « Quand le "community organizing" arrive en France », *Revue Projet*, n° 363, avril 2018, p. 29-37, <https://shs.cairn.info/revue-projet-2018-2-page-29?lang=fr>

— 8. Pour en savoir plus, voir Coalition Eau, « Les enjeux des données sur l'accès à l'eau et à l'assainissement en France », octobre 2025, <https://coalition-eau.org/les-chiffres-de-l-acces-a-l-eau-et-a-l-assainissement-en-france-2>

— 7. Julien Talpin, « Quand le "community organizing" arrive en France », *Revue Projet*, n° 363, avril 2018, p. 29-37, <https://shs.cairn.info/revue-projet-2018-2-page-29?lang=fr>

— 8. For further information see Coalition Eau (in French), « Les enjeux des données sur l'accès à l'eau et à l'assainissement en France », octobre 2025, <https://coalition-eau.org/les-chiffres-de-l-acces-a-l-eau-et-a-l-assainissement-en-france-2>

limitées par la répartition stricte des compétences entre les domaines du social, de l'hébergement et du logement, et du sanitaire et de l'eau potable, ce qui nécessiterait un fort investissement dans des espaces de coopération pour coordonner les dispositifs au croisement de plusieurs secteurs, avec pour objectif clair de contribuer à l'élaboration ou à l'amélioration de politiques publiques.

### Du plaidoyer aux actions juridiques

Pour tenter de lever ces obstacles politiques et institutionnels, Solidarités International a d'abord engagé des actions de plaidoyer, mobilisant les collectivités territoriales, les services déconcentrés de l'État et les acteurs nationaux afin d'inscrire l'accès à l'eau et à l'assainissement dans un cadre normatif effectif<sup>9</sup>. Parallèlement, l'organisation a fourni un accompagnement technique aux collectivités pour la réalisation de diagnostics territoriaux, et contribué à identifier les publics vulnérables et à proposer des mesures adaptées, consolidant ainsi la mise en œuvre opérationnelle du droit à l'eau. L'expérience a toutefois révélé les limites de ces démarches : certaines barrières réglementaires et lacunes institutionnelles ne pouvaient être surmontées par la seule mobilisation politique et technique. L'organisation a alors expérimenté le recours au contentieux juridique, qui vise à transformer les droits proclamés en obligations concrètes et à traduire les besoins exprimés par les populations en droits opposables.

— 9. En travaillant par exemple sur l'Examen périodique universel (Coalition Eau, « Recommandations acceptées par la France », 20 octobre 2023, <https://coalition-eau.org/les-recommandations-acceptees-par-la-france/>), ou en constituant des observatoires sur l'accès à l'EHA à la frontière franco-britannique (Solidarités International, « Accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène (EAH) à la frontière franco-britannique », 26 juin 2025, <https://www.solidarites.org/fr/pays/france/acces-a-leau-a-lassainissement-et-a-lhygiene-eah-a-la-frontiere-franco-britannique>) ou à Mayotte (Solidarités International, « Observatoires de l'accès à l'eau à Mayotte », 18 mai 2025, <https://www.solidarites.org/fr/en-direct-du-terrain/observatoires-de-lacces-a-leau-a-mayotte>).

between the fields of accommodation and housing, social welfare, and sanitation and drinking water, leading to the need for a significant presence in cooperation initiatives in order to coordinate schemes at the intersection of several sectors, with a clear focus on contributing to development or improvement of public policy.

### From advocacy to legal action

In an attempt to overcome these political and institutional barriers, Solidarités International first engaged in actions of advocacy, enlisting local and regional authorities, decentralised government departments and national players to incorporate access to water and sanitation into an effective regulatory framework.<sup>9</sup> At the same time, the organisation gave technical support to the authorities in conducting diagnostic assessments of their local areas, helping identify vulnerable groups and putting forward appropriate measures, thereby consolidating the implementation of water-rights operations. However, this experience highlighted the limits of these initiatives: certain regulatory barriers and institutional deficiencies could not be overcome by political and technical mobilisation alone. So the organisation experimented with taking legal action, aiming to transform the rights proclaimed into concrete commitments and translate community-expressed needs into enforceable rights.

— 9. By working, for example, on the Universal Periodic Review – EPU 2023 (Coalition Eau, « Recommandations acceptées par la France », 20 octobre 2023, <https://coalition-eau.org/les-recommandations-acceptees-par-la-france/>), or by developing monitoring of access to WHS on the Franco-British border (Solidarités International, « Accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène (EAH) à la frontière franco-britannique », 26 juin 2025, <https://www.solidarites.org/fr/pays/france/acces-a-leau-a-lassainissement-et-a-lhygiene-eah-a-la-frontiere-franco-britannique>) or in Mayotte (Solidarités International, « Observatoires de l'accès à l'eau à Mayotte », 18 mai 2025, <https://www.solidarites.org/fr/en-direct-du-terrain/observatoires-de-lacces-a-leau-a-mayotte>).

Ces actions ont été menées sur une nouvelle base légale, issue de la transposition en droit français de la directive européenne 2020/2184, qui s'inscrit dans un cadre international plus large reconnaissant le droit humain à l'eau potable (résolution 64/292 adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies le 28 juillet 2010) – cadre que Solidarités International invoque également sur ses autres terrains d'intervention.

Son expérience en France a amené l'organisation à repenser sa posture traditionnelle à l'international, centrée sur la réponse aux besoins essentiels, pour l'inscrire dans une perspective fondée sur les droits. Plutôt que de se limiter à pallier des déficits matériels ou sanitaires, elle a ainsi commencé à articuler ses interventions autour du droit effectif à l'eau et à l'assainissement, en identifiant les manquements normatifs et politiques puis en recourant au contentieux juridique. Le recours au contentieux a constitué une pratique nouvelle pour l'organisation, qui complète et renforce ses actions de plaidoyer : là où ce dernier vise à influencer les politiques et sensibiliser les autorités, le contentieux rend ces exigences effectives sur le plan légal, en traduisant les droits proclamés en obligations juridiquement contraignantes. Ce recours, peu habituel dans le secteur humanitaire, a été développé avec l'aide d'associations de travail social, et combine expertise humanitaire et stratégies juridiques pour rendre les droits à l'eau et à l'assainissement effectifs.

En définitive, l'expérience de Solidarités International en France montre que l'action humanitaire et le travail social, loin d'être antagonistes, peuvent se rencontrer et se renforcer mutuellement pour faire face à l'inacceptable et aux violations des droits. En articulant interventions en EHA, mobilisation communautaire et stratégies juridiques et de plaidoyer, l'organisation propose une approche intégrée contre la précarité hydrique en France. Cette expérience dans l'Hexagone lui a permis et

**« Son expérience en France a amené l'organisation à repenser sa posture traditionnelle à l'international, centrée sur la réponse aux besoins essentiels, pour l'inscrire dans une perspective fondée sur les droits. »**

**“The experience gained through its programmes in France led the organisation to rethink its traditional international position focused on responding to basic needs, in order to move towards a rights-based perspective.”**

These actions were carried out with a new legal basis as a result of the transposition into French law of European Union (EU) Directive 2020/2184 and as part of a broader international framework recognising the human right to drinking water (United Nations resolution 64/292 in 2010). Solidarités International also uses this framework in the other areas in which it operates.

The experience gained through its programmes in France led the organisation to rethink its traditional international position focused on responding to basic needs, in order to move towards a rights-based perspective. Rather than merely compensating for material or sanitary shortcomings, the organisation has also begun to focus its interventions on the effective right to water and sanitation by identifying regulatory and political shortcomings and then resorting to legal action. The recourse to litigation was a new practice for the organisation, complementing and reinforcing its advocacy work: where advocacy aims to influence policies and raise awareness within authorities, legal proceedings make these requirements effective in law, translating

lui permettra encore à l'avenir d'enrichir la manière dont elle opère dans d'autres contextes, tout comme son expérience humanitaire a contribué à enrichir le travail social.

proclaimed rights into legally binding obligations. This recourse, unusual in the aid context, was developed with input from social welfare associations, enabling humanitarian expertise to be combined with legal strategies in order to make rights to water and sanitation a reality.

Ultimately, Solidarités International's experience in France shows that humanitarian action and social work, far from being mutually antagonistic, can come together and reinforce each other in confronting rights infringements and the unacceptable. By coordinating intervention in WHS, community mobilisation, advocacy and legal strategies, the organisation offers an integrated approach to combatting water insecurity in France. Its experience in its programmes in France has enabled – and will continue to enable – Solidarités International to improve its methods of operation in other contexts, just as the organisation's humanitarian experience has enhanced social work.

*Translated from the French by Fay Guerry*

## Biographies



### PAULINE PRUVOST-CZAPEK

Après des études en coopération internationale, action humanitaire et politique de développement, Pauline Pruvost-Czapek a occupé divers postes de chargée de plaidoyer humanitaire au Liban, en Afghanistan et en République démocratique du Congo. Aujourd'hui, Pauline est la référente juridique et plaidoyer par intérim de Solidarités International.

*Pauline Pruvost-Czapek studied international cooperation, humanitarian work and development policy. She is the acting legal and advocacy adviser for Solidarités International. Pauline has previously held positions in humanitarian advocacy in Lebanon, Afghanistan and the Democratic Republic of the Congo.*

### MANON GALLEGO

Diplômée en urbanisme, Manon Gallego est une professionnelle engagée dans la lutte contre le mal-logement et le manque d'accès aux services essentiels pour les plus démunis depuis bientôt vingt ans. Forte d'une dizaine d'années d'expérience sur le terrain en gestion de programmes humanitaires dans les situations de crise, Manon pilote depuis mars 2020 les actions menées en France par l'ONG Solidarités International.

*A graduate in urban planning, Manon Gallego has been engaged professionally in the fight against poor housing and lack of access to essential services for the most disadvantaged communities for nearly twenty years. With over ten years of solid field experience of managing humanitarian programmes in crisis situations, Manon has led the operations of the NGO Solidarites International in France since March 2020.*

### BRICE GUILLAUME

Après avoir travaillé pendant sept ans à Médecins du Monde – France, notamment en tant que coordinateur de la mission bidonvilles, Brice Guillaume intervient depuis 2021 sur les thématiques de mobilisation communautaire avec Solidarités International.

*After seven years' experience in France with Doctors of the World, notably as Coordinator of the improvised settlement mission, Brice Guillaume has worked on the theme of community mobilisation with Solidarités International since 2021.*

# Intervenir dans son propre pays, un accélérateur de questionnements pour une organisation humanitaire

## How operating in a domestic context fast-tracks a humanitarian organisation's existing concerns

*Hélène Quéau, Arthur Maurus et Mathilde Fassolette*  
• Action contre la Faim (France)

# E

n ouvrant sa Mission France en 2019, Action contre la Faim s'est confrontée à un défi inédit : trouver sa place dans un écosystème social dense sans s'y substituer. De la redevabilité à la transformation des politiques publiques, cette expérience domestique bouscule les postures héritées de l'international et dessine les contours d'une convergence féconde entre action humanitaire et action sociale.

La décision, pour un acteur humanitaire, d'intervenir dans son propre pays soulève une question centrale : quelle valeur ajoutée peut-il apporter par rapport aux acteurs légitimes de l'action sociale que sont les associations, les collectivités territoriales et les institutions publiques ? Cette interrogation est d'autant plus prégnante dans un contexte marqué par une précarisation croissante de publics toujours plus larges et par un

Action Against Hunger faced an unprecedented challenge when opening its France office in 2019: finding a role to play in a dense social ecosystem without replacing it. From accountability to reshaping public policy, this domestic experience is shaking up approaches inherited from the organisation's international work and is helping outline a productive convergence between humanitarian and social work.

A key question is raised when a humanitarian organisation takes the decision to operate in its home country: what added value can the organisation bring in the face of the legitimate players in social work: third-sector organisations, local authorities and public institutions? The question is of even greater importance in a context marked by the growing vulnerability of ever-broader population groups and by gradual disengagement of public authorities from social policy as they switch to focusing on their sovereign functions, particularly domestic security and defence.

désengagement progressif des pouvoirs publics, qui délaissent les politiques sociales pour se recentrer sur leurs fonctions régaliennes, en particulier la sécurité intérieure et la défense.

Depuis son ouverture à la fin de l'année 2019, la Mission France d'Action contre la Faim (ACF) s'est construite autour d'un principe fondateur : la complémentarité avec les acteurs de l'action sociale, tant au niveau national qu'au niveau local. La collaboration, décorrélée de toute logique de substitution, avec les autres « acteurs domestiques » est au cœur de nos réflexions et constitue la boussole de nos interventions.

ACF a ouvert sa Mission France à l'issue d'un travail de réflexion approfondi qui avait pour but d'interroger, avec ses partenaires, le positionnement pertinent d'une organisation non gouvernementale (ONG) humanitaire internationale dans le contexte français. Dès le départ, l'enjeu était clair : identifier et confirmer, avec les partenaires et par l'action, une plus-value réelle dans un écosystème social dense, en adoptant une posture d'humilité, de complémentarité et de co-construction avec une grande diversité d'acteurs. La localisation de notre action a impliqué un apprentissage du travail social en France, et donc un rapprochement et une collaboration nécessaires avec les acteurs du milieu. Ce rapprochement n'avait pas vocation à uniformiser les pratiques, mais plutôt à rechercher et construire des complémentarités assumées entre les pratiques respectives de l'humanitaire et du secteur social.

C'est ainsi, forte de ce rôle de « catalyseur », qu'ACF porte aujourd'hui un regard croisé sur son action en France en tant qu'acteur social, et sur ses pratiques humanitaires à l'international. Notre volonté de co-construire et de co-porter l'ensemble de nos actions a permis à la Mission France de développer une compréhension fine de la valeur ajoutée qu'un acteur humanitaire peut apporter à l'action sociale, à travers le regard de ses multiples partenaires.

The France office of Action Against Hunger (ACF) has been built around a core principle since it opened in late 2019: synergy with both local and national players in social work. While avoiding any substitution mindset, collaboration with other "domestic players" is one of our main concerns and is the compass guiding our work.

ACF opened its France office following an in-depth discussion process with its partners examining the appropriate stance to be taken by an international humanitarian non-governmental organisation (NGO) in the French context. The aim was clear from the outset: to identify and confirm with partners, and through our work, how we could provide real added value in a dense social ecosystem, adopting an approach based on humility, synergy and co-development with a wide range of players. The localisation of our work involved learning about social work in France and consequently required closer links and collaboration with sector players. The aim of this union was not to standardise practices, but rather to seek out and develop conscious complementarities between humanitarian and social work practices.

Consequently, bolstered by this "catalyst" role, ACF now has an intersecting perspective on its work in France as a social player and on its international humanitarian practices. The desire to co-develop and co-lead all of our initiatives has enabled the France office to cultivate a keen understanding of the added value that a humanitarian player can bring to social work through the eyes of its multiple partners.

These concerns about our role in the French social sphere have also led us to examine the transposition of our humanitarian mandate into a domestic context. Switching from the role of a neutral



HÉLÈNE  
QUÉAU

Ces questionnements sur notre place dans le champ social français nous ont également conduits à interroger la transposition de notre mandat humanitaire dans un contexte domestique. Passer du rôle d'un acteur international – neutre<sup>1</sup> et souvent périphérique aux dynamiques de la société civile – à celui d'un acteur local pleinement intégré aux dynamiques sociales de son propre pays bouscule profondément nos repères et nous invite à revisiter nos positionnements, nos principes d'action et, plus largement, notre manière de concevoir l'intervention humanitaire.



ARTHUR  
MAURUS

De ces constats découlent deux questions structurantes, auxquelles cet article propose d'apporter des éléments de réponse :

- Comment une ONG humanitaire adapte-t-elle sa posture au contact des acteurs du champ social pour trouver sa valeur ajoutée dans un contexte domestique ?
- En quoi l'intervention dans un contexte domestique accélère-t-elle les transformations déjà à l'œuvre dans les pratiques humanitaires internationales ?



MATHILDE  
FASSOLETTE

### **Des acteurs humanitaires au cœur de la société civile : ancrage, partenariat et posture**

La réflexion menée sur le rôle d'ACF en France a mis en lumière un constat essentiel : l'action humanitaire a beaucoup à apprendre des pratiques de l'action sociale. Intervenir dans un écosystème social déjà structuré impose d'adopter une posture d'humilité, fondée d'abord sur l'observation et l'échange avant toute action, et résolument tournée vers la construction de partenariats. Il ne s'agit pas de créer un système parallèle, mais de s'insérer dans des dynamiques collectives existantes, en renforçant les complémentarités.

— 1. Les acteurs humanitaires ne doivent pas prendre parti pendant les hostilités ni se lancer dans des polémiques de nature politique, raciale, religieuse ou idéologique. Voir CICR, *Les Principes fondamentaux du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge*, août 2015, <https://www.icrc.org/sites/default/files/external/doc/fr/assets/files/publications/icrc-001-4046.pdf>

international player,<sup>1</sup> often detached from civil society dynamics, to that of a local player, fully integrated into the social dynamics of their own country, is radically shaking up our points of reference. This switch is causing us to review our stances, principles of action, and, more broadly, our way of thinking about humanitarian work.

This article aims to provide some answers to the two key questions that stem from these observations:

- How does a humanitarian NGO adapt its approach when working with social sector players in order to provide added value in a domestic context?
- How does working in a domestic context speed up the changes to international humanitarian practices that are already underway?

### **Humanitarian players at the heart of civil society: local rooting, partnerships and stance**

The review of ACF's role in France highlights a key point: humanitarian work has a lot to learn from social work practices. Starting operations in an already organised social ecosystem requires a humble approach, based on observation and discussion prior to any action and steadfastly focused on building partnerships. The goal is not to create a parallel system, but to get involved in existing collective dynamics by bolstering any complementarities.

This approach echoes the localisation movement promoted in international humanitarian work: this movement acknowledges that rootedness in local dynamics is key to legitimacy and effectiveness in initiatives. Fostering this collaborative culture is key to ensuring that humanitarian players are integrated into a domestic context and, more broadly, in all our fields of operation, regardless of where they are deployed.

— 1. Humanitarian players must not take sides during hostilities or engage at any time in controversies of a political, racial, religious or ideological nature. See ICRC, *The fundamental principles of the international red cross and red crescent movement – Ethics and tools for humanitarian action*, November 2015, <https://www.ifrc.org/sites/default/files/2021-07/FP-brochure-2015.pdf>

Cette approche fait écho au mouvement de « localisation » promu dans l'action humanitaire internationale, qui reconnaît que la légitimité et l'efficacité des interventions reposent sur leur ancrage dans les dynamiques locales. Favoriser cette culture collaborative est une condition essentielle à l'intégration des acteurs humanitaires dans un contexte domestique, et plus largement dans l'ensemble de leurs secteurs d'intervention, quel que soit le lieu où ils se déploient.

Reconnaître la place et l'expertise des acteurs sociaux locaux implique une profonde remise en question de la posture historique humanitaire. Une collaboration efficace repose sur une logique de « mise au service de », qui consiste à accompagner sans déstabiliser, en apportant des analyses nourries des enseignements tirés de l'international, et en mettant à disposition des outils issus de la structuration du secteur humanitaire. Il en va ainsi, par exemple, de la gestion de projet, de la coordination multisectorielle ou encore de l'importance accordée à la gestion des données. À cet égard, des projets de transferts monétaires co-portés par ACF en France, tels que le projet Passerelle Plus<sup>2</sup> en Seine-Saint-Denis, ont montré qu'un dispositif inspiré de l'action internationale (que l'on appelle en anglais « *multipurpose cash assistance* ») pouvait trouver sa place en France, tout en bénéficiant de l'expertise des acteurs du champ social et académique pour démultiplier son impact.

### **Remettre les personnes concernées au centre : de la redevabilité à la participation**

En déployant ses actions en France, ACF a notamment démontré sa valeur ajoutée en mettant son expertise en matière de suivi et d'évaluation au service des acteurs de l'action sociale, qui ont sollicité son appui pour approfondir leur connaissance des publics et de leurs besoins. La Mission France a ainsi

## **« L'action humanitaire a beaucoup à apprendre des pratiques de l'action sociale. »**

### **“Humanitarian work has a lot to learn from social work practices.”**

Acknowledging the role and expertise of local social players requires radical changes to the traditional humanitarian stance. Effective collaboration is based on a “service” approach. This involves supporting without destabilising, providing analysis that draws on lessons from international experience and offering tools from humanitarian sector developments. This applies to project management, multi-sector coordination and the importance given to data management, for instance. In this regard, cash-transfer projects co-developed by ACF in France, such as the Passerelle Plus project<sup>2</sup> in France's Seine-Saint-Denis department, have shown that a mechanism inspired by international aid (multipurpose cash assistance) can find a role to play in France, while benefiting from the expertise of social sector players and academics to increase impact.

### **Making beneficiaries the focus once again: from accountability to participation**

In rolling out its initiatives in France, ACF has particularly demonstrated its added value by providing social work players with its “monitoring and evaluation” (M&E) expertise when they have asked for ACF's support in increasing their knowledge of population groups and their needs. The France office has supported its partners in running field surveys, arranging discussion sessions with beneficiaries and implementing mechanisms in information feedback.

— 2. Pour en savoir plus, voir le site du projet : <https://passerelle-plus.hub.inrae.fr>

— 2. For further information, see the project website (In French): <https://passerelle-plus.hub.inrae.fr>

accompagné ses partenaires dans la mise en œuvre d'enquêtes de terrain, l'organisation de temps d'échanges avec les personnes concernées et le déploiement de mécanismes de remontée d'informations.

Ces pratiques s'inspirent directement des mécanismes dits SERA (suivi, évaluation, redevabilité, apprentissage), largement développés dans le secteur humanitaire. ACF a en effet pu mobiliser son expertise dans ce domaine et mettre à profit les méthodologies de redevabilité éprouvées de longue date à l'international.

Toutefois, si ces méthodologies permettent de donner la parole aux personnes concernées, elles se cantonnent souvent à l'information et à la consultation des personnes, soit un niveau de participation faible. Le fait d'intervenir dans un contexte domestique, combiné à l'intégration de positionnements issus de l'action sociale centrée sur les droits individuels, inspirés notamment par la dynamique de démocratie alimentaire, a conduit ACF à approfondir sa réflexion sur la place accordée aux personnes concernées, et sur la nécessité de passer du « bénéficiaire » passif recevant une aide à l'« usager » doté de droits et d'un pouvoir d'agir, pleinement acteur de la construction démocratique.

Dans les pratiques humanitaires, les personnes concernées sont encore trop souvent assignées à une position passive et participent peu aux décisions qui les impactent directement. Au-delà de la seule redevabilité, cette expérience française d'ACF a ainsi nourri une réflexion plus large sur la participation : comment redonner du pouvoir d'agir aux usagers et les inclure davantage dans les processus décisionnels ?

Dans le cadre de sa stratégie, résolument tournée vers la reconnaissance et l'effectivité du droit à l'alimentation – son cœur de métier depuis 1979 –, ACF s'appuie sur l'application des principes

These practices are directly inspired by the MEAL (Monitoring, Evaluation, Accountability and Learning) mechanisms that are widely developed in the humanitarian sector. ACF has been able to utilise its expertise in this area by leveraging accountability methods that have been tried and tested for many years in the international arena.

However, while these methods give a voice to beneficiaries, they are often restricted to information and consultation, which produces a low level of participation. Work in domestic contexts, combined with the inclusion of approaches taken from social work focusing on individual rights, particularly inspired by the food democracy dynamic, has led ACF to think more about the place given to beneficiaries: moving from the passive "beneficiary" receiving assistance to the "user" who has rights and agency and is fully involved in democratic development.

In humanitarian practices, beneficiaries are still too often given a passive role, with little involvement in decisions that directly impact them. Beyond the issue of accountability, ACF's experience in France has therefore fuelled a broader process of reflection on participation, specifically, how can we restore user agency and include users more in decision-making processes?

By having a strategy based on ensuring the recognition and effectiveness of the right to food – the NGO's core activity since 1979 – ACF is applying the PANTHER<sup>3</sup> principles to guide the implementation of this right. In practical terms, this takes the form of supporting food democracy discussion groups, involving users in steering bodies, user participation in consultations about new mechanisms and changes needed in food systems.<sup>4</sup>

— 3. PANTHER stands for Participation, Accountability, Non-discrimination, Transparency, Human dignity, Empowerment, Rule of law.

— 4. Action contre la Faim, « Parlons précarité alimentaire et droit à l'alimentation ! », 5 juin 2025, <https://www.actioncontrelafaim.org/actualites/a-la-une/parlons-precarite-alimentaire-et-droit-a-lalimentation>

PANTHER<sup>3</sup>, qui doivent guider la mise en œuvre de ce droit. Concrètement, cela se traduit notamment par l'accompagnement de groupes de réflexion sur la démocratie alimentaire, l'implication des usagers dans les instances de pilotage, ou encore leur participation à des concertations<sup>4</sup> autour de nouveaux dispositifs ou concernant les transformations à apporter aux systèmes alimentaires existants.

De la même façon qu'elle s'y astreint à l'international, l'ONG doit ici aussi mener ces démarches avec vigilance, non seulement pour éviter toute participation symbolique ou instrumentalisée des personnes concernées (« participation alibi » ou « tokénisme »), mais aussi et surtout pour faire en sorte de ne pas leur nuire.

### Neutralité et indépendance versus transformation des politiques publiques

Ce rôle de catalyseur a également conduit ACF à interroger son rapport aux pouvoirs publics. À l'international, les ONG, guidées par les principes de neutralité et d'indépendance, sont parfois critiquées pour leur action en marge de l'État et le risque qui en découle de créer des systèmes parallèles répondant à des besoins immédiats, sans stratégie de sortie ni complémentarité durable avec les institutions publiques.

En France, ACF a fait le choix de mobiliser ce principe de neutralité pour se positionner comme un acteur de dialogue, capable d'interagir avec l'ensemble des parties prenantes – société civile comme institutions –, et contribuer ainsi à l'évolution des politiques publiques. L'objectif ici n'est ni de se substituer

Just like what the NGO endeavours to do at an international level, this approach must also be implemented with care in order to avoid any token or manipulative participation (known as tokenism), and above all to prevent any forms of participation that may be harmful to those involved.

### Neutrality and independence versus public policy transformation

This catalyst role has also led ACF to question its relationship with public authorities. In the international arena, NGOs are guided by the principles of neutrality and independence, and are sometimes criticised for operating on the fringes of the state at the risk of creating parallel systems that meet immediate needs without an exit strategy or lasting complementarity with public institutions.

In France, ACF has decided to harness this neutral stance in order to position itself as a key player in dialogue, able to interact with all players (both in civil society and institutions) and, in this way, contribute to the development of public policy. The aim is not to stand in for grassroots players or to replace the institutions, but to create gateways between these sectors, with the aim of fostering systemic change.

The France office of ACF has therefore been developed around an accepted aim of reshaping public policy with the idea of getting the fundamental right to food recognised and guaranteeing that it is in force across the country. ACF has developed a strategy to exert influence, based on several complementary levers, in order to achieve this aim: highlighting the issues and unseen groups to provide information for public policy steering, for instance with publication of a report on neglected asylum seekers,<sup>5</sup> the trialling and in-depth evaluation of

— 3. Pour *Participation, Accountability, Non-discrimination, Transparency, Human dignity, Empowerment, Rule of law*. Soit, en français : participation, obligation de rendre compte, non-discrimination, transparence, dignité humaine, autonomisation et application du droit.

— 4. Action contre la Faim, « Parlons précarité alimentaire et droit à l'alimentation ! », 5 juin 2025, <https://www.actioncontrelafaim.org/actualites/a-la-une/parlons-precarite-alimentaire-et-droit-a-l'alimentation>

— 5. See Action contre la Faim, « Les délaissés du droit d'asile », communiqué de presse, 9 décembre 2021, <https://www.actioncontrelafaim.org/actualites/presse/les-oublies-du-droit-dasile>

aux acteurs de terrain, ni de remplacer les institutions, mais de créer des passerelles entre ces différents secteurs, au service de changements systémiques.

La Mission France d'ACF a ainsi été construite autour d'un objectif assumé de transformation des politiques publiques, visant à faire reconnaître le droit fondamental à l'alimentation et à en garantir l'effectivité sur l'ensemble du territoire. Pour y parvenir, ACF a développé une stratégie d'influence articulée autour de plusieurs leviers complémentaires : la mise en lumière des enjeux et des publics invisibilisés afin d'éclairer le pilotage des politiques publiques, dont un exemple est la publication d'un rapport sur les oubliés du droit d'asile<sup>5</sup> ; l'expérimentation et l'évaluation fine de dispositifs opérationnels, en partenariat avec d'autres acteurs, pour nourrir l'évolution des politiques sociales ; enfin, le plaidoyer – ou lobbying politique –, qui peut aller jusqu'à des actions juridiques si nécessaire, pour rappeler à l'État ses responsabilités, comme elle l'a fait par exemple dans son rapport sur le droit à l'alimentation<sup>6</sup>.

Intervenir dans le contexte français a ainsi conduit ACF à repenser sa stratégie, en faisant de l'évolution des politiques publiques un objectif central, et de l'action opérationnelle directe non plus une fin en soi, mais l'un des leviers clés au service de cet objectif.

C'est cette ligne de crête que la mission France d'ACF a souhaité maintenir dans l'ensemble de ses actions. En effet, afin d'aller au-delà des simples constats, elle met en œuvre différents projets opérationnels qui ont en commun deux caractéristiques principales : leur volonté démonstrative, et l'inclusion des acteurs légitimes tout au long de leur mise en

— 5. Voir Action contre la Faim, « Les délaissés du droit d'asile », communiqué de presse, 9 décembre 2021, <https://www.actioncontrelafaim.org/actualites/presse/les-oublies-du-droit-dasile>

— 6. Action contre la Faim, *Droit à l'alimentation. La France doit se mettre à table*, octobre 2024, <https://www.actioncontrelafaim.org/actualites/publication/droit-a-l'alimentation-la-france-doit-se-mettre-a-table>

operational mechanisms in partnership with other players to help develop social policy and, finally, advocacy – or political lobbying – including legal action that is badly needed to remind the state about its responsibilities, for instance with publication of a report on the right to food.<sup>6</sup>

Domestic operations have therefore led ACF to rethink its strategy, making public policy transformation a core objective and making direct operational work no longer an end in itself but one of the key drivers for achieving this aim.

The ACF France office has sought to walk this tightrope in all of its initiatives. Indeed, in order to go beyond simple observations, the office is rolling out various operational projects that have two main points in common: their demonstrable value and the inclusion of legitimate players throughout implementation. Indeed, whether they are co-developed with institutional players (such as the Vital'im project<sup>7</sup> co-developed with the local council of Seine-Saint-Denis department) or third-sector organisations (such as a tiered pricing project implemented in Marseille with a social centre),<sup>8</sup> all of our projects seek to go beyond the direct benefit for users of the scheme by aiming to contribute to future social policy developments, particularly those linked to the right to food.

— 6. Action contre la Faim, *Droit à l'alimentation. La France doit se mettre à table*, octobre 2024, <https://www.actioncontrelafaim.org/actualites/publication/droit-a-l'alimentation-la-france-doit-se-mettre-a-table>

— 7. Action contre la Faim, « Le Département de la Seine-Saint-Denis et Action contre la Faim s'associent pour expérimenter un chèque alimentation durable avec le soutien de l'État », communiqué de presse, 4 décembre 2023, <https://www.actioncontrelafaim.org/actualites/presse/le-departement-de-la-seine-saint-denis-et-action-contre-la-faim-sassocient-pour-expérimenter-un-cheque-alimentation-durable-avec-le-soutien-de-letat>

— 8. For more information, see "Projet territorial 15<sup>ème</sup>" on the Action Against Hunger website page dedicated to its activities in the PACA region (in French): <https://www.actioncontrelafaim.org/nos-operations/france/paca>

œuvre. En effet, qu'ils soient co-construits avec des acteurs institutionnels (tel le projet Vital'im<sup>7</sup>, porté en coopération avec le Conseil départemental de Seine-Saint-Denis) ou associatifs (à l'image du marché<sup>8</sup> à tarification différenciée mis en œuvre à Marseille avec un centre social), l'ensemble de nos projets cherche à dépasser le bénéfice direct pour les usagers et usagères des dispositifs et à inspirer de futures évolutions des politiques sociales, particulièrement celles qui concernent le droit à l'alimentation.

Cette approche apparaît pleinement transposable à l'international, sans remise en cause des principes de neutralité et d'indépendance, et dans une posture d'appui aux acteurs de la société civile du pays d'intervention. Les ONG disposent en effet d'un positionnement singulier : à la fois ancrées au plus près des réalités du terrain et présentes dans les instances de coordination en lien avec les pouvoirs publics. Ce double ancrage leur permet de contribuer à l'évolution des politiques publiques, en documentant les besoins, en proposant des solutions concrètes et en portant la voix des usagers et des acteurs de terrain lorsque ceux-ci y voient une plus-value.

Cette position particulière renforce également la pertinence, pour les acteurs humanitaires, de créer des liens entre les sociétés civiles, en les aidant aussi à accéder à des niveaux de plaidoyer à l'international, auprès d'instances onusiennes par exemple, mais également en créant des passerelles avec leurs homologues d'autres pays. Connecter les dynamiques inscrites au sein des sociétés civiles est totalement pertinent si l'on reconnaît

— 7. Action contre la Faim, « Le Département de la Seine-Saint-Denis et Action contre la Faim s'associent pour expérimenter un chèque alimentation durable avec le soutien de l'État », communiqué de presse, 4 décembre 2023, <https://www.actioncontrelafaim.org/actualites/presse/le-departement-de-la-seine-saint-denis-et-action-contre-la-faim-sassocient-pour-experimenter-un-cheque-alimentation-durable-avec-le-soutien-de-letat>

— 8. Pour en savoir plus, voir « Projet territorial 15<sup>e</sup> » sur la page du site d'Action contre la Faim consacrée à ses activités dans la région PACA, <https://www.actioncontrelafaim.org/nos-operations/france/paca>

This approach seems to be fully transposable at an international level, without calling into question the principles of neutrality and independence, and as part of a stance based on support for civil society players in countries where operations take place. NGOs have a unique position: they are rooted in grassroots reality and involved in coordination bodies in conjunction with public authorities. Their dual roots enable them to contribute to public policy development by documenting needs while putting forward tangible solutions and conveying the voice of users and grassroots players when they perceive added value in these solutions.

This unique position also increases the relevance for humanitarian players in forging links in civil society, also helping them gain access to international advocacy opportunities, for example with United Nations (UN) bodies, as well as creating gateways with their counterparts in other countries. Linking up civil society dynamics is fully relevant if we recognise that these issues go beyond divisions between the Global North and the Global South, in a globalised context in which access to healthy food, in sufficient quantities, is influenced by the actions of governments and private-sector players from other countries.

### **A restriction on this stance: public authorities have switched their focus to their sovereign functions**

Operating in a domestic context has therefore provided a reminder that social policy falls within the scope of a framework of rights that the state must guarantee for all, regardless of the context. A change to our strategy stems from this observation, with the focus being placed on changing public policy while supporting the existing ecosystem.

However, this role supporting social work players is becoming increasingly complex to play in the context of a state refocusing on its sovereign functions alone, a growing vulnerability of the social sector and a weakening of the

que ces enjeux dépassent les clivages Nord/Sud, dans un contexte mondialisé où les enjeux d'accès à une alimentation saine et suffisante sont influencés par les initiatives de gouvernements ou d'acteurs privés d'autres pays.

### **Une limite à ce positionnement : des pouvoirs publics recentrés sur leurs fonctions régaliennes**

Notre intervention en France nous a ainsi rappelés que les politiques sociales s'inscrivent dans un cadre de droits que l'État doit garantir à toutes et tous, quel que soit le contexte. De ce constat découle une évolution de notre stratégie, orientée vers le changement de politique publique en appui à l'écosystème existant.

Cependant, ce rôle de soutien aux acteurs de l'action sociale devient de plus en plus difficile à assumer dans un contexte de recentrage de l'État sur ses fonctions régaliennes, de précarisation croissante du secteur social et de fragilisation des acteurs opérant concrètement au plus près des publics précaires. Face à ces dynamiques se pose la question d'un engagement plus opérationnel afin de couvrir les besoins des publics les plus vulnérables, au risque toutefois de fragiliser davantage les acteurs locaux et d'entériner le retrait des pouvoirs publics, comme cela peut être observé dans certains contextes internationaux.

Dès lors, plutôt que de se positionner en concurrents des acteurs sociaux, les acteurs humanitaires devront jouer un rôle de visibilisation des enjeux auxquels ces derniers sont confrontés, voire de « bouclier » pour porter certains messages. Ils pourront également mettre en garde le secteur social contre certaines dérives connues du secteur humanitaire : bureaucratisation croissante, possible utilisation des outils de suivi/d'évaluation pour contrôler les acteurs opérationnels, ou encore substitution de fait aux institutions publiques.

### **Coordination et vision intégrée**

Cette culture de la coordination inter-acteurs, centrale dans l'humanitaire, a

players working most closely with vulnerable groups. When confronted with these dynamics, the question arises of more operational involvement in order to meet the needs of the most vulnerable groups. However, this comes at the risk of a further weakening of local players and an endorsement of withdrawal of public authorities, as has been observed in some international contexts.

Consequently, rather than competing with social players, the role of humanitarian players should be to highlight the issues faced by social players and to even be a "shield" when conveying some messages. They could also warn the social sector about acknowledged bad practice in the humanitarian sector: increasing bureaucratisation, potential use of monitoring and evaluation to control operational players, or even de facto substitution of public institutions.

### **Coordination and an integrated vision**

The culture of inter-players coordination is pivotal in the humanitarian sector, and has, in fact, facilitated ACF's integration in France, enabling our initiatives to be coordinated with existing public policies and influence their development. This integration facilitates compartmentalised responses by providing a multidimensional vision of vulnerability-related issues and by encouraging more holistic solutions. It paves the way for an integrated approach in which social and humanitarian players stand together in response to rising levels of vulnerability.

The convergence of humanitarian and social work seems not only appropriate but also necessary in a context of worsening inequalities and in which the borders between faraway emergencies and local vulnerability are blurring. The challenge now is to recognise that these two fields share – while retaining their unique features – a common perspective: enabling each individual to meet their fundamental needs while fully exercising their rights, regardless of where they live.

en effet facilité l'intégration d'ACF en France, nous permettant d'articuler nos actions avec les politiques publiques existantes et d'en influencer l'évolution. Cette intégration favorise la mise sur pied de réponses décloisonnées, en apportant une vision multidimensionnelle des enjeux de précarité et en encourageant l'élaboration de solutions plus holistiques. Elle ouvre la voie à une approche intégrée, dans laquelle acteurs sociaux et humanitaires unissent leurs forces face à la montée des vulnérabilités.

Dans un contexte où les inégalités se creusent et où les frontières entre urgences lointaines et vulnérabilités locales s'estompent, la convergence entre action humanitaire et action sociale apparaît non seulement pertinente, mais nécessaire. L'enjeu est désormais de reconnaître que ces deux champs, tout en conservant leurs spécificités, partagent un horizon commun : permettre à chacun et chacune de couvrir ses besoins fondamentaux en exerçant pleinement ses droits, où qu'il ou elle se trouve.

Comme nous l'avons vu, intervenir dans son propre pays a donc un effet profondément transformateur pour les organisations humanitaires, mais également pour les travailleurs humanitaires eux-mêmes. Pour nombre d'entre eux, l'engagement dans une réponse domestique a été l'occasion de questionner certaines pratiques héritées de l'international et de prendre du recul sur le sens de l'action humanitaire.

Beaucoup se sont tournés vers ces actions locales car ils s'interrogeaient sur les postures propres à l'action humanitaire internationale. Ils y ont trouvé des éléments de réponse, souvent transposables aux grands enjeux de l'humanitaire de demain : priorité donnée à la localisation, participation équitable et réelle de toutes et tous, approche fondée sur les droits, ou encore réponse opérationnelle au service d'une stratégie d'influence. De quoi démontrer que les deux champs d'action peuvent se nourrir mutuellement.

**« Intervenir dans son propre pays a donc un effet profondément transformateur pour les organisations humanitaires, mais également pour les travailleurs humanitaires eux-mêmes. »**

**“Operating in their home countries has a truly transformative effect on humanitarian organisations and on humanitarian workers themselves.”**

As we have seen, operating in their home countries has a truly transformative effect on humanitarian organisations and on humanitarian workers themselves. For many of them, involvement in a domestic response has been an opportunity to question practices inherited from the international arena and gain some perspective on what humanitarian work is all about.

Many have come to work on these local initiatives with questions about the approaches used by international humanitarian work. They have found some answers, which can often be transposed to major humanitarian issues of the future: prioritising localisation, fair and actual participation of all, a rights-based approach and an operational response aiming to develop a strategy to exert influence. This all demonstrates that these two spheres of action can enrich each other.

*Translated from the French by Gillian Eaton*

# Biographies



## HÉLÈNE QUÉAU

Juriste de formation spécialisée en droit international, également diplômée en gestion de projets humanitaires, Hélène Quéau a fait carrière dans l'action humanitaire internationale, occupant différents postes clés au sein d'ONG telles que Solidarités International ou Action contre la Faim. Après avoir exercé successivement, pendant plus de dix ans, les fonctions de responsable de projets, coordinatrice terrain, directrice pays et responsable géographique (siège), elle a été directrice des opérations à Première Urgence Internationale, puis a travaillé en France en tant que consultante indépendante pour diverses ONG. Hélène est depuis 2019 la directrice pays de la Mission France d'Action contre la Faim, dont elle a géré l'ouverture puis le développement de la stratégie orientée vers une meilleure reconnaissance et effectivité du droit à l'alimentation en France.

Hélène Quéau trained as a lawyer specialising in international law and is also trained in humanitarian project management. She has spent her career in the international humanitarian aid sector, in a range of key posts in international NGOs, such as Solidarités International and Action Against Hunger. After over a decade of international experience in project manager roles, then as a field coordinator and country director and as a headquarters regional officer, she held the post of director of operations at Première Urgence Internationale and then worked in France as an independent consultant for a range of NGOs. Since 2019, Hélène has been the France office country director of Action Against Hunger, managing the office's opening and then the development of a strategy based on increased recognition and application of the right to food in France.

## ARTHUR MAURUS

Titulaire d'un diplôme de droit international, Arthur Maurus a occupé au cours des dix dernières années différents postes opérationnels à responsabilité au sein d'ONGI françaises, au Moyen-Orient et en Afrique. Après une dernière expérience en tant que directeur pays pour Première Urgence Internationale en République démocratique du Congo, Arthur occupe depuis 2025 le poste de coordinateur programme au sein de la Mission France d'Action contre la Faim.

Arthur Maurus holds an international law degree. He has spent the past decade in different operational positions of responsibility in international French NGOs in the Middle East and Africa. Arthur's previous role was as country director for Première Urgence Internationale in the Democratic Republic of the Congo. He has been the France office programme coordinator for Action Against Hunger since 2025.

## MATHILDE FASSOLETTE

Ingénieure agronome de formation, Mathilde Fassolette a exercé pendant une dizaine d'années les fonctions de cheffe de projet et d'experte sectorielle dans les domaines de l'agriculture et de la sécurité alimentaire dans plusieurs pays d'Afrique centrale et en Irak, pour diverses ONG ainsi que pour la coopération belge. Depuis presque deux ans, Mathilde travaille au sein de la Mission France d'Action contre la Faim, où elle est chargée du projet Vital'im, un projet de transferts monétaires dédiés à l'alimentation qui permet aux personnes en situation de précarité alimentaire en Seine-Saint-Denis d'accéder à une alimentation durable.

Mathilde Fassolette is a trained agronomist. She has held project management and sector expert positions for the past decade in the fields of agriculture and food security in several countries in Central Africa and in Iraq, working for a range of NGOs and the Belgian agency for international cooperation. She has held the post of Vital'im project officer in ACF's France office for nearly two years. Vital'im is a food-focused cash-transfer project enabling access to sustainable food for people experiencing food insecurity in France's Seine-Saint-Denis department.

# Une organisation humanitaire dans le champ social : enseignements d'un accueil de jour pour mineurs non accompagnés géré par Médecins Sans Frontières en Île-de-France

## A humanitarian organisation in social care: insights from a Médecins Sans Frontières day centre for unaccompanied minors in France's Île-de-France region

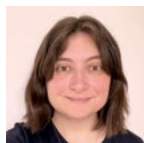
*Véga Levaillant* • Responsable des activités sociojuridiques du projet Île-de-France de la Mission France de Médecins Sans Frontières

Initialement centré sur la santé mentale des mineurs non accompagnés, le projet Île-de-France de Médecins Sans Frontières a progressivement intégré le travail social à ses activités.

Aujourd'hui tourné vers les jeunes filles, il hybride approches humanitaire et médico-sociale, faisant de l'autonomisation un soin à part entière.

What began as a mental health project for unaccompanied minors in France's Île-de-France region has evolved to include a social work component. Now specifically supporting girls, this Médecins Sans Frontières programme merges humanitarian, social and medical approaches, recognising empowerment as a therapeutic outcome in itself.

Launched in 2017, the Île-de-France (IDF, the region covering Paris and seven other departments) project under the Médecins Sans Frontières (MSF) Mission France



VÉGA  
LEVAILLANT

Lors de son ouverture en 2017, le projet Île-de-France (projet IDF) de la Mission France de Médecins Sans Frontières (MSF) devait avant tout permettre au public des mineurs non accompagnés (MNA) d'accéder à des soins de santé mentale. Le postulat était qu'en accueillant ces jeunes avec l'aide de médiateurs interculturels et en leur proposant des consultations infirmières, ils seraient plus enclins à commencer un suivi en santé mentale. En effet, comme dans d'autres contextes d'intervention auprès de personnes exilées, l'état de santé psychique des MNA se présentant à l'accueil de jour était très préoccupant. De surcroît, la matrice de l'intervention était de ne pas se substituer aux institutions existantes, mais de documenter et d'assurer le bon accès aux soins disponibles. Or, si le système des permanences d'accès aux soins de santé (connues sous l'acronyme Pass) est fonctionnel, il est plus difficile d'orienter vers des psychologues des adolescents polytraumatisés par leur parcours migratoire et leur situation de vie précaire en Europe, du fait du manque de places et de financements.

### **L'émergence du travail social dans un projet de santé mentale**

Dans ce contexte, pourquoi avoir choisi de développer le travail social ? Quelle est sa place dans un projet porté par une organisation non gouvernementale (ONG) humanitaire et initialement tourné vers l'accès aux soins, notamment de santé mentale ? Et surtout, comment s'est-il construit en complémentarité avec les services de soins habituellement délivrés par MSF ?

Aujourd'hui, le projet IDF propose un accueil de jour dans le cadre duquel les MNA peuvent bénéficier de diverses consultations, d'activités collectives et d'un espace de répit, ainsi qu'un hébergement vers lequel sont orientés les jeunes les plus vulnérables sur décision de l'équipe pluridisciplinaire. Au sein de l'accueil de jour, l'équipe santé comprend deux infirmières et deux psychologues, tandis que l'équipe sociojuridique compte deux assistants sociaux,

programme initially focused on improving mental health access for unaccompanied minors (UAMs). By offering nursing consultations and intercultural mediation, MSF aimed to lower barriers to UAM mental health support. As in other operational contexts involving displaced individuals, the mental health of UAMs attending the day centre was a major concern. The IDF project also adhered to the principle of not replacing existing institutions, focusing instead on documenting needs and securing access to available care. Despite the availability of Healthcare Access Points (PASS), it remains difficult to refer adolescents, polytraumatised by migration and living in precarious conditions in Europe, to psychologists, due to limited funding and placement capacity.

### **The emergence of social work practices in a mental health project**

In this context, what prompted the decision to expand social work practices? And what role do they play in a humanitarian NGO project designed to improve access to healthcare, particularly mental health services? Most importantly, how were these practices structured to complement the health services typically provided by MSF?

The IDF project now comprises a day centre offering consultations, group activities and a respite space, as well as a residential facility for the most vulnerable minors, with placements managed by a multidisciplinary team. The day centre's healthcare team includes two nurses and two psychologists, working alongside a socio-legal team of two social workers, a legal officer and three intercultural mediators. They are supported by four social workers and a house manager responsible for the residential facility. Nearly a decade after the project's launch, the majority of salaried positions and activities are now oriented towards social, rather than paramedical, support. Although this transition was made over a relatively long period, it is notable that practices were adopted from both social and humanitarian fields, occasionally creating challenges.

une juriste et trois médiateurs interculturels. À ces effectifs doivent être ajoutées les quatre travailleuses sociales et la maîtresse de maison qui s'occupent du volet hébergement. Ainsi, bientôt dix ans après l'ouverture du projet, la majorité des activités et des salariés relève plus du social que du paramédical. Si cette transition s'est faite sur un temps relativement long, il est intéressant d'observer la façon dont certaines pratiques ont été empruntées au champ social ou humanitaire, et les points d'achoppement que cela a pu créer.

Afin de tenter une ébauche de réponse, nous reprendrons les motivations (principales et non exclusives), relevées par Jacob Burns<sup>1</sup>, qui ont conduit MSF à inclure le travail social dans ses projets : atteindre le succès thérapeutique, contribuer à l'efficacité des opérations et améliorer le bien-être de la personne. Il est intéressant d'observer que le projet IDF a inscrit le travail social dans ses activités en suivant de façon inconsciente cette catégorisation, passant d'un champ à l'autre comme s'il s'agissait de différents stades d'évolution.

L'ouverture dès 2017 d'un premier poste d'assistante sociale, dont la tâche principale était de répondre aux besoins fondamentaux des personnes en les orientant vers les services adéquats (lieux de distributions alimentaires, bains-douches, distributions de vêtements, etc.) puis de leur ouvrir des droits à l'aide médicale d'État (AME) afin de faciliter leur accès aux soins, laisse supposer que la motivation du projet était de favoriser le succès thérapeutique. Dans ce contexte, les assistants sociaux exerçant à l'accueil de jour ont néanmoins exprimé une certaine frustration au fil des années. Celle de « ne faire que de l'ouverture de droits à l'AME » et d'avoir trop peu de ressources et de temps pour mener un réel travail sur l'autonomie et le projet de la personne

As a preliminary analysis, we will examine the primary – though not exclusive – reasons for integrating social work into MSF projects, as identified by Jacob Burns:<sup>1</sup> achieving therapeutic success, supporting operational effectiveness and enhancing individual well-being. Interestingly, the IDF project integrated social work into its operations by implicitly following this classification, moving through the stages as if they were successive steps in its development.

The first social worker job position was created in 2017, initially to address basic needs, such as food, hygiene and clothing, through referrals, and later to facilitate access to state medical assistance for foreigners living unofficially in France (AME), indicating that the project was chiefly driven by therapeutic success. Unfortunately, in this context, social workers at the day centre began to express growing frustration as their role was reduced to “simply obtaining AME medical coverage”, leaving them without the time or resources to engage in empowerment strategies and individual support planning, which are central to social work practice. In its early stages, the IDF project appears to have misconstrued the function of social work, deploying it primarily to “achieve therapeutic success”, namely to secure AME coverage and facilitate access to healthcare rather than “enhance individual well-being”. The granting of an AME card, however, constitutes only the first stage in engaging effectively with the French healthcare system, such as finding a doctor and making and managing medical appointments.

Additional social services were introduced over time, which also aimed to improve operational efficiency. Such support took the form of transport vouchers allowing young people to reach MSF consultations and other engagements, meals offered at the day centre to those

— 1. Jacob Burns, « Trop, jamais assez. Le soutien social chez MSF », 24 juin 2024, <https://msf-crash.org/fr/acteurs-et-pratiques-humanitaires/trop-jamais-assez-le-soutien-social-chez-msf>

— 1. Jacob Burns, “Too much, Never Enough: Social Support at MSF”, 24 June 2024, <https://msf-crash.org/en/humanitarian-actors-and-practices/too-much-never-enough-social-support-msf>

accompagnée (des objectifs propres au travail social). Il s'agit peut-être là d'une des premières incompréhensions entre le projet IDF et le travail social : utiliser ce dernier seulement comme un « moyen d'atteindre le succès thérapeutique » (ouvrir des droits à l'AME facilitera l'accès aux soins de santé) et pas comme un « outil d'amélioration du bien-être de la personne » (l'obtention d'une carte AME n'est qu'une première étape ; la personne doit ensuite apprendre à se repérer dans le système de santé, trouver un médecin traitant, parvenir à prendre et gérer ses propres rendez-vous médicaux, etc.).

Progressivement, et afin de contribuer à l'efficacité des opérations, d'autres services sociaux ont été mis en place : distribution de tickets de métro afin de permettre aux jeunes de se rendre aux consultations MSF ou dans d'autres lieux, distribution de repas à l'accueil de jour pour les jeunes venus honorer leurs rendez-vous, fourniture de produits d'hygiène par les infirmières, etc. C'est également l'une des raisons pour lesquelles une juriste a finalement rejoint le projet : les professionnels faisaient face à des demandes constantes des MNA relatives à la régularisation de leur situation administrative, c'est-à-dire à l'accès aux dispositifs de la protection de l'enfance dont ils relèvent. La juriste avait donc la tâche d'informer les jeunes sur la saisine en cours devant le juge des enfants et, le cas échéant, sur la demande d'asile ou les options de régularisation une fois leurs 18 ans atteints.

C'est seulement ces deux dernières années qu'une réflexion plus globale sur la place du travail social au sein du projet a pu avoir lieu, amenant l'équipe à la conclusion que l'offre de services sociaux devait avoir pour but d'améliorer le bien-être de la personne. Cette approche a permis d'apporter du sens et de légitimer les travailleurs sociaux dans leur pratique, dévolue à l'autonomisation de la personne accompagnée.

presenting for appointments hygiene items supplied by nursing staff... This subsequently led to the recruitment of a project legal officer to address frequent requests from UAMs regarding the regularisation of their administrative status and their access to the child protection services to which they were entitled. In this role, the legal officer ensured that young people were informed about the progress of their youth court cases and, where appropriate, about asylum procedures or options for regularising their status once they turned eighteen.

Only in the past two years has a more comprehensive reflection on the role of social work within the project been undertaken, leading the team to conclude that the purpose of social services is to enhance individual well-being. This helped clarify the role of social workers and recognise their work dedicated to empowering beneficiaries.

### French health and social care professionals at Médecins Sans Frontières

While MSF is widely recognised as an employer among paramedical staff, awareness of this is more limited among social work professionals, including social workers, legal officers, educators and house managers. Moreover, job applicants didn't always fit the expectations sought by the project. Human resources departments have recently begun posting vacancies on platforms used by social work professionals, rather than those targeting primarily humanitarian applicants. This small initiative has enhanced our visibility and reputation among prospective applicants.

Once recruited, professionals from French health and social care institutions often reported being surprised by the "humanitarian timeframe". MSF's standard annual project "reset" exercises can indeed be surprising for those used to non-profit organisations with multi-year mandates, formal terms of reference, tender procedures or even departmental social services. Social

## Des professionnels du secteur médico-social français chez MSF

Si MSF est un employeur connu des professionnels du paramédical, c'est loin d'être le cas parmi les métiers du social (assistant.e social.e, juriste, éducateur.rice, maîtresse de maison, etc.). Aussi, les profils postulant aux offres d'emploi de MSF n'étaient pas toujours ceux attendus pour le projet. Ces dernières années, les services ressources humaines ont donc commencé à diffuser les offres sur des plateformes utilisées par les professionnels du social au lieu de se limiter aux canaux destinés aux profils plus « humanitaires » – un petit pas de côté qui nous a permis de nous rendre visibles et de nous faire connaître auprès de profils intéressés par nos activités.

Une fois recrutés, les professionnels issus de structures médico-sociales françaises ont souvent exprimé leur surprise face à la « temporalité humanitaire ». Les traditionnels exercices annuels de « remise à plat » des projets chez MSF peuvent effectivement surprendre quand on a eu l'habitude de travailler au sein d'associations mandatées sur plusieurs années, à l'issue d'un appel d'offres, pour exécuter un cahiers des charges préétabli, voire directement dans les services sociaux départementaux par exemple. Le travail social s'inscrivant souvent dans un temps relativement long (pas forcément en termes d'accompagnement mais plutôt dans le cas d'un projet d'établissement/de service, par exemple), l'éventualité de devoir faire face chaque année à des réorientations opérationnelles peut créer un sentiment d'instabilité, voire d'insécurité. Toutefois, dans un contexte d'évolution de la place du travail social dans le projet, il est à noter que ces exercices ont permis, notamment ces dernières années, de structurer ce travail, de le légitimer et de l'inscrire formellement dans les orientations opérationnelles du projet. On peut à ce titre mentionner l'ouverture, fin 2022, du premier poste de responsable des activités sociojuridiques, qui a permis d'approfondir la structuration et l'harmonisation de ces activités (comme c'était déjà le cas pour les activités infirmières et de santé mentale).

work is typically planned over an extended period, not necessarily for individual support but for the management of institutional or service projects. The possibility of annual changes in operational priorities or directions can create instability and insecurity among social workers. However, as the role of social work within the project has evolved, these exercises have contributed to the structuring, recognition and formal integration of social work practices into the project's operational priorities, especially in recent years. The creation of the first socio-legal affairs manager position at the end of 2022 offered an opportunity to further structure and standardise these activities, aligning them with nursing and mental health services.

This “humanitarian timeframe” also led to delays in consolidating the project's local presence. While humanitarian workers are used to analysing the environments in which they operate, grounding work in a specific area through long-term, local engagement is a core principle of social work practice. However, in the early years of the IDF project, uncertainty regarding its continuity initially made it more convenient for teams to prioritise links with Paris, despite the day centre being located in Pantin, Seine-Saint-Denis department. As social work became increasingly central to the services and care offered to UAMs by the programme, this strategy began to present a range of challenges. For example, although social workers relied on relationships with organisations and institutions in Paris, referrals could not always be completed, as they required the individual to be formally “attached” to the local area. Similarly, high staff turnover and misunderstandings over the abrupt ending of some activities hindered the development of trusting, long-term partnerships. These challenges prompted us to reassess our routine practices and gain a deeper understanding of the day centre's local environment and our integration into it.

Cette « temporalité humanitaire » a aussi entraîné un certain retard dans la dynamique d'ancrage territorial du projet. S'il n'est pas étranger aux humanitaires d'analyser l'espace dans lequel ils agissent, le fait d'inscrire son action dans un espace donné et dans une logique de proximité et de continuité est au cœur du travail social. Or, durant les premières années du projet IDF, l'incertitude quant à la pérennisation de celui-ci a d'abord amené les équipes à développer, par facilité, des liens avec le territoire parisien (alors que l'accueil de jour est situé à Pantin, en Seine-Saint-Denis). Tandis que la pratique du travail social prenait une place plus importante dans les services et soins offerts aux MNA bénéficiaires du programme, cette stratégie a commencé à poser certaines difficultés. Par exemple, les assistants sociaux s'appuyaient sur les relations et partenariats construits avec des structures parisiennes, mais ils ne pouvaient pas toujours mener à bien les orientations, celles-ci nécessitant un « attachement » de la personne accompagnée au territoire. De la même manière, nous avons eu des difficultés à tisser des relations durables et de confiance avec nos partenaires en raison d'un important turn-over au sein des équipes ou d'incompréhensions suscitées par l'arrêt, parfois jugé brutal, de certaines activités. Ces obstacles nous ont obligés à repenser nos habitudes et à renforcer notre connaissance du territoire et notre ancrage local autour de l'accueil de jour.

### **La construction de la pluridisciplinarité et du secret partagé**

La pluridisciplinarité est rapidement devenue un élément central du projet IDF de MSF, au point d'en définir l'identité même : chaque jeune bénéficiaire de consultations infirmières, sociales, juridiques et, le cas échéant, de santé mentale, les professionnels se réunissent pour discuter ensemble de son dossier et considèrent son parcours de soins et d'accompagnement dans toutes ses dimensions. Ces discussions et prises de décisions en instance pluridisciplinaire nécessitent une pratique et une

### **The development of multidisciplinary practices and shared confidentiality**

Interdisciplinarity quickly became both a cornerstone and a defining feature of MSF's IDF project. Each young person receives nursing, social and legal consultations, as well as mental health support where appropriate, allowing professionals to conduct joint case reviews and adopt a holistic approach to care and pathways. Such multidisciplinary discussions and decision-making processes depend on a common understanding and practice of "shared confidentiality". While generally accepted and practised within the social work sector, this approach is sometimes viewed differently in medical and paramedical professions. The IDF project engaged in a long and painstaking process to address this issue.

Regular involvement of MSF's legal officers, along with the distribution of briefs clarifying French legal rules on information-sharing between professionals in child protection, whether confidential or not, was essential. However, medical and paramedical staff often found it difficult to see how certain information shared by a UAM during a consultation could be relevant to social care. Why would a social worker need to know that a girl was raped locally three weeks ago? How is that information relevant to her applying for AME assistance or enrolling at school? This limited understanding of the social work then being done often caused problems when it came to sharing sensitive patient information. Nonetheless, information on a young woman's treatment adherence, for example, remains fundamental to ensuring quality referral to a housing service able to provide appropriate support where required. This work requires patience and repeated engagement to help medical and paramedical teams fully grasp the complexities of social work and understand how access to certain information can improve case management.

compréhension commune du « secret partagé ». Généralement acceptée et pratiquée dans le secteur social, cette notion ne va pas forcément de soi pour les professions médicales et paramédicales. Le travail mené sur ce front par le projet IDF a été long et laborieux.

Il a fallu faire intervenir à plusieurs reprises les juristes du département juridique de MSF et diffuser des notes relatives au cadre légal français – en ce qu'il détermine les règles du partage d'informations entre professionnels, soumis ou non au secret, dans le cadre d'activités de protection de l'enfance. Malgré ces efforts, les professions médicales et paramédicales ont longtemps éprouvé des difficultés à comprendre en quoi certaines informations délivrées par un MNA en consultation pouvaient avoir un intérêt pour l'accompagnement social. Pourquoi l'assistante sociale aurait-elle besoin de savoir que telle jeune fille a été violée sur le territoire trois semaines plus tôt ? Quel est le rapport avec son ouverture de droits à l'AME ou sa scolarisation ? Cette vision réductrice du travail social alors effectué était souvent à l'origine de leur réticence à partager des informations sensibles relatives aux patients. Pourtant, la transmission d'informations concernant par exemple l'adhésion d'une jeune fille à son traitement est indispensable pour permettre aux travailleurs sociaux de l'orienter vers une structure d'hébergement adaptée qui puisse, le cas échéant, la soutenir sur ce plan. Cet exercice de persuasion demande de la patience, car il faut constamment réexpliquer les enjeux du travail social aux équipes médicales et paramédicales afin de s'assurer qu'elles les intègrent et qu'elles comprennent pourquoi certaines informations doivent être partagées pour améliorer la prise en charge.

Ces transformations internes ont préparé le terrain pour une autre évolution d'importance : l'intégration progressive d'une approche de protection, devenue incontournable au vu de la nature de plus en plus complexe des situations rencontrées.

**« S'il n'est pas étranger aux humanitaires d'analyser l'espace dans lequel ils agissent, le fait d'inscrire son action dans un espace donné et dans une logique de proximité et de continuité est au cœur du travail social. »**

**“While humanitarian workers are used to analysing the environments in which they operate, grounding work in a specific area through long-term, local engagement is a core principle of social work practice.”**

These internal changes paved the way for a more marked development: the gradual adoption of a protection-based approach made necessary by the increasing complexity of the cases handled.

### **The role of protection in informing social work practice**

In July 2024, the IDF project entered a new operational phase when it decided to provide support solely to unaccompanied minor girls. This decision was driven by several factors, including two major findings: public and private local actors were providing boys with more comprehensive support and the small number of girls in the previously mixed group made it difficult for the team to provide them with an adequate level of specialised care.

Many of these young girls showed clear signs of sexual or labour exploitation. However, we didn't succeed in making them engage in the program at a sufficient level to allow meaningful support in these issues, and they frequently disengaged shortly after the first meeting. The multidisciplinary team frequently discussed the exploitation faced by these girls and felt they lacked the tools to respond effectively, both individually

### Les apports de la protection pour la pratique du travail social

En juillet 2024, le projet IDF a connu une réorientation opérationnelle : il a été décidé qu'il ne prendrait désormais en charge que les jeunes filles mineures non accompagnées. Cette décision a été prise pour tout un ensemble de raisons, notamment par suite du constat que les jeunes garçons bénéficiaient d'un soutien plus important de la part des acteurs publics et privés sur le territoire, et de la conclusion, par les équipes elles-mêmes, qu'elles n'arrivaient pas à dispenser aux quelques jeunes filles présentes dans la cohorte jusqu'alors mixte un accompagnement satisfaisant.

D'après les indicateurs dont nous disposons, il ne faisait aucun doute que la plupart d'entre elles étaient victimes d'exploitation sexuelle ou par le travail. Toutefois, nous ne parvenions pas à les faire adhérer suffisamment au programme pour pouvoir les accompagner sur ces questions ; elles disparaissaient des radars peu de temps après la première rencontre. La question de l'exploitation subie par ces jeunes filles a beaucoup mobilisé les membres de l'équipe pluridisciplinaire, qui disaient se sentir peu outillés pour y répondre individuellement mais également à l'échelle des services et soins offerts par le programme. Les situations d'exploitation et d'emprise ne peuvent pas être traitées dans le cadre d'un seul type de consultation : elles nécessitent une réponse coordonnée et globale pour être appréhendées de manière efficace. De la même façon, les situations de grossesse – chez des jeunes filles déjà suivies ou tout juste entrées dans le programme – nécessitaient un accompagnement au-delà du médical pour évoquer avec les intéressées la possibilité d'une IVG ou, le cas échéant, les préparer à la maternité.

Il n'est d'ailleurs pas inintéressant de noter que, si ces situations complexes ont permis aux professionnels médicaux et paramédicaux de mieux appréhender la nécessité de l'accompagnement social pour l'intérêt supérieur des jeunes filles,

and within the programme's broader service care framework. Cases of exploitation and control cannot be managed through a single consultation; effective intervention requires a coordinated, comprehensive approach. Likewise, girls who became pregnant before or during the programme needed more than medical support, whether to consider termination or to prepare for motherhood.

While these complex situations helped medical and paramedical staff recognise the benefits of social support for these girls, the team also drew on protection practices from other MSF projects to structure its approach.

Girls enrolled in the IDF programme are often targeted by abusers who exploit their extreme precariousness in France, subjecting them to abuse, sexual exploitation or forced labour, typically in domestic work or childcare. Initial interventions usually focus on protection and, in nearly all cases, housing. The subsequent step involves assessing risks and safely removing girls from situations in which "housing" is provided in exchange for violence or exploitation.

In 2024, during her initial social assessment, a girl enrolled in our programme was reluctant to provide details about her accommodation. Professionals in a multidisciplinary team meeting noted with concern that, after missing several appointments, she had stopped coming to the centre. She had already expressed her desire to enrol in school to her social worker, who then contacted her, suggesting she return to the day centre and proposing a date for her school placement tests. During this meeting, the girl disclosed that she was staying with a woman who allowed her to sleep in the living room in exchange for "babysitting" duties. The sixteen-year-old girl, it emerged, was left alone, sometimes for several weeks, to care for two young children, aged three years and nine months respectively, while the mother was abroad. This prevented the girl from attending her appointments and, as a

l'équipe s'est également appuyée sur les pratiques de protection propres à d'autres projets MSF pour structurer son approche.

En effet, les jeunes filles accueillies dans le cadre du programme IDF sont souvent confrontées à des agresseurs qui profitent de la grande précarité dans laquelle elles se trouvent en France pour les maltraiter, voire les exploiter sexuellement ou par le travail (généralement pour de la garde d'enfants ou du ménage). Ainsi, la première réponse relève souvent de la protection et, de façon quasi systématique, elle concerne la situation d'hébergement. Il s'agira alors d'analyser les risques et d'extraire la jeune fille, sans la mettre en danger, de la situation de violence ou d'exploitation à laquelle elle est contrainte en échange d'un « hébergement ».

À titre d'exemple, en 2024, nous avons pris en charge dans le cadre de notre programme une jeune fille qui, lors de sa première évaluation sociale, était restée évasive sur sa situation d'hébergement. En réunion d'équipe pluridisciplinaire, plusieurs professionnels se sont inquiétés de ne plus la voir au centre après plusieurs rendez-vous non honorés. Elle avait pourtant fait part à son assistante sociale de son profond désir d'être scolarisée. Celle-ci a donc recontacté la jeune fille pour l'encourager à revenir à l'accueil de jour et lui a proposé une date pour passer des tests de scolarisation. À cette occasion, l'intéressée lui a confié être hébergée chez une femme qui la laissait dormir dans son salon en échange d'heures de « babysitting ». Il s'est avéré que cette jeune fille de 16 ans gardait seule, parfois pendant plusieurs semaines tandis que la mère était à l'étranger, deux jeunes enfants de 3 ans et 9 mois. Cette situation l'empêchait de se rendre à ses rendez-vous au centre et donc d'avoir une chance d'être scolarisée. L'assistante sociale, avec l'accord de la jeune fille et en lien avec l'ensemble de l'équipe, a fait le nécessaire pour la sortir en toute sécurité de cette situation et lui trouver une solution d'hébergement adaptée.

**« L'équipe sociale a pu mettre en lumière la complémentarité des approches du travail social et de la protection (dans l'humanitaire, on parle souvent de « *safeguarding* »). »**

**“The social work team illustrated how social work and protection approaches, often referred to as “safeguarding” in humanitarian settings, complement one another in preventing abuse or exploitation by aid actors.”**

result, from enrolling at school. The social worker, with the girl's consent and in collaboration with the rest of the team, arranged for her safe removal from the situation and her placement in appropriate accommodation.

These cases further highlighted the necessity of educating girls about their rights and how to exercise them. The social work team illustrated how social work and protection approaches, often referred to as “safeguarding” in humanitarian settings, complement one another in preventing abuse or exploitation by aid actors. The tools used in protection are similar to those employed in the French medico-social sector, established by a law<sup>2</sup> of 2002 that promotes user-centred care management, based on clear and accessible information, informed consent, user participation in decision-making, respect for privacy, access to appeals and the like. By informing girls of their rights, teaching them to recognise abuse and encouraging them to speak up, we hope to prepare them to exercise full autonomy beyond the MSF project.

— 2. French Law n° 2002-2 of 2 January 2002 on the reform of social and medicosocial action, *Journal officiel de la République française*, 3 janvier 2002, <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT00000215460>

Cet exemple a aussi remis au centre la nécessité d'informer les jeunes filles de leurs droits et de leur expliquer comment les faire valoir. L'équipe sociale a pu mettre en lumière la complémentarité des approches du travail social et de la protection (dans l'humanitaire, on parle souvent de « *safeguarding* »), dont l'objectif est de prévenir tout abus ou situation d'exploitation impliquant des acteurs de l'aide. Les outils de la protection se rapprochent par ailleurs de ceux du secteur médico-social français, consacrés par une loi de 2002<sup>2</sup> qui place l'usager au centre de sa propre prise en charge (information claire et accessible, consentement éclairé, participation de l'usager aux décisions, respect de la vie privée, possibilité de recours, etc.). En informant les jeunes filles accueillies de leurs droits, en leur apprenant à identifier les abus et en les encourageant à faire entendre leur voix, c'est à l'exercice d'une autonomie pleine et entière en dehors du projet IDF de MSF que nous espérons les préparer.

Ainsi, le travail social n'est plus seulement un outil visant à ce que les jeunes filles accompagnées aient bien accès aux soins ; il devient lui-même une forme de soin, dont l'objectif est l'autonomisation. Si l'on reprend la catégorisation de Jacob Burns mobilisée précédemment, la raison d'être du travail social dans le projet IDF est aujourd'hui l'amélioration du bien-être de la personne, au même titre que sa prise en charge médicale, en utilisant les outils et concepts du travail social et de l'action humanitaire, et en gardant toujours la patiente au cœur de nos réflexions. Ce cheminement ouvre des perspectives sur la manière dont les approches humanitaire et sociale peuvent dialoguer, s'hybrider et s'enrichir mutuellement pour mieux répondre aux besoins d'un public jeune, isolé et extrêmement vulnérable.

Social work, in this context, moves beyond simply ensuring young people receive care to become a form of care in itself, with empowerment as its primary aim. According to the classification put forward by Jacob Burns, mentioned above, the purpose of social work in the IDF project is now to promote individual well-being, on the same level as medical care, by applying the tools and perspectives of social work and humanitarian practice as part of a patient-centred approach. This process offers new insights into how humanitarian and social approaches can engage in dialogue, merge and mutually strengthen each other to more effectively address the needs of young, isolated and highly vulnerable individuals.

*Translated from the French by Steven Durose*

— 2. Loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale, *Journal officiel de la République française*, 3 janvier 2022, <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000000215460>

## Biographie | Biography



### VÉGA LEVAILLANT

Véga Levailant occupe depuis trois ans le poste de responsable des activités sociojuridiques du projet Île-de-France de la Mission France de Médecins Sans Frontières, dédié à l'accompagnement de jeunes filles mineures non accompagnées en recours. Elle a précédemment travaillé comme juriste auprès de France terre d'asile, ainsi que comme responsable plaidoyer et mineurs non accompagnés chez Utopia 56. Son parcours l'a conduite à intervenir à l'intersection des champs humanitaire et social, et à développer une expertise dans l'accompagnement juridique et psychosocial des personnes exilées en situation de grande précarité.

Véga Levailant leads the socio-legal component of the Île-de-France project run by Mission France at Médecins Sans Frontières, supporting unaccompanied minor girls through the appeals process, a role she has held for three years. She previously served as a legal officer at the association France terre d'asile and as an advocacy and unaccompanied minors officer at the association Utopia 56. She has developed extensive expertise in legal and psychosocial support for highly vulnerable exiled individuals, operating at the intersection of humanitarian and social work practices.

# Action humanitaire et action sociale : une réponse concrète dans la métropole de Lyon

## Humanitarian action and social action – a practical response in the Lyon Metropolitan Area

*Florian Hautevelle • Délégué général de l'Association catholique pour l'accueil et l'accompagnement des migrants (Lyon, France)*

*Claire d'Hennezel • Directrice déléguée de l'Agence nouvelle des solidarités actives*

*Frédéric Meunier • Directeur de la société coopérative et participative Le Group', coordinateur du fonds RIACE France et membre du comité de rédaction d'Alternatives Humanitaires*

**F**

ace à une crise structurelle touchant des milliers de personnes en situation de rue dans la métropole de Lyon, une réponse citoyenne, collective et coordonnée a

été mise sur pied afin de réduire l'exposition de ces personnes aux risques et de leur garantir une protection. Cette réponse prend appui sur le corpus normatif humanitaire, légitimant ainsi un champ d'action relevant de la compétence de l'État. Elle donne également accès aux droits et préserve ces derniers.

En France, année après année, le nombre de personnes sans abri – « en situation de rue », pour reprendre la formule la plus actuelle – augmente inexorablement. La

A collective, coordinated, community response has been developed in reaction to a structural crisis affecting thousands of people in street situations in the Lyon Metropolitan Area in order to reduce exposure to risks and ensure that populations are safeguarded. This response draws inspiration from the humanitarian body of standards, which is used to legitimise an area of activity that falls under the state's responsibility. It also gives access to rights and upholds them.

Year after year, the number of homeless people – or people “in street situations” in current parlance – is rising inexorably in France. The Lyon Metropolitan Area has not escaped this trend. There were 2,900 people, including around

métropole de Lyon n'échappe pas à cette tendance. En 2024, 2 900 personnes se trouvaient dans cette situation, dont près de 500 enfants<sup>1</sup>. Un square situé dans le quartier de la Croix-Rousse accueille depuis l'hiver 2024, dans un campement de fortune, 280 mineurs non accompagnés en recours de minorité<sup>2</sup>. De plus, 14 000 autres personnes sont dans l'attente d'un logement, sans domicile fixe, souvent en errance ou dans une situation de fragilité qui menace de les faire basculer dans la rue<sup>3</sup>.

Ici comme ailleurs sur le territoire français, on retrouve, hiver après hiver, la même « gestion au thermomètre » de plans grand froid temporaires qui couvrent moins de 10 % des besoins. Été après été, on assiste aux mêmes remises à la rue de certaines de familles hébergées dans les écoles durant l'année scolaire. Les tentes se multiplient sur les trottoirs, dans les squares et les parcs. Les interstices les plus abrités de nos villes, les squats et les bidonvilles deviennent des lieux de vie informels, durables et dangereux

— 1. Maison de la veille sociale du Rhône / Urbalyon, *Le sans-domicilisme en 2024. Rapport annuel d'observation du sans-abrisme et de l'exclusion liée au logement dans la métropole de Lyon*, novembre 2025, <https://www.urbalyon.org/fr/SansDomicilisme2024#:~:text=En%202024%2C%20le%20public%20concern%3%A9,repr%3%A9sentent%2010%25%20de%20ces%20situations>

— 2. Un mineur non accompagné (MNA) est un enfant de moins de 18 ans, de nationalité étrangère, arrivé sur le territoire français sans être accompagné par l'un ou l'autre des titulaires de l'autorité parentale ou par un représentant légal. Lorsque la première évaluation de son âge conclut qu'il est adulte, il peut déposer un recours auprès du juge des enfants. La France a été condamnée à trois reprises par le Comité des droits de l'enfant des Nations unies pour ses pratiques en matière de prise en charge et de détermination de l'âge des MNA. La dernière date du 19 janvier 2026 : UNICEF, « Mineurs non accompagnés : 3<sup>e</sup> condamnation de la France par le Comité des droits de l'enfant », communiqué de presse, 4 février 2026, <https://www.unicef.fr/article/mineurs-non-accompagnes-3e-condamnation-de-la-france-par-le-comite-des-droits-de-lenfant>

— 3. Alynea – Samu Social 69, « Alynea – Samu Social 69 maintient l'alerte sur la situation des 14 000 sans-domicile dans la métropole de Lyon et lance un appel à la solidarité citoyenne », communiqué de presse, 11 décembre 2026, <https://alynea.org/app/uploads/2025/12/CP-11.12-alynea-Samu-Social-69.pdf>

500 children, in street situations in 2024.<sup>1</sup> A square located in the Croix-Rousse district has been the location of a makeshift camp since winter 2024. The camp is home to 280 unaccompanied minors who are seeking official recognition as minors.<sup>2</sup> Furthermore, 14,000 other people are homeless and on the housing waiting list. They are often in temporary accommodation, in a vulnerable situation, and on the brink of homelessness.<sup>3</sup>

The same “temperature-based management” of temporary “cold weather plans”, which meet under 10% of the needs, takes place here as elsewhere in France winter after winter. Every summer, the hundreds of families housed in schools during the school year are thrown back out onto the streets. The numbers of tents on the pavements, in squares and in parks are increasing. The most sheltered nooks and crannies in our cities, squats and shanty towns become informal, long-term and dangerous living spaces for tens of thousands of people. This social reality causes repeated tragedies. Indeed, twenty-five people

— 1. Maison de la veille sociale du Rhône / Urbalyon, *Le sans-domicilisme en 2024. Rapport annuel d'observation du sans-abrisme et de l'exclusion liée au logement dans la métropole de Lyon*, novembre 2025, <https://www.urbalyon.org/fr/SansDomicilisme2024#:~:text=En%202024%2C%20le%20public%20concern%3%A9,repr%3%A9sentent%2010%25%20de%20ces%20situations>

— 2. An unaccompanied minor (UAM) is a child under the age of 18, of foreign nationality, who has arrived in France without an adult with parental responsibility or a legal representative. This person can appeal to a children's judge if the initial assessment deems them to be an adult. The United Nations (UN) Committee on the Rights of the Child has reprehended France three times for its care and age assessment processes for UAMs. The latest verdict was on 19 January 2026: UNICEF, « Mineurs non accompagnés : 3<sup>e</sup> condamnation de la France par le Comité des droits de l'enfant », communiqué de presse, 4 février 2026, <https://www.unicef.fr/article/mineurs-non-accompagnes-3e-condamnation-de-la-france-par-le-comite-des-droits-de-lenfant>

— 3. Alynea – Samu Social 69, « Alynea – Samu Social 69 maintient l'alerte sur la situation des 14 000 sans-domicile dans la métropole de Lyon et lance un appel à la solidarité citoyenne », communiqué de presse, 11 décembre 2026, <https://alynea.org/app/uploads/2025/12/CP-11.12-alynea-Samu-Social-69.pdf>



**FLORIAN  
HAUTEVELLE**



**CLAIRE  
D'HENNEZEL**



**FRÉDÉRIC  
MEUNIER**

pour des dizaines de milliers de personnes. Cette réalité sociale engendre de fait des drames récurrents. Ainsi, en 2024, vingt-cinq personnes à la rue sont mortes dans la métropole lyonnaise<sup>4</sup>, et en octobre 2025 l'incendie d'une cave squattée y a fait quatre victimes : la rue tue et détruit physiquement et psychologiquement les personnes qui y vivent, les exposant à la violence physique et institutionnelle – les femmes et les enfants étant les plus vulnérables.

Les réponses institutionnelles dites d'urgence sociale ne parviennent donc pas ou plus, en tout cas de manière durable, à réduire ou à limiter cette crise. Face aux insuffisances des dispositifs, au sous-dimensionnement des réponses, aux orientations politiques et économiques défavorables de l'État, les associations locales du droit commun<sup>5</sup>, opératrices de l'État chargées de mettre en œuvre les politiques sociales, sont en difficulté pour agir à la mesure des besoins.

S'agissant de la métropole de Lyon, le territoire bénéficie en compensation d'une importante mobilisation d'acteurs citoyens dans un écosystème historiquement solidaire. En 2022, 1 254 personnes étaient accueillies grâce aux réseaux citoyens locaux et à leurs 1 630 bénévoles<sup>6</sup>. L'Association catholique pour l'accueil et l'accompagnement des migrants (Aclaam), le réseau d'hébergement citoyen le plus actif, enregistre plus de 500 personnes hébergées en permanence. Les associations citoyennes et les collectifs militants sont nombreux et tentent de

died due to homelessness in 2024 in the Lyon Metropolitan Area,<sup>4</sup> and a fire in a cellar being used by squatters claimed four victims in October 2025. Living on the streets kills and physically and mentally destroys people. It exposes them to physical and institutional violence, with women and children being the most vulnerable sub-groups of the homeless population.

The so-called "social urgency" institutional responses do not or no longer manage to reduce or limit this crisis in any lasting sense. In response to the inadequate measures, undersized responses and the state's detrimental political and economic policies, common-law local associations,<sup>5</sup> which are state service providers that implement social policy, are struggling to meet the level of need.

However, in the case of the Lyon Metropolitan Area, by way of compensation the area benefits from a high level of community involvement in a historically socially-conscious ecosystem. In 2022, 1,254 people were hosted in the community networks run by 1,630 volunteers.<sup>6</sup> The most active community hosting network, Aclaam, houses over 500 people at all times. The area has many community organisations and activist collectives. They endeavour to find solutions, including occupying premises in order to provide accommodation. Lyon has a vibrant history of squats, which points to its local activism, which was previously dynamic but is now tending to fade.

— 4. Collectif Les Morts de la rue, « Décès de personnes sans chez-soi en 2024 », liste basée sur les signalements, <https://mortsdelarue.org/listes>

— 5. Structures associatives donnant accès aux prestations sociales de droit commun (accompagnement social, hébergement, logement, santé, alimentation, aides financières, etc.).

— 6. Nadine Camp, *Visibiliser l'hospitalité : la place de l'hébergement citoyen dans l'accueil des personnes migrantes*, Synergie Migrations, novembre 2023, <https://synergies-migrations.org/visibiliser-lhospitalite-la-place-de-lheberbergement-citoyen-dans-laccueil-des-personnes-migrantes-un-etat-des-lieux-a-lyon-et-dans-le-rhone-en-2022>

— 4. The collective *Les Morts de la rue* (Street deaths): *deaths of homeless people in 2024*, list compiled using reports (in French), <https://mortsdelarue.org/listes>

— 5. Third-sector organisations providing access to common-law social benefits (social assistance, accommodation, housing, healthcare, food, financial assistance, etc.).

— 6. Nadine Camp, *Visibiliser l'hospitalité : la place de l'hébergement citoyen dans l'accueil des personnes migrantes*, Synergie Migrations, novembre 2023, <https://synergies-migrations.org/visibiliser-lhospitalite-la-place-de-lheberbergement-citoyen-dans-laccueil-des-personnes-migrantes-un-etat-des-lieux-a-lyon-et-dans-le-rhone-en-2022>

trouver des solutions, dont des occupations de lieux à des fins d'hébergement. L'historique des squats à Lyon est riche et témoigne d'un activisme fort qui tend néanmoins à s'essouffler.

Pourtant, les élections de 2020 ont porté à la tête des villes de Lyon et de Villeurbanne, ainsi que de la métropole de Lyon, des exécutifs qui soutiennent des politiques volontaristes sur la question du sans-abrisme : ils s'engagent dans des champs de responsabilité et d'action qui vont au-delà de leurs compétences, et entretiennent des relations régulières avec les collectifs et les associations citoyennes.

### L'émergence d'une réponse

Face à cette crise durable, structurelle, et en l'absence de solutions institutionnelles et politiques à la hauteur des enjeux pour les personnes en situation de rue dans la métropole de Lyon, un regroupement d'élus locaux et d'associations ont ébauché, début 2024, une action collective et coordonnée. Celle-ci s'oriente d'abord vers un format très proche de l'humanitaire d'urgence sur le mode « camp », en s'appuyant sur les expériences menées du côté du Calaisis et de Grande-Synthe.

Dans la même période, un collectif de femmes à la rue occupe un centre culturel à Villeurbanne. La ville accompagne alors ce groupe, qui est soutenu par des associations et des fondations<sup>7</sup>, afin de faciliter le conventionnement d'un bâtiment, propriété de l'entreprise Vinci. Ce projet va servir de base de réflexion et de travail pour concevoir l'action, qui prend le cap d'un composite entre innovation sociale et urgence humanitaire.

L'action, conçue comme une réponse citoyenne à une crise et non pas comme une politique publique, doit être suffisamment dimensionnée pour avoir un impact réel sur les personnes, et sortir des « expérimentations » pour avoir un

Nevertheless, the 2020 elections in Lyon and Villeurbanne and in the Lyon Metropolitan Area, saw the election of councils supportive of proactive policies on homelessness. These councils go above and beyond their mandatory responsibilities and remits and are in regular contact with community associations and collectives.

### The emergence of a response

Confronted with this lasting and structural crisis without an institutional or political solution commensurate with the issues facing people in street situations in the Lyon Metropolitan Area, a grouping of local councillors and associations devised a collective and coordinated initiative in early 2024. The initiative is very similar in format to the "camp-based" emergency humanitarian approach, drawing on the experiences in the Calais region and Grande-Synthe.

A collective of homeless women occupied a cultural centre in Villeurbanne over the same period. The council supported the group, which was backed by associations and foundations,<sup>7</sup> in order to expedite the accreditation of a building, owned by the Vinci group, as accommodation. The project is going to be used as a basis for discussion and work in order to design the initiative, a hybrid of social innovation and humanitarian urgency.

The initiative is designed as a community response to a crisis and not as a public policy and must be large enough to have a real impact on people and move beyond "trial runs" so as to have a proper effect on the area. A target figure of around 600 people is considered to be appropriate. The response also needs to be multi-stakeholder and multi-sector and must aim to achieve lasting risk reduction for beneficiaries by safeguarding them in decent accommodation. The constraints involved in creating a "camp" are swiftly making way for a search for

— 7. Fonds RIACE France, Fondation pour le logement, L'Entreprise des Possibles, Fondation de France.

— 7. Fonds RIACE France, Fondation pour le logement, L'Entreprise des Possibles and Fondation de France.

impact tout aussi réel sur le territoire. Une cible de près de 600 personnes est considérée comme pertinente. La réponse doit également être multi-acteurs et multisectorielle, et viser une réduction pérenne des risques pour les personnes par une mise à l'abri dans des locaux de vie dignes. Le projet de créer un « camp », trop contraignant, laisse vite la place à la recherche de locaux vacants – logements ou bureaux – devant être occupés dans le cadre de conventions portées par des associations.

### La construction d'une coalition

Fin 2024, une note est préparée avec des associations, des élus et les cabinets des trois exécutifs. Elle entérine le constat que « les dispositifs et le cadre de l'action sociale, basés sur un principe de lutte contre la pauvreté et les exclusions, sont pensés afin de pouvoir initier des parcours d'insertion et l'accès au logement dès l'hébergement et [qu'ils] ne sont plus opérants pour répondre à un besoin de protection d'urgence des populations en situation de rue ». Cette note relève aussi que les dispositifs en place ne couvrent pas les besoins car ils ne correspondent que partiellement à la réponse attendue face à un danger immédiat. Elle fait aussi le constat que, « malgré l'engagement des collectivités aux limites de leur champ de compétences, les citoyens mobilisés et les collectifs interpellent de plus en plus fortement les élus, leur reprochant de n'en faire pas suffisamment ». De fait, comme déjà évoqué, les élus locaux en contact avec les citoyens endossent des responsabilités qui ne sont pas les leurs.

Par ailleurs, cette note s'appuie sur une définition de l'urgence humanitaire reconnue au niveau international et précise que les réponses à ce type de situation requièrent des moyens spécifiques (budgets, acteurs, matériel, bâtiments, etc.), qui dépassent ceux de l'aide sociale classique, afin d'éviter une catastrophe ou au moins d'en limiter les conséquences. Enfin, elle appelle à construire une nouvelle

vacant office premises or housing, which must be occupied using agreements signed by associations.

### The development of a coalition

In late 2024, a memo was drafted by the associations, councillors and the cabinets of the three councils. It endorses the observation that "the mechanisms and framework of social work, based on the ethos of combatting poverty and exclusion, are designed to be able to start the process of integration and access to housing, beginning with accommodation, and are no longer an appropriate way of meeting the need for emergency protection of groups in street situations." This memo also highlights the fact that the current mechanisms do not meet the level of need, and only partially deliver what is needed in terms of a response to an immediate danger. The document also comments that "despite the involvement of the councils, to the very limits of their remits, local activists and collectives are increasingly lobbying their local councillors, accusing them of not doing enough on this issue." In fact, as previously mentioned, the local councillors dealing with citizens are already shouldering responsibilities that are outside of their remits.

Moreover, the memo utilises a definition of international humanitarian urgency and specifies that the responses delivered require the implementation of specific resources (including budgets, stakeholders, equipment and buildings), going beyond what is done by traditional social work, in order to prevent a disaster or, at least, reduce its impact. Finally, it makes a call to develop a new local, more collective and efficient approach in order to meet the protection needs of groups in street situations. The memo was submitted to the three councils in December 2024 and they gave their agreement to move forward on this basis.

In early 2025, following an extensive consultation, specifically with international non-governmental organisations (NGOs) (Triangle Génération

approche locale, plus collective, plus efficiente, afin de pourvoir aux besoins de protection des personnes en situation de rue. La note est présentée en décembre 2024 aux trois exécutifs, qui donnent leur accord pour avancer sur les bases ainsi posées.

Début 2025, suite à une large concertation, notamment avec des organisations non gouvernementales (ONG) internationales (Triangle Génération Humanitaire, Handicap International, Médecins du Monde) et des acteurs de la logistique ou de la formation (BIOPORT, Bioforce), l'idée d'une réponse basée sur une approche humanitaire qui viendrait compléter l'approche sociale est jugée pertinente pour peu qu'elle ne dégrade pas les conditions d'accueil du droit commun (dispositifs sociaux publics de type centres d'hébergement d'urgence) en créant un dispositif « bas seuil », et qu'elle soit dissociée du champ des politiques sociales – en d'autres termes, à condition qu'elle n'empiète pas sur les ressources existantes déjà insuffisantes.

Une coalition est alors constituée, reposant sur l'engagement d'un éventail très large de parties prenantes locales. Elle inclut des collectifs de personnes à la rue, des collectivités locales, ainsi que des associations d'accueil citoyen, militantes, du droit commun, des ONG internationales et des entreprises (un cabinet conseil spécialisé dans l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour un appui sur les aspects de conformité réglementaire des sites ; des artisans et des petites entreprises pour les travaux ; etc.).

### Des principes fondateurs

Les principes de cette « réponse de protection humanitaire » sont définis par quinze collectifs et associations, qui composent la partie opérationnelle de l'action. Discutés avec les trois collectivités, ils font l'objet d'un consensus et réaffirment la place centrale des personnes concernées ainsi que le respect des normes et standards humanitaires internationaux.

**« L'idée d'une réponse basée sur une approche humanitaire qui viendrait compléter l'approche sociale est jugée pertinente pour peu qu'elle ne dégrade pas les conditions d'accueil du droit commun. »**

**“The appropriateness of a response based on a humanitarian approach, alongside a social approach, was endorsed, provided that it does not negatively impact common-law provision of shelter.”**

Humanitaire, Humanity & Inclusion and Médecins du Monde) and logistics and training providers (Bioport and Bioforce), the appropriateness of a response based on a humanitarian approach, alongside a social approach, was endorsed, provided that it does not negatively impact common-law provision of shelter (public social mechanisms, such as emergency shelters) by creating a “low-threshold” mechanism, and that it is separated from the field of social policy, in other words, that it does not compete with the existing and already insufficient resources.

A coalition was therefore formed, based on the commitment of a broad grouping of local stakeholders. It includes contributions from homeless collectives and local councils, while also including community hosting associations, activist associations, common-law associations, international NGOs and business (a consulting firm to assist the contracting entity with site regulatory compliance, tradespeople and small businesses for the building work, etc.).

Socle commun guidant la mise en œuvre, ces principes créent un espace d'action en positionnant la réponse en dehors du champ de l'action sociale. Ils permettent également une approche complémentaire, résolument humanitaire, en amont des dispositifs d'urgence sociale, qui aide à protéger et à stabiliser les foyers en situation de rue avant leur prise en charge par les dispositifs sociaux classiques.

Rassemblés au sein d'une coordination, les acteurs de la réponse mettent en place des mécanismes de gouvernance adaptés, dotés de plusieurs niveaux de décision et de concertation. Les décisions et orientations stratégiques sont prises lors de réunions interorganisations auxquelles les quinze acteurs opérationnels – dont deux collectifs de personnes concernées – sont conviés.

La réponse prend comme référence les standards humanitaires Sphère et la norme humanitaire fondamentale de qualité et de redevabilité (*Core Humanitarian Standard on Quality and Accountability*). Ainsi, la participation des personnes aux actions et aux décisions qui les concernent est garantie, et des informations leur sont communiquées sur la gestion des ressources et des budgets engagés ainsi que sur leur provenance. Un minimum de 5 m<sup>2</sup> d'espace de vie digne et meublé par personne est également prévu. Enfin, une veille active et une gestion des alertes consolident la protection des personnes contre la traite, les situations d'emprise et les trafics. En parallèle, les règles concernant l'habitat et les établissements recevant du public sont appliquées avec l'appui d'un cabinet privé.

### La réponse de protection humanitaire

Une fois qu'ils ont identifié plusieurs objectifs devant contribuer à réduire l'exposition des personnes aux risques et à renforcer leurs parcours d'intégration, les acteurs de la réponse doivent finaliser la mise en place d'un cadre d'action concerté et coordonné. Afin d'assurer un

### Founding principles

The principles underpinning the humanitarian protection response were defined by fifteen collectives and associations running the operational dimension of the initiative. These principles were discussed with the three councils, were agreed by consensus and reaffirm the central role of the beneficiaries and compliance with international humanitarian standards and norms.

Serving as the common basis for the stakeholders during implementation, these principles create a space for intervention by positioning the response outside the scope of social work. They also enable a complementary and resolutely humanitarian approach, prior to social urgency mechanisms, enabling households in street situations to be safeguarded and stabilised before being supported by the standard social mechanisms.

The stakeholders behind the response, gathered together within a coordinating body, are putting in place bespoke governance mechanisms with several consultation and decision-making levels. Decisions and strategic directions are taken during inter-organisation meetings, to which the fifteen operational stakeholders (including two collectives of people concerned) are invited.

International humanitarian standards (Sphere) and the Core Humanitarian Standard on Quality and Accountability (CHS) are the benchmarks for the response. It guarantees that beneficiaries are involved in the initiatives and decisions affecting them, and informs them about resource management, the budgets allocated and their origins. The response also makes provision for a decent, furnished living space of a minimum of 5m<sup>2</sup> per person. Finally, active monitoring and alert management strengthen protection against human trafficking, coercive control and illegal activities. At the same time, rules governing housing and buildings open to the public are applied with the support of a private-sector consulting firm.

hébergement et des conditions de vie dignes, il leur faut en urgence « capter » du foncier et le mettre en conformité avec les standards humanitaires et les normes françaises. La préparation des orientations vers le droit commun, l'accès à l'emploi et la régularisation seront développés dans un second temps, en parallèle de recours indemnitaires, tant sur la base du droit au séjour que sur celle du Code de l'action sociale et des familles, qui prévoit l'inconditionnalité et la continuité de l'hébergement.

En mai 2025, la recherche de foncier vise à accueillir 200 personnes provenant de deux collectifs d'habitants de deux squats, dont l'un avait été évacué fin 2024 à la suite d'un incendie ayant causé la mort d'une jeune fille. L'enjeu majeur est de convaincre des propriétaires de conventionner des sites dans un contexte de forte carence foncière. L'engagement de la métropole de Lyon auprès de bailleurs sociaux est alors déterminant pour établir les conditions de la confiance et ainsi trouver des logements. Par ailleurs, afin d'assurer l'équipement des sites, un entrepôt solidaire d'une capacité de 750 m<sup>2</sup>, mis à disposition par la collectivité au cœur de Villeurbanne, a ouvert début 2025.

Plus de cinquante logements sont ainsi identifiés, répartis sur neuf sites et gérés par cinq associations qui portent des conventions d'occupation temporaire. Certains sites ne nécessitent pas de travaux, d'autres sont très délabrés. La remise en état des locaux les plus dégradés est réalisée en un temps record grâce à la forte mobilisation de bénévoles et d'entreprises partenaires, et à la participation systématique des personnes concernées. En juin 2025, 131 places sont déjà disponibles et plus de 210 personnes seront hébergées début octobre.

Les enjeux financiers sont assumés par l'ensemble des associations signataires des conventions via un « pot commun » abondé par des financements demandés collectivement et portés par l'une des associations. Les fonds sont ventilés

## The humanitarian protection response

The stakeholders behind the response have identified several aims that should help reduce homeless people's exposure to risk and enhance their integration process. They still need to finalise the implementation of a coordinated and joint framework of action. They urgently need to "get hold" of property and bring it into line with humanitarian and French standards in order to provide decent accommodation and living conditions. Phase two involves the drafting of guidelines on referring beneficiaries to common-law mechanisms, access to work and obtaining legal status. This will be undertaken at the same time as compensatory remedies, both on the basis of the right of residence and the French Social Action and Family Code, which makes provision for non-conditionality and continuity of accommodation.

In May 2025, the property search was aiming to house 200 people from two collectives of inhabitants of two squats, one of which had been evacuated in late 2024 following a fire that claimed the life of a young girl. The main challenge is convincing property owners to enter into agreements against a backdrop of a major property shortage. The Lyon Metropolitan Area's engagement with social housing landlords is therefore pivotal in fostering trust and consequently find housing. Moreover, in order to fit out the properties, the local authority has made a 750m<sup>2</sup> warehouse available in the heart of Villeurbanne. This community warehouse opened in early 2025.

Over fifty accommodation units have been identified across nine sites and are managed by five associations that have signed temporary occupancy agreements. Some sites do not require any work, while others are highly dilapidated. Refurbishment of the most dilapidated premises is undertaken in record time because of high levels of volunteer and partner business involvement and the systematic participation of the beneficiaries. By June

selon les clés de répartition établies, par type de dépenses et par site (travaux, charges, aménagement, etc.). Un premier financement du Fonds RIACE France a permis de couvrir une partie des dépenses de l'année 2025, tandis que d'autres soutiens, majoritairement privés, et un engagement pluriannuel de la Fondation de France compléteront le plan de financement. En ce début d'année 2026, soit six mois après le début de la réponse, plus de 300 personnes ont été mises à l'abri.

### **Donner accès aux droits et aider à les préserver**

La sortie de squat et l'accès à l'habitat rendent à nouveau possible l'accès aux droits. Stabilisées dans un « chez-soi », les personnes peuvent enfin s'appuyer sur le droit commun pour entamer les procédures auxquelles elles sont éligibles, à commencer par la régularisation de leur séjour.

Les personnes ont en outre droit à l'hébergement conditionnel (Code de l'action sociale et des familles). Faute de places libres, il arrive toutefois qu'elles restent sans solution. La réponse proposée constitue ici une alternative à la rue. La norme humanitaire permet de définir la qualité minimale attendue des logements conventionnés et rénovés par ces nouveaux habitants.

La concertation avec les partenaires du droit commun est indispensable pour éviter de limiter les droits des résidents par la suite. La réponse humanitaire doit laisser les travailleurs sociaux reprendre la main. La recherche du bon statut, notamment, est essentielle pour protéger les étapes à venir en matière d'accès aux droits. Par exemple, le statut d'hébergé chez un tiers pourrait rendre la demande éventuelle d'hébergement d'une personne non prioritaire au regard des procédures régissant le service intégré d'accueil et d'orientation (SIAO)<sup>8</sup>, et

— 8. Le SIAO est un service permettant la mise en réseau du dispositif d'accueil, d'hébergement, d'insertion et d'accès au logement des personnes sans abri, risquant de l'être ou mal logées.

2025, 131 accommodation places were available and over 210 people had been housed by early October.

The costs are shared by all the associations that sign agreements via a "communal fund" financed by jointly requested funding and managed by one of the associations. Allocation formulae are used to distribute the funds by expenditure type and by site (building work, charges, fixtures and fittings, etc). The first start-up funding was provided by the Fonds RIACE France endowment fund and covered some of the 2025 expenses, while other funding (mostly private) and a multi-year commitment from the Fondation de France will complete the funding plan. As of early 2026, six months after the start of the response, over 300 people have been safeguarded.

### **Providing access to rights and helping safeguard them**

Leaving squats and moving into accommodation means that people can once again start getting access to rights. When formerly homeless people are stabilised in their "own place", they can finally make use of common law to access their rights, starting by obtaining legal residence.

Moreover, under the French Social Action and Family Code, people are entitled to conditional accommodation. However, people can remain unhoused due to a lack of free places. This response constitutes an alternative to the streets. The humanitarian standard helps define the minimum quality requirement for accommodation under contract and refurbished by these new residents.

Agreement with common-law partners is vital to avoid subsequently limiting residents' rights. The humanitarian response should enable social work to then take over. This is illustrated in the search for the right status to protect the subsequent phases with regard to access to rights. Indeed, being accommodated by a third party could mean that any housing applications made are deemed

la priver de la possibilité de déposer un recours au titre du droit au logement opposable (DALO)<sup>9</sup>. L'humanitaire ne doit donc pas constituer une réponse dégradée ou un pis-aller. L'alliance avec le travail social montre ici toute son importance.

### « Empowerment » : se saisir, tous, de la situation

En plaçant l'*empowerment*<sup>10</sup> au cœur du dispositif, la réponse ainsi mise en place permet à chaque partie prenante d'assumer une part de responsabilité dans la résolution du problème : sortie de rue, auto-réhabilitation, participation aux décisions du lieu, de l'accueil, recours collectifs pour régulariser le séjour, mobilisation de bâti... Cet *empowerment* concerne à la fois les résidents et les associations citoyennes, remobilisés autour de cette action, mais aussi les collectivités, qui prennent appui sur la norme humanitaire pour se saisir de l'enjeu sur un domaine de compétence de l'État, sans oublier, bien sûr, les travailleurs sociaux et la Maison de la veille sociale du Rhône<sup>11</sup>. La pratique d'intervention de chacun peut ainsi se réinventer, et même s'autoriser à sortir du cadre pour résoudre difficultés individuelles et structurelles. En ouvrant un chemin, cette nouvelle forme de réponse crée les conditions pour que chacun puisse se saisir de la situation à son niveau.

### Créer de la politique publique en prenant appui sur l'humanitaire

Depuis 2011, la politique publique destinée aux personnes sans domicile donne la priorité au logement : c'est

— 9. Le DALO permet aux demandeurs d'un logement social, dans certaines situations précises, de voir leur demande reconnue comme prioritaire, et ainsi de recevoir une proposition de logement digne dans les six mois.

— 10. Pour comprendre le sens et l'histoire de ce terme toujours aussi difficile à traduire en français, voir par exemple : Marie-Hélène Bacqué et Carole Biewener, « L'*empowerment*, un nouveau vocabulaire pour parler de participation ? », *Idées économiques et sociales*, vol. 3, n° 173, 2013, p. 25-32, <https://shs.cairn.info/revue-idees-economiques-et-sociales-2013-3-page-25> [NDLR].

— 11. La Maison de la veille sociale du Rhône porte le SIAO du département (voir plus haut).

non-priority, given the procedures governing the *service intégré d'accueil et d'orientation* (SIAO – homeless housing and referral service),<sup>8</sup> and could be detrimental to any appeals made under the *droit au logement opposable* (DALO – enforceable right to housing).<sup>9</sup> Humanitarian action should not therefore be a lower-quality solution or a last resort: this is where the alliance with social work proves its worth.

### Empowerment – everyone needs to take ownership of the situation

By placing empowerment at the heart of the mechanism,<sup>10</sup> the implemented response enables each and every stakeholder to take responsibility for addressing the problem: getting off the streets, self-help, taking part in decision-making about the site and support provided, collective actions to obtain legal residence, and making use of the built environment. In this case, empowerment refers to both the residents and community associations, who are re-engaged in this initiative, but also the local councils, who draw inspiration from the humanitarian standard to act on their own initiative in a field falling within the state's remit, social workers, of course, and the *Maison de la veille sociale* (the SIAO provider in the area).<sup>11</sup> Each stakeholder's working practices can therefore be reinvented and they can even allow themselves to work beyond their usual remit in order

— 8. The *service intégré d'accueil et d'orientation* (SIAO – homeless housing and referral service) is an umbrella organisation linking up the support, accommodation, integration and access-to-housing mechanisms for people who are homeless, at risk of homelessness, or are inadequately housed.

— 9. The *droit au logement opposable* (DALO – enforceable right to housing) enables social housing applicants to get their application classed as a priority in some specific circumstances, and consequently be offered decent housing within six months.

— 10. To gain an understanding of the meaning and history of this term, whose French translation remains as elusive as ever, see for example: Marie-Hélène Bacqué et Carole Biewener, « L'*empowerment*, un nouveau vocabulaire pour parler de participation ? », *Idées économiques et sociales*, vol. 3, n° 173, 2013, p. 25-32, <https://shs.cairn.info/revue-idees-economiques-et-sociales-2013-3-page-25> [Editor's note].

— 11. The *Maison de la veille sociale* is the SIAO provider in France's Rhône department (see above).

**« Cette expérience lyonnaise, qui vient combler un vide de la politique publique, ne crée certes pas du droit, mais elle peut donner accès aux droits. »**

**“This initiative in Lyon does not create rights, but it can provide access to rights by addressing a public policy gap.”**

le « Logement d’abord<sup>12</sup> ». Or les personnes en situation irrégulière au titre du séjour ne peuvent se prévaloir de ce droit, si bien que le logement social ou le recours DALO leur sont inaccessibles.

Cet angle mort rend la politique publique en partie inopérante. Sans évolution de leur situation administrative, ces personnes embolisent l’hébergement d’urgence, qui ne peut dès lors pas répondre à l’ensemble des demandes. Pour les personnes n’ayant pu être hébergées, il reste le recours au droit à l’hébergement opposable (DAHO)<sup>13</sup>, mais cette option est matériellement difficile à mettre en œuvre quand on est à la rue. Autrement dit, la crise de l’hébergement est accentuée par la très faible politique de régularisation.

— 12. Le plan quinquennal pour le logement d’abord et la lutte contre le sans-abrisme, dit « plan Logement d’abord », vise à orienter rapidement les personnes sans domicile de l’hébergement vers un logement durable grâce à un accompagnement adapté, modulable et pluridisciplinaire. Il s’agit d’une stratégie globale qui intègre également les enjeux relatifs à l’accès au logement des personnes réfugiées et à la résorption des bidonvilles (ministère de la Transition écologique).

— 13. Le DAHO permet à toute personne en situation de détresse ou de précarité de demander un hébergement adapté à ses besoins. Parmi les situations d’urgence justifiant une prise en charge, on peut citer : une rupture conjugale ; des violences intrafamiliales ; une expulsion locative (liste non exhaustive). Le DAHO est un peu moins contraignant que le DALO, car il n’impose pas de conditions de ressources, ni de nationalité ou, le cas échéant, de régularité du séjour. L’hébergement auquel il donne accès se distingue du logement en ce que les personnes hébergées n’ont pas les droits et devoirs d’un locataire ; il s’agit d’une solution transitoire, de durée plus ou moins longue.

to solve individual and structural difficulties. In opening up a pathway, the response creates new conditions for everyone to take ownership of the situation at their own particular level.

### Creating public policy inspired by the humanitarian sector

Since 2011, French public policy on homelessness has targeted housing: this is the “Housing First” concept.<sup>12</sup> However, people without legal residence cannot exercise this right, meaning that they are not eligible for social housing or recourse to an enforceable right to housing (DALO).

This blind spot makes public policy partially ineffective. Without their administrative status changing, these people clog up emergency accommodation. This makes it impossible to meet all the needs. For people who have not been housed, there remains the option of an enforceable right to accommodation (DAHO – *droit à l’hébergement opposable*) appeal,<sup>13</sup> although living on the streets makes such an appeal physically difficult. In other words, the very poor regularisation policy is making the housing crisis worse.

The humanitarian response combines immediate shelter with medium-term work on regularisation and integration,

— 12. The five-year Plan for Housing First and Combatting Homelessness, known as the *plan Logement d’abord* (“Housing First Plan”), aims to quickly move homeless people from temporary accommodation to long-term housing by means of bespoke, flexible and multidisciplinary support. The plan is a holistic strategy and also includes access to housing for refugees and shanty town clearance (French Ministry of Ecological Transition).

— 13. The DAHO (*droit à l’hébergement opposable* – enforceable right to accommodation) enables anyone in need or in a vulnerable situation to request accommodation suited to their needs. Relationship breakdown, domestic violence, eviction from a rental property (non-exhaustive list) are some of the circumstances that can enable quick access to accommodation. The DAHO is slightly less restrictive than the DALO (enforceable right to housing) because no income, nationality or legal residence conditions are applied in certain scenarios. The accommodation offered is different to housing in that residents do not have the rights or obligations of a tenant. Instead, temporary accommodation is provided for a period that is more or less long.

La réponse humanitaire conjugue mise à l'abri immédiate et travail de moyen terme sur la régularisation et l'insertion, avec l'appui de collectivités et en lien avec le droit commun. Cette expérience lyonnaise, qui vient combler un vide de la politique publique, ne crée certes pas du droit, mais elle peut donner accès aux droits. En répondant à une impasse du plan Logement d'abord, elle ouvre aussi la voie vers une solution qui pourrait favoriser, *in fine*, la mise en œuvre de la priorité au logement pour tous.

with the support of local councils, and in conjunction with common law. This initiative in Lyon does not create rights, but it can provide access to rights by addressing a public policy gap. By breaking the "Housing First" policy deadlock, it also opens up a path to a solution that could, ultimately, help implement a "Housing for All" priority.

*Translated from the French by Gillian Eaton*

# Biographies



## FLORIAN HAUTEVELLE

Florian Hautevelle a assuré différentes fonctions dans le champ de l'hébergement et de l'insertion par l'activité économique. Florian est actuellement délégué général de l'Association catholique pour l'accueil et l'accompagnement des migrants (Aclaam), une association ressource pour les initiatives citoyennes accompagnant des migrants. L'Aclaam représente un réseau de 55 associations de la région lyonnaise qui hébergent 500 personnes grâce à des ressources citoyennes. Elle a participé à la construction de la réponse humanitaire dans la métropole de Lyon et accueilli 60 personnes lors de la première phase d'ouverture.

Florian Hautevelle has undertaken a variety of roles in the sector of accommodation and integration through economic activity. Florian is currently the chief executive of the *Association catholique pour l'accueil et l'accompagnement des migrants* (Aclaam), an umbrella organisation for community-run migrant support initiatives. Aclaam represents a network of 55 associations in the Lyon area housing 500 people thanks to local resources. The organisation has played a part in developing the humanitarian response in the Lyon Metropolitan Area and housed 60 people during the first opening phase.

## CLAIRE D'HENNEZEL

Claire d'Hennezel est directrice déléguée de l'Agence nouvelle des solidarités actives, une association qui apporte son expertise méthodologique à l'innovation sociale, de l'émergence à l'essaimage. Depuis 2011, Claire pilote en particulier des projets sur l'hébergement et l'accès au logement des personnes défavorisées, ainsi que sur la prévention des inégalités dès la petite enfance. Formatrice certifiée au « Logement d'abord » par la Fédération européenne des associations nationales travaillant avec les sans-abri, elle est aussi administratrice, depuis 2012, de l'association Les Enfants du canal, dont l'action militante a contribué, au milieu des années 2000, à la création du droit au logement opposable. Entre 2004 et 2011, à Montréal, Claire se consacrait aux réformes des politiques éducatives, dans une équipe de recherche puis en fédération associative.

Claire d'Hennezel is the executive manager of the *Agence nouvelle des solidarités actives* (ANSA), a non-profit that offers its methodological expertise for social innovation, from first steps to the spin-off stage. Since 2011, Claire has been specifically leading projects on accommodation and access to housing for disadvantaged people and on preventing inequality from early childhood onwards. A "Housing First" trainer certified by FEANTSA (European Federation of National Organisations Working with the Homeless), she has also run, since 2012, the non-profit *Les Enfants du canal*, whose activism contributed to the creation of DALO (enforceable right to housing) in the mid-2000s. Claire worked in Montreal from 2004 to 2011 and focused on education policy reform in a research team and then in a federation of associations.

## FRÉDÉRIC MEUNIER

Directeur de la société coopérative et participative et de l'association Le Group', coordinateur du Fonds RIACE France, membre du comité de rédaction d'*Alternatives Humanitaires*, Frédéric Meunier a travaillé une quinzaine d'années dans l'aide humanitaire en tant que coordinateur de projets, chef de mission et responsable du département des urgences. Frédéric a ensuite cofondé Le Group' et réalisé de nombreuses missions d'expertise, de formation et d'accompagnement, d'abord dans le secteur humanitaire puis dans le secteur social, en France et en Europe. Le Group' fait partie des initiateurs de la réponse de protection humanitaire déployée dans la métropole de Lyon, dont il accompagne la coordination.

Director of Le Group' (cooperative and stakeholder society and association) and coordinator of the Fonds RIACE France endowment fund, Frédéric Meunier is also a member of the *Humanitarian Alternatives* editorial board. For around fifteen years, Meunier worked in the humanitarian aid sector in project coordination, mission leadership and emergency department roles. He then cofounded Le Group' and has been undertaking a large number of expert assessment, training and support assignments, firstly in the humanitarian sector and then in the social sector in France and Europe. Le Group' is one of the pioneers of the humanitarian protection response developed in the Lyon Metropolitan Area and provides coordination support for the response.

# COMMENT SOUTENIR ALTERNATIVES HUMANITAIRES ? HOW TO SUPPORT HUMANITARIAN ALTERNATIVES?



**Nous suivre sur  
les réseaux sociaux**  
Follow us  
on social media



**Vous abonner  
à notre lettre d'info**  
Subscribe to  
our newsletter



**Participer à  
nos événements**  
Take part  
in our events



**Nous écrire**  
Write to us



**Vous abonner  
à la revue**  
Subscribe to the  
printed edition



**Faire un don**  
Make a donation



**Faire rayonner  
nos publications**  
Spread our work



**Relayer les appels  
à contributions**  
Share our calls  
for papers



POUR SUIVRE L'ACTUALITÉ DE LA REVUE, REJOIGNEZ LA COMMUNAUTÉ AH !  
FOR REGULAR UPDATES, JOIN THE HA COMMUNITY!

[WWW.ALTERNATIVES-HUMANITAIRES.ORG/EN](http://WWW.ALTERNATIVES-HUMANITAIRES.ORG/EN)





# PERSPECTIVES

**LANDMINES**  
DON'T CHOOSE THEIR TARGETS  
85% OF VICTIMS ARE CIVILIANS

ESTONIA  
FINLAND  
LATVIA  
LITHUANIA  
POLAND:



**STAY**  
IN THE  
MINE BAN TREATY

PERSPECTIVES

# Le retour des champs de la mort : quand les mines antipersonnel ressortent des « poubelles de l'histoire »

## Back to the killing fields? Anti-personnel mines return from the dustbin of history

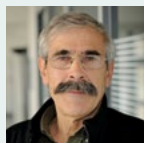
*Jean-Baptiste Richardier* • Cofondateur de Handicap  
International et de l'association United Against Inhumanity,  
administrateur de l'association Alternatives Humanitaires



Se sentant menacées par les visées expansionnistes de leur puissant voisin – qui utilise les mines antipersonnel à grande échelle dans sa guerre contre l'Ukraine –, la Pologne, la Finlande, la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie ont confirmé leur désastreuse décision de tourner le dos au Traité d'Ottawa. De son côté, l'Ukraine a annoncé son intention de suspendre son adhésion au Traité. Alors que les conflits s'intensifient dans un monde où les règles du droit international humanitaire sont de moins en moins respectées, ces choix délétères se traduiront inévitablement par une sentence de mort pour de nombreux civils.

Feeling threatened by the expansionism of their powerful neighbour – which is using anti-personnel mines on a large scale in its war against Ukraine – Poland, Finland, Lithuania, Latvia and Estonia have confirmed their disastrous decision to turn their back on the Ottawa Treaty. As regards Ukraine itself, the country has announced its intention to suspend its ratification of the treaty. As warfare surges in an increasingly lawless world, these ill-fated choices will inevitably be a death sentence for many civilians.



JEAN-BAPTISTE  
RICHARDIER

**J**e partage avec d'autres l'immense privilège d'avoir été l'un des nombreux participants au processus d'Ottawa, qui aboutira au traité d'interdiction totale des mines antipersonnel<sup>1</sup>, en décembre 1997. Pour le dire simplement, de toutes les initiatives humanitaires auxquelles il m'a été donné de contribuer, cette aventure collective – qui a réussi en cinq années d'intenses négociations à bannir les mines antipersonnel des arsenaux de 164 pays, à initier d'ambitieux programmes de déminage civil et à multiplier les projets d'assistance aux centaines de milliers de survivants – est celle qui me procure le plus fort sentiment d'accomplissement.

### La fin d'un engagement solennel et des réactions bien timides

Hélas, l'impensable est en train d'advenir. Si aujourd'hui la plupart des pays membres de l'Union européenne (UE) ainsi que le Royaume-Uni sont encore parties au Traité d'Ottawa, la guerre en Ukraine pourrait bien avoir sonné le glas de l'une des plus belles promesses faites aux populations civiles affectées par des conflits et leurs conséquences à travers le monde. L'Ukraine elle-même – qui a accepté et déjà utilisé les mines antipersonnel que les États-Unis lui ont proposées – a annoncé récemment son intention de suspendre son adhésion au Traité, un choix pourtant illégal au regard du droit international. Pour autant, ces annonces n'ont pas suscité de bruyantes protestations, que ce soit au sein des autres pays membres de l'UE – à l'exception de l'Irlande – ou parmi les autres signataires du Traité, comme si ces retraits ou cette suspension illégale étaient compréhensibles et, par conséquent, acceptables et finalement sans grande conséquence. Cependant, cette dévalorisation inattendue d'un engagement collectif solennel pourrait déclencher une spirale de nouveaux

— 1. Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, plus communément appelée « Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel » ou « Traité d'Ottawa » [NDLR].

**I** share with others the immense privilege of having been one of many participants in the Ottawa Process. This led, in 1997, to a treaty for a complete ban on anti-personnel mines.<sup>1</sup> Of all the humanitarian initiatives I have been part of, this collective endeavour is the one that gives me the greatest sense of accomplishment. In just five years of intense negotiations, the treaty succeeded in banning these weapons from the arsenals of 164 countries, initiated ambitious mine action programmes, and dramatically enhanced support for the hundreds of thousands of survivors worldwide.

### The end of a solemn commitment and a tepid response

Alas, the unthinkable is now happening. Although most European Union (EU) member states, along with the United Kingdom, are still party to the Ottawa Treaty, the conflict in Ukraine may have signalled the obsolescence of one of the most promising commitments ever made to civilian populations affected by war – and its aftermath – around the world. Ukraine itself, while having accepted large transfers of anti-personnel mines offered by the United States (US) and having already used them, has announced its intention to suspend its ratification of the treaty – a move that is nonetheless illegal under international law.

The announcements by Poland, Finland, Lithuania, Latvia, Estonia and Ukraine have not sparked loud protests – neither within other EU countries, with the exception of Ireland, nor from some of the treaty's other signatories – as if these withdrawals or unlawful suspensions were understandable and therefore acceptable and, ultimately, of little consequence. However, this unexpected devaluation of a solemn collective commitment may trigger a spiral of further

— 1. Convention on the Prohibition of the Use, Stockpiling, Production and Transfer of Anti-Personnel Mines and on Their Destruction, more commonly known as the "Anti-Personnel Mine Ban Convention" or "Ottawa Treaty" (Editor's note).

retraits. À tout le moins, elle affaiblira considérablement la détermination des parties au Traité à respecter leurs obligations au titre de celui-ci. Heureusement, l'adhésion récente des Îles Marshall et du Royaume des Tonga a permis de maintenir à 162 le nombre total d'États parties au Traité.

### **Un moment de vérité et de courage politique**

La propension de l'humanité à se détruire elle-même est aussi ancienne que l'histoire des conflits, tempérée uniquement par les tentatives visant à régler les hostilités armées afin de protéger les non-combattants. Ce que l'on a appelé « l'épidémie des mines antipersonnel » – qui a culminé dans les années 1980 et 1990 avec près de 30 000 nouvelles victimes par an – en a été l'une des traductions les plus surnoises et les plus barbares, mais aussi les plus ignorées ou négligées. Peu onéreuses à produire ou à acquérir, les mines antipersonnel étaient alors entreposées par dizaines de millions dans les stocks militaires, transférées au gré des alliances et accessibles même aux forces armées non étatiques les moins fortunées.

C'est l'ampleur planétaire d'une menace devenue hors de contrôle – laquelle, au fil du temps, avait fait des centaines de milliers de morts et de blessés parmi les civils, détruit des moyens de subsistance et obéré jusqu'au déploiement des forces de maintien de la paix – qui a incité des groupes de la société civile à se mobiliser. À l'instigation des organisations non gouvernementales (ONG) de la Campagne internationale pour interdire les mines (International Campaign to Ban Landmines – ICBL en anglais)<sup>2</sup>, fondée en 1992, l'initiative historique du Canada fut l'une des rares bonnes nouvelles de la fin du siècle dernier.

— 2. Les six ONG qui ont cofondé l'ICBL en novembre 1992 sont les suivantes : Handicap International, Human Rights Watch Arms Project, Mines Advisory Group, Medico International, Physicians for Human Rights et Vietnam Veterans of America Foundation.

**« La guerre en Ukraine pourrait bien avoir sonné le glas de l'une des plus belles promesses faites aux populations civiles affectées par des conflits. »**

**“The conflict in Ukraine may have signalled the obsolescence of one of the most promising commitments ever made to civilian populations affected by war.”**

withdrawals. At the very least, it will dramatically weaken the resolve of the treaty's parties to uphold their treaty obligations. Fortunately, the recent ratification of the treaty by Tonga and the Marshall Islands has maintained the total number of state parties at 162.

### **A moment of truth and political courage**

Humanity's propensity for self-destruction is as old as the history of warfare, mitigated only by attempts to regulate armed hostilities to protect non-combatants. What was once called the “landmine epidemic” – which peaked in the 1980s and 1990s with nearly 30,000 new victims each year – was one of its most insidious and barbaric manifestations, but also one of the most ignored or neglected. Cheap to produce or acquire, anti-personnel mines were stockpiled by the tens of millions in military depots, traded along the lines of alliances and were accessible even to the most poorly funded non-state armed groups.

The global scale of this uncontrolled threat – which had, over time, caused the slaughter or mutilation of hundreds of thousands of civilians, destroyed livelihoods and hindered peacekeeping operations – prompted groups from civil society to swing into action. At the urging of the International Campaign to Ban Landmines (ICBL), formed in 1992 by six non-governmental

Soutenue par une poignée d'États émancipés des alignements propres à la guerre froide, cette alliance improbable entre États et ONG – ce qui lui valut l'appellation de « nouvelle diplomatie » – s'est forgée sur une détermination commune à mettre un terme aux massacres causés par les mines, qui continuaient de tuer ou de mutiler principalement des paysans, des villageois et de très nombreux enfants des décennies après la fin des hostilités.

### **Une occurrence rare : un traité respecté et une protection efficace des civils**

Bénéficiant d'une adhésion populaire enthousiaste et du soutien de la plupart des autorités morales, le processus d'Ottawa a établi l'illégalité totale des mines antipersonnel. Exigeante dans les engagements pris et leurs modalités de suivi, placée sous la surveillance attentive du *Landmine Monitor* publié chaque année par l'ICBL, cette interdiction a été largement observée par les États parties et même au-delà. En effet, les États non signataires ont mis un terme aux transferts de cette arme désormais frappée d'indignité.

Célébré à juste titre pour l'exhaustivité et la rigueur de son contenu, le Traité d'Ottawa est devenu une référence en matière de progrès du respect des droits des civils à une protection, que ce soit lors d'un conflit ou dans la période d'incertitude entourant un fragile retour à la paix. Près de trente ans après la signature du Traité, le bilan parle de lui-même : en dépit de la résurgence de conflits meurtriers, pour l'essentiel entre États non signataires, le nombre de nouvelles victimes a spectaculairement diminué. Au total, le respect de cette nouvelle norme a épargné la vie de quelque 20 000 personnes chaque année.

### **La « guerre des lâches » : une réalité insoutenable**

Pour ses campagnes contre les mines, Handicap International s'est inspirée du rapport des organisations Human Rights Watch et Physicians for Human

organisations (NGOs),<sup>2</sup> Canada's historic initiative was one of the few good news stories on disarmament from the end of the last century.

Supported by a handful of visionary states freed from Cold War alignment, this unlikely alliance between states and NGOs – then referred to as "new diplomacy" – was forged through a shared determination to stop the massacres caused by a weapon that continued to kill or maim mostly farmers, villagers and many children decades after hostilities had ceased.

### **A rare occurrence: a respected treaty and effective protection of civilians**

With enthusiastic backing from ordinary people and support from most moral authorities, the Ottawa Treaty established the absolute illegal status of anti-personnel mines. Exacting in its commitments and enforcement measures and held under the close scrutiny of the *Landmine Monitor*, which ICBL publishes annually, this ban on anti-personnel mines has been broadly respected by those party to the treaty and beyond. Indeed, even non-signatory states halted their transfers of a weapon rejected by the international community.

Rightly praised for its comprehensiveness, the Ottawa Treaty has become a benchmark for progress in upholding civilians' right to protection, both during a conflict and in the uncertainty of a fragile return to peace. Nearly thirty years after it was adopted, the results speak for themselves: despite a dramatic resurgence of armed conflict – mostly involving non-signatory states – the number of new victims has dropped sharply. Overall, respect for this new norm has spared the lives of some 20,000 potential new victims every year.

— 2. Founding non-governmental organisations of the International Campaign to Ban Landmines (ICBL) in November 1992: Handicap International, Human Rights Watch Arms Project, Mines Advisory Group, Medico International, Physicians for Human Rights, and Vietnam Veterans of America Foundation.

Rights, *Landmines in Cambodia: The Coward's War* (« Les mines antipersonnel au Cambodge : la guerre des lâches »), publié en septembre 1991 alors que les accords de paix de Paris ouvraient la voie au retour des réfugiés et à la fermeture des camps frontaliers en Thaïlande. Largement diffusé auprès des décideurs politiques et des médias, ce rapport dénonçait l'utilisation sans restriction des mines antipersonnel au Cambodge et la menace inacceptable qu'elles représentaient pour les civils, notamment les centaines de milliers de réfugiés qui rentraient au pays après treize ans d'exil.

Ignorés jusqu'alors du plus grand nombre, les accidents tragiques dus aux mines au Cambodge et dans bien d'autres pays étaient décrits par les états-majors comme de simples « dommages collatéraux » liés à l'utilisation d'une arme efficace et nécessaire, et de ce fait légitime dès lors qu'elle était utilisée de manière responsable.

Mais derrière ces déclarations d'apparence vertueuse se cachait une réalité bien plus effroyable et d'une ampleur insoupçonnée par les citoyens ordinaires. Habituellement dissimulées dans le sol ou la végétation, placées à proximité des chemins ou des points d'eau, ces armes sont par définition particulièrement odieuses : c'est la victime elle-même qui déclenche, par sa simple présence ou un pas de trop au mauvais endroit, l'explosion qui va la tuer dans d'atroces souffrances, ou bien la mutiler et la plonger dans une véritable damnation physique, psychologique, économique et sociale, tristement habituelle dans les régions rurales démunies. Aucun soldat n'est présent pour effectuer une distinction entre une personne civile ou un ennemi, ou bien pour exercer une quelconque retenue au moment de déclencher l'apocalypse qui va dévaster l'existence d'un homme, d'une femme ou d'un enfant. Aucun recours pour les survivants et leurs proches, condamnés à une vie misérable, rongés par la culpabilité d'avoir négligé la présence de ces « sentinelles éternelles » qu'ils savaient enfouies dans leurs terres.

### The coward's war: an excruciating reality

In its anti-mine campaigning, Handicap International was inspired by the report from Human Rights Watch and Physicians for Human Rights, *Landmines in Cambodia: The Coward's War*, published in September 1991 while the Paris Peace Agreement was paving the way for the return of refugees and the closure of border camps in Thailand. Widely distributed to policymakers and the media, this report exposed the unrestricted use of anti-personnel mines in Cambodia and the unacceptable threat they posed to civilians, including the hundreds of thousands of refugees returning home after thirteen years of exile.

Until then largely overlooked, landmine accidents in Cambodia and in many other countries had been brushed aside by military officials as mere "collateral damage" from a weapon deemed effective and necessary – and therefore legitimate if used responsibly.

Behind these seemingly virtuous statements lay a far more horrifying reality, one that ordinary citizens could scarcely imagine. Typically hidden underground or in vegetation, randomly dispersed near roads or water sources, the first trait of this weapon is its most appalling: it is the victims themselves who trigger – by a single misstep or their mere presence – the explosion that will kill them in atrocious suffering or mutilate them and plunge them into lifelong physical, psychological, economic and social damnation, a fate tragically common in impoverished rural areas.

No soldier is present to distinguish between civilians and combatants, nor to show restraint before triggering the devastation that will ruin the life of a man, woman or child. No recourse exists for the survivors and their families, condemned to misery while haunted by the guilt of having walked into the path of these "eternal sentinels" they knew were buried in their land.

Conçues à l'origine pour protéger les champs de mines antichars – trop vulnérables au déminage manuel par des adversaires armés –, les mines antipersonnel sont devenues au fil du temps un fléau mondial. Elles ont été massivement utilisées, sans aucune mesure de sécurisation, dans de nombreux conflits, notamment au Cambodge, en Afghanistan, en Angola, au Mozambique et, plus récemment, dans les guerres en Irak et en ex-Yougoslavie. Leur diffusion généralisée les a transformées en armes de terreur, délibérément utilisées pour rendre des zones rurales entières inhabitables, au mépris total du droit des villageois à utiliser leurs terres en toute sécurité.

### **Trahison et pente glissante**

Par leur signature du Traité, la Pologne, la Finlande, la Lituanie, la Lettonie, l'Estonie et l'Ukraine se sont solennellement engagées à « ne jamais, en aucune circonstance : utiliser des mines antipersonnel ; mettre au point, produire, acquérir de quelque autre manière, stocker, conserver ou transférer à quiconque, directement ou indirectement, de mines antipersonnel » (article 1 du Traité d'Ottawa).

Le retrait ou la suspension du Traité constituent une violation flagrante de la bonne foi indispensable entre États signataires, et entraînent d'immenses répercussions symboliques et pratiques. Au-delà de l'insulte faite aux autres parties au Traité, ces reniements seront vécus comme une trahison et une plaie ouverte par les plus de 600 000 survivants de ces armes dans le monde et les familles de ceux qui n'ont pas survécu, car c'est explicitement en leur nom que les États s'étaient engagés à éliminer les mines antipersonnel de leurs arsenaux.

Toute atteinte au Traité d'Ottawa est catastrophique. Les mines contaminent encore à des degrés divers les terres d'environ 58 pays ; une reprise de leur production – comme annoncée par la Pologne – et de leur utilisation mettrait fin aux progrès considérables réalisés

Originally designed to protect anti-tank minefields – too vulnerable to manual clearance by armed opponents – anti-personnel mines became, over time, a global scourge. They were widely used with no safeguards in many conflicts, particularly in Cambodia, Afghanistan, Angola, Mozambique and, more recently, in the wars in Iraq and the former Yugoslavia. Their widespread dissemination turned them into weapons of terror, deliberately used to make entire rural areas uninhabitable, with absolute disregard for the right of villagers to use their land safely.

### **Betrayal and a slippery slope**

By signing the treaty, Poland, Finland, Lithuania, Latvia, Estonia and Ukraine had solemnly committed to “never, under any circumstances [...] use anti-personnel mines” nor “develop, produce, otherwise acquire, stockpile, retain or transfer to anyone, directly or indirectly, antipersonnel mines” (Article. 1 of the Ottawa Treaty).

Withdrawing from the treaty or suspending obligations in regard to it are a blatant breach of the good faith that is vital among the signatory states, with immense symbolic and practical repercussions. Beyond being an insult to the treaty's other parties, this renunciation will be endured – by the more than 600,000 survivors of these weapons worldwide and the families of those who did not survive – as a betrayal and an open wound, since it was explicitly in their name that states pledged to eliminate anti-personnel mines from their arsenals.

Any unravelling of the Ottawa Treaty is catastrophic. Mines still contaminate the land to varying degrees in about 58 countries; a resumption of production, as announced by Poland, and use of them would halt the tremendous progress made through nearly thirty years of sustained efforts to free people from the danger posed by the dissemination of landmines, under the coordination of the UN Mine Action Service (UNMAS), established soon after the treaty was signed.

grâce à près de trente ans d'efforts soutenus pour libérer les populations du danger que représente la dissémination des mines terrestres, sous la coordination du Service de l'action antimines des Nations unies, créé peu après la signature du Traité.

### **Mensonge injustifié et aveu de faiblesse**

D'un point de vue militaire, la décision prise par ces cinq États de se retirer du Traité ne résiste pas à un examen approfondi. Si l'on peut comprendre l'inquiétude croissante et légitime des populations de ces pays, leurs dirigeants politiques les trompent lorsqu'ils affirment que cette arme offre une protection réelle.

Ils savent en effet pertinemment que le bénéfice de sécurité invoqué serait totalement illusoire face à une invasion résolue. Par ailleurs, les experts militaires et les historiens des conflits ont largement souligné, lors des négociations du Traité, que l'utilisation des mines antipersonnel n'avait jamais changé le cours d'une guerre et encore moins assuré la victoire. À l'inverse, ils ont convenu que le désastre absolu qu'elle engendrait pour les populations civiles – pendant et dans les suites d'un conflit – était sans commune mesure avec l'intérêt militaire, incertain et limité, qu'elle présentait.

Ignorer cette réalité ou prétendre le contraire aujourd'hui relève soit d'une illusion induite par la panique, soit d'une tactique trompeuse visant à afficher une détermination à se défendre face à la Russie pour rassurer l'opinion publique. Quoi qu'il en soit, pour les dirigeants politiques auxquels ce message est destiné, ce retrait est un aveu de faiblesse, aggravé par son manque total de crédibilité militaire.

Le retrait de la Pologne et des États baltes entraînera également, inévitablement, de graves problèmes d'interopérabilité entre les troupes alliées. Comme l'ont souligné de nombreux experts militaires, les mines antipersonnel ont

### **Unjustified falsehood and an admission of weakness**

From a military perspective, these states' decision to withdraw from the treaty does not withstand scrutiny. While the growing and legitimate anxiety of their populations can be understood, political leaders are deceiving them when they claim this weapon provides real protection.

They know full well that any alleged security benefit would be illusory in the face of a determined invasion. Furthermore, during negotiations leading to the treaty, military experts and historians of conflict made it abundantly clear that landmines had never changed the course of a war, much less secured victory. Conversely, they agreed that the toll on civilians – both during and after conflict – was vastly disproportionate to any uncertain or limited military benefit.

Ignoring this reality or pretending otherwise today is either a panic-induced delusion or a deceptive tactic designed to put on a show a determination to defend oneself against Russia in order to reassure public opinion. Either way, for the intended recipient, these withdrawals are an admission of weakness, made worse by their utter lack of military credibility.

The withdrawal of Poland and the Baltic states will also, inevitably, lead to serious interoperability issues among allied troops. As many military experts have pointed out, anti-personnel mines have often inflicted as many casualties among the troops deploying them as among the enemy. In the event of a conflict that would involve an exclusively European defence force, troops from countries that have banned these weapons will be forced to operate alongside others who had reintroduced them. Having to protect themselves from the mines of their own allies will create an environment of mistrust and potential chaos. Not to mention that the United States – not party to the treaty but having observed a policy of self-restraint – is now working on a new

souvent fait autant de victimes parmi les troupes qui les déployaient que parmi les troupes ennemies. En cas de conflit impliquant exclusivement des forces de défense européennes, les troupes des pays qui ont interdit ces armes seront contraintes d'opérer aux côtés d'autres qui les ont réintroduites. Le fait de devoir se protéger des mines antipersonnel posées par leurs propres alliés créera un climat de méfiance et un chaos potentiel. Sans compter que les États-Unis – qui ne sont pas signataires du Traité mais avaient opté jusqu'à maintenant pour une politique de retenue – préparent une nouvelle doctrine vers un retour possible au principe d'utilisation globale de ce type d'armes.

### **Le Traité d'Ottawa n'est pas facultatif : sa force réside dans son intégrité**

Compte tenu de la brutalité de la guerre en Ukraine et du mépris flagrant dont font l'objet les civils, le droit à l'autodéfense par tous les moyens possibles a le vent en poupe dans les opinions publiques, et la tentation est forte de considérer le retour à l'utilisation des mines antipersonnel comme une question marginale ou secondaire, voire légitime.

Les peuples de Pologne, de Finlande et des États baltes ont quant à eux la mémoire longue et se trouvent en première ligne face aux ambitions impérialistes – réelles ou perçues – de leur puissant voisin. Toutefois, se désolidariser du Traité d'Ottawa ne changera rien à cette réalité. En revanche, cela signifie à leurs alliés européens que les dirigeants de ces pays ne croient pas au pouvoir dissuasif de la défense européenne en construction.

La signature d'un traité de désarmement ne peut être un engagement discrétionnaire, dont les États parties pourraient choisir de se défaire au moment où résonnent les bruits de bottes et s'exacerbent les tensions guerrières à leurs frontières. L'heure de vérité sonne précisément lorsque la paix semble menacée ; lorsque les valeurs qui cimentent

landmine policy geared towards potential global use of anti-personnel mines.

### **The Ottawa Treaty is not discretionary: its strength lies in its integrity**

Given the brutality of warfare in Ukraine and its blatant disregard for civilians, the right to self-defence by all possible means is gaining traction in public opinion and there is a strong temptation to consider a return to use of anti-personnel mines as simply a marginal or secondary – or even legitimate – issue.

The people of Poland, Finland and the Baltic states have a long-term memory and are, indeed, at the front lines of their powerful neighbour's real or perceived imperial ambitions. Nevertheless, withdrawing from the Ottawa Treaty will not change this fact. Instead, it sends a message to their European allies that political leaders in these countries do not believe in the deterrent power of the European defence that is being built.

Signing a disarmament treaty cannot be a discretionary commitment – something states can abandon at the sound of marching boots and rising tensions at their borders. The true test comes when peace is under threat – when the values uniting a people and binding their leaders to their allies are not forsaken in the name of territorial defence.

Rather than going it alone by stepping out of a fully shared EU-wide ban on anti-personnel mines, these countries would do better to honour it unconditionally and strengthen a genuine alliance to obtain the security guarantees they seek. Paradoxically, leaving the Ottawa Treaty only deepens their vulnerability.

It also means abandoning the values that led to it being signed and accepting the inhumanity inherent in use of this weapon. Let us remember that the total wars that devastated Europe and many other parts of the world have amply demonstrated that trivialisation of horror feeds on the ferment of such renunciations.

un peuple et engagent ses dirigeants vis-à-vis de leurs alliés ne sont pas abandonnées au nom de la défense du territoire.

Plutôt que de faire cavalier seul en se retirant d'une interdiction totale, commune à tous les membres de l'UE, les pays susmentionnés auraient tout à gagner à l'honorer inconditionnellement et à œuvrer au renforcement d'une véritable alliance capable de leur fournir les garanties de sécurité qu'ils recherchent. Paradoxalement, quitter le Traité d'Ottawa ne fait qu'accroître leur vulnérabilité.

S'en retirer signifie également abandonner les valeurs qui ont conduit à sa signature et accepter la part d'inhumanité inhérente à l'utilisation de cette arme. Souvenons-nous que les guerres totales qui ont dévasté l'Europe et bien d'autres horizons ont amplement démontré que la banalisation de l'horreur se nourrit du ferment de tels renoncements.

### **S'exprimer haut et fort avant qu'il ne soit trop tard**

Tout doit être mis en œuvre pour empêcher la résurgence de l'utilisation de cette arme aveugle. Son impact tragique sur les populations civiles, largement connu et bien documenté, exige une nouvelle mobilisation, urgente et décisive, afin de préserver le Traité d'Ottawa, qui est l'un des fleurons du droit international humanitaire pour la protection des civils pendant et après les conflits armés.

Les dirigeants politiques des autres États parties – à commencer par tous les membres de l'UE – doivent écouter la voix de la société civile qui les exhorte à appeler la Pologne, la Finlande, la Lituanie, la Lettonie, l'Estonie et l'Ukraine à ne pas renier leurs engagements. Les efforts diplomatiques déployés par d'autres États membres de l'UE et par le Royaume-Uni – engagés dans une solidarité inconditionnelle face à toute agression – peuvent encore les convaincre qu'honorer leur promesse et leur responsabilité est dans leur propre intérêt.

**« L'heure de vérité sonne précisément lorsque la paix semble menacée. »**

**“The true test comes when peace is under threat.”**

### **Speaking out loudly before it is too late**

Everything must be done to prevent a resurgence in use of this blind and indiscriminate weapon. Its tragic impact on civilian populations – widely known and well documented – demands urgent, decisive new rallying to preserve a treaty that is a flagship of international humanitarian law for the protection of civilians during and after armed conflict.

Political leaders in other states that are party to the treaty – starting with all EU members – must heed the voice of civil society, which urges them to appeal to Poland, Finland, Lithuania, Latvia, Estonia and Ukraine not to renege on their commitments. Diplomatic efforts by other EU member states, coordinated with those of the United Kingdom – committing to unconditional solidarity in the face of aggression – can still convince them that honouring their promise and responsibility is in their own best interests.

NGOs behind the treaty's historical breakthrough must now rise up together against the weakening of the treaty. Indeed, the Nobel Peace Prize we so proudly share obliges us to do so. I invite all relevant actors from civil society and many others to sign the appeal<sup>3</sup> launched by ICBL and supported by many individuals who have played a crucial role in the process of banning anti-personnel mines.

— 3. Available here: [https://action.wemove.eu/sign/2025-05-landmine-ban-petition-EN?fbclid=IwY2xjawK3w3BleHRuA2FlbQlxMABicmlkETFUFNsWEg152RyVURzRTdRAR40hB1KPbjhtcRUVteL1yrqhw dg516kp560L03kmK-mueWhmB57l80D\\_eQ\\_aem\\_n5Lbz02Fwhh-y8lGT8iudg](https://action.wemove.eu/sign/2025-05-landmine-ban-petition-EN?fbclid=IwY2xjawK3w3BleHRuA2FlbQlxMABicmlkETFUFNsWEg152RyVURzRTdRAR40hB1KPbjhtcRUVteL1yrqhw dg516kp560L03kmK-mueWhmB57l80D_eQ_aem_n5Lbz02Fwhh-y8lGT8iudg)

Les ONG à l'origine de ce traité historique doivent à nouveau unir leurs forces pour lutter farouchement contre son affaiblissement. Le prix Nobel de la paix que nous partageons si fièrement nous oblige. J'invite tous les acteurs de la société civile concernés et bien d'autres à signer l'appel<sup>3</sup> lancé il y a un an par Handicap International et soutenu par de nombreuses individualités qui ont joué un rôle crucial dans le processus d'interdiction des mines antipersonnel.

*Les opinions exprimées dans cet article sont celles de l'auteur et ne représentent pas nécessairement celles d'Alternatives Humanitaires.*

*Pour signer l'appel lancé par Handicap International contre le retour des mines antipersonnel :*



*Voir également, dans ce numéro, le reportage de Felice Rosa, « Champs de la mort », p. 116-137.*

*The opinions expressed in this article are those of the author and do not necessarily represent the views of Humanitarian Alternatives nor any of the organisations he is involved in.*

*To sign ICBL's petition against the return of anti-personnel mines:*



*Translated from the French by the author, checked by the editor*

*See also, in this issue, the photo report by Felice Rosa, "Killing fields", pp. 116–137.*

— 3. Disponible ici : <https://www.handicap-international.fr/fr/appel-4avril-mines>

## Biographie | Biography



### JEAN-BAPTISTE RICHARDIER

Médecin, cofondateur de Handicap International (HI, rebaptisée Humanité & Inclusion) en 1982 pour apporter une aide aux réfugiés cambodgiens handicapés, notamment les nombreuses victimes de mines antipersonnel, Jean-Baptiste Richardier a accompagné le développement du réseau HI, aujourd'hui présent dans près de soixante-dix pays. En 2014, il se consacre à la mise en place de l'Institut HI pour l'action humanitaire, puis au lancement de la revue internationale *Alternatives Humanitaires* dont il est l'un des administrateurs. Il est par ailleurs l'un des cofondateurs de l'association United Against Inhumanity, créée en octobre 2018.

Jean-Baptiste Richardier is a doctor who co-founded Handicap International (HI, today renamed Humanity & Inclusion) in 1982 in aid of disabled Cambodian refugees, especially the many victims of anti-personnel mines. He helped develop the HI network, which is now present in around seventy countries. In 2014, he devoted himself to setting up the HI Institute on Humanitarian Action, then to helping launch the international review *Humanitarian Alternatives*, of which he is a board member. He is also one of the co-founders of United Against Inhumanity, a non-governmental organisation created in October 2018.

# COURAGE & DÉVOUEMENT



**OPINION**



# COURAGE & DÉVOUEMENT



OPINION

# Les sept Principes fondamentaux de la Croix-Rouge : une grammaire éthique pour le grand public

## The seven Fundamental Principles of the Red Cross: an ethical framework for the general public

*Frédéric Joli* • Porte-parole de la Croix-Rouge française



Dans un monde où le « droit du plus fort » refait surface, les sept Principes fondamentaux de la Croix-Rouge – en particulier ceux d’humanité, d’impartialité et de neutralité – constituent une grammaire éthique essentielle. Frédéric Joli – d’une plume aussi agile que sa parole est forte – plaide pour leur diffusion au-delà de la seule communauté humanitaire, comme rempart moral face à la brutalisation du monde.

In a world where the principle of “might makes right” has come back to the fore, the seven Fundamental Principles of the Red Cross – especially those of humanity, impartiality and neutrality – offer a vital ethical framework. Frédéric Joli – whose pen is as agile as his words are powerful – calls for these principles to be shared beyond the humanitarian community, as a moral bulwark against the world’s increasing brutality.





FRÉDÉRIC JOLI

« La liberté de la presse ne s’use que si l’on ne s’en sert pas. »  
Telle est la devise du journal *Le Canard enchaîné*. Il en va de même pour le droit international humanitaire (DIH), qui protège toutes les victimes des conflits armés. Et c’est tout autant le cas de l’éthique qui encadre l’action humanitaire.

Cette éthique est résumée dans les sept Principes fondamentaux qui régissent le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge<sup>1</sup> : humanité, impartialité, neutralité, indépendance, volontariat, unité et universalité. Ils composent ainsi un « mini code de conduite », une mnémotechnie de la geste humanitaire qui va au-delà de la Croix-Rouge elle-même.

Aujourd’hui, le retour assumé, décomplexé du « droit du plus fort », le mépris affiché du DIH, le déni face aux conséquences du changement climatique et la polarisation extrême des opinions publiques laissent augurer un avenir particulièrement sombre.

À cette brutalisation du monde s’ajoute un phénomène étrange que l’on pourrait qualifier de « mithridatisation des consciences par l’inacceptable » via le commentariat médiatique et les réseaux sociaux. Résultat, nous nous habituons à l’horreur, immunisés, mithridatisés à la dose non létale d’un poison rendant, *in fine*, supportable l’inacceptable.

Dans ce contexte inédit de bascule du monde, les sept Principes fondamentaux du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge prennent les atours d’une contre-culture éthique. Ils ne relèvent pas d’un

— 1. Le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge se compose du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), créé en 1863, des 191 Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, dont les premières virent le jour à partir de 1864, et de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (anciennement Ligue de la Croix-Rouge), fondée en 1919. On peut également citer, pour compléter le Mouvement, les 196 États parties aux Conventions de Genève.

Freedom of the press only wears out when it is not used”, claims the French satirical weekly, *Le Canard Enchaîné*, in its motto. The same applies to international humanitarian law (IHL), which protects all victims of armed conflict, and not least to the ethics that underpin humanitarian action.

These ethics are summed up in the seven Fundamental and permanent Principles governing the International Red Cross and Red Crescent Movement:<sup>1</sup> humanity, impartiality, neutrality, independence, voluntary service, unity and universality. These principles constitute a mini code of conduct, a mnemonic technique for humanitarian action that goes beyond the Red Cross itself.

Today, the unabashed, unapologetic return of the maxim “might makes right”, a blatant disregard for IHL, a denial of climate change and an extreme polarisation of public opinion do not augur well for the future.

This increasing brutality of the world is compounded by a strange phenomenon that could be described as the “desensitisation of consciences by the unacceptable” via media commentators and social media. As a result, we are becoming accustomed to horror – immunised, mithridatised against a non-lethal dose of poison that is, ultimately, making the unacceptable acceptable.

In this unprecedented context of global upheaval, the seven Fundamental Principles of the International Red Cross and Red Crescent Movement are taking on the guise of an ethical counter-culture. They do not stem from some abstract or disembodied humanism. They constitute

— 1. The International Red Cross and Red Crescent Movement consists of the International Committee of the Red Cross (ICRC) which was established in 1863, the 191 National Red Cross and Red Crescent Societies, which were launched in 1864, and the International Federation of Red Cross and Red Crescent societies (formerly the Red Cross League), created in 1919. The International Movement can be expanded to include the 196 states party to the Geneva Conventions.

humanisme abstrait ou désincarné. Ils constituent une grammaire précise à la croisée de l'action et du droit international humanitaires. Ce sont des principes d'action, mais aussi une boussole de l'engagement humanitaire, qu'il soit individuel ou collectif.

Ces principes, ou tout du moins le triptyque « humanité, impartialité et neutralité », devraient être connus de tous. Pas seulement des humanitaires, mais aussi – et peut-être surtout – des journalistes, des enseignants, des responsables politiques, des éditorialistes et des faiseurs d'opinion.

Car à la bascule du monde qui nous engage et semble obérer l'avenir des générations futures s'ajoute une crise de la compréhension, du langage et du sens. Ma longue expérience au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) comme porte-parole m'a permis de mesurer les lacunes de la plupart des faiseurs d'opinion et des décideurs politiques s'agissant des fondamentaux de l'action et du droit international humanitaires aussi bien que de l'éthique de l'engagement.

### **Le retour du « droit du plus fort » et l'effacement du temps long**

Nous vivons une époque paradoxale. Jamais les guerres n'ont été aussi documentées, jamais les images de souffrance n'ont circulé aussi vite. Pourtant, jamais l'histoire du temps long n'a semblé aussi absente du débat public. Les yeux rivés sur nos smartphones, nous voyons défiler un monde où se mêlent à égalité horreur et distraction. La résultante de cette saturation du temps de cerveau disponible est une absence de recul imposée par le temps réel, combinée à une incapacité de penser. Les conflits armés et les violations graves du droit qu'ils entraînent inévitablement sont réduits à des récits simplifiés, « polarisés » à l'extrême, où la complexité devient une trahison, et la nuance, une faiblesse.

Puiser dans les principes de la Croix-Rouge, c'est proposer une morale, une éthique de l'engagement

**« À la bascule du monde qui nous engage et semble obérer l'avenir des générations futures s'ajoute une crise de la compréhension, du langage et du sens. »**

**“The world's upheaval that is shaping our lives and that seems to be shackling the prospects of future generations is compounded by a crisis of understanding, language and meaning.”**

a precise set of rules at the crossroads of international humanitarian action and law. They are principles for action and a compass for humanitarian commitment, be it individual or collective.

These principles, or at least the “humanity, impartiality and neutrality” triptych, should be known to all: not just humanitarians, but – and perhaps most importantly – journalists, teachers, politicians, columnists and opinion-makers too.

Because the world's upheaval that is shaping our lives and that seems to be shackling the prospects of future generations is compounded by a crisis of understanding, language and meaning. My long experience as a spokesperson at the International Committee of the Red Cross (ICRC) has enabled me to gauge the shortcomings of most opinion-makers and political decision-makers when it comes to the fundamentals of humanitarian action and international humanitarian law, as well as the ethics of commitment.

### **The return of “might makes right” and the erasure of the long term**

We are living in paradoxical times. Never have wars been so thoroughly documented, never have images of suffering circulated so quickly. Yet never has the long-term view seemed so absent from public debate. As we scroll

humanitaire. Celle-ci s'inscrit dans l'idée simple mais radicale dont Henry Dunant a eu l'intuition : même dans la guerre, tout n'est pas permis. Cette limite qu'imposent le principe d'humanité et le DIH n'est ni naïve, ni utopique – si ce n'est pour conserver la mémoire collective des pires effondrements du xx<sup>e</sup> siècle et du premier quart du xxi<sup>e</sup>.

Les sept Principes fondamentaux de la Croix-Rouge ont été formalisés il y a soixante ans<sup>2</sup>, en 1965, mais leur esprit irrigue l'action humanitaire depuis la création même du CICR quelque cent ans plus tôt, en 1863. Henry Dunant, toujours lui, dans son ouvrage intitulé *Un souvenir de Solferino*<sup>3</sup>, paru l'année précédente, proposait déjà des principes en résumé de sa pensée, à l'appui de son intuition.

Certes, ces principes ne sauront jamais empêcher la guerre, mais s'ils sont connus et diffusés au-delà de la seule communauté de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge – déjà forte de millions de volontaires –, ils peuvent offrir au grand public, en des temps déboussolés, quelques clés pour nourrir esprit critique, morale et besoin d'engagement. S'inscrivant dans cette histoire, la Croix-Rouge française s'est d'ailleurs fixé comme objectif, dans le cadre de ses priorités institutionnelles pour 2026, de promouvoir le plus largement possible l'éthique de l'engagement humanitaire, encadré des principes fondamentaux communs à la plupart des organisations.

— 2. Les sept Principes fondamentaux et permanents de la Croix-Rouge ont en effet été adoptés lors de la xx<sup>e</sup> Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, qui s'est tenue à Vienne en 1965. Ils sont le fruit du travail acharné de Jean Pictet (directeur de la division juridique du CICR et responsable, notamment, de la révision et du commentaire des Conventions de Genève de 1949 et de leurs Protocoles additionnels de 1977) et de Masutaro Inoué (responsable des Affaires internationales de la Croix-Rouge japonaise).

— 3. Henry Dunant, *Un souvenir de Solferino*, 1<sup>re</sup> édition non commercialisée, Imprimerie Jules-Guillaume Fick, 1862.

on our smartphones, a world with equal measures of horror and entertainment unfolds before our very eyes. This saturation of available brain time highlights the lack of perspective imposed by real time, combined with the inability to think. Armed conflicts and the serious violations of law that inevitably accompany them are reduced to simplified narratives, polarised to the extreme, where complexity becomes treason and nuance weakness.

Drawing on the principles of the Red Cross means putting forward a moral code, an ethics of humanitarian commitment. This was part of Henry Dunant's simple but radical insight: even in war, not everything is allowed. This limit imposed by the principle of humanity and IHL is neither naïve nor utopian – it preserves the collective memory of the worst breakdowns of the twentieth century and the first quarter of the twenty-first.

The seven Fundamental Principles of the Red Cross were formalised in 1965<sup>2</sup> – sixty years ago – but their spirit has been the driving force behind humanitarian action since the ICRC was founded almost one hundred years, or so earlier, in 1863. In his book *A Memory of Solferino*,<sup>3</sup> written the previous year, Henry Dunant had already put forward a set of principles summarising his thoughts to support his insights.

Admittedly, these principles will never prevent war, but when they are known and disseminated beyond the community of millions of Red Cross and Red Crescent volunteers, they offer

— 2. The seven Fundamental and permanent Principles of the Red Cross were adopted at the Twentieth International Conference of the Red Cross and Red Crescent in Vienna in 1965. They are the result of the hard work of Jean Pictet (Director of the Legal Division of the ICRC and responsible, notably, for the revision and commentaries of the Geneva Conventions of 1949 and their additional Protocols of 1977), and Masutaro Inoué, head of International Affairs at the Japanese Red Cross.

— 3. Henry Dunant, *A Memory of Solferino*, 1862, Geneva, 1<sup>st</sup> edition, not sold commercially.

## « Réarmer » moralement l'humanitaire

L'instabilité du monde s'annonce durable et sera probablement marquée par des conflits de haute intensité, par une banalisation des violences extrêmes à l'encontre des populations civiles, et par un mépris croissant du DIH et de l'ordre international hérité de l'après-Second Guerre mondiale. Certes, du point de vue des victimes, rien de bien nouveau, malheureusement. Mais si ce n'était pas mieux avant, il est légitime de s'inquiéter aujourd'hui de la totale remise en cause de la boussole éthique et juridique de l'action et du droit international humanitaires.

Au moment où il faudrait un humanitaire fort, « droit dans ses principes », doté de toute son autorité morale, se révèle un humanitaire affaibli, plus soucieux – et c'est légitime au vu du désastre – de trouver des financements que de résister par la réaffirmation éthique de son engagement.

Dans le même temps, certains États parmi les plus puissants s'affranchissent ouvertement des règles qu'il fut si long et si difficile de faire accepter, à commencer par les quatre Conventions de Genève, qui obligent aujourd'hui les 196 États parties « à respecter et à faire respecter [les règles de la guerre] en toutes circonstances ».

Le « droit du plus fort » reviendrait-il comme horizon assumé des relations internationales, reléguant la protection des civils, des blessés et des prisonniers au rang de variable d'ajustement ? Face à cette dérive, gérer l'urgence ne suffit plus. Il faut réaffirmer publiquement les fondamentaux de l'action humanitaire et du DIH, ainsi que la responsabilité première des États dans la protection des victimes et le respect du « droit du plus faible » ; c'est un devoir politique, civique et moral. Il en est de même pour les acteurs humanitaires et leurs principes d'engagement, particulièrement le triptyque « humanité, impartialité et neutralité ».

the general public – living in turbulent times – a few pointers for nurturing critical thinking, a sense of morality and the need for commitment. In line with this history, one of the French Red Cross's institutional priorities for 2026 is to promote – as widely as possible – the ethics of humanitarian commitment, underpinned by fundamental principles common to most organisations.

## The moral rearmament of the humanitarian sector

The instability of the world looks set to continue and is likely to be marked by fierce conflicts, the trivialisation of extreme violence against civilian populations, and increasing contempt for IHL and for the international order that emerged after the Second World War. Admittedly, from the point of view of victims, this is nothing new – unfortunately. Yet even though the situation was no better before, it is now perfectly legitimate for us to express concern about the complete undermining of the ethical and legal compass of international humanitarian action and law.

At a time when we need a strong humanitarian sector, one that holds firm in its principles and is endowed with the full weight of its moral authority, we find ourselves with a weakened humanitarian sector that is more preoccupied – and rightly so, given the disastrous situation – with its funding than with taking a stand by reaffirming its ethical commitment.

At the same time, some of the most powerful states are openly flouting the rules that took so long and so much effort to get accepted – first and foremost, the four Geneva Conventions, which now require its 196 signatory states "to respect and enforce them in all circumstances".

Will the notion of "might makes right" return as the default approach of international relations, relegating the protection of civilians, the wounded and prisoners to the status of adjustment variables? Faced with this downward

### Les racines de l'action et du droit international, bien avant Dunant

Dans ce combat pour le sens, la Croix-Rouge française – par son histoire, son ancrage dans le secours d'urgence, la solidarité, la santé, l'enseignement et l'action internationale – dispose d'une légitimité singulière. Elle peut – et doit – contribuer à la valorisation des sept Principes fondamentaux du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge comme autant de chapitres d'une morale universelle, patiemment construite, longtemps disputée, plus que jamais essentielle.

Cette morale n'est pas née *ex nihilo* au XIX<sup>e</sup> siècle. Elle s'inscrit dans une longue généalogie intellectuelle et politique, dont la France fut l'un des principaux laboratoires. Des figures du Premier et du Second Empire, comme les chirurgiens des armées Dominique-Jean et Hippolyte Larrey (père et fils), ou Pierre-François Percy, autre grand médecin, mais aussi Henri Arrault, auteur d'une *Convention sur le sort du soldat blessé en campagne* en 1861 (trois ans avant celle rédigée par le tout jeune CICR), ou encore le Dr Ferdinando Palasciano, fervent partisan de l'introduction de règles de droit dans les conflits, ont façonné tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle ce qui deviendra, grâce à l'intuition et à l'activisme de Henry Dunant, l'action et le droit international humanitaires. Le dessein était simple, tragiquement iconoclaste : « humaniser la guerre ».

On peut affirmer que l'humanitaire moderne s'ancre au siècle précédent, celui dit des Lumières. Les philosophes affirment alors l'existence de droits naturels attachés à chaque être humain, indépendamment de sa religion, de son statut social ou de sa nationalité. La raison est érigée en principe supérieur face à la tradition, à la foi et à l'arbitraire. Surtout, une rupture décisive s'opère avec la charité médiévale, fondée sur la compassion individuelle et religieuse. La protection des personnes devient progressivement une obligation morale et politique, elle n'est plus un simple acte de vertu.

spiral, managing emergency situations is no longer enough. We need to make it our political, civic and moral duty to reaffirm the fundamentals of humanitarian action and IHL publicly, as well as the primary responsibility of states to protect victims and respect the "rights of the weakest". Similarly, humanitarian actors must reaffirm their principles of commitment, particularly the "humanity–impartiality–neutrality" triptych.

### The origins of international action and law, long before Dunant

In this struggle for meaningful action, the French Red Cross – given its history and its close ties to emergency relief, solidarity, health, education and international action – has unique legitimacy. It can – and, indeed, must – help promote the seven Fundamental Principles of the international movement as chapters of a universal moral code, patiently constructed, long disputed, and more essential than ever.

This moral code was not born *ex nihilo* in the nineteenth century. It is part of a long intellectual and political tradition, in which France was one of the leading lights. Throughout the nineteenth century, figures of the First and Second French Empires, such as the military surgeons Dominique-Jean Larrey and his son Hippolyte, the great physician Pierre-François Percy, Henri Arrault, who wrote a convention on the fate of soldiers wounded in the field in 1861 (three years before the one written by a very young ICRC), and Dr Ferdinando Palasciano, a staunch advocate of introducing rules of law into conflicts, shaped what would become – with Dunant's insight and activism – international humanitarian law and action. The aim was simple and iconoclastic in a tragic way: "to humanise war".

It can be said that modern humanitarian action has its roots in the 18<sup>th</sup> century, the period known as the Age of Enlightenment. At the time, philosophers maintained that every human being – regardless of religion,

Montesquieu dénonce la cruauté des peines. Beccaria, dès 1764, condamne la torture et la peine de mort. Rousseau opère une distinction fondatrice entre combattants et civils, annonçant l'un des piliers futurs du DIH. Il interroge aussi le statut du soldat blessé qui, neutralisé, est « remis entre les mains de Dieu ». Ces réflexions dessinent les contours d'une nouvelle conscience morale, certes née en Europe mais devenue universelle, notamment depuis l'adhésion de tous les États de la planète aux Conventions de Genève, États dont la plupart se sont dotés en parallèle d'une Société nationale de la Croix-Rouge ou du Croissant-Rouge.

La Révolution française marque un tournant décisif. Avec la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, un État affirme pour la première fois que la dignité humaine est une norme juridique, et non une simple valeur morale. Égalité des droits, liberté individuelle, souveraineté populaire, universalité : ces principes rompent avec l'ordre ancien. L'abolition des privilèges, la fin des juridictions arbitraires, la remise en cause de l'esclavage traduiront en actes cette ambition singulière.

Cependant, cette universalité « utopée » ne fut pas exempte – loin s'en faut – de contradictions et d'échecs. Mais, sans la matrice des Lumières et de la Révolution française, les Conventions de Genève auraient probablement eu davantage de peine à émerger.

*In fine*, les Lumières ont fondé une morale universaliste, la Révolution l'a transformée en droit, le XIX<sup>e</sup> siècle l'a organisée, et le XX<sup>e</sup> l'a universalisée... Mais quid de notre siècle ? Le projet est-il de détruire pièce par pièce cette longue construction morale ? Qu'en est-il aujourd'hui de la centralité de la dignité humaine et de l'idée que la souffrance appelle une réponse collective, organisée et principielle ?

À l'heure où la force tente de redevenir le langage dominant, « réarmer » moralement l'humanitaire n'est pas

social status or nationality – had natural rights. Reason was established as a superior principle to tradition, faith and arbitrariness. Above all, a decisive break was made with medieval charity, based as it was on individual and religious compassion. The protection of individuals gradually became a moral and political obligation, and no longer a mere act of virtue.

Montesquieu denounced the cruelty of sentences. As early as in 1764, Beccaria condemned torture and the death penalty. Rousseau made a seminal distinction between combatants and civilians, thereby heralding one of the future pillars of IHL. He also questioned the status of the wounded soldier who, once incapacitated, was "handed over to the hands of God". These thoughts formed the basis of a new moral consciousness, which may well have originated in Europe but is now universal, especially since all the world's states signed up to the Geneva Conventions – most of these states having also established a national relief society, a Red Cross or a Red Crescent.

The French Revolution was a turning point. With the Declaration of the Rights of Man and of the Citizen, a state affirmed, for the first time, that human dignity is a legal norm, not simply a moral value. Equal rights, individual freedom, popular sovereignty, universality: these principles broke with the old order. The abolition of privileges, the end of arbitrary jurisdiction and calls for the abolition of slavery would translate this extraordinary ambition into action.

However, this "utopian" universality was, to put it mildly, not free of contradictions and failures. Yet without the foundations laid by the Age of Enlightenment and the French Revolution, the Geneva Conventions would probably have struggled to emerge.

Ultimately, the Age of Enlightenment founded a universalist moral framework, the French Revolution transformed it

un luxe intellectuel. C'est une nécessité politique. Faire connaître et comprendre ses principes, c'est rappeler que le droit du plus faible n'est pas une simple concession humanitariste, mais bien le cœur d'un héritage démocratique et universel.

### **Humanité, impartialité et neutralité : le triptyque humanitaire**

L'humanité est le principe faitier. De lui découlent tous les autres principes, et il est aussi le ferment du DIH. Le principe d'humanité intime de fixer des limites à la guerre et à la souffrance : pour que ces limites soient effectives, il faut les assortir de règles intangibles que les belligérants se devront de respecter et de faire respecter.

Qui mieux qu'Abulcasis pour faire comprendre l'impartialité ? Ce grand chirurgien musulman du x<sup>e</sup> siècle rapporte dans l'une de ses chroniques :

« J[e] retirai une autre [flèche] à un juif, qui avait pénétré dans la cavité orbitaire par-dessous la paupière inférieure : elle s'était enfoncée au point que je ne pus en saisir que la petite extrémité par laquelle elle s'unit au bois. [...] Le juif guérit et il ne lui survint à l'œil aucun accident. J'en arrachai une autre de la gorge d'un chrétien. C'était une flèche arabe, à oreillons. J'incisai par-dessus, entre les veines jugulaires, elle avait pénétré profondément dans la gorge : j'opérai avec précaution et je parvins à l'extraire. Le chrétien fut sauvé et guérit. »

C'était il y a onze siècles... Bien avant le Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, bien avant les « French Doctors », Abulcasis disait une chose simple : il n'y a pas de bonne ou de mauvaise victime. Juste des victimes.

Et puis il y a la neutralité, un outil créé pour accéder aux victimes mais qui est sans doute, de tous les principes, le plus attaqué, le plus contesté, mais aussi le plus mal compris. Ainsi, la neutralité serait synonyme de passivité ou de complicité, alors qu'à l'origine elle

into law, the nineteenth century organised it and the twentieth universalised it. But what about our century? Is the plan to destroy this long-standing moral construct brick by brick? What about the primacy of human dignity and the idea that suffering calls for a collective, organised, principled response?

At a time when force is trying to become the dominant language again, the moral rearmament of humanitarian work is not an intellectual luxury. It is a political necessity. Promoting awareness and understanding of these principles means reminding people that the rights of the weakest are not a simple humanitarian concession but the core of a democratic and universal heritage.

### **Humanity, impartiality and neutrality: a humanitarian triptych**

Humanity is the overarching principle. Not only is it the source of all the other principles, but it is also the catalyst for IHL, the fundamental principle of setting limits on war and suffering. For these limits to be effective, intangible rules must be put in place that belligerents must "respect and enforce".

Who better than Albucasis to teach us about impartiality? In one of his chronicles, this great tenth-century Muslim surgeon recounts the following:

"I removed another [arrow] from a Jew, which had entered the orbital cavity from underneath the lower eyelid: it had penetrated to the point that I could only grasp the small end where it joined the wood. [...] The Jew healed and no harm was done to his eye. I pulled another one out of a Christian's throat. It was an Arabian arrow, with barbs. I made an incision above, between the jugular veins, it had penetrated deeply into the throat: I operated carefully and managed to extract it. The Christian was saved and recovered." (our translation from the French, *editor's note*)

That was eleven centuries ago. Long before the Red Cross and Red Crescent Movement, and long before the "French

s'entendait sous l'angle de la victime : le soldat blessé, parce qu'il est désormais incapable de combattre et qu'il ne présente donc plus de danger pour l'adversaire, « n'appartient plus » à l'un des deux camps – il est « neutre » et, par voie de conséquence, celui qui lui porte secours l'est également. Aujourd'hui, la neutralité ne renie pas cette conception. Dans le cas du CICR, « intermédiaire neutre dans les conflits armés », la neutralité, adossée à la confidentialité des négociations avec les belligérants, augmente – en principe – les chances d'accéder aux victimes, d'assister la population civile ou encore de visiter les détenus.

### **Indépendance, volontariat, unité et universalité : des principes tendus vers l'organisation du Mouvement**

Pas facile pour une Société nationale de la Croix-Rouge ou du Croissant-Rouge de revendiquer le principe d'indépendance alors que toutes, à travers le monde, sont statutairement auxiliaires des pouvoirs publics... L'indépendance ici revendiquée est avant tout celle du Mouvement (et, par conséquent, de toutes les entités qui le composent). Pour autant, le rôle d'auxiliaire des pouvoirs publics n'est pas nécessairement synonyme de soumission. Accompagnement, conseil – tant dans le cadre de la participation aux plans de secours ou de solidarité que pour les activités de soins ou la mise en œuvre du DIH – font le quotidien de l'organisation. Le principe de volontariat, peu problématique mais tellement symbolique, souligne le caractère désintéressé de l'engagement humanitaire. Quant à celui d'unité, il rappelle la règle selon laquelle il n'existe qu'une seule Société nationale de la Croix-Rouge ou du Croissant-Rouge par État. Aujourd'hui, elles sont 191 et constituent le plus vaste réseau humanitaire au monde... Enfin, le principe d'universalité vient parachever l'édifice, proclamant l'égalité des Sociétés nationales entre elles, un peu à l'image des États membres des Nations unies, si vivement attaquées à l'heure actuelle.

Doctors" movement, Albucahis was saying something simple: there is no such thing as a good or bad victim. There are just victims.

Then there is neutrality, a tool created to gain access to victims but which is undoubtedly, of all the principles, the most attacked, the most contested, but also the most misunderstood. Neutrality can become synonymous with passivity or complicity, even though it was originally understood from the victim's point of view: the wounded soldier, as he is now incapable of fighting and therefore no longer poses a threat to the opponent, "no longer belongs" to one of the two camps – he is "neutral" and, therefore, so is the one who rescues him. Today, neutrality does not repudiate this concept. With regard to the ICRC, a "neutral intermediary in armed conflicts", neutrality, backed by the confidentiality of negotiations with belligerents, increases, in theory, the chances of gaining access to victims, assisting the civilian population or visiting detainees.

### **Independence, voluntary service, unity and universality: principles that underpin the structure of the Movement**

It is not easy for a national society of the Red Cross or Red Crescent to assert the principle of independence when all of them, throughout the world, have a statutory role as auxiliaries of public authorities. The independence asserted here is primarily that of the Movement (and therefore of all the entities that comprise it). Acting as an auxiliary to public authorities, however, does not necessarily mean submission. Providing guidance and advice – be it by participating in relief or solidarity plans, in healthcare activities, or by applying IHL – constitutes the organisation's daily life. The principle of voluntary service – which is not particularly problematic, but is hugely symbolic – emphasises the selfless nature of humanitarian commitment. As for unity, we are reminded of the rule that there can only be one national relief agency per state – and there are currently 191 of them, forming the largest

**« Tout le secteur humanitaire apparaît en état de sidération, même s'il s'est largement ressaisi et mobilisé. »**

**“The entire humanitarian aid sector appears to be in a state of shock, even though it is largely recovering and rallying.”**

Ces sept principes que nous avons rapidement esquissés sont certes perméables à de nombreuses exégèses, mais ils ont le mérite indiscutable de réunir environ 17 millions de volontaires de toutes cultures, de toutes religions et de toutes nationalités à travers le monde.

### **Plaidoyer pour l'éducation populaire aux principes humanitaires**

L'humanitaire va mal, laminé en quelques mois par les conséquences de coupes brutales dans les financements américains, mais aussi européens. Des organisations non gouvernementales aux agences des Nations unies, sans oublier le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, tout le secteur humanitaire apparaît en état de sidération, même s'il s'est largement ressaisi et mobilisé. Exit les quarante années de professionnalisation de l'action humanitaire, de ses débats, de ses avancées, de ses doutes ? Tout ça pour ça ?

Si le monde perd sa boussole morale, comme les actualités nous le rappellent chaque jour, quid de celle de l'humanitaire ? Peut-être est-il temps d'ouvrir un large débat sur les principes fondamentaux qui encadrent l'engagement humanitaire, dans l'objectif, entre autres, de les porter au-delà de l'entre-soi. Les principes humanitaires doivent entrer dans le champ de la culture générale et devenir un objectif prioritaire d'éducation populaire.

humanitarian network in the world... Finally, the principle of universality completes the structure, proclaiming that national relief societies are equal among themselves, rather like the member states of the United Nations (UN), which is also much maligned these days.

The seven principles that we have briefly outlined are, admittedly, open to many interpretations, but they have the indisputable merit of bringing together roughly seventeen million volunteers from all cultures, religions and nationalities throughout the world.

### **A plea for educating the general public about humanitarian principles**

Humanitarian aid is in bad shape, devastated, in the space of just a few months, by the consequences of drastic cuts in funding from the United States, but also in European funding. From non-governmental organisations (NGOs) to UN agencies – not to mention the International Red Cross and Red Crescent Movement – the entire humanitarian aid sector appears to be in a state of shock, even though it is largely recovering and rallying. Is this the end of forty years of professionalisation of humanitarian action and of all its debates, progress and doubts? What was it all for?

If the world is losing its moral compass, as news bulletins remind us every day, what about its humanitarian compass? Perhaps the time has come to launch a wide-ranging debate on the principles and fundamentals that underpin humanitarian commitment, with the aim of upholding them beyond a self-segregating humanitarian community. Humanitarian principles must be part of general knowledge and become a priority goal of popular education.

*Translated from the French by Derek Scoins*

## Biographie | Biography



### FRÉDÉRIC JOLI

Ancien journaliste, Frédéric Joli est porte-parole de la Croix-Rouge française après avoir été porte-parole et responsable de la communication de la délégation régionale du Comité international de la Croix-Rouge en France durant vingt-cinq ans. Il a consacré l'essentiel de sa carrière à la promotion de l'action et du droit international humanitaires à travers la réalisation de nombreux projets (audiovisuels, documentaires et d'édition). En complément de ses interventions régulières dans les médias, il a créé, en 2007, le premier blog de l'univers Croix-Rouge : « L'Humanitaire dans tous ses États ». En 2011, il a eu l'opportunité de créer le Visa d'or humanitaire du CICR, prix décerné chaque année à l'occasion du festival international de photojournalisme Visa pour l'image. Son goût prononcé pour l'histoire l'a également poussé à rencontrer nombre d'anciens protagonistes de l'action et du droit international humanitaires, dont il a fait les témoins clés de la websérie documentaire en dix-sept épisodes intitulée *Une histoire d'Humanité*.

A former journalist, Frédéric Joli is spokesperson for the French Red Cross, having served as spokesperson and communications manager for the regional delegation of the International Committee of the Red Cross in France for twenty-five years. He has devoted most of his career to promoting humanitarian action and international law through numerous projects (audiovisual, documentary and publishing). In addition to his regular media appearances, in 2007 he created the first blog in the Red Cross universe: "L'Humanitaire dans tous ses États" (Humanitarianism in all its forms). In 2011, he had the opportunity to create the ICRC's Visa d'Or humanitaire, an award presented each year at the *Visa pour l'Image* international photojournalism festival. His keen interest in history also led him to meet with a number of former protagonists of humanitarian action and international law, whom he featured as key witnesses in the 17-episode documentary web series entitled *Une histoire d'Humanité* (A History of Humanity).

REPORTAGE

# Champs de la mort

## Killing fields

|→|

Zone rurale dans l'oblast de Mykolaïv, dans le sud de l'Ukraine, où l'ONG HALO Trust mène des opérations de déminage manuel.

Dans la région de Mykolaïv, souvent décrite comme l'une des principales zones céréalières d'Europe, de vastes portions de terres agricoles restent incultes en raison de la présence persistante de mines terrestres et de munitions non explosées quatre ans après la fin des combats survenus dans la région.

Rural area in the Mykolaïv Oblast in the south of Ukraine where the non-governmental organisation (NGO) the HALO Trust conducts manual demining operations. In the Mykolaïv region, often described as one of Europe's key grain-producing areas, large portions of farmland remain uncultivated due to the continued presence of landmines and unexploded ordnance left behind by fighting that took place four years ago.







**F**elice Rosa est un photographe documentaire italien membre de l'agence de presse Hans Lucas, dont le travail porte régulièrement sur les questions de frontières, les déplacements de population et les changements environnementaux. Au début de sa carrière, il a documenté le quotidien dans le camp de réfugiés de Choucha, près de la frontière entre la Tunisie et la Libye, donnant à voir les conséquences humaines des frontières contestées et l'abandon bureaucratique des

personnes déplacées. Il a également photographié les manifestations et les luttes sociales à Zarzis, en Tunisie, où les communautés locales ont été confrontées aux effets de la politique migratoire et à la répression étatique.

Parmi ses autres projets importants, citons un reportage à Kobané, à la frontière entre la Syrie et la Turquie, ainsi que des études visuelles au long cours sur la transformation urbaine à Marseille, en France, et les effets de la sécheresse sur les paysages agricoles en Sicile, où le changement climatique remodèle à la fois les moyens de subsistance et les écosystèmes. Ses images reflètent sa volonté de témoigner des réalités vécues à la croisée des contraintes géopolitiques et de la vie quotidienne.

En octobre 2025, Felice Rosa a documenté l'impact humanitaire et environnemental des mines en Ukraine, en se concentrant sur les opérations de déminage et les risques omniprésents que ces armes représentent pour les communautés rurales, l'agriculture et la mobilité. Son travail montre comment les dangers liés aux explosifs pèsent à la fois sur la vie quotidienne et sur le rétablissement à long terme.

Ce projet s'intéresse également à l'évolution des normes internationales : en mai 2025, l'Ukraine s'est officiellement retirée du Traité d'Ottawa de 1997, qui interdit les mines antipersonnel, bientôt suivie par d'autres pays, dont la Pologne, la Finlande et les États baltes, soulevant des questions complexes sur la politique en matière de mines terrestres dans un contexte de conflit permanent.

Voir également, dans ce numéro, Jean-Baptiste Richardier, « Le retour des champs de la mort : quand les mines antipersonnel ressortent des "poubelles de l'histoire" », p. 90-101.

**F**elice Rosa is an Italian documentary photographer and a member of Hans Lucas press agency. His work consistently engages with questions of borders, displacement and environmental change. Early in his career he documented life in the Choucha refugee camp near the Tunisia-Libya border, capturing the human consequences of contested frontiers and the bureaucratic abandonment of displaced people. He also photographed protests and social struggles in Zarzis, Tunisia, where local communities confronted migration policies and state repression.

Other significant early projects include reportage from Kobane on the Syria-Turkey border, and longterm visual studies of urban transformation in Marseille and the effects of drought on agricultural landscapes in Sicily, where climate change reshapes both livelihoods and ecosystems. His images reflect a commitment to bearing witness to lived realities at the intersections of geopolitical constraint and everyday life.

In October 2025, Felice Rosa documented the humanitarian and environmental impact of mines in Ukraine, focusing on clearance operations and the pervasive risks these weapons pose to rural communities, agriculture and mobility. His work captures how explosive hazards shape both daily life and longterm recovery.

The project also engages with changing international norms: in May 2025 Ukraine formally withdrew from the 1997 Ottawa Treaty banning antipersonnel mines, a step mirrored by countries including Poland, Finland and the Baltic states, raising complex questions about landmine policy amid ongoing conflict.

See also, in this issue, Jean-Baptiste Richardier, "Back to the killing fields? Anti-personnel mines return from the dustbin of history", pp. 90–101.

[www.felicerosa.it](http://www.felicerosa.it) |

Photos, texte et légendes :  
Photos, text and captions:  
© Felice Rosa / Hans Lucas |

« Tout le monde a été touché par les mines. Il y a eu des accidents dans les champs : notre tracteur a heurté une mine, un enfant est mort... Aujourd'hui encore, le danger est omniprésent », témoigne Yroslav, agriculteur à Yevhenivka, dans la campagne de Mykolaïv, dans le sud de l'Ukraine. Trois ans après le retrait, le 7 novembre 2022, des forces russes, les villages et les terres situés le long de l'ancienne ligne de front sont encore infestées de mines antipersonnel et de munitions non explosées qui menacent la vie quotidienne. Selon Ivan Kukhta, administrateur militaire de Snihurivka, plus de 10 000 hectares sont classés à haut risque. Depuis la libération de la région, 41 243 hectares ont été déminés, principalement des terres agricoles, tandis qu'au niveau national 9,8 millions d'hectares sont toujours inutilisables. Plus d'une centaine d'organisations – publiques, privées et non gouvernementales – participent aux opérations de déminage.

Andrei, responsable de terrain de HALO Trust pour Novopetrivska, Yevhenivka et Snihurivka (villages traversés par la ligne de front en 2022), rapporte que l'ONG a neutralisé environ 15 000 mines et autres munitions non explosées dans la région de Mykolaïv. Selon des sources gouvernementales officielles, en 2025, environ 70 000 mines et engins non explosés avaient été retirés de la région, et 26 000 hectares de terres avaient été déminés. En 2025, le ministère de l'Économie, chargé de coordonner les opérations de déminage, a lancé un plan d'accélération qui comprend : un budget de 3 milliards de hryvnias (environ 60 millions d'euros) ; des remboursements couvrant jusqu'à 100 % des coûts pour les agriculteurs ; l'ouverture de marchés via la plateforme Prozorro ; l'augmentation du nombre d'opérateurs certifiés ; et des programmes de formation.

Fin octobre 2025, la conférence internationale sur la lutte antimines, organisée à Tokyo par le Japon et le Programme des Nations unies pour le développement, a réuni des représentants de plus de trente pays donateurs. Elle a abouti à la création

"Everyone has been affected by the mines. There have been accidents in the fields: our tractor hit a mine, a child died and we still live in danger," testifies Yroslav, a farmer in Yevhenivka, in the Mykolaiv countryside in southern Ukraine. Three years after the withdrawal of Russian forces on 7 November 2022, the villages and land along the former front lines remain severely affected: anti-personnel mines and unexploded munitions threaten daily life. According to Ivan Kukhta, the military administrator of Snihurivka, more than 10,000 hectares are classified as high risk. Since the region's liberation, 41,243 hectares have been cleared, mainly agricultural land, while at the national level 9.8 million hectares remain unusable. More than a hundred organisations – public, private and non-governmental – are taking part in demining operations.

Andrei, the HALO Trust's field officer for Novopetrivska, Yevhenivka and Snihurivka (villages crossed by the front line in 2022), reports that the NGO has neutralised around 15,000 mines and other unexploded munitions in the Mykolaiv region. According to governmental official sources, in 2025, roughly 70,000 unexploded devices and mines had been removed from the Mykolaiv region and 26,000 hectares of land had been demined. In 2025, the Economy Ministry, responsible for coordinating clearance operations, launched an acceleration plan that includes the following: a budget of three billion hryvnias (UAH, approximately 60 million euros); reimbursements covering up to 100% of costs for farmers; opening markets via the Prozorro platform; increasing the number of certified operators; and training programmes.

At the end of October 2025, the international conference on mine action, held in Tokyo and organised by Japan and the United Nations Development Programme, brought together representatives from more than thirty donor countries. It resulted in the creation of a \$150 million (USD) fund to modernise

d'un fonds de 150 millions de dollars US destiné à moderniser les équipements, à former les équipes locales et à coordonner les opérations dans les régions les plus touchées telles que Mykolaïv et Kherson.

Les opérations de déminage, les séances de sensibilisation aux risques et les projets de reboisement soulignent à la fois l'ampleur persistante de la menace que représentent les mines et autres engins non explosés pour la reconstruction de l'Ukraine, et la résilience des communautés face à un héritage de la guerre profondément ancré dans le territoire.

equipment, train local teams and coordinate operations in the hardest-hit regions, such as Mykolaïv and Kherson.

Demining operations, risk-education sessions and reforestation projects underscore both the persistent scale of the threat posed by mines and other unexploded devices to Ukraine's reconstruction, and the resilience of communities confronting a war legacy deeply imprinted on the land.



|↑|

Chien errant à proximité d'un panneau d'avertissement signalant la présence de mines terrestres dans une zone rurale de la région de Mykolaïv. La faune sauvage et les animaux errants figurent souvent parmi les premières victimes, leurs déplacements pouvant déclencher des engins explosifs. Ces incidents servent fréquemment de signaux d'alerte précoce, entraînant le lancement d'enquêtes non techniques – évaluations préliminaires de collecte d'informations visant à identifier et délimiter les zones dangereuses présumées – avant le début des opérations de déminage technique.

Warning sign marking the presence of landmines in a rural area of the Mykolaïv region, with a stray dog nearby. Wildlife and stray animals are often among the first victims, as their movements can trigger explosive devices. These incidents frequently act as early warning signals, prompting the launch of non-technical survey activities – preliminary information-gathering assessments used to identify and define suspected hazardous areas – before technical clearance begins.

## Évaluation du contrôle du terrain en Ukraine et des principaux axes de manœuvre russes au 7 avril 2022, 15 h 00 (heure de l'Est)

### Assessed Control of Terrain in Ukraine and Main Russian Manoeuvre Axes as of 7 April 2022, 3:00 PM ET



Carte réalisée par George Barros, Kateryna Stepanenko et Thomas Bergeron  
Source : Institute for the Study of War (ISW) et Critical Threats Project de l'American Enterprise Institute for Public Policy Research, 2022

Map by George Barros, Kateryna Stepanenko et Thomas Bergeron  
2022 Institute for the Study of War (ISW) and the American Enterprise Institute's "Critical Threats Project"

\* Les avancées russes évaluées sont des zones où, selon l'ISW, les forces russes ont mené des opérations ou lancé des attaques, mais dont elles n'ont pas pris le contrôle.

\* Assessed Russian advances are areas where ISW considers Russian forces have operated in or launched attacks against but do not control.

**Note (de l'ISW) :** Du fait du retrait désordonné des forces russes autour de Kyiv, il est difficile de cartographier avec précision la situation dans les oblasts de Kyiv, Tchernihiv et Soumy. Il n'y a probablement pas de positions défensives russes organisées dans ces oblasts, mais les forces ukrainiennes y mènent des opérations pour éliminer les « orques perdus », c'est-à-dire les Russes laissés derrière lors du retrait. Nous ne tenterons pas de cartographier ces opérations de nettoyage. Il se peut que les forces ukrainiennes aient déjà repris le contrôle d'une plus grande partie des oblasts de Tchernihiv et Soumy que ce que nous indiquons, mais nous ne disposons pas encore de preuves suffisantes pour ajuster nos estimations des zones avancées au-delà de celles délimitées sur la carte. La situation devrait se clarifier au cours des prochains jours, et nous ajusterons les lignes d'avance et/ou de contrôle en conséquence.

**Note (de Felice Rosa) :** La carte montre les territoires occupés par l'armée russe (en rouge), puis les contre-offensives de l'armée ukrainienne (en bleu clair) au 7 avril 2022. Le reportage photographique a été réalisé dans les zones en bleu : dans le nord de Kyiv, dans l'oblast de Mykolaïv (dans le sud de l'Ukraine), ainsi que dans l'oblast de Kharkiv (dans l'est du pays).

**Note (d'Alternatives Humanitaires) :** L'Institute for the Study of War (ISW) et l'American Enterprise Institute for Public Policy Research sont deux think tanks assez largement considérés comme néoconservateurs, bellicistes et liés au gouvernement américain. Pour une carte interactive évolutive de la situation en Ukraine, fondée sur les informations de l'ISW mais croisées avec celles de l'Institut australien de politique stratégique et du projet War Mapper, voir : « Les cartes de la guerre en Ukraine, depuis le début de l'invasion russe, en février 2022 », *Le Monde*, 10 juin 2025, [https://www.lemonde.fr/international/article/2023/07/28/les-cartes-de-la-guerre-en-ukraine-depuis-l-invasion-russe-de-fevrier-2022\\_6118209\\_3213.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2023/07/28/les-cartes-de-la-guerre-en-ukraine-depuis-l-invasion-russe-de-fevrier-2022_6118209_3213.html) (carte mise à jour chaque semaine).

**Note (by ISW):** The disorderly withdrawal of Russian forces from around Kyiv makes precise mapping of the situation in the Kyiv, Chernihiv and Sumy oblasts difficult. There are likely no organised Russian defensive positions in these oblasts, but Ukrainian forces are conducting operations to clear "lost orcs" – Russians left behind in the withdrawal. We will not attempt to map these clearing operations. Ukrainian forces may have already regained control of more of the Chernihiv and Sumy oblasts than we depict, but we do not yet have sufficient evidence to adjust our assessed areas of advance beyond those shown here. The situation will likely clear up over the next few days, and we will adjust the advance and/or control lines accordingly.

**Note (by Felice Rosa) :** The map shows the territories (in red) occupied by the Russian army, followed by the Ukrainian army's counteroffensives (in light blue) as of 7 April 2022. The photo report was taken in the areas marked in blue: north of Kyiv, south of Ukraine in the Mykolaïv Oblast, and in the Kharkiv Oblast in the east of the country.

**Note (by Humanitarian Alternatives) :** The Institute for the Study of War (ISW) and the American Enterprise Institute are two think tanks widely regarded as neo-conservative, warmongering and linked to the United States government. For an interactive, evolving map of the situation in Ukraine, based on information from the ISW but cross-referenced with data from the Australian Strategic Policy Institute and the War Mapper project, see: « Les cartes de la guerre en Ukraine, depuis le début de l'invasion russe », *Le Monde*, 10 juin 2025, [https://www.lemonde.fr/international/article/2023/07/28/les-cartes-de-la-guerre-en-ukraine-depuis-l-invasion-russe-de-fevrier-2022\\_6118209\\_3213.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2023/07/28/les-cartes-de-la-guerre-en-ukraine-depuis-l-invasion-russe-de-fevrier-2022_6118209_3213.html) (map updated every week - In French only)

|→|

**Aziza (HALO Trust), cheffe de deux équipes de déminage manuel et d'une équipe de déminage mécanique dans la région de Mykolaïv. Originaire de la région de Donetsk, qui est occupée par l'armée russe depuis 2014, elle a commencé à travailler comme démineuse en 2020, dans les zones contrôlées par l'Ukraine où HALO Trust était déjà active avant l'invasion à grande échelle de février 2022.**

**Aziza (the HALO Trust), leader of two manual demining teams and one mechanical demining team in the Mykolaiv region. Originally from the Donetsk region, occupied by the Russian army since 2014, she began working as a deminer in 2020 in the Ukrainian controlled areas where the HALO Trust was active prior to the full-scale invasion in February 2022.**





|<|

Un démineur de HALO Trust lors d'une opération de dépollution manuelle dans la campagne de Mykolaïv, dans le sud de l'Ukraine, le 23 octobre 2025. Lorsque le détecteur de métaux émet un signal, un périmètre de sécurité de 25 centimètres est établi autour du point le plus fort, suivi d'un second périmètre de 25 centimètres qui marque le début de l'excavation.

HALO Trust deminer during a manual clearance operation in the countryside of Mykolaiv, southern Ukraine, on 23 October 2025. When the metal detector emits a signal, a 25-centimetre safety perimeter is established around the strongest point, followed by a second 25-centimetre perimeter marking where excavation begins.



|↑|

**Restes de munitions non explosées découverts lors d'opérations de dépollution menées par l'Association ukrainienne des démineurs (UDA) dans les zones rurales de Mykolaïv. Les démineurs font état d'une grande variété d'engins, principalement de fabrication soviétique. En 2025, ils ont également documenté la découverte d'une mine antipersonnel équipée d'un mécanisme de déclenchement avancé.**

**Remnants of unexploded ordnance discovered during clearance operations carried out by the Ukrainian Deminers Association (UDA) in the rural areas of Mykolaiv. Deminers report a wide range of devices, primarily of Soviet-era manufacture. In 2025, they also documented an anti-personnel mine fitted with an advanced triggering mechanism.**



|↓|

**Maxime, 36 ans, mécanicien chez ATOM, une organisation humanitaire engagée dans des opérations de déminage. Il a perdu un pied en marchant sur une mine antipersonnel lors d'une mission militaire, en 2023. Il est aujourd'hui membre de l'équipe nationale de football pour amputés et participe au championnat national des anciens combattants.**

**Maxime, 36, a mechanic with ATOM, a humanitarian organisation involved in demining operations. He lost a foot in 2023 after triggering an anti-personnel mine during a military mission. He is now a member of the national amputee football team and competes in the national veterans' championship.**





|↑|

Des drones Shahed de fabrication iranienne et un missile Uragan de fabrication russe ont été trouvés dans les champs de Mykhailo. Pour éviter les retards causés par les procédures officielles de dépollution, certains agriculteurs manipulent et déplacent eux-mêmes les restes explosifs afin de continuer à travailler leurs terres, s'exposant ainsi à de graves risques.

Iranian-made Shahed drones and a Russian-made Uragan missile were found in Mykhailo's fields. To avoid delays caused by official clearance procedures, some farmers handle and move explosive remnants themselves in order to continue working their land, exposing themselves to serious risk.



|↓|

Mykhailo, agriculteur et entrepreneur local, au milieu des vestiges d'une installation de stockage de céréales dans la campagne de Mykolaïv, le 26 octobre 2025. En 2022, l'installation a été touchée par une frappe de drone russe, provoquant un incendie qui a détruit l'ensemble de la récolte annuelle de céréales. Il continue d'en subir les conséquences financières.

Mykhailo, a farmer and local entrepreneur, stands inside the remains of a grain storage facility in the Mykolaiv countryside, photographed on 26 October 2025. In 2022, the facility was hit by a Russian drone strike, sparking a fire that destroyed the entire annual grain harvest. He continues to face the financial consequences of the loss.



|←|

Restes d'un missile russe abattu par la défense aérienne ukrainienne en septembre 2025, dans la réserve naturelle de Drevliansky, dans le nord de l'Ukraine. Certaines parties de la réserve demeurent infestées de mines et d'engins explosifs, les efforts de dépollution portant en priorité sur les terres agricoles, conformément à la politique de priorisation adoptée par le ministère ukrainien de l'Économie afin de rendre les terres cultivables à nouveau sûres.

Remains of a Russian missile shot down by Ukrainian air defence in September 2025 in the Drevliansky Nature Reserve, northern Ukraine. Parts of the nature reserve remain contaminated by mines and explosive hazards, as clearance efforts are focused first on agricultural land under a prioritisation policy adopted by Ukraine's Economy Ministry to return farmland to safe use.





|<|

Ivan, 25 ans, garde forestier dans la réserve naturelle de Drevliansky, dans le nord de l'Ukraine. Durant les mois d'occupation russe, les gardes forestiers et leur connaissance approfondie du terrain se sont révélés essentiels pour les opérations militaires ukrainiennes et pour la population locale, aidant les troupes à emprunter des itinéraires cachés et fournissant des informations cruciales sur le paysage.

Ivan, 25, a forest ranger in the Drevliansky Nature Reserve in northern Ukraine. During the months of Russian occupation, the rangers' extensive knowledge of the terrain proved vital to Ukrainian military operations and to the local population, helping troops navigate hidden routes and providing crucial information about the landscape



|↑|

Sergii, agronome au sein de l'ONG HALO Trust, inspecte l'état d'un chêne dans la campagne de Mykolaïv. En plus des opérations de dépollution, l'organisation soutient la restauration des écosystèmes après le déminage, notamment par la plantation de haies forestières destinées à prévenir l'érosion par le vent et à préserver l'humidité des sols, essentielle pour les cultures semées à l'automne. Pour Sergii, la restauration de la nature passe également par une réduction de la présence humaine afin que les écosystèmes puissent se régénérer plus librement.

[Sergii, an agronomist with the NGO the HALO Trust, inspects the condition of an oak tree in the countryside of Mykolaiv. In addition to clearance work, the organisation supports post-demining ecosystem restoration, including planting forest belts to prevent wind erosion and conserve soil humidity critical for autumn-sown crops. For Sergii, restoring nature also means allowing human presence to step back so ecosystems can recover more freely.](#)



|↓|

**Des enfants dans l'un des villages de la communauté rurale de Snuhurivska observent une minute de silence en hommage aux morts et aux blessés ukrainiens, le 24 octobre 2025. Dans cette communauté rurale, la présence de mines terrestres et les risques d'incidents qui en résultent privent les enfants de la possibilité d'explorer librement et en toute sécurité les champs et les forêts environnantes.**

**Children in one of the villages of Snuhurivska rural hromada observe a minute of silence for the dead and wounded of Ukraine on 24 October 2025. In this rural community, the presence of landmines and related incidents has limited children's ability to safely explore surrounding fields and forests.**



|↓|

**Julya, 32 ans, institutrice, enseigne dans la même école depuis dix ans. Elle observe qu'au cours des cinq dernières années, la présence de mines terrestres et le danger constant auquel les enfants sont exposés en dehors de leur domicile – combinés à la guerre et à l'invasion – ont intensifié le processus de repli psychologique apparu pour la première fois durant la pandémie de Covid-19.**

**Julya, 32, a primary school teacher, has taught at the same school for ten years. She notes that over the past five years, the presence of landmines and the constant danger children face outside their homes – combined with the war and invasion – have intensified a process of psychological withdrawal that first emerged during the Covid-19 pandemic.**





|↑|

Un démineur de l'ONG HALO Trust procédant au déminage manuel d'un champ dans la campagne de Mykolaïv, dans le sud de l'Ukraine, le 23 octobre 2025. Dès mars 2022, ce champ a servi de point de contrôle à l'armée russe qui allait tenter, huit mois durant, d'avancer vers la ville de Mykolaïv. Dans la seule région de Mykolaïv, des centaines de milliers d'hectares sont toujours infestés de mines et de restes explosifs de guerre, les estimations faisant état de 280 000 à 290 000 hectares environ de terres contaminées malgré d'importants efforts de dépollution.

A deminer from the NGO the HALO Trust manually clearing a field in the countryside of Mykolaiv, southern Ukraine, on 23 October 2025. Since March 2022, this field had been used as a checkpoint by the Russian army during its eightmonth attempt to advance toward the city of Mykolaiv. In the Mykolaiv region alone, hundreds of thousands of hectares of land remain contaminated with mines and explosive remnants of war, with estimates of around 280,000–290,000 hectares still being mined despite extensive clearance efforts.



|↑|

**Drapeau ukrainien à l'orée d'un champ encore infesté de mines, en commémoration de l'offensive du 7 novembre et du retrait de l'armée russe. Trois ans plus tard, les conséquences de la guerre continuent d'affecter le territoire et l'économie rurale de la région de Mykolaïv, malgré la dépollution de 26 000 hectares de terres et la neutralisation de plus de 70 000 engins explosifs.**



Ukrainian flag commemorating the 7 November offensive and the retreat of the Russian army, placed in front of a field that remains mined. Three years later, the consequences of the war continue to affect the territory and rural economy of the Mykolaiv region, despite the clearance of 26,000 hectares of land and the neutralisation of more than 70,000 explosive devices.

## CULTURE

---

### COMPLÈTEMENT BRAX | TOTALLY BRAX

---

139

### LIVRES | BOOKS

**« À aucun moment de son histoire l'humanitaire institutionnalisé ne s'est construit en opposition au capitalisme »**

140

**"At no time in its history has institutionalised humanitarianism been built in opposition to capitalism"**

*B. Bréqueville*

---

**Concilier les aspirations du passé et les attentes d'aujourd'hui**  
**Reconcile the aspirations of the past with the expectations of today**

154

*D. McLean,  
F. Duroch,  
A. Mavor*

---

**L'humanitaire n'est pas hors du monde – il en est le miroir**  
**Humanitarian action is not detached from the world – it reflects it**

156

*C. Egger*

---





Facing New Imperialisms  
– Independence ! Impartiality ! Neutrality !  
And not getting shot at too much!

Retrouvez Brax sur Facebook et X • Follow Brax on Facebook and X  
[www.facebook.com/DessinsRashBRAX](https://www.facebook.com/DessinsRashBRAX) • @rashbrax



# « À aucun moment de son histoire l'humanitaire institutionnalisé ne s'est construit en opposition au capitalisme »



*Contre-histoire de l'humanitaire*  
Bertrand Br querville  
Editions Critiques, 2025  
(published in French)

Dans son troisième essai, *Contre-histoire de l'humanitaire*, Bertrand Br querville prolonge la réflexion critique amorcée dans *L'Humanitaire sous l'emprise du néolibéralisme* (2021) et *L'Humanitaire à l'épreuve de l'impérialisme* (2024). Et défend une thèse radicale : l'humanitaire institutionnalisé est devenu une idéologie au service du capitalisme. Entretien avec l'auteur, rencontré le 25 novembre dernier à la faveur d'une présentation de son ouvrage à Médecins du Monde – France.

**Boris Martin** – Dans ton dernier livre, si je le résume très succinctement, tu affirmes que « l'humanitaire institutionnalisé » – et tu nous expliqueras ce que cela recouvre – est porteur d'une idéologie de classe au service du système capitaliste, celui-là même que tu estimes être le principal responsable des crises humanitaires. Avant que tu ne développes ta thèse, j'aimerais savoir comment tu situes ce livre par rapport aux deux précédents. En somme, quelle évolution s'exprime au fil de cette « trilogie », et quelle plus-value ce nouveau livre apporte à cette problématique, dont tu creuses clairement le sillon ?

**Bertrand Br querville** – Il y a en effet une suite logique dans ces trois ouvrages, au fil desquels j'ai cherché à analyser l'humanitaire dans son rapport au capitalisme. Dans mon premier livre<sup>1</sup> – que tu m'as fait le plaisir de préfacer –, je l'ai fait sous cet angle

— 1. Bertrand Br querville (préface de Boris Martin), *L'Humanitaire sous l'emprise du néolibéralisme*, Editions Charles Léopold Mayer, 2021, désormais librement téléchargeable : [https://docs.eclm.fr/pdf\\_livre/413LHumanitarismeSousLEmpriseDuNeoliberalisme.pdf](https://docs.eclm.fr/pdf_livre/413LHumanitarismeSousLEmpriseDuNeoliberalisme.pdf)

particulier du capitalisme qu'est le néolibéralisme. Dans mon deuxième livre<sup>2</sup>, j'ai élargi le spectre en abordant la question de l'impérialisme – qui est une constante du système capitaliste. Et puis, avec ce troisième livre, j'ai voulu approfondir encore la question et examiner le lien historique qu'il pourrait y avoir entre l'humanitaire et le capitalisme. Cet « humanitaire institutionnalisé » dont je parle, c'est l'humanitaire visible, celui que les médias nous donnent à voir. C'est un humanitaire qui a ses icônes historiques, de Grotius à Henry Dunant ; qui a aujourd'hui ses figures tutélaires, dont la parole est scrutée – je pense notamment à quelqu'un comme Rony Brauman – ; et qui mobilise aussi tout un imaginaire. C'est un humanitaire qui s'incarne dans un système, dans des organisations – que ce soit le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, les agences de l'Organisation des Nations unies ou, bien évidemment, les organisations non gouvernementales. C'est un humanitaire qui s'appuie sur une force de travail salariée à travers le monde – quand j'ai écrit le livre, il y a environ un an et demi, on parlait de plus de 600 000 travailleurs et travailleuses humanitaires dans le monde, mais il y a fort à parier que les chiffres ont baissé du fait de la crise actuelle. C'est un humanitaire qui mobilise des financements institutionnels pour mettre en œuvre ses programmes. C'est un humanitaire qui revendique un certain nombre de principes, notamment l'humanité, l'impartialité, l'indépendance et la neutralité, et qui, fort de son attachement à ces principes, se donne en quelque sorte un rôle prescripteur, à savoir qu'il s'arroge assez souvent le droit de décider de ce qui, selon lui, relève ou non de l'humanitaire. C'est un humanitaire qui s'est énormément professionnalisé au fil du temps et qui se caractérise aujourd'hui par de hauts niveaux de bureaucratisation, de standardisation et de normativisme. Enfin, c'est un humanitaire qui, à mon sens, a un certain problème avec la démocratie, que ce soit en son sein ou vis-à-vis de l'extérieur. L'une des caractéristiques de cet humanitaire institutionnalisé, c'est en effet d'écarter, de marginaliser et, progressivement, d'invisibiliser d'autres formes d'humanitaire plus informelles, mais aussi peut-être plus engagées politiquement. Alors, tu me diras, pourquoi une « contre-histoire de l'humanitaire » ?

Tout d'abord parce que la question du sens à donner à l'histoire est primordiale. Et sur ce point-là, je suis en phase avec le philosophe Jacques Rancière, qui voit dans l'histoire une dimension collective et considère qu'elle doit nous aider à comprendre le temps long ainsi que les structures économiques et matérielles. Or, ce qu'on constate quand on regarde l'historiographie classique de l'humanitaire, c'est qu'elle tend à voir dans certains événements historiques des ruptures, et à leur donner une valeur explicative qu'ils n'ont pas toujours. Pêle-mêle, on peut penser à la bataille de Solferino de 1859, qui débouchera sur la création du Comité international de la Croix-Rouge en 1863 et sur la toute première Convention de Genève en 1864. On peut penser à la guerre du Biafra, entre 1967 et 1970, qui débouchera sur la création de Médecins Sans Frontières en 1971. On peut penser à la famine en Éthiopie en 1984 et 1985, qui marquera le début de la très grande médiatisation de l'humanitaire, ou encore au génocide des Tutsis au Rwanda en 1994, dont l'une des principales conséquences tangibles pour le secteur sera la poursuite et l'accélération de sa professionnalisation.

Pour tragiques qu'ils soient, ces événements alimentent une mythologie de l'humanitaire plus qu'ils n'aident réellement à comprendre sa fonction historique au gré des évolutions des systèmes de pensée. Il m'a donc semblé intéressant de porter un nouveau regard sur l'histoire de l'humanitaire, en abordant des aspects méconnus ou négligés par l'historiographie officielle. En me lançant dans ces travaux, que j'espère novateurs, je me suis notamment appuyé sur la méthodologie qu'a utilisée le philosophe italien Domenico Losurdo pour écrire sa *Contre-histoire du libéralisme*<sup>3</sup>. Lui-même s'est penché

— 2. Bertrand Bréqueville, *L'Humanitaire à l'épreuve de l'impérialisme*, Éditions Critiques, 2024.

— 3. Domenico Losurdo, *Contre-histoire du libéralisme*, La Découverte, 2014 (pour la traduction française, 1<sup>re</sup> édition en Italie, 2006).

sur les travaux des principaux penseurs libéraux des siècles passés, mais aussi, et peut-être surtout, sur leurs faits et agissements en les replaçant dans le contexte de leur époque. Écrire une « contre-histoire de l'humanitaire », ce n'est pas à mes yeux réécrire *stricto sensu* l'histoire de l'humanitaire, mais plutôt l'énoncer après en avoir précisé l'objet. C'est renoncer à m'inspirer d'une pensée humanitaire abstraite dans ce qu'elle pourrait avoir de beau, de pur, de désirable ou d'idéal, pour regarder l'humanitaire en tant que fait social majeur, en tant que système institué et donc institutionnalisé.

**B. M.** – Mais s'il y a, selon toi, un humanitaire institutionnalisé, qu'est-ce que « l'humanitaire non institutionnalisé » ?

**B. B.** – Je parlerais plus d'un « humanitaire informel ». Je pense par exemple aux expériences de la solidarité internationale antifasciste pendant la guerre civile espagnole. Donc c'est un humanitaire qui résiste à l'institutionnalisation. C'est aussi un humanitaire qui peut être plus engagé politiquement. C'est un humanitaire qui prend position, en quelque sorte. Or l'institutionnalisation est un piège qui guette potentiellement tout fait social d'envergure dès lors qu'il est reconnu par l'opinion publique et, à fortiori, par la puissance publique. L'institutionnalisation de l'humanitaire est le résultat de deux tendances apparemment distinctes. La première, inéluctable, voit se créer une distance entre un humanitaire pur, idéal en quelque sorte, et l'humanitaire tel qu'on peut l'observer dans les faits. La deuxième, c'est l'enrôlement de cet humanitaire-là dans la logique capitaliste. Mais ces deux tendances ne sont pas si distinctes que cela, puisque à aucun moment de son histoire l'humanitaire institutionnalisé ne s'est construit en opposition au capitalisme. Pour éviter tout procès d'intention, je ne dis pas qu'existe un agent conscient du capitalisme derrière chaque travailleur ou chaque travailleuse humanitaire. Je suis même persuadé qu'au sein de la communauté des quelque 600 000 travailleurs et travailleuses humanitaires dans le monde, on compte des anticapitalistes sincères et convaincus. Je ne suis donc pas en train de porter un jugement moral, mais d'établir un constat et de dénoncer une réalité historiquement observée. Certes, on pourra me rétorquer que si cet humanitaire-là ne s'est pas construit en opposition au capitalisme, cela tombe très bien puisqu'il n'a pas vocation à le faire. C'est vrai sur le papier, mais la réalité n'ayant pas, à mes yeux, vocation à matérialiser nos idéaux, on ne saurait juger l'humanitaire réellement existant selon les critères d'un humanitaire pur ou idéal, autrement dit totalement apolitique, neutre et indépendant.

Pourtant, une vision matérialiste de l'histoire de l'humanitaire doit nous inciter à nous pencher sur la manière dont l'humanitaire institutionnalisé s'est comporté vis-à-vis de chacune des formes successives prises par le capitalisme. Et ce qu'on observe, c'est que des personnages clés de l'humanitaire, à des moments clés de son histoire, ont contribué à l'ancrage de l'idée humanitaire dans la matrice intellectuelle du capitalisme. Autrement dit, le fait que l'humanitaire institutionnalisé soit au service du capitalisme, comme je l'affirme, est la conséquence d'une institutionnalisation à laquelle l'humanitaire, pour différentes raisons et à différents moments de son histoire, n'a pas pu, su ou voulu résister.

**B. M.** – Il y a peut-être deux façons de voir la trajectoire historique de l'humanitaire : soit il est une composante du système capitaliste, jusque dans sa dimension néolibérale – c'est a priori ta position –, soit l'humanitaire a une histoire indépendante, à tout le moins parallèle – et ce serait plutôt la mienne. J'aimerais bien que tu précises ton propos, notamment au sujet du mot « enrôlement » que tu as utilisé. Car si l'humanitaire est « enrôlé », c'est qu'il n'est pas un élément constitutif de ce capitalisme ou de ce néolibéralisme.

**B. B.** – C’est peut-être là que nos positions divergent en effet ! Je ne pense pas que l’histoire de l’humanitaire institutionnalisé soit totalement autonome vis-à-vis du capitalisme. Pour préciser mon propos, il me faut remonter à très loin. C’est d’ailleurs ce que j’ai fait dans ce livre puisque, quand j’ai commencé à l’écrire, je me suis demandé à quel moment placer les débuts de cette contre-histoire. Je suis alors parti de notre époque actuelle et, de fil en aiguille, je suis remonté jusqu’en 1625 pour y rencontrer Hugo Grotius, ce juriste hollandais du XVII<sup>e</sup> siècle souvent mis sur un piédestal par certains humanitaires. Certains se rappelleront peut-être que, en France, durant les années 2010, une revue en ligne portait son nom. Grotius est souvent présenté comme l’un des inspireurs du droit international d’une manière générale, et plus particulièrement du droit international humanitaire. C’est en partie vrai, mais je pense que s’en tenir à cela, c’est rater l’essentiel. En 1625, Grotius a écrit un ouvrage absolument colossal, intitulé *De jure belli ac pacis*, soit « Sur les lois de la guerre et de la paix ». En lisant ce livre, on réalise qu’avant d’être un penseur de l’humanitaire ou du droit international humanitaire, Grotius est surtout un penseur de la théorie de la guerre juste. Si tu m’y autorises, j’aimerais dire quelques mots sur cette théorie : d’abord, Grotius ne condamne pas moralement la guerre, considérant qu’elle est malheureusement inévitable ; ensuite, il ne fait pas de distinction entre les individus et les États, si bien que ces derniers peuvent acquérir des droits au même titre que les individus ; enfin, il ne fait pas de distinction entre le droit naturel et le droit positif. En reliant la guerre à l’état de nature, il relie le droit de la guerre au droit naturel et élabore sa théorie de la guerre juste qu’il est selon lui légitime de mener dans certains cas : pour la défense des personnes et des biens, pour le recouvrement de créances, et en représailles à des violations contre « le droit des gens », c’est-à-dire l’ancêtre des droits humains. Pour être valable, la guerre juste doit être déclarée par une autorité souveraine, en l’occurrence les États.

Là où cela devient contestable, c’est que Grotius considère d’une part que la guerre juste peut être menée à des fins préventives pour la défense des biens ou des personnes, et d’autre part qu’elle peut être déclenchée même si les menaces émergent dans d’autres pays, ce qui fait aussi de lui l’un des premiers penseurs du droit d’ingérence. Certes, il est également l’un des premiers à établir une distinction entre combattants et non-combattants, et à préconiser des limitations de la guerre aux strictes nécessités militaires, ce qu’il appelle les « *temperamenta belli* », une forme de tempérance dans la guerre qui préfigure d’une certaine manière ce qu’on appellera beaucoup plus tard le *jus in bello*, le droit international humanitaire. Mais ces *temperamenta belli* ne valent que pour la guerre juste, si bien que, selon moi, Grotius établit une relation quasi gémellaire entre l’humanitaire et la guerre, relation qui est aujourd’hui largement impensée. Et ce concept de guerre juste a traversé les âges, puisqu’on a eu les « interventions d’humanité » au XIX<sup>e</sup> siècle, le droit d’ingérence humanitaire au XX<sup>e</sup> siècle – même si le lien avec la théorie de Grotius est peut-être un peu plus discutable –, puis, durant les années 2010, la responsabilité de protéger, que la plupart des ONG humanitaires ont défendu mordicus.

| **B. M.** – Rassure-moi, Grotius ne parlait pas encore d’humanitaire ?

**B. B.** – Non, en effet, le terme n’existait pas à l’époque. Il faudra attendre Lamartine pour le voir apparaître. Mais tu soulèves un point intéressant, car écrire l’histoire – ou une contre-histoire – de l’humanitaire implique de situer le début de cette histoire. Si on a une vision à courte vue, on peut le situer quelques décennies en arrière, notamment au moment de la création du sans-frontiérisme<sup>4</sup>. Mais il est aussi possible de voir dans le fait humanitaire ce qu’on appelle un fait historique proleptique, c’est-à-dire qui existe avant même que le terme pour le désigner ait été forgé. Je pense aux travaux

— 4. Et si on veut le raccrocher à l’invention du mot « humanitaire » par Lamartine, il faut alors remonter presque deux siècles plus tôt, en 1835 [NDLR].

de l'historienne Silvia Salvatici qui, en évoquant le tremblement de terre survenu à Lisbonne en 1755, situe l'un des points de départ de l'humanitaire moderne puisqu'elle considère que, dans les réponses alors apportées par certains pays (comme l'Angleterre) ou dans la manière dont le royaume du Portugal lui-même avait organisé les secours, on retrouve déjà certains des éléments des opérations humanitaires d'aujourd'hui.

**B. M.** – Lisbonne, c'est l'illustration par une catastrophe dite naturelle. Je trouverais intéressant que tu évoques la bataille de Solférino pour revenir au lien avec le capitalisme. Cet épisode quasi mythologique de l'humanitaire voit apparaître un homme, Henry Dunant, qui suit Napoléon III en Italie pour affaires en vue d'obtenir des terres en Algérie, et qui découvre l'horreur du champ de bataille...

**B. B.** – Avant d'arriver à Solférino, peut-être faut-il remonter quelques années auparavant, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, alors que l'Europe connaît une période de grande agitation politique et sociale. Et la Suisse ne fait pas exception. En 1846 y éclate ce qu'on a appelé à l'époque la « révolution radicale », qui aura pour conséquence de mettre de côté, au moins temporairement, l'élite bourgeoise et protestante de Genève dont sont issues les familles Dunant et Moynier qui, quelques années plus tard, vont créer le CICR. Au moment de la révolution radicale, Henry Dunant et Gustave Moynier ont respectivement 18 et 20 ans. Ils vivent cette révolution comme un véritable affront à leur classe sociale, comme un déclassement, aussi, qui va nourrir chez eux des envies de revanche. L'élite bourgeoise genevoise déchue se réoriente alors vers les affaires, le négoce, la banque ou l'éducation. Comme tu l'as rappelé, Henry Dunant choisit le domaine de la banque et des affaires. Et effectivement, c'est presque par hasard qu'il se retrouve témoin en 1859 des atrocités de la bataille de Solférino, puisque, comme tu l'as dit, il voulait avant tout rencontrer Napoléon III pour arranger ses petites affaires en Algérie, alors colonie française.

**B. M.** – Est-ce suffisant pour établir un lien entre humanitaire et capitalisme ?

**B. B.** – Non, en effet, le raccourci serait trop rapide. Ceci étant, à son retour de Solférino, Henry Dunant élabore avec Gustave Moynier un plan d'action qui aboutira à la création du CICR en 1863 ; mais avant ils doivent bien sûr chercher des financements pour leur projet. Et dans la manière qu'a Dunant de le vendre, on peut déceler une vision assez utilitariste puisque, selon lui, la création de comités ou de sociétés de secours – qui viendraient directement en aide aux soldats blessés sur le champ de bataille – permettrait d'arrêter de verser des pensions d'invalidité *ad vitam aeternam* et donc de faire des économies. Je t'accorde que cela peut paraître encore un peu léger pour établir le lien avec le capitalisme. Alors pensons à la création même du CICR et à la signature de la première Convention de Genève, qui, selon moi, dénotent un lien avec le colonialisme. En cette fin de XIX<sup>e</sup> siècle, on est en effet en pleine expansion coloniale, et la première Convention de Genève va recevoir un accueil extrêmement favorable de la plupart des pays d'Europe, qui voient un intérêt à ce que les guerres se déroulant sur le sol européen apparaissent « plus humaines » que celles qui se dérouleraient dans d'autres lieux de la planète : puisque la supposée supériorité morale de l'Europe est mise en avant dans l'« aventure » coloniale, le fait que les guerres européennes apparaissent comme « humanisées » devient un argument en faveur de la colonisation. L'atrocité qui résume le mieux cela, c'est Irène Hermann, historienne du CICR, que je cite : « Curieusement, ce qui fera décisivement pencher la balance en faveur de la Convention de Genève est la délimitation géographique des guerres nationalistes. Par définition ou presque, ces conflits se produisent essentiellement entre pays, voire provinces se considérant comme civilisées. En d'autres termes, ils se déroulent surtout sur le sol européen. Or, si cette circonstance participe du climat d'inquiétude générale, elle implique aussi qu'une partie du globe, vue comme barbare ou archaïque, est susceptible d'assister aux dissensions entre États dits avancés. Et c'est sans doute ce double élément qui explique

l'abnégation des gouvernements, subitement disposés à renier leurs prérogatives et leur souveraineté pour adhérer à des principes humanitaires. Ainsi, si leur acceptation est paradoxalement liée à l'affirmation des nationalismes, elle est plus étrangement encore encouragée par le colonialisme »<sup>5</sup>.

**B. M.** – Alors, précisément, continuons un peu de reparcourir cette « géographie historique » de l'humanitaire et les moments iconiques que tu as cités, en dehors de Solférino. Il y a eu ensuite le Biafra, l'Éthiopie, le Rwanda, disais-tu. Et puisque tu as cité Rony Brauman, on peut dire qu'il a « cassé » la mythologie du Biafra et de la fondation de Médecins Sans Frontières. De même, au moment de la famine en Éthiopie, il n'était pas encore auteur, mais président de MSF, et il a dénoncé fermement l'exploitation de la crise par le gouvernement éthiopien de l'époque. Sur ces conflits contemporains quoique anciens, comment est-ce que tu situes un auteur comme Rony Brauman ?

**B. B.** – Ta question n'est pas simple. Certes, Brauman est revenu sur ce mythe, même si celui-ci demeure quand même assez tenace aujourd'hui. Et malgré ce que Brauman peut en dire, je pense que MSF continue de surfer sur ce mythe. Ce qui est intéressant dans la création du sans-frontiérisme, c'est qu'on a là un mouvement qui a voulu se présenter en rupture avec l'humanitaire dunantiste... tout en reprenant les principes humanitaires de la Croix-Rouge – ceux-ci ont été formalisés en 1965, six ans avant la création de MSF. Donc, pour moi, le sans-frontiérisme est davantage un renouvellement de la pensée dunantiste qu'une tentative de dépassement. S'agissant de l'Éthiopie, même si tu me fais un peu passer du coq-à-l'âne, il faut rappeler qu'à l'époque, MSF accuse le régime du Derg, donc le pouvoir éthiopien, d'organiser cette famine, et surtout des déportations massives de population du Nord – là où sévissait la famine – vers les fermes collectives du Sud. Et c'est vrai que MSF se retrouve presque seule à dénoncer tout cela – elle sera d'ailleurs expulsée. Reste que, et je l'explique dans le livre, même si ce mouvement de déportations de population est un fait historique absolument indéniable, il y avait aussi, dans la démarche de MSF, un bon fond d'anticommunisme, le régime du Derg se réclamant du socialisme. D'ailleurs, au même moment, le Soudan voisin aussi était touché par une famine sévère et une guerre civile avec des déplacements de population, mais, pour le coup, on n'a pas entendu MSF. Il faut dire que ceux qui détenaient le pouvoir à Khartoum n'étaient pas communistes...

**B. M.** – Alors arrêtons-nous un peu sur cet « humanitaire anticommuniste », puisque les « French Doctors » se sont encore plus illustrés et fait connaître en Afghanistan, qu'il s'agisse de Solidarités International, de Médecins du Monde ou de MSF, encore. Est-ce que le fait que des structures interviennent dans des conflits où, derrière, il y a un agent communiste ou l'Union soviétique suffit à en faire des alliés du système libéral, voire du système néolibéral et impérialiste ?

**B. B.** – Pour répondre à ta question, il me faut remonter plus loin que les exemples que tu mentionnes, puisque ce que j'appelle « l'humanitaire anticommuniste » commence, selon moi, dès la révolution russe de 1917. À l'époque, il existe une structure, l'American Relief Association, qui a été créée de toutes pièces par les États-Unis pendant la Première Guerre mondiale, avec à sa tête un certain Herbert Hoover, un républicain ayant fait fortune qui deviendra plus tard le 31<sup>e</sup> président des États-Unis. Après la guerre, il organise des distributions alimentaires massives dans la jeune URSS tout en assumant et revendiquant son anticommunisme. Son objectif est d'instrumentaliser ces distributions alimentaires pour montrer l'impéritie supposée du gouvernement

— 5. Irène Herrmann, *L'Humanitaire en questions. Réflexions autour de l'histoire du Comité international de la Croix-Rouge*, Les Éditions du Cerf, 2018, p. 38-39.

bolchevique, mais sans se le mettre à dos pour ne pas se faire exclure. On assiste à une deuxième vague d'« humanitaire anticommuniste » dès le lendemain de la Seconde Guerre mondiale, avec trois ONG étasuniennes – CARE, Catholic Relief Services et World Vision International – qui seront utilisées par Washington pour servir ses intérêts géopolitiques pendant la guerre froide. Durant la guerre du Vietnam, par exemple, Catholic Relief Services fait le choix de n'intervenir qu'auprès des populations dont sont issues les milices supplétives de l'armée sud-vietnamienne de Saïgon. Il y avait donc un parti pris absolument assumé, preuve qu'on était assez loin de l'humanitaire neutre et apolitique revendiqué par certains et certaines.

**B. M.** – On pourrait faire le lien avec l'USAID, cette agence créée par Kennedy en 1961 pour contrer le communisme et qui est au centre de l'actualité humanitaire ces temps-ci... À la lumière de cette crise très actuelle et de ton travail d'analyse basé sur l'histoire de cet humanitaire institutionnalisé, quelles perspectives vois-tu pour le système humanitaire ?

**B. B.** – À vrai dire, je suis assez pessimiste. Dans mon livre, j'en arrive à la conclusion que cet humanitaire institutionnalisé a toujours suivi les évolutions du capitalisme, et qu'une fois que ce processus d'institutionnalisation est aussi avancé, comme c'est le cas aujourd'hui, il est extrêmement compliqué d'en sortir ou de faire machine arrière. Au mieux, les ONG qui en ont la capacité parviendront à freiner ce processus d'institutionnalisation, mais cela passera par des choix économiques et opérationnels assez drastiques. Depuis quelques années, certains auteurs considèrent qu'on serait peut-être en train de sortir du néolibéralisme pour entrer dans une nouvelle phase du capitalisme. Arnaud Orain parle du « capitalisme de la finitude », et Claude Vaillancourt d'un « après-néolibéralisme » sans pour autant lui donner un nom. Pour ma part, s'il advient ce qu'on pourrait appeler un « post-néolibéralisme », je crains que le système humanitaire suive le mouvement, et qu'après avoir eu un humanitaire colonialiste, puis un humanitaire anticommuniste, puis un humanitaire néolibéral, on assiste à la naissance d'un humanitaire post-néolibéral. Voici deux exemples très concrets pour illustrer mon propos. Dès le lendemain de la deuxième élection de Trump, et sans qu'on sache si elles ont été dans l'autocensure ou si elles ont anticipé les demandes de la future administration, des ONG étasuniennes comme Mercy Corps ou Relief International retireraient de leur site internet toute référence au changement climatique et aux questions de genre. Un autre élément assez inquiétant est ce qui se passe à Gaza : le 6 août 2025, une réunion organisée autour de la Gaza Humanitarian Foundation par les autorités israéliennes et le gouvernement étasunien – réunion qui aurait dû rester secrète, mais dont l'existence a été révélée par le journal en ligne *The New Humanitarian*<sup>6</sup> – rassemblait plusieurs ONG étasuniennes, dont InterAction, qui assure la coordination des ONG américaines. J'ignore quelles ont pu être les motivations des unes et des autres à participer, tout comme la teneur des échanges, mais cela m'a rappelé un vieux proverbe : « Quand on dîne avec le diable, il vaut mieux avoir une longue cuillère. » Or je ne suis pas certain que toutes les ONG humanitaires aient ce luxe dans la période qui est en train de s'ouvrir. Et considérant leur niveau de dépendance financière, je crains que beaucoup d'entre elles n'aient malheureusement d'autre choix que de suivre le mouvement.

*Propos recueillis par Boris Martin  
Rédacteur en chef*

— 6. Eric Reidy and Will Worley, "Outcry as aid sector risks normalising the Gaza Humanitarian Foundation", *The New Humanitarian*, 20 August 2025, <https://www.thenewhumanitarian.org/news/2025/08/20/outcry-aid-sector-risks-normalising-gaza-humanitarian-foundation-ghf-palestine>

# "At no time in its history has institutionalised humanitarianism been built in opposition to capitalism"



In his third essay, *Contre-histoire de l'humanitaire*, Bertrand Bréqueville continues the critical reflection begun in *L'Humanitaire sous l'emprise du néolibéralisme* (2021) and *L'Humanitaire à l'épreuve de l'impérialisme* (2024 [all published in French]). Interviewed on 25 November at a presentation of his book at Médecins du Monde – France, he defends a radical thesis: institutionalised humanitarianism has become an ideology used to promote capitalism.

**Boris Martin** - In your latest book, to sum it up very briefly, you state that "institutionalised humanitarianism" – perhaps you could explain to us what this means – brings with it a class ideology that promotes the capitalist system, the very system you believe to be the main cause of humanitarian crises. But before you talk about your thesis, I'd like to know how you see this book compared to the previous two. In short, how has this "trilogy" evolved, and what added value does this new book bring to the issues you're exploring?

**Bertrand Bréqueville** - There is a logical sequence to these three books, whereby I have tried to analyse humanitarianism through its relationship with capitalism. In my first book<sup>1</sup> – which you kindly prefaced – this was from a particular angle of capitalism: neo-liberalism. In my second book,<sup>2</sup> I widened the spectrum by tackling the question of imperialism – which is a constant in the capitalist system. And then, with this third book, I wanted to delve even deeper into the question and examine the possible historical link between humanitarianism and capitalism. This "institutionalised humanitarianism" I'm talking about is the visible humanitarianism we see in the media. Humanitarianism has its historical icons, from Grotius to Henry Dunant. Today, it has its tutelary figures, whose words are scrutinised. I'm thinking in particular of someone like Rony Brauman – this humanitarianism mobilises a whole realm of imagination. It is embodied in a system, in organisations – the International Red Cross and Red Crescent Movement, United Nations (UN) agencies and, of course, non-governmental organisations (NGOs). When I wrote the book, about a year and a half ago, there were over 600,000 humanitarian workers in the world, but it's a safe bet that the figures have dropped as a result of the current crisis. This humanitarian sector mobilises institutional funding to implement its programmes. It holds a number of principles, including humanity, impartiality, independence and neutrality. And, strengthened by its attachment to these principles, it gives itself a kind of decision-maker role in that it often assumes the right to decide what, in its opinion, is humanitarian and what is not. This humanitarian sector has become highly professionalised over time and is now characterised by high levels of bureaucratisation, standardisation and the making and following of rules and regulations. And finally, it has, in my opinion,

— 1. Bertrand Bréqueville (preface by Boris Martin), *L'Humanitaire sous l'emprise du néolibéralisme*, Éditions Charles Léopold Mayer, 2021, now free to download: [https://docs.eclm.fr/pdf\\_livre/413LHumanitarismeSousLEmpriseDuNeoliberalisme.pdf](https://docs.eclm.fr/pdf_livre/413LHumanitarismeSousLEmpriseDuNeoliberalisme.pdf)

— 2. Bertrand Bréqueville, *L'Humanitaire à l'épreuve de l'impérialisme*, Éditions Critiques, 2024.

a certain problem with democracy, both within itself and outside. Another characteristic of institutionalised humanitarianism is that it side-lines, marginalises and gradually renders invisible other, more informal forms of humanitarianism, which may also be more politically committed. So, you might ask, why a “counter-history of humanitarianism”?

Firstly, because the question of meaning given to history is crucial. On this point, I agree with the philosopher Jacques Rancière, who sees history as having a collective dimension and believes that it should help us understand the long term as well as economic and material structures. However, when we look at the traditional historiography of humanitarianism, we see that it tends to see certain historical events as breakthroughs and to give them an explanatory value they do not always have. For example, there is the Battle of Solferino in 1859, which led to the creation of the International Committee of the Red Cross in 1863 and the very first Geneva Convention in 1864. Another example is the war in Biafra between 1967 and 1970, which led to the creation of Médecins Sans Frontières (MSF) in 1971. Other examples include the famine in Ethiopia in 1984-85, which marked the beginning of widespread media coverage of the humanitarian sector, and the genocide of the Tutsis in Rwanda in 1994, one of the main tangible consequences of which was the continued and accelerated professionalisation of the sector.

Tragic as they were, of course, these events feed more into a mythology of humanitarianism than they do into a real understanding of its historical function as ways of thinking evolved. I thought it'd be interesting to take a fresh look at the history of the humanitarian sector by examining aspects that are little known or neglected by official historiography. In embarking on what I hope will be an innovative work, I have drawn in particular on the methodology used by the Italian philosopher Domenico Losurdo in 2013, when he wrote his “Liberalism: A Counter-History”.<sup>3</sup> He himself studied the works of the main liberal thinkers of the past centuries, but also, and perhaps above all, their deeds and actions, placing them in the context of their times. In my view, to write a “counter-history of humanitarianism” is not to rewrite the history of humanitarianism in the strict sense of the term, but rather to explain it after clarifying its purpose. It means giving up idea of abstract humanitarianism as something beautiful, pure, desirable or ideal, and instead looking at humanitarianism as a major social phenomenon, as an instituted and therefore institutionalised system.

**B. M.** - But if, in your opinion, there is such a thing as institutionalised humanitarianism, what is “non-institutionalised humanitarianism”?

**B. B.** – I'd prefer to call it “informal humanitarianism”. One example is the experience of international anti-fascist solidarity during the Spanish Civil War. It is a humanitarianism that resists institutionalisation. It is also a humanitarianism which can be more politically engaged. It's a kind of humanitarianism that takes a stance. However, institutionalisation is a trap that potentially threatens any large-scale social phenomenon as soon as it comes to the attention of public opinion and even more so to the attention of public authorities. The institutionalisation of humanitarianism is the result of two seemingly distinct trends. The first, inevitable trend is the creation of a gap between pure, ideal humanitarianism and humanitarianism as seen in practice. The second trend is of this humanitarianism becoming enmeshed in capitalist logic. But these two trends are not as distinct as it seems, because at no time in its history has institutionalised humanitarianism been built in opposition to capitalism. To avoid words being put in my mouth, I'm not saying there's a conscious capitalist hiding behind every humanitarian worker. I'm even convinced that within the community of 600,000 humanitarian

— 3. Domenico Losurdo, *Liberalism: A Counter-History*, Verso, 2014 (for the English translation, first edition in Italy in 2006).

workers around the world, there are sincere and committed anti-capitalists. I'm not making a moral judgement, just stating a fact and denouncing a historically observed reality. Of course, I could be told that if this kind of humanitarianism has not been built in opposition to capitalism, that's just as well, because it has no vocation to be so. This is true on paper, but in my opinion, reality is not designed to embody our ideals, so we cannot judge the humanitarian sector that actually exists according to the criteria of a pure or ideal humanitarian sector, in other words one that is totally apolitical, neutral and independent.

However, a materialist view of the history of humanitarianism should encourage us to look at how institutionalised humanitarianism has behaved in relation to each of the successive forms of capitalism. And what we've seen is that key figures in humanitarianism, at key moments in its history, have helped to anchor the humanitarian idea within the intellectual matrix of capitalism. In other words, the fact that institutionalised humanitarianism promotes capitalism, as I assert, is the consequence of an institutionalisation which humanitarianism, for different reasons and at different times in its history, has been unable or unwilling to resist.

**B. M.** - There are perhaps two ways of looking at the historical trajectory of humanitarianism: either it is a component of the capitalist system, including in its neoliberal dimension – which it would seem is your position – or humanitarianism has an independent history, at least a parallel one – which would be more my position. I'd like you to clarify your thoughts, particularly with regard to the word "enlistment" that you used. Indeed, if humanitarianism is "enlisted", it is because it is not an integral part of capitalism or neoliberalism.

**B. B.** - Indeed, that's perhaps where our positions differ! I don't think the history of institutionalised humanitarianism is completely independent of capitalism. To be more precise, I have to start from a very long way back. That's what I did in this book, because when I started writing it, I asked myself where exactly I should place the beginning of this counter-history. So I started from the present day and, little by little, I went back to 1625 to meet Hugo Grotius, the seventeenth-century Dutch jurist who is often put on a pedestal by certain humanitarians. Some of you may remember that, in France in the 2010s, an online magazine bore his name. Grotius is often presented as one of the people who inspired international law, and international humanitarian law in particular. That is partly true, but I think that to stop there is to miss the point. In 1625, Grotius wrote an absolutely colossal work entitled *De jure belli ac pacis*, or "On the Law of War and Peace". Reading this book, we realise that before being a thinker about humanitarianism or international humanitarian law, Grotius was, above all, a thinker about the just war theory. So allow me to say a few words about the just war theory. Firstly, he does not morally condemn war, considering that it is unfortunately something inevitable. Secondly, he makes no distinction between individuals and states, so the latter can acquire rights in the same way as individuals. And finally, he makes no distinction between natural law and positive law. By linking war to the state of nature, he linked the law of war to natural law and developed his theory of a just war, which he considered should be waged in certain cases: in defence of persons and property, to recover debts, and in retaliation for violations of "the law of nations" – the ancestor of human rights. To be valid, a just war must be declared by a sovereign authority, in this case states.

Where this becomes questionable is that Grotius considers that a just war can be waged for preventive purposes in defence of property or persons, and that it can be waged even if threats emerge in other countries, which makes Grotius one of the first to conceive of the right to intervene. Of course, he was also one of the first to draw a distinction between combatants and non-combatants and to advocate limiting war to strict

military necessities, what he called *temperamenta belli*, a form of temperance in war that prefigured, in a way, what would much later be called *jus in bello*, in other words, international humanitarian law. But these *temperamenta belli* only apply to a just war, so I believe Grotius establishes an almost twin relationship between humanitarianism and war, a relationship that is largely unthought-of today. And this concept of a just war has lasted through the ages, with "humanity interventions" in the nineteenth century, the right of humanitarian intervention in the twentieth century – even if the link with Grotius's theory is perhaps a little more debatable – and then the responsibility to protect, which most humanitarian NGOs staunchly defended in the 2010s.

| **B. M.** - Reassure me: Grotius wasn't already talking about humanitarianism back then?

**B. B.** - No, no, the term didn't exist at the time. It wasn't until Lamartine came along that the word appeared. But you raise an interesting point, because writing the history – or a counter-history – of humanitarianism means deciding on where the beginning of this history is. If we take a short-term view, we can situate it a few decades ago, in particular at the time of the creation of the "without borders" movements.<sup>4</sup> But it is also possible to see humanitarianism as an anticipatory historical phenomenon, i.e. one that existed even before the term was used to describe it. I'm thinking of the work of the historian Silvia Salvatici, who, in referring to the Lisbon earthquake in 1755, identifies one of the starting points of modern humanitarianism, since she considers that in the responses of certain countries (such as England) or in the way the Kingdom of Portugal itself organised relief, we can already find some elements of the humanitarian operations we see today.

**B. M.** - Lisbon is an example of a so-called natural disaster. I think it'd be interesting if you mentioned the Battle of Solferino to get back to the link with capitalism. This quasi-mythological episode of humanitarianism saw the emergence of one man, Henry Dunant, a businessman who followed Napoleon III to Italy to obtain land in Algeria, only to discover the horror of the battlefield.

**B. B.** - Before we get to Solferino, perhaps we need to go back a few years, to the middle of the nineteenth century, when Europe was experiencing a period of great political and social unrest. And Switzerland was no exception. It was there, in 1846, that a revolution, known then as the "radical revolution", broke out, sidelining, at least temporarily, Geneva's bourgeois and Protestant elite, from which the Dunant and Moynier families came and who, a few years later, founded the ICRC. At the time of the radical revolution, Henry Dunant and Gustave Moynier were 18 and 20 years old respectively. They experienced this revolution as a real affront to their social class, as a downgrading that would fuel their desire for revenge. Geneva's fallen bourgeois elite turned to business, trading, banking and education. As you pointed out, Henry Dunant chose banking and business. And indeed, it was almost by chance, in 1859, that he discovered the atrocities on the battlefield of Solferino, since, as you said, he wanted, above all, to meet Napoleon III to do some deals in Algeria, then a French colony.

| **B. M.** - Is that enough to establish a link between humanitarianism and capitalism?

**B. B.** - No, that'd be too easy. That said, on his return from Solferino, Henry Dunant and Gustave Moynier drew up an action plan that would lead to the creation of the ICRC in 1863, but first they had to find funding for their project. And in the way Dunant sold their project, we can detect a rather utilitarian vision, since, according to him, the

---

— 4. And if we want to place it in the context of the emergence of the word humanitarian, we can go back almost two centuries to when Lamartine invented the term in 1835 [Editor's note].

creation of relief committees or societies – which would come directly to the aid of wounded soldiers on the battlefield – would make it possible to save money by ceasing to pay invalidity pensions *ad vitam aeternam*. Granted, it still might not seem enough to establish a link with capitalism. So let's think about the very creation of the ICRC and the signing of the first Geneva Convention, which I believe show a link with colonialism. At the end of the nineteenth century, colonial expansion was in full swing and the first Geneva Convention was extremely well received by most European countries, which saw an advantage in wars on European soil appearing more "humanised" than those fought elsewhere in the world. As Europe's supposed moral superiority was put forward in the colonial "adventure", the fact that European wars appeared humanised became an argument in favour of colonisation. The author who sums it up best is Irène Herrmann, a historian of the ICRC, whom I quote: "Curiously, the decisive factor in favour of the Geneva Convention was the geographical delimitation of nationalist wars. By definition, or almost, these conflicts occurred mainly between countries or even provinces that considered themselves to be civilised. In other words, they mainly took place on European soil. While this circumstance related to the general climate of anxiety, it also implied that a part of the globe, seen as barbaric or archaic, was likely to witness dissensions between so-called advanced states. And it was undoubtedly this dual element that explains the abnegation of governments, suddenly willing to renounce their prerogatives and sovereignty in order to adhere to humanitarian principles. So, while their acceptance was paradoxically linked to the affirmation of nationalism, it was even more strangely encouraged by colonialism."<sup>5</sup>

**B. M.** - So, to be precise, let's go back over the "historical geography" of humanitarianism and the iconic moments you mentioned, apart from Solferino. Later, there was Biafra, Ethiopia and Rwanda, you said. And as you were quoting Rony Brauman, you could say he "broke" the mythology of Biafra and the founding of Médecins Sans Frontières. As for Ethiopia, he wasn't yet an author, but he was President of MSF then and he strongly denounced the exploitation of the crisis by the Ethiopian government at the time. How do you situate an author like Rony Brauman in these contemporary, albeit old, conflicts?

**B. B.** - Your question isn't simple. Admittedly, Brauman has dispelled this myth, even though it remains quite tenacious today. And despite what Brauman has to say, I think MSF continues to ride this myth. What's interesting about the creation of the "without borders" concept is that here was a movement that wanted to break away from Dunantist humanitarianism, while taking up the humanitarian principles of the Red Cross – these were formalised six years before the creation of MSF, in 1965. So, for me, the "without borders" concept is more a renewal of Dunantist thinking than an attempt to go beyond it. As far as Ethiopia is concerned, even though you're making me jump around a bit, it's important to remember that at the time MSF accused the Derg regime, i.e. the Ethiopian regime, of organising this famine, but above all of mass deportations of people from the north – where the famine was rife – to collective farms in the south. And it's true that MSF was almost alone in denouncing all this and was expelled. The fact remains, and I explain this in the book, that MSF's approach also had a strong anti-communist background, since the Derg regime claimed to be socialist, even though the resettlement of the population is an absolutely undeniable historical fact. At the same time, neighbouring Sudan was also affected by severe famine and civil war, resulting in the displacement of populations, but we didn't hear from MSF. I'm just saying that those in power in Khartoum weren't communists ...

— 5. Irène Herrmann, *L'Humanitaire en questions. Réflexions autour de l'histoire du Comité international de la Croix-Rouge*, Les Éditions du Cerf, 2018, p. 38-39 (in French only, quote translated by the author).

**B. M.** - So let's dig deeper into this "anti-communist humanitarianism", since the "French Doctors" have made a name for themselves in Afghanistan, whether it be through Solidarités International, Médecins du Monde or MSF. Is the fact that structures which, in some way, intervene in conflicts where there's a communist agent or the Soviet Union behind them enough to make them allies of the liberal system, not to mention the neoliberal and imperialist system?

**B. B.** - To answer your question, I have to go back further than the examples you mention, because what I call "anti-communist humanitarianism" began, in my opinion, as early as the Russian revolution of 1917. At the time, there was a structure called the American Relief Association, created by the United States (US) during the First World War, headed by a certain Herbert Hoover, a Republican who had made his fortune and would later become the 31<sup>st</sup> US President. After the war, he organised massive food handouts in the fledgling USSR, while asserting his anti-communist stance. His aim was to use these food handouts to show the supposed flaws in the Bolshevik government, without alienating it, so as not to be excluded. A second wave of "anti-communist humanitarianism" began in the aftermath of the Second World War, with three American NGOs - CARE, Catholic Relief Services and World Vision International – which were used by Washington to serve its geopolitical interests during the Cold War. During the Vietnam War, for example, Catholic Relief Services chose to intervene only to help the populations from which the auxiliary militias of the South Vietnamese army in Saigon were drawn. So there was a definite bias, and it was a far cry from the neutral, apolitical humanitarianism claimed by some.

**B. M.** - We could make a connection with the US Agency for International Development (USAID), the agency created by Kennedy in 1961 to counter communism and which is at the centre of humanitarian news at the moment... In the light of this very current crisis and your analysis based on the history of this institutionalised humanitarianism, what prospects do you see for the humanitarian system?

**B. B.** - To be honest, I'm rather pessimistic. In my book, I come to the conclusion that this institutionalised humanitarianism has always followed the evolution of capitalism and that once this process of institutionalisation is as advanced as it is today, it's extremely complicated to get out of it or to turn back. At best, the NGOs that have the capacity to do so should put the brakes on this process of institutionalisation, but this will require fairly drastic economic and operational choices. In recent years, some authors have suggested that we may be emerging from neoliberalism into a new phase of capitalism. Arnaud Orain speaks of the "capitalism of finitude" and Claude Vaillancourt of "post-neoliberalism" without actually giving it a name. For my part, if what we might call a "post-neoliberal" humanitarian system emerges, I fear that – just as there was a colonialist humanitarian system, then an anti-communist humanitarian system, then a neoliberal humanitarian system – the humanitarian system will follow suit and we'll see the birth of a post-neoliberal humanitarian system. I have two very concrete cases to illustrate my point. The day after Trump was elected for the second time, US NGOs such as Mercy Corps and Relief International removed all references to climate change and gender issues from their websites – it was unclear whether they were censoring themselves or anticipating demands of the future administration. Something else worrying happened in Gaza. On 6 August 2025, a meeting organised on the subject of the Gaza Humanitarian Foundation by the Israeli authorities and the US government – a meeting that should have remained secret, but whose existence was revealed by the online newspaper *The New Humanitarian*<sup>6</sup> – brought together several US NGOs, including InterAction, the umbrella

— 6. Eric Reidy and Will Worley, "Outcry as aid sector risks normalising the Gaza Humanitarian Foundation", *The New Humanitarian*, 20 August 2025, <https://www.thenewhumanitarian.org/news/2025/08/20/outcry-aid-sector-risks-normalising-gaza-humanitarian-foundation-ghf-palestine>

organisation for US NGOs. Whatever their motivations for taking part, and whatever the content of the discussions, I'm afraid that, as the old saying goes, "he who sups with the devil should have a long spoon." I'm not sure all humanitarian NGOs have this luxury in the current period now dawning. And given their level of financial dependence, I fear many of them will unfortunately have no choice but to follow.

*Interview by Boris Martin  
Editor-in-Chief*



# Concilier les aspirations du passé et les attentes d'aujourd'hui



*Médecins Sans Frontières entre mythes et prétention(s).  
Autoportrait critique d'un acteur humanitaire*  
Duncan McLean, Françoise Duroch et Amy Mavor (dir.)  
Antipodes, 2026



Boris Martin, rédacteur en chef, a rencontré Duncan McLean pour parler de ce livre :  
retrouvez la vidéo de cet entretien  
<https://www.alternatives-humanitaires.org/fr/category/entretiens/>

## Le mot de l'éditeur



Fondée pour fournir des soins de santé aux populations les plus vulnérables dans les pays en crise, Médecins Sans Frontières (MSF) est passée de quelques dizaines de volontaires en 1971 à un mouvement de plus de 67 000 personnes, avec un budget annuel supérieur à deux milliards d'euros.

Néanmoins, dans un environnement en rapide évolution, bon nombre de mythes et de principes ayant entouré sa création sont contestés, voire critiqués. À l'ère post-Covid, plusieurs dynamiques continuent de fragiliser le travail des organisations humanitaires : politiques étatiques restrictives et quelquefois hostiles, présence accrue d'acteurs non étatiques dans un contexte de lutte contre le terrorisme, recul du respect du droit international humanitaire... MSF doit également faire face à d'autres problématiques, telles que la lutte contre les discriminations en son sein, son positionnement face aux mouvements contestataires sur ses terrains d'intervention, les défis liés au changement climatique, les questions de sécurité sanitaire mondiale, ou encore la protection des données personnelles des patients.

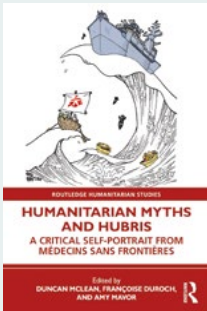
Reposant sur les points de vue de praticiens, analystes et universitaires, cet ouvrage collectif propose un état des lieux critique de l'action humanitaire contemporaine à travers le cas de MSF et constitue une lecture essentielle pour toute personne engagée dans le secteur de l'aide ou s'y intéressant.

**Duncan McLean** a géré des opérations avec MSF sur le terrain et au siège depuis 2002. Il est actuellement chargé de recherche senior au sein de l'Unité de recherche sur les enjeux et pratiques humanitaires (UREPH) de MSF – Suisse à Genève.

**Françoise Duroch** a commencé à travailler dans l'action humanitaire au début des années 1990 avec Handicap International, puis avec MSF. Elle a consacré plus de quinze années à la recherche sur la violence fondée sur le genre et coordonne actuellement l'Unité de recherche de MSF – Suisse.

**Amy Mavor** est titulaire de masters en langues européennes modernes et en traduction. Depuis 2018, elle travaille au sein de l'Unité de recherche de MSF – Suisse en tant que chargée de publication et d'édition.

# Reconcile the aspirations of the past with the expectations of today



*Humanitarian Myths and Hubris: A Critical Self-Portrait from Médecins Sans Frontières*

Duncan McLean, Françoise Duroch and Amy Mavor (eds.)

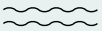
Routledge, 2026



*Boris Martin, editor-in-chief, met with Duncan McLean to discuss this book: watch the video of this interview*

<https://www.alternatives-humanitaires.org/en/category/interviews/>

## Publisher's note



This collective work offers a critical analysis of contemporary humanitarian action, through the prism of Médecins Sans Frontières (MSF).

Initially created to provide healthcare to the most vulnerable populations in crisis-stricken countries, MSF has grown from just a few dozen members in 1971 to a movement of over 67,000 people with an annual budget of over 2 billion euros. But in today's rapidly evolving global landscape, many of the founding principles and myths surrounding its creation are questioned or undermined. The post-COVID era has been marked by a reinforcement or acceleration of pre-existing trends that continue to challenge the work of humanitarian organisations: restrictive, or indeed hostile, state policies; the presence of non-state actors in counter-terrorism contexts; questionable adherence to international humanitarian law. MSF must also address several key issues, such as combating discrimination, defining its position with regard to protest movements in countries of intervention, confronting challenges related to climate change and global health security, and safeguarding patients' personal data.

Drawing on the viewpoints of practitioners, analysts, and academics, this book will be an essential read for anyone engaged in or curious about humanitarian action.

**Duncan McLean** is currently a Senior Researcher with MSF's reflection centre UREPH, based in Geneva. Holding a PhD in history, he has published widely on the humanitarian sector, regularly lectures at universities throughout Europe, and is on the editorial board of the *Journal of Humanitarian Affairs*.

**Françoise Duroch** began working in the humanitarian field in the early 1990s with Handicap International, then with MSF. She has spent 15 years researching gender-based violence and holds a PhD in social sciences. She is a lecturer at several universities and currently coordinates the MSF Switzerland research unit in Geneva.

**Amy Mavor** holds master's degrees in languages from the University of Edinburgh and translation from Université Rennes 2, and has worked since 2018 as Publishing and Editing Officer at MSF Switzerland's research unit.



# L'humanitaire n'est pas hors du monde – il en est le miroir

## Hierarchies and exclusions in humanitarianism



Clara Egger

HUMANITARIANISM  
ON ETHICS & POLITICAL THEORY

### *Hierarchies and exclusion in humanitarianism*

Clara Egger (ed.)

Manchester University

Press, 2025

(publié en anglais)

**L'aide humanitaire est-elle structurellement inégalitaire ? Dans sa préface à l'ouvrage collectif qu'elle a dirigé, Clara Egger décrypte les hiérarchies raciales, géopolitiques et institutionnelles qui traversent le secteur de l'aide, appelle à une refondation critique et inclusive de l'humanitarisme, et nous donne une furieuse envie de lire ce livre indispensable.**

En 2022, lorsque nous avons commencé à compiler les contributions de notre ouvrage *Hierarchies and exclusion in humanitarianism* [« Hiérarchies et exclusions dans l'humanitarisme »], nous étions motivés par le constat que, dans tous nos domaines de recherche et de pratique, l'action humanitaire, que l'on présente a priori comme une force de protection, d'humanité et de solidarité, reproduit trop souvent les structures inégalitaires qu'elle prétend corriger. Comme en témoignent la mise en avant de certaines voix plutôt que d'autres dans les récits humanitaires, les logiques de race et de genre à l'œuvre dans l'aide humanitaire, ou la reproduction des asymétries mondiales dans les hiérarchies institutionnelles, l'exclusion n'est pas un accident au sein de l'humanitarisme – elle fait partie intégrante de son architecture et de son *modus operandi*.

Quelque deux ans plus tard, alors que j'écris ce texte en avril 2025, il semble que certains événements internationaux aient grandement contribué à l'accélération du rythme de l'histoire et porté atteinte aux valeurs mêmes que l'humanitarisme défend. En raison de ces événements, nous avons dû questionner la pertinence de nos analyses, avec la crainte qu'elles ne résisteraient pas au moment géopolitique que nous traversons. Mais, petit à petit, nous avons pris conscience que dans ce monde qui avait changé de bien des manières, les questions essentielles que nous analysons dans cet ouvrage étaient devenues encore plus visibles, plus cruciales et, par conséquent, plus urgentes. Ces événements du monde réel ont plutôt renforcé la pertinence de nos analyses, en attirant l'attention internationale sur ces questions et en mettant en évidence l'argument principal de ce livre : l'humanitarisme doit être analysé non pas seulement comme une pratique du soin, mais aussi comme un domaine façonné par la politique, le pouvoir et les inégalités.

Les crises humanitaires récentes ont mis en lumière les attaques dont font l'objet l'action humanitaire internationale et la protection des civils pendant les conflits. Au Soudan, la guerre civile qui a éclaté en 2023 a entraîné l'une des pires crises de personnes déplacées au monde – qui est aussi, paradoxalement, l'une des moins médiatisées. Au moins 20 000 personnes ont été tuées et 13 millions ont été déplacées, parmi lesquelles près de quatre millions se sont réfugiées dans un pays voisin. Les attaques contre les civils, les violences sexuelles de masse et le nettoyage ethnique au Soudan se sont produits sur fond de désintérêt de la communauté internationale et de restriction de l'accès humanitaire. Les travailleurs humanitaires sont confrontés à des risques immenses, tandis que les organisations et les communautés locales, qui sont les premières à intervenir dans les situations de crise et qui fournissent la majorité des services vitaux, continuent à ne recevoir qu'un soutien minimal. À Gaza, la crise humanitaire a atteint des niveaux effroyables. À la suite d'une escalade des hostilités fin 2023, et dans un contexte de blocus et de destruction généralisée, des millions de personnes sont confrontées à de graves pénuries alimentaires et à l'effondrement des infrastructures. La mort de plusieurs travailleurs humanitaires et la politisation des couloirs humanitaires n'ont pas seulement soulevé des questions sur la capacité des organisations du secteur à mener leurs opérations efficacement ; elles ont aussi mis en évidence des dynamiques d'application sélective du droit international humanitaire. La République démocratique du Congo est elle aussi toujours en proie à des cycles de violence et de déplacements de population, dans une indifférence quasi générale. La réapparition de groupes armés comme le M23 a aggravé une situation déjà dramatique. Les attaques contre les structures médicales, les camps de réfugiés et les communautés locales n'ont reçu que peu d'attention de la part des médias traditionnels. C'est là un des thèmes centraux de cet ouvrage : la visibilité n'est pas répartie de façon égale, et les réponses humanitaires sont souvent davantage le reflet de priorités géopolitiques que des besoins.

Enfin, la guerre en Ukraine nous rappelle non sans douleur que le système humanitaire est à bien des égards capable de se mobiliser rapidement lorsque la volonté géopolitique est là. Depuis le début de l'invasion russe de grande ampleur en février 2022, des millions d'Ukrainiens ont fui leur foyer, ce qui a engendré l'une des plus grandes vagues de déplacement de population en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale. La réponse internationale a été rapide, bien financée et soutenue politiquement, en particulier par les gouvernements occidentaux. Bien que cette solidarité soit louable, elle a aussi mis en évidence les profondes inégalités qui existent dans le traitement des réfugiés. Les Ukrainiens, en grande majorité blancs et européens, ont pour la plupart été bien accueillis, comme en témoignent l'ouverture des frontières et les programmes d'intégration dont ils ont bénéficié, alors qu'à ces mêmes frontières les migrants et les demandeurs d'asile originaires d'Afrique, du Moyen-Orient et de l'Asie du Sud ont continué d'être arrêtés et confrontés au rejet et au soupçon. Ce contraste illustre les logiques raciales et politiques qui sous-tendent l'inclusion et l'exclusion humanitaires, et renforce un autre argument central de cet ouvrage : même lorsqu'il est très généreux, l'humanitarisme n'échappe pas aux hiérarchies raciales, géographiques et de pouvoir.

Ces exemples, qui ne donnent qu'un petit aperçu des souffrances endurées par d'innombrables personnes à travers le monde, n'ont rien d'aberrant. Ils sont symptomatiques de contradictions plus profondes au sein du secteur humanitaire, des contradictions que cet ouvrage étudie sous divers angles. Les articles de ce livre montrent en quoi les motivations et les élans normatifs des organisations humanitaires coïncident avec la persistance des inégalités dans la gouvernance de l'aide humanitaire.

Ces crises humanitaires ne peuvent pas être considérées de façon isolée, en dehors du contexte géopolitique dans lequel elles s'inscrivent. Ces dernières années, nous avons assisté à des changements radicaux dans le paysage politique mondial, qui ont été lourds de conséquences pour l'action humanitaire. Sous la bannière « *America First* » (« l'Amérique d'abord »), la deuxième administration Trump a pris des mesures qui ont redéfini le périmètre de l'engagement humanitaire : arrêt des financements de l'USAID, retrait de plusieurs accords multilatéraux, et assimilation des idéaux de la migration, de l'asile et de la solidarité à des menaces pour la sécurité nationale. Mais au-delà de ces changements politiques, l'ère Trump a normalisé un discours qui remet en cause la légitimité même de l'humanitarisme. La coopération internationale est perçue comme suspecte, la diversité et l'inclusion comme pathologiques, les engagements mondiaux comme des fardeaux, et la compassion se limite de plus en plus aux seuls individus jugés méritants sur la base de critères raciaux, religieux ou économiques. Ces idées ne sont pas propres aux États-Unis, mais elles viennent enhardir des mouvements aux discours similaires dans le reste du monde, de la Hongrie au Brésil en passant par l'Inde et le Royaume-Uni, partout où les principes humanitaires sont aujourd'hui subordonnés au nationalisme.

Ce contexte géopolitique permet d'expliquer pourquoi l'attention portée par notre livre aux hiérarchies et à l'exclusion n'est pas seulement opportune, mais essentielle. L'humanitarisme n'est pas extérieur à la politique ; il en fait partie et est souvent façonné par elle. L'aide humanitaire n'est pas seulement une réponse technique à un besoin. C'est aussi un domaine contesté, structuré par des décisions qui déterminent qui est important, qui mérite que l'on parle de sa souffrance et qui a le droit d'intervenir. Les contributions à cet ouvrage tentent en premier lieu de déterminer comment on en est arrivé là, et suggèrent des pistes pour une réforme de la gouvernance humanitaire, qui aurait d'ailleurs dû être engagée bien plus tôt. Bien sûr, ces questions ne sont pas nouvelles. L'humanitarisme est depuis longtemps soumis aux inégalités géographiques de la gouvernance mondiale. Mais ce qui est nouveau, ou en tout cas plus visible aujourd'hui, c'est le fossé qui se creuse entre les idéaux humanitaires et la réalité.

L'une des tendances les plus frappantes de ces dernières années est la diversification croissante du secteur humanitaire, qui comprend aujourd'hui des organisations humanitaires, des bailleurs de fonds, mais aussi des mouvements populaires qui choisissent délibérément d'agir en dehors du système traditionnel de l'aide humanitaire. Leur action remet en question l'idée selon laquelle l'expertise ne circulerait que dans une seule direction, et souligne le besoin de redéfinir ce qu'est une action humanitaire digne de ce nom et qui est habilitée à la mettre en œuvre.

Avec cet ouvrage, nous ne prétendons pas fournir de réponses exhaustives à ces questions. Mais nous espérons, grâce à l'ensemble d'outils critiques (analytiques, historiques et politiques) qu'il contient, faire mieux comprendre comment fonctionne l'humanitarisme et comment il peut être transformé. Les articles de ce livre traitent de ces questions dans différents contextes et en croisant différentes disciplines – de l'anthropologie et des relations internationales à l'intersectionnalité et la critique postcoloniale. Ainsi regroupés, ils donnent à voir plusieurs facettes de la manière dont les hiérarchies humanitaires sont produites, entretenues et, parfois, contestées.

Mais cet ouvrage n'est pas seulement critique. Il ouvre aussi le champ des possibles. En mettant en lumière les exclusions qui existent au cœur de l'humanitarisme, il encourage l'émergence de formes d'engagement plus inclusives. Cet ouvrage a été écrit et publié à une période marquée par plusieurs crises simultanées : pandémie de Covid-19, catastrophes dues au changement climatique, conflits violents, migrations forcées, montée de l'autoritarisme. Mais au milieu de ces crises sont également apparus des

mouvements de solidarité, d'attention et de résistance qui défient les logiques d'exclusion et viennent nous rappeler ce qu'est l'humanitarisme à son meilleur : non pas un geste paternaliste, mais la manifestation d'une reconnaissance mutuelle et d'une humanité partagée.

Nous espérons que cet ouvrage contribuera à donner corps à cette vision. Qu'il n'intéressera pas seulement les chercheurs et les étudiants, mais aussi les acteurs humanitaires, les décideurs politiques et les militants engagés pour le changement. Qu'il servira à la fois de miroir et d'incitation à l'action, en reflétant l'état actuel de l'humanitarisme tout en nous mettant au défi d'en imaginer un autre, meilleur, et de le faire advenir.

*Traduit de l'anglais par Lucile Guieu*

**Clara Egger**

*Professeure à l'Université Érasme de Rotterdam et membre  
du conseil d'administration d'Alternatives Humanitaires*



## Humanitarian action is not detached from the world – it reflects it

**Is humanitarian aid structurally unequal? In her preface to the collective work she edited, Clara Egger deciphers the racial, geopolitical and institutional hierarchies that permeate the aid sector, calls for a critical and inclusive overhaul of humanitarianism, and makes us eager to read this essential book.**

When we began compiling the contributions to *Hierarchies and exclusion in humanitarianism* in 2022, we were driven by the observation that across our fields of research and practice, humanitarian action – ostensibly a force for protection, humanity and solidarity – is too often entangled in the very structures of inequality it claims to address. Whether through the privileging of certain voices in humanitarian narratives, the interplay of racialised and gendered logics in aid work, or the institutional hierarchies that reproduce global asymmetries, exclusion has not been incidental to humanitarianism – it has often been built into its architecture and *modus operandi*.

Two years on, and as I write this in April 2025, it feels as if global events have significantly accelerated the pace of history and targeted the very values that humanitarianism stands for. These events made us question the relevance of our analyses, fearing that they would not stand the test of the current geopolitical moment. As events have unfolded, however, we have come to realise that while the world has changed in many ways, the core issues we analyse in this volume have only become more visible, more acute and, consequently, more urgent. If anything, real-world events have accelerated the relevance of our analysis, thrusting these issues into the global spotlight and underscoring the central claim of this book: that humanitarianism needs to be analysed not just as a practice of care, but as a field shaped by politics, power and inequality.

Recent humanitarian crises have highlighted the assault on international humanitarian action and on the protection of civilians in the midst of conflict. In Sudan, a civil war that erupted in 2023 has led to one of the world's most catastrophic, yet under-recognised, displacement crises. At least 20,000 people have been killed and 13 million displaced, with nearly four million crossing into neighbouring countries. The targeting of civilians, mass sexual violence and ethnic cleansing have occurred in a context of diminishing international attention and restricted humanitarian access. Aid workers face immense risks, while local organisations and communities, who are the first responders in humanitarian crises and provide the majority of life-saving services, continue to receive minimal support. In Gaza, the humanitarian crisis has reached appalling levels. Following the escalation of hostilities in late 2023, and amid a blockade and widespread destruction, millions face severe food shortages and collapsing infrastructure. The deaths of aid workers and the politicisation of humanitarian corridors have not only raised questions about the ability of humanitarian organisations to operate effectively, but have also highlighted the dynamics of selective application of international humanitarian law. The Democratic Republic of the Congo also continues to experience cycles of violence, displacement and neglect. The resurgence of armed groups such as M23 has exacerbated an already dire situation. Attacks on medical facilities, refugee camps and local communities receive little attention in the mainstream media, underscoring a central theme of this book: that visibility is unevenly distributed and humanitarian responses often reflect geopolitical priorities more than need.

Finally, the war in Ukraine has been a painful reminder that, in many ways, the humanitarian system can mobilise rapidly when geopolitical will aligns. Since Russia's full-scale invasion in February 2022, millions of Ukrainians have fled their homes, creating one of the largest displacement crises in Europe since World War II. The international response has been swift, well-funded and politically supported, particularly by Western governments. While this solidarity was laudable, it also exposed stark inequalities in the treatment of refugees. Ukrainians, predominantly white and European, were often welcomed with open borders and integration programmes, while migrants and asylum seekers from Africa, the Middle East and South Asia continued to face detention, pushback and suspicion at the same borders. The contrast illustrates the racialised and politicised logics of humanitarian inclusion and exclusion, and reinforces another central argument of this volume: that humanitarianism, even at its most generous, is never divorced from hierarchies of race, geography and power.

These examples – which don't do justice to the suffering of many others around the world – are not aberrations. They are symptomatic of deeper contradictions in the humanitarian arena – contradictions that this volume explores from a variety of angles. The essays in this volume show how the normative motives and impulses of humanitarian organisations coincide with the persistence of inequalities in the governance of aid.

These humanitarian crises cannot be seen in isolation from wider geopolitical developments. The past few years have seen dramatic shifts in the global political landscape, with profound implications for humanitarian action. Under the banner of "America First", the second Trump administration has taken steps that have reshaped the terrain of humanitarian engagement: defunding USAID, withdrawing from multilateral agreements, and framing ideals of migration, asylum, and solidarity as threats to national security. But beyond the policy changes, the Trump era has mainstreamed a political discourse that questions the legitimacy of humanitarianism itself. International cooperation is cast as suspect, diversity and inclusion as pathological, global commitments as burdensome, and compassion increasingly limited to those deemed deserving according to racial, religious, or economic criteria. These ideas are not confined to the US, but are emboldening like-minded movements around the world, from Hungary to Brazil, from India to the UK, where humanitarian principles have been subordinated to nationalism.

This geopolitical context helps to explain why our book's focus on hierarchies and exclusion is not only timely but essential. Humanitarianism does not exist outside of politics – it is embedded in and often shaped by it. Aid is not just a technical response to need; it is also a contested field, structured by decisions about who counts, whose suffering is visible, and who has the right to intervene. The contributions to this volume aim to unpack how this situation came to be in the first place, and to suggest avenues for a long overdue reform of humanitarian governance. Of course, these questions are not new. Humanitarianism has long been entangled in the uneven geographies of global governance. But what is new – or at least more visible – is the widening gap between humanitarian ideals and realities.

One of the most striking patterns in recent years has been the growing diversity of the humanitarian arena, including actors – be they humanitarian organisations, donors or grassroots movements – who deliberately operate outside the traditional aid architecture. Their work challenges the notion that expertise flows in one direction and highlights the need to rethink what counts as humanitarian action – and who gets to do it.

This volume does not claim to offer a comprehensive solution to these challenges. What we hope it does offer is a set of critical tools – analytical, historical and political – for understanding how humanitarianism works and how it might be transformed. The essays in this book address these questions across contexts and disciplines, from anthropology and international relations to intersectional theory and postcolonial critique. Taken together, they provide a multifaceted picture of how humanitarian hierarchies are produced, maintained and sometimes resisted.

But this volume is not just about critique. It is also about possibility. By exposing the exclusions at the heart of humanitarianism, it contributes to imagining more inclusive forms of engagement. This book has been written and published at a time of overlapping crises – Covid-19, climate-induced disasters, violent conflict, forced migration, rising authoritarianism. Yet in the midst of these crises, there are also movements of solidarity, care and resistance that defy exclusionary logics and remind us of what humanitarianism can be at its best: not a paternalistic gesture, but a practice of mutual recognition and shared humanity.

We hope that this volume will contribute to this vision. That it will appeal not only to scholars and students, but also to humanitarian practitioners, policy-makers and activists committed to change. That it will serve as both a mirror and a provocation: reflecting the current state of humanitarianism while challenging us to imagine – and work towards – something better.

**Clara Egger**

*Professor at Erasmus University Rotterdam,  
board member of Humanitarian Alternatives*



**ALTERNATIVES  
HUMANITAIRES EST  
AUSSI EN LIGNE !**  
**HUMANITARIAN  
ALTERNATIVES  
IS ALSO ONLINE!**

**EN PLUS DE L'INTÉGRALITÉ DES ARTICLES EN  
ACCÈS LIBRE, VOUS TROUVEREZ ÉGALEMENT :**  
**IN ADDITION TO ALL THE ARTICLE IN OPEN  
ACCESS, YOU WILL ALSO FIND:**

### **FORUM**

Réagissez aux articles ou prenez la parole  
à votre tour !  
React to articles or share your views!

### **CAMPUS**

Des articles produits par des étudiants  
de nos universités partenaires  
Articles submitted by students  
in our partner universities

### **ENTRETIENS**

Des interviews exclusives de chercheur-euses  
ou acteur-ices du monde humanitaire  
exclusive interviews with researchers and  
stakeholders in the humanitarian sector

### **ET AUSSI**

Un espace membre  
gratuit pour  
sauvegarder les articles  
de votre choix  
A free dedicated  
members' area to save  
your favorite articles

Une boutique en ligne  
pour les abonnements  
et les revues papier  
A purchases area  
for subscriptions  
and printed issues



[alternatives-  
humanitaires.org](https://alternatives-humanitaires.org)

**POUR SUIVRE L'ACTUALITÉ DE LA REVUE, REJOIGNEZ LA COMMUNAUTÉ AH !**  
**FOR REGULAR UPDATES, JOIN THE HA COMMUNITY!**

**[WWW.ALTERNATIVES-HUMANITAIRES.ORG/EN](https://www.alternatives-humanitaires.org/en)**



## CRÉDITS PHOTOS – PHOTO CREDITS

## 1 – Couverture

| Cover

© Anthony Micallef pour

Action contre la Faim

• Marseille, juillet 2024.

Photo illustrative du dossier « Vivre en squat : une fatalité à Marseille ? », publié par le collectif ALERTE PACA dont Action contre la Faim fait partie. Ce dossier a pour but de visibiliser une autre réalité de l'ultra-précarité et du sans-abrisme à Marseille – la vie en squat – et d'alerter les autorités publiques sur la situation des personnes et les solutions à mettre en place.

• Marseille, July 2024. Illustrative photo from the report "Living in Squats: An Inevitable Fate in Marseille?" published by the ALERTE PACA collective, of which Action Against Hunger is a member. The aim of this report is to highlight another reality of extreme poverty and homelessness in Marseille: life in squats, and to alert the public authorities to the situation of these people and the solutions that need to be put in place.

## 2 – Éditorial

| Editorial

© Meryl Sotty/MSF

• Pantin, France, 14 février 2025. Depuis juillet 2024, Médecins Sans Frontières (MSF) a réorienté ses activités du centre de jour pour mineurs non accompagnés en région parisienne, vers un programme exclusivement dédié aux jeunes filles. Ces adolescentes, qui ont déposé un recours pour reconnaissance de minorité, se retrouvent sans protection institutionnelle malgré leur jeune âge et leur extrême vulnérabilité.

• Pantin, France, 14 February 2025. Since July 2024, Médecins Sans Frontières (MSF) has redirected its day centre activities for unaccompanied minors in Pantin, Paris area, towards a program exclusively dedicated to young girls. These teenage girls, who filed an appeal for recognition of their minority, are left without institutional protection despite their young age and extreme vulnerability.

## 3 – Focus

© Anthony Micallef pour  
Action contre la Faim

• Marseille, juillet 2024.

Photo illustrative du dossier « Vivre en Squat : une fatalité à Marseille ? », publié par le collectif ALERTE PACA dont Action contre la Faim fait partie. Ce dossier a pour but de visibiliser une autre réalité de l'ultra-précarité et du sans-abrisme à Marseille – la vie en squat – et d'alerter les autorités publiques sur la situation des personnes et les solutions à mettre en place.

• Marseille, July 2024.

Illustrative photo from the report "Living in Squats: An Inevitable Fate in Marseille?" published by the ALERTE PACA collective, of which Action Against Hunger is a member. The aim of this report is to highlight another reality of extreme poverty and homelessness in Marseille: life in squats, and to alert the public authorities to the situation of these people and the solutions that need to be put in place.

## 4 – Perspectives

© V. Vanniasingam/HI

• *Broken Chair* (« la chaise brisée »), monument du sculpteur Daniel Berset érigé en 1997 par Handicap International en soutien au processus d'Ottawa. Près de trente ans après l'entrée en vigueur du Traité, la « Broken Chair » fait toujours face au Palais des Nations à Genève, rappelant aux membres de la communauté internationale leur devoir de protéger les populations civiles des conflits et de leurs conséquences irréparables.

• *Broken Chair*, the monument by sculptor Daniel Berset, was erected in 1997 by Handicap International in support of the Ottawa process. Nearly thirty years after the Ottawa Treaty came into force, Broken Chair is still facing the Palace of Nations in Geneva, reminding members of the international community of their duty to protect civilians from conflicts and their enduring consequences.

## 5 – Opinion

© Collection particulière

| *Private collection*

• Extraordinaire triptyque de 1915 symbolisant les trois principes cardinaux de l'action humanitaire : humanité, impartialité, neutralité. Ils sont incarnés par une infirmière soignant indistinctement trois soldats, allemand, britannique et français. Ces cartes postales sont, par leur thème, extrêmement rares. Durant la Grande Guerre, la représentation de l'infirmière Croix-Rouge était en effet quasi exclusivement utilisée comme vecteur patriotique.

• An extraordinary triptych from early 1915 symbolizing the three cardinal principles of humanitarian action: Humanity, Impartiality, and Neutrality. These principles are embodied by a nurse treating three soldiers—German, British, and French—without distinction. Postcards with this theme are extremely rare. During the Great War, the image of the Red Cross nurse was used almost exclusively as a vehicle for patriotism.



## À propos / *About us*

Cette revue répond aux ambitions suivantes:

- Encourager et participer à la réflexion globale du secteur humanitaire sur ses pratiques et son évolution, grâce à une publication imprimée sur abonnement et une diffusion numérique en accès libre.
- Établir un espace de rencontre et de dialogue, une proximité et une dynamique d'échange entre chercheur·euses en sciences humaines (sociologie, histoire, économie, anthropologie...) et praticien·nes de l'action humanitaire sur les défis auxquels ce secteur est confronté.
- Faire mieux entendre sur la scène internationale les approches humanitaires puisant leurs racines dans le courant « sans-frontières » grâce à une mise en commun de moyens, de pensée et de projets.
- Favoriser le dialogue et les échanges dans ces domaines entre chercheur·euses et praticien·nes des pays du Nord et du Sud.

This review pursues the following ambitions:

- To encourage and participate in the global reflection on the humanitarian sector, its practices and its evolution, with a digital open access distribution and a printed edition available by subscription.
- To create a meeting place and a space for dialogue, proximity and a dynamic exchange between researchers in humanities (sociology, history, economics, anthropology, etc.) and practitioners of humanitarian action concerning the challenges that this sector is confronted with.
- To give a broader international audience to a specific approach of humanitarian action rooted in the "without borders" movement, through the pooling of resources, thinking and projects.
- To stimulate dialogue and exchanges in these fields between researchers and practitioners from the countries of the North and the South.

Les opinions émises et informations délivrées dans la revue n'engagent que leurs auteur·rices.

*The opinions expressed in the review are only those of the authors, who are responsible for the information provided in it.*

Remerciements | *Acknowledgements*  
Pour sa contribution bénévole à ce numéro:  
*For his voluntary contribution to this issue:*  
Brax

Conception | *Conception*  
In medias res  
ISSN : 2492-7120  
ISBN : 978-2-38495-012-6

Imprimeur | *Printer*  
IDMM imprimerie - Champagne-au-Mont-d'Or



This product comes from sustainably  
managed forests and controlled sources

## *Diffusion de la revue*

*Alternatives Humanitaires* est disponible:

- en accès libre dans sa version numérique (lecture seule et téléchargement) sur notre site: [www.alternatives-humanitaires.org](http://www.alternatives-humanitaires.org)
- sur support papier, soit par abonnement annuel soit par achat au numéro.

## *Distribution of the review*


*Humanitarian Alternatives* is available:



- in open access in its digital version (read-only and download) on our website: [www.alternatives-humanitaires.org/en](http://www.alternatives-humanitaires.org/en)
- in print by subscription or individual purchase.


Pour toute question ou souhait de contribution, n'hésitez pas à nous contacter:

*If you have any questions or if you wish to contribute to the review please do not hesitate to contact us:*

contact@alternatives-humanitaires.org

 company/revueah

  @RevueAH

Retrouvez-nous aussi sur / Find us also on   
[www.alternatives-humanitaires.org](http://www.alternatives-humanitaires.org)

**ÉDITORIAL | EDITORIAL**

**Action sociale et action humanitaire : une nécessaire extension du domaine de la solidarité**  
— Social action and humanitarian action: a much-needed broadening of the scope of solidarity

1

F. Meunier  
V. Léger

**FOCUS | ACTION HUMANITAIRE ET ACTION SOCIALE : MÊME COMBAT ?  
HUMANITARIAN ACTION AND SOCIAL ACTION: A COMMON FRONT?**

**Entre urgence sociale, résilience territoriale et résistance : quand les acteurs humanitaires s'engagent en France**  
— Social urgency, local resilience and resistance: when humanitarian players get involved in France

14

J. Baché  
V. de Geoffroy

**La santé mentale et le soutien psychosocial au service d'une action humanitaire et sociale intégrée : vers des réponses éthiques et contextualisées dans un monde polarisé**  
— Bridging humanitarian and social action through mental health and psychosocial support: towards ethical and context-sensitive responses in a polarised world

26

M. Bray  
L. Carrasco Colom

**L'accès à l'eau comme révélateur des recompositions et convergences de mandats entre le social et l'humanitaire : l'expérience de Solidarités International en France hexagonale**  
— Water access as an indicator of restructuring and convergence of mandates in social and humanitarian work: the experience of Solidarités International in mainland France

40

P. Pruvost-Czapek  
M. Gallego  
B. Guillaume

**Intervenir dans son propre pays, un accélérateur de questionnements pour une organisation humanitaire**  
— How operating in a domestic context fast-tracks a humanitarian organisation's existing concerns

52

H. Quéau  
A. Maurus  
M. Fassolette

**Une organisation humanitaire dans le champ social : enseignements d'un accueil de jour pour mineurs non accompagnés géré par Médecins Sans Frontières en Île-de-France**  
— A humanitarian organisation in social care: insights from a Médecins Sans Frontières day centre for unaccompanied minors in France's Île-de-France region

63

V. Levaillant

**Action humanitaire et action sociale : une réponse concrète dans la métropole de Lyon**  
— Humanitarian action and social action – a practical response in the Lyon Metropolitan Area

74

F. Hautevelle  
C. d'Hennezel  
F. Meunier

**PERSPECTIVES**

**Le retour des champs de la mort : quand les mines antipersonnel ressortent des « pouelles de l'histoire »**  
— Back to the killing fields? Anti-personnel mines return from the dustbin of history

90

J.-B. Richardier

**OPINION**

**Les sept Principes fondamentaux de la Croix-Rouge : une grammaire éthique pour le grand public**  
— The seven Fundamental Principles of the Red Cross: an ethical framework for the general public

104

F. Joli

**REPORTAGE**

**Les champs de la mort**  
— Killing fields

116

F. Rosa

**CULTURE**

**Complètement Brax — Totally Brax Livres — Books**

138

Mars 2026  
—  
Numéro 31

**ALTERNATIVES HUMANITAIRES**

**HUMANITARIAN ALTERNATIVES**

March 2026  
— Issue 31

18€



9 782384 950126